

2

AVRIL - JUIN 1969

11^e année

cahiers de documentation européenne

PARLEMENT EUROPEEN

Direction générale de la documentation
parlementaire et de l'information

Outre les actes officiels publiés au «Journal Officiel des Communautés», les activités des Communautés européennes font l'objet de publications régulières.

En particulier la Commission des Communautés européennes publie un Bulletin mensuel sur l'activité des Communautés et le Parlement européen relate ses activités dans le périodique «Parlement Européen-Informations».

Le Conseil de Ministres publie un communiqué de presse à l'issue de chacune de ses sessions. Son activité fait également l'objet d'une rubrique dans le Bulletin des Communautés.

Le Comité économique et social publie des communiqués de presse à l'issue de ses sessions plénières et son activité d'ensemble fait l'objet d'un Bulletin d'Information trimestriel.

Les Cahiers de documentation européenne sont conçus comme un complément à ces publications. Ils relatent les événements les plus marquants concernant l'intégration européenne qui se déroulent en dehors des organes des Communautés.

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DE L'INTEGRATION EUROPEENNE

sur le plan national

	<u>Page</u>
<u>I. Gouvernements et Parlements</u>	
<u>Allemagne</u>	
1. M. Strauss, ministre des finances de la République fédérale, et l'unification européenne (avril-mai).....	9
2. M. Brandt, ministre fédéral des affaires étrangères, et la politique européenne (7 mai).....	14
3. Recommandations du Bundesrat concernant la proposition de la Commission des Communautés européennes relative à une décision du Conseil sur l'uniformisation graduelle des accords commerciaux conclus par les Etats membres avec des pays tiers et sur la conclusion d'accords communautaires (9 mai).....	18
4. Le ministre fédéral de la coopération économique propose un moratoire pour les pays en voie de développement (22 mai).....	18
5. Le Chancelier Kiesinger, la Communauté politique et l'avenir de l'Europe (mai-juin).....	20
6. M. Höcherl, ministre fédéral de l'alimentation, estime que le plan Mansholt n'est pas un projet approprié à la future politique agricole (12 juin).....	23
<u>Belgique</u>	
1. M. Harmel et l'action européenne de la Belgique (3 mai).....	25
2. Interpellation, au Sénat, sur la politique européenne du gouvernement belge et sur le développement du Benelux (20-21 mai).....	27
3. A la Chambre des représentants, examen et vote du budget de l'agriculture pour 1969 - Critique du plan Mansholt (20-29 mai).....	30
4. Interpellation sur les suites données à la résolution du Parlement européen sur les relations avec la Grèce (10 juin).....	34
5. La Chambre des Représentants est saisie d'une proposition de résolution visant à amender l'article 237 du traité instituant la C. E. E. (17 juin).....	36

Etats-Unis

Le secrétaire américain au commerce et l'élimination des obstacles non tarifaires aux échanges internationaux (avril)	37
---	----

France

1. M. Michel Debré et les problèmes européens (avril)	38
2. La campagne présidentielle et l'Europe (élections du président de la République les 1er et 15 juin)	40
3. Déclarations de MM. Michel Debré et Maurice Schumann lors de la passation des pouvoirs au Quai d'Orsay (25 juin)	47
4. Extraits de la déclaration de politique générale du nouveau gouvernement faite à l'Assemblée Nationale par le Premier ministre M. Chaban-Delmas et de l'interview accordée le lendemain par le nouveau chef du gouvernement à Europe n° 1 (27 et 28 juin)	49

Grande-Bretagne

1. M. Stewart réitère le désir de la Grande-Bretagne de faire partie de la C. E. E. (2 mai)	50
2. M. Wilson répond, aux Communes, à des interpellations sur la politique européenne de son gouvernement (22 mai et 10 juin)	51

Irlande

Déclaration de M. John Lynch, Premier ministre de la République d'Irlande (20 juin)	54
---	----

Italie

1. Débat de politique européenne au Sénat (5 mars)	56
2. Interview accordée à "l'Express" et à l' "Européen" par M. Emilio Colombo, ministre italien du Trésor (11-18 avril)	58
3. Déclarations du ministre des affaires étrangères, M. Nenni, à propos d'une conférence Est-Ouest (17 avril)	59
4. Le président Saragat en Grande-Bretagne : les engagements anglo-italiens à l'égard de la construction de l'Europe (22-29 avril)	59
5. Déclarations du gouvernement italien au Parlement sur les problèmes posés par les secteurs des agrumes et du tabac (7 et 30 mai)	61

6. Déclaration de M. Rumor, président du Conseil italien, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration d'un buste d'Alcide de Gasperi (15 mai)	64
7. Déclarations de M. Nenni, ministre des affaires étrangères d'Italie, au sujet de la Grèce (23 mai)	66
8. Visite de M. Nenni, ministre italien des affaires étrangères, en Yougoslavie (26-29 mai)	66
9. Visite en Turquie du président du Conseil italien (5-8 juin)	68
10. Visite du ministre des affaires étrangères du Luxembourg à Rome (20 juin)	68

Luxembourg

1. La Chambre des députés refuse de ratifier le protocole d'adhésion de la Grèce à la Convention d'assistance douanière (7 mars)	69
2. L'élection des représentants luxembourgeois au Parlement européen (24 avril)	70

Pays-Bas

1. Débat budgétaire sur l'agriculture devant la Première Chambre (20 mai)	71
2. Le gouvernement néerlandais adresse à la Commission européenne un mémorandum sur la mise en oeuvre d'une politique en faveur des petites et moyennes entreprises (juin)	75
3. Les débats de la Première Chambre néerlandaise sur le budget du ministère de l'économie (3-4 juin)	76
4. M. Luns et le plan Brandt relatif à l'intégration européenne (5-6 juin)	78
5. Le problème de l'Euratom devant la Seconde Chambre (25 juin)	79
6. Questions parlementaires	
- Les accords d'association avec la Tunisie et le Maroc ainsi qu'avec Israël (27 mars)	80
- Exportations subventionnées de céréales françaises (12 mai)	81
- Organisation commune des marchés des vins et des tabacs (9 juin)	82

Suède

La visite à Bonn de M. Erlander, Premier ministre de Suède (17 avril)	83
---	----

II. Partis et personnalités politiques

Page

1. Andrew Shonfield : Comment tourner le veto français en matière européenne (1er avril)	85
2. Les sociaux-démocrates allemands et l'Europe. Le point de vue de M. H. -J. Wischnewski, secrétaire général de la S. P. D. (avril)	86
3. M. La Malfa parle de problèmes européens à l'université de Wellesley (avril)	89
4. Plaidoyer de M. Hallstein pour l'unité de l'Europe (17 avril-2 mai)	90
5. M. Vredeling critique la politique conjoncturelle (21 avril)	92
6. Une conférence de M. Robert Marjolin (1er mai)	93
7. La position de la Suisse en Europe. Exposés de M. Celio, conseiller fédéral, et de l'ambassadeur Weitnauer (4 et 13 mai)	95
8. L'ambassadeur d'Israël auprès des Pays-Bas évoque l'association de son pays avec la Communauté européenne (5 mai)	97
9. Douglas Jay, MP : Restons en dehors de la Communauté des Six (7 mai)	99
10. Prise de position de M. Sudreau sur l'Europe (8 mai)	99
11. Hambourg et la C. E. E. - Déclarations de M. Weichmann, bourgmestre de Hambourg, et du Sénateur Kern, ministre de l'économie du Land de Hambourg, relatives au problème de l'intégration (29 mai)	100
12. Déclarations du Sénateur J. Javits sur les problèmes atlantiques et européens (29 mai-6 juin)	102
13. Prise de position de Sir Con O'Neill sur la politique européenne et réponse de Lord Gladwyn (4 et 7 juin)	103
14. Prise de position de M. Mackintosh sur la politique européenne de la Grande-Bretagne (7 juin)	106
15. Une interview de M. V. Leemans à propos de la position actuelle de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la Communauté (16 juin)	107

III. Organisations et groupes d'intérêt

1. Les industriels belges et le renouvellement de la Convention de Yaoundé (avril)	108
2. Mémoire de l'industrie sidérurgique néerlandaise à l'intention de la Commission européenne (9 avril)	111
3. L'Institut Allemand de l'Industrie demande une réforme de la politique agricole de la C. E. E. (16 avril)	112

4. "Le destin industriel de la France doit se jouer dans le cadre de l'unité européenne" déclare M. Paul Huvelin, président du Centre national du patronat français (22 avril)	114
5. La Conférence au sommet du Benelux à la Haye (28-29 avril)	115
6. La politique des consommateurs pratiquée par la Communauté provoque des réactions aux Pays-Bas (avril-mai)	117
7. Le "Times" et l'élection du Parlement européen au suffrage universel (7, 10 et 21 mai)	119
8. Interview de M. Anthony Crosland à propos de la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E. (12 mai)	121
9. Déclarations du président de la Confédération des agriculteurs italiens au sujet de l'Europe (14 mai)	123
10. Communes, provinces et régions d'Italie face au Mémorandum Mansholt (16 mai)	124
11. Le directeur général de la F. A. O. se prononce sur la politique agricole et l'aide alimentaire (16 mai)	125
12. L'Europa-Union Deutschland critique, dans un mémorandum, la politique européenne du gouvernement fédéral (21 mai)	127
13. L'agriculture belge et le plan Mansholt (21 mai)	130
14. La Fédération de l'Industrie Allemande (B. D. I.) demande une intégration rapide de l'Europe (mai-juin)	131
15. L'Union néerlandaise des assureurs se prononce sur l'influence des directives communautaires sur le secteur néerlandais des assurances (3 juin)	135
16. La Chambre de commerce de Rotterdam et les excédents agricoles de la Communauté (4 juin)	135
17. Journée d'étude de l'équipe néerlandaise de l'Union européenne des démocrates-chrétiens, Scheveningen, le 13 juin	137
18. La Fédération allemande du commerce de gros et du commerce extérieur condamne le protectionnisme agricole de la C. E. E. et réclame la libéralisation du commerce mondial (11 et 23 juin)	138
19. Les industries belges veulent relancer l'Europe (juin)	139
20. L'assemblée des délégués de l'association des agriculteurs allemands évoque le problème de la politique des prix agricoles (19 juin)	144
21. Le programme d'action européen du groupe parlementaire C. D. U. / C. S. U. (19 juin)	145
22. Le Mouvement Européen examine les problèmes institutionnels de l'élargissement des Communautés européennes (20-21 juin)	146

23. M. Wolff von Amerongen, président de la Conférence allemande de l'industrie et du commerce, propose un nouveau programme de libéralisation pour les pays de commerce mondial (21 juin)	147
--	-----

sur le plan communautaire et international

I. Exécutif communautaire

1. M. Haferkamp, membre allemand de la Commission de la C. E. E. , préconise à Bonn la prolongation de la période transitoire (24 avril)	150
2. Le prix Charlemagne d'Aix-la-Chapelle à la Commission de la C. E. E. (15 mai)	151
3. Les problèmes d'actualité du Marché commun exposés par M. Colonna di Paliano (20 mai)	153
4. Le président Rey affirme que l'indépendance de l'Europe passe par son unité (24 mai)	154
5. M. Hans von der Groeben, membre allemand de la Commission des Communautés européennes, préconise la conclusion d'un nouveau traité-cadre européen (28 mai)	156
6. M. Hellwig, vice-président de la Commission de la C. E. E. , prend position sur certains problèmes posés par l'unification européenne, à l'assemblée annuelle de l'Association de la propriété industrielle et devant l'Association des Fédérations d'industriels de Rhénanie du Nord-Westphalie (29 mai-10 juin)	158
7. M. Raymond Barre, vice-président de la Commission des Communautés européennes, rejette les modifications des cours du change comme solution aux problèmes monétaires (20 juin)	160

II. Mouvements, organisations et personnalités

1. Les syndicats (U. P. T. C. et C. M. T.) et le renouvellement de la Convention de Yaoundé (janvier)	162
2. Congrès du Mouvement fédéraliste européen à Trieste (11-13 avril)	164
3. Création à La Haye d'une Fédération syndicale européenne (24-26 avril)	165
4. Les syndicats européens (C. I. S. L. et C. M. T.) et la fusion des traités (avril)	169

	<u>Page</u>
5. Les syndicats (C. I. S. L. et C. M. T.) et les sociétés commerciales européennes (avril-mai)	171
6. Résolution sur le plan Mansholt adoptée par la 6ème rencontre des femmes socialistes de la C. E. E. (5 mai)	173
7. Premier Congrès de l'Organisation européenne de la Confédération mondiale du travail (7-9 mai)	174
8. Les banques pour une coordination des politiques économiques et monétaires des Six (mai)	177
9. L'industrie européenne et la politique énergétique communautaire (20 mai)	177
10. L'industrie européenne et le plan Mansholt (27 mai)	180
11. Les questions européennes au Congrès de l'Internationale Socialiste (16 et 17 juin)	181

DEUXIEME PARTIE

BIBLIOGRAPHIE METHODIQUE

1. Problèmes généraux	1/B
2. Questions institutionnelles	4/B
3. Questions économiques	5/B
4. Questions financières et monétaires	7/B
5. Concurrence	9/B
6. Questions sociales	11/B
7. Agriculture	14/B
8. Transports	17/B
9. Energie	18/B
10. Recherche et culture	20/B
11. Pays et territoires associés	22/B
12. Relations extérieures	23/B
13. Défense	25/B
14. Questions juridiques	26/B

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DE L'INTEGRATION EUROPEENNE

Sur le plan national

I - GOUVERNEMENTS ET PARLEMENTS

Allemagne

1. M. Strauss, ministre des finances de la République fédérale, et l'unification européenne

M. Strauss, ministre des finances de la République fédérale, a constaté, dans un article paru au début d'avril dans la "Politisch-Soziale Korrespondenz", que les Etats européens se trouvaient, face aux événements de Prague et du Moyen-Orient, dans un état de fatale impuissance.

En une nuit, la brutale intervention de la Russie soviétique contre le peuple tchécoslovaque a tiré en sursaut l'Europe des rêves d'une politique de détente européenne. Le processus de détente et de réconciliation entre l'Est et l'Ouest, auquel aspiraient les peuples d'Europe, a été arrêté d'un seul coup. Et la nouvelle définition de la notion de "souveraineté" à l'usage des membres du pacte de Varsovie enrichit la matière du droit international.

L'espoir, nourri par beaucoup, que l'hiver de Prague pourrait conduire à un printemps européen, ne s'est pas réalisé jusqu'ici. Dans cette affaire, l'idée reçue que l'Europe aurait besoin pour s'unir d'une "contrainte extérieure" s'est révélée illusoire. En dehors de quelques déclarations de circonstance sur la nécessité d'un rapprochement plus poussé en Europe et sur le renforcement de l'O.T.A.N., les Européens n'ont pas trouvé jusqu'ici de meilleure formule.

Certes, l'impossibilité de fonder la paix et la liberté de l'Europe sur la division de notre continent a été reconnue, mais qui en a tiré les conséquences ? Personne. Les Etats libres d'Europe offrent au contraire le lamentable spectacle de la désunion et de l'indécision. Leur politique européenne ressemble à un carrousel tournant sans fin au rythme de l'orchestration diplomatique des blocages réciproques, des attermolements et des marchandages autour des pfennigs de l'agriculture. Et tout cela est interrompu de temps à autre par des rencontres où l'on se côtoie aimablement en espérant le temps d'une meilleure coopération. Dans les Communautés européennes, l'ambition à courte vue de bureaucrates nationalistes et l'indécision des hommes politiques responsables dans tous les Etats partenaires sont à l'origine d'un pullulement d'intérêts égoïstes.

Qui nierait que tous les Européens, après avoir assisté à des centaines de congrès et prononcé des douzaines de discours, soient sur le point de perdre les assises de leur droit à la libre détermination. Le fait est que les Etats

géants, les Etats-Unis et l'U.R.S.S., et à l'arrière-plan la Chine communiste, sont en train de fixer et de consolider si bien les positions mondiales que la gigantesque pente sur laquelle nous sommes déjà risque, dans peu d'années ou de décennies, de s'accroître d'une façon vertigineuse.

C'est pourquoi quiconque en Europe déclare aujourd'hui qu'il ne veut pas dépendre, pour sa prospérité ou sa perte, de la puissance de l'Amérique ou de l'amour de la paix de Moscou, qu'il ne veut ni devenir Américain ni tomber sous le contrôle de Moscou, doit, s'il est conséquent, accomplir une mission. Et cette mission ne peut être que celle-ci : réaliser l'unité des nations européennes qui, par leur géographie, leur histoire, leur situation économique, sont capables de la réaliser. C'est le seul moyen de créer le grand espace d'un quart de milliard de producteurs et de consommateurs, pour que tous profitent des avantages de l'intégration. Concevoir ce grand espace européen est la grande tâche du dernier tiers du XXième siècle. Si nous le créons, nous surmonterons la division de l'Europe, nous réglerons les problèmes de l'Europe. Si nous le créons, nous parviendrons à ce qu'à la fin de ce siècle peut-être, les Européens continuent à participer aux décisions qui les concernent autrement que sous une forme purement protocolaire par des consultations tardives.

C'est pourquoi il faut édifier le marché commun et lui garder son caractère ouvert. Aucun Etat européen n'a le droit de tenir d'autres Etats européens à l'écart de l'union économique et politique, s'ils ont la volonté sincère de participer à la construction des Etats unis d'Europe, c'est-à-dire l'intention de les créer et non de l'empêcher par leur adhésion. Qui veut construire l'Europe n'a pas à produire des objections à la chaîne, mais au contraire aider à la réussite de la grande idée morale et historique qu'est l'unification et la liberté de toute l'Europe.

Si cela ne se fait pas, cette heure fatidique pour l'Europe passera en affligeante pusillanimité et nul dans le monde ne songera à nous plaindre. Enfin de compte, nos peuples ne demandent pas quel pays, dans le conflit des intérêts et les questions de prestige, a eu des avantages et des désavantages et lesquels. Ils considèrent le tout et jugent notre politique au succès de l'ensemble et au fait que nous ayons ou non reconnu les signes du temps. L'Europe ne se fera pas d'elle-même. L'objectif à atteindre ne peut l'être que par une politique clairement définie, efficace, résolue et courageuse. Nos peuples attendent maintenant de nous que nous prenions une initiative pour maintenir et renforcer notre continent dans le but d'imposer l'autonomie politique, économique et militaire des peuples européens, sans laquelle tout ordre pacifique européen est inconcevable.

A l'occasion de sa visite à Londres, les 19-20 mai, M. Franz-Josef Strauss, ministre des finances de la République fédérale d'Allemagne, a défini sa politique européenne au cours d'un discours devant le European Atlantic Group à la Chambre des Communes et d'une interview télévisée.

M. Strauss a notamment déclaré : ... "Engageons des négociations en vue de déterminer la procédure d'adhésion et d'examiner les problèmes que pose celle-ci, qui sont dans une large mesure agricoles et monétaires. Ce ne sont pas seulement des problèmes posés par l'adhésion britannique, mais des problèmes qui nous préoccupent déjà en Europe..."

Pour lui, ce nouvel examen est un processus "à l'issue duquel, dans un délai limité, l'entrée automatique dans le Marché commun sera organisée, et ne dépendra plus d'une décision arbitraire subordonnée à un vote unanime..."

Préconisant un programme commun de défense en Europe, il a déclaré que celui-ci exigeait une politique commune et impliquait à long terme une Europe fédérale. "Pour définir ma politique et, je pense, celle de mon cabinet, je dirai : "Nous approchons d'un nouveau point de départ pour lancer une initiative européenne d'envergure : d'un point où de nouvelles décisions pourront être prises. Aucun homme politique allemand raisonnable ne pourra jamais défendre l'idée qu'une Europe unie puisse être édiflée sans la Grande-Bretagne..."

Le but n'est pas "d'ériger une troisième puissance européenne capable de suivre une politique de puissance au sens où l'entendait le XIX^{ème} siècle, mais une Europe ayant une voix propre, capable de tenir sa place dans la compétition technologique et conservant son droit à la libre détermination..."

M. Strauss a ensuite réclamé une refonte de l'Alliance atlantique prévoyant une "division nucléaire du travail" entre l'Europe et les Etats-Unis et la création d'une organisation européenne de défense... "Si les Etats-Unis entendent pouvoir relever des défis encore plus grands, ils ont besoin à leurs côtés d'une Europe qui soit une puissance de plein droit. Les Européens n'ont pas le droit d'attendre de leurs amis et alliés américains qu'ils soient éternellement responsables de la liberté et du sort de l'Europe.

Une association effective n'est possible qu'entre des partenaires de force comparable et qui gardent une certaine liberté d'action. C'est pourquoi des rapports plus conformes aux forces potentielles devraient remplacer les rapports actuels d'inégalité entre les Etats-Unis et les divers pays européens...

La condition en est la renaissance de l'alliance atlantique. Et ceci n'est possible que si l'O.T.A.N. est transformée, d'alliance défensive pour la protection par les Etats-Unis des nations européennes libres, en pacte américano-européen.

Un tel pacte ne peut être conclu que si les partenaires européens occidentaux forment d'abord un groupe à l'intérieur de l'alliance, dans le but de mener une action politique conjuguée...

Ce dont nous avons besoin à l'avenir n'est pas une conception de défense militaire, c'est une conception de la sécurité politique qui s'accorde au progrès de la technologie.

La première étape pourrait être la formation par la Grande-Bretagne et la France d'un pool de leurs armes nucléaires, ce qui constituerait le noyau d'une force nucléaire européenne. A ce stade initial de la Communauté, l'ordre d'emploi des armes nucléaires ne pourrait être donné que par les autorités sur le territoire desquelles ces armes seraient situées.

Tant que les pays d'Europe ne réussiront pas à réaliser une politique commune, ils seront dépourvus de puissance réelle. Ils doivent reconnaître qu'à l'heure actuelle, la situation mondiale oblige l'Europe à retrouver voix au chapitre dans la politique mondiale et à cesser de se laisser subjuguier."

Dans une émission de la télévision britannique, M. Strauss a déclaré qu'il était prêt à renoncer à la souveraineté nationale allemande à partir du moment où il serait possible de construire une Europe fédérée.

Le ministre a ajouté que l'Europe en vue de laquelle il oeuvrait était une Europe fédérée et non pas une confédération.

"Je suis en faveur de la renonciation aux droits découlant de la souveraineté nationale au profit d'une autorité européenne reposant sur une base démocratique, ce qui implique des élections européennes et une procédure démocratique en vue de la mise sur pied d'un gouvernement central."

Aux Etats-Unis commence à se développer une nouvelle civilisation, qui inaugure l'ère post-industrielle. Cependant, les Européens n'atteindront pas cette terre promise à moins qu'ils ne relèvent ce défi et y trouvent une réponse riche de perspectives. Le ministre des finances de la République fédérale a défendu ce point de vue dans le dernier numéro de "Wirtschaftsdienst", la revue mensuelle de politique économique des Archives de l'économie mondiale à Hambourg. Le retard scientifique et technologique ne peut être rattrapé que si l'on abandonne enfin en Europe la politique nationaliste mesquine et à courte vue qui, lors des premiers programmes européens communs, se bornait à demander si l'on récupérerait en commandes et, partant, en argent ce que l'on y apportait.

Si l'on ne veut pas que le fossé technologique incontestable entre l'Europe et les Etats-Unis devienne un gouffre qui se creuse de plus en plus vite, ni que se perpétue l'émigration des savants et des spécialistes européens, il faut que l'Europe passe très rapidement des Etats nationaux à l'Etat continental. Car seul un système politique fédéral permettrait d'utiliser pleinement les ressources européennes en faveur de projets de la "big science". Cette exigence ne se réduit pas à forcer le retrait des Américains hors d'Europe, que ce soit sur le plan militaire ou sur le plan économique; non, il s'agit au contraire de placer l'Europe dans des conditions qui lui permettent d'être le partenaire des Etats-Unis.

Au sujet du départ du général de Gaulle de la scène politique, le ministre des finances de la République fédérale écrit : "Le départ de la scène politique du

président de la République française ouvre une phase nouvelle et importante de l'évolution européenne. Le caractère tragique de cet événement ne laisse pas de place à des critiques faciles. De Gaulle s'est acquis des mérites historiques par le relèvement de la France, l'assainissement de l'économie, la consolidation du franc, la liquidation de la guerre en Afrique et la conclusion du traité d'amitié avec l'Allemagne. J'aurais vivement souhaité que le processus d'unification européenne soit accéléré avec de Gaulle et grâce à lui. J'aurais volontiers vu en lui le premier président des Etats-Unis d'Europe. Il s'agit maintenant de travailler et de lutter non seulement pour maintenir les résultats acquis par la coopération, mais aussi pour poursuivre de façon consciente et efficace le processus du rapprochement franco-allemand en tant que base d'une Europe ouverte à tous."

Dans le "Bayernkurier", organe de la C.S.U., le ministre des finances de la République fédérale a traité longuement des problèmes d'une "conférence de la sécurité européenne" et de l'unification européenne. Il déclare notamment dans cet article : "Quiconque souhaite un éloignement des deux grandes puissances afin d'éliminer du sol européen leur affrontement, qui n'est pas souhaitable à long terme pour nous, Européens, ne peut suivre qu'une voie s'il est conséquent dans ses pensées et dans ses actes, et cette voie, c'est la voie menant à la création d'un Etat fédéral européen. J'espère que chacun des deux hommes d'Etat candidats à la présidence de la République française, MM. Poher et Pompidou, élaborera sa politique dans cette optique. Seule l'union européenne dans le domaine économique et dans le domaine politique garantit encore aujourd'hui la possibilité de résoudre les problèmes économiques nationaux. Je tiens Pompidou pour un patriote français qui pense européen. Et je me félicite de la déclaration de Poher : "L'Europe reste notre meilleure chance de favoriser le rajeunissement de la structure économique de la France et de mener à bonne fin nos espoirs dans le domaine social."

Cette Europe-là comprend l'Angleterre, qui résoudra plus facilement ses problèmes si elle est admise, malgré les difficultés qui s'y opposent, comme membre à part entière du Marché commun. Personne n'a le droit d'écarter une Angleterre qui est disposée à adhérer et capable de le faire. J'espère pouvoir interpréter l'attitude anglaise en ce sens qu'il ne s'agit pas seulement de l'entrée dans le Marché commun, mais qu'il s'agit à long terme, c'est-à-dire dans la huitième décennie de notre siècle, de la formation d'une union politique dans le but de créer un Etat fédéral européen. Le Comité Jean Monnet, qui s'est toujours prononcé avec tout le poids de son autorité pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E., a publié un rapport dit des "Quatre sages" pour l'élargissement des Communautés européennes selon un plan quinquennal. Ce ne sont pas des personnalités moindres que Walter Hallstein - l'ancien président de la C.E.E. -, Guido Carli - gouverneur de la Banque d'Italie -, Edgar Pisani - ancien ministre français de l'agriculture - et Lord Plowden - ancien président de l'agence britannique de l'énergie atomique - qui n'estiment plus possible l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. sans l'évolution simultanée de la Communauté vers une union politique.

Conférence sur la sécurité et organisation de la paix sont assurément de belles paroles. Elles n'apportent ni la sécurité ni la paix si elles ne prennent appui sur la réalité des Etats unis d'Europe. Un jour nouveau s'est levé. Le temps presse. La grande tâche et la grande chance de la politique allemande a nom, une fois de plus, l'Europe. Quiconque défend cet objectif ouvertement et sans user de si et de mais, a la possibilité d'offrir encore une fois à notre époque tourmentée une image de l'avenir concrète et fascinante. En histoire, l'ignorance n'est pas protection.

Il appartient maintenant aux pays européens d'écrire le prochain chapitre de leur histoire. Dans ce chapitre, ils décideront si, grâce à leur unification, ils veulent conserver le droit à leur libre détermination et retrouver un pouvoir de codécision sur l'échiquier mondial, ou s'ils sont disposés à quitter la scène où ils ne sont plus aujourd'hui, de toutes façons, que des figurants plus ou moins importants."

A la manifestation de la Journée des paysans allemands, le ministre Strauss a déclaré le 20 juin à Mayence : "Nous ne sommes pas disposés à payer, par l'intermédiaire d'une organisation des marchés de la C. E. E., des réparations camouflées ! ... Et je sais exactement ce que j'entends par là", a-t-il ajouté d'un ton non équivoque.

Enfin, le ministre Strauss a critiqué la poursuite illimitée des paiements d'excédents au Fonds agricole et a demandé que les ressources ainsi employées soient affectées à une amélioration raisonnable des structures.

(Politisch-Soziale Korrespondenz, n° 7, Bonn, 1 avril 1969;
Guardian, Times, Corriere della Sera, Handelsblatt, L'Aurore, 20 mai 1969;
Le Monde, Le Soir, Times, Die Welt, Frankfurter Allgemeine Zeitung,
Handelsblatt, Le Nouveau Journal, 21 mai 1969;
Wirtschaftsdienst, n° V, 1969, p. 251-254;
Bayernkurier, 31 mai 1969;
Die Welt, 21 juin 1969)

2. M. Brandt, ministre fédéral des affaires étrangères, et la politique européenne

Le 7 mai 1969, M. Brandt s'est élevé devant le "Übersee-Club" de Hambourg contre les déclarations, diffusées notamment dans la presse britannique, selon lesquelles la République fédérale, après le départ du général de Gaulle, pourrait ambitionner un rôle dirigeant en Europe. L'expérience qu'a faite la France, la République fédérale devrait la faire à son tour, et dans une bien plus grande mesure encore. C'est pourquoi, dans les mois à venir, le véritable objectif qui s'impose, à elle, c'est de lutter vigoureusement pour l'unification de l'Europe occidentale et de donner en outre, au mieux des possibilités, de nouvelles impulsions à la coopération politique.

De même, à Munich, le 20 mai, M. Brandt a fait un discours devant la "Gesellschaft für Auslandskunde", dans lequel il s'est prononcé pour la poursuite d'une coopération étroite entre l'Allemagne et la France et pour l'unification économique et politique de l'Europe.

Et parlant de la coopération franco-allemande, le ministre allemand a déclaré : "Nous autres Allemands qui, après les catastrophes de notre siècle, sommes aux prises avec notre propre conscience, devrions bien saisir la force morale de cette position. Rappelons-nous que le président de Gaulle n'a cessé de considérer l'unité de notre nation, et de l'exiger, comme une nécessité historique pour l'élargissement de l'Europe, et cela avec le même entêtement que l'on a souvent mis à le critiquer lui-même. Avant lui, la réconciliation et l'amitié franco-allemande avaient fait des progrès, mais pendant les années de sa présidence, elles se sont muées en un facteur permanent de la politique européenne.

Certes, il est moins facile de parler du général de Gaulle en tant qu'Européen. Tous ceux qui aspiraient à progresser plus vite sur la voie de l'unification européenne se sont heurtés à l'obstacle des doutes et des contradictions, qui influencent fatalement le jugement du moment. Comme vous le savez, je suis de ceux qui ont été la proie de ces doutes et de ces contradictions. Si j'estime malgré tout que le général de Gaulle compte parmi les plus grands Européens, il n'y a rien là de paradoxal. Certes, la vision qu'il avait des choses était parfois rétrécie aux réalités du passé; mais parfois aussi elle embrassait des horizons et des perspectives si vastes que tout le monde n'était pas capable de le suivre.

Ce qu'il a apporté à la pensée politique de notre temps, c'est l'utopie concrète d'une paix durable en Europe. Et personne n'oserait prétendre aujourd'hui que l'accomplissement des tâches politiques serait concevable dans la pratique sans un tel objectif. C'est à dessein que j'emploie l'expression d'utopie concrète, généralement réservée à la politique intérieure. Et si nous regrettons l'absence d'une utopie concrète en politique intérieure, dans nos échanges de vues avec de jeunes activistes assoiffés de réformes, combien plus cette absence pèse-t-elle sur la politique étrangère !

Personne ne saurait prévoir si l'ordre pacifique de toute l'Europe, j'entends un ordre durable et équitable, sera incarné par une Europe des patries, ni d'ailleurs quelles seront les conceptions supranationales qui pourront s'y accorder à court terme. Mais que cette conception d'un tel ordre européen soit aujourd'hui l'objectif politique de la République fédérale et de ses partenaires de l'alliance atlantique, cela permet d'attendre ce qu'il ne serait guère facile d'obtenir des rapports plutôt problématiques de la France avec l'O. T. A. N. Il y a fort à parier que les onze années de cette présidence ont fondé une tradition qui engagera les gouvernements français de l'avenir.

Pour la République fédérale, il n'y aura aucun changement dans les relations franco-allemandes. La réconciliation de nos deux peuples, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, est à ce point profonde qu'un changement de gouvernement ne

saurait l'influencer. Cette coopération étroite sera donc poursuivie sur des bases éprouvées. Peut-être aboutira-t-elle plus facilement à des résultats dans tel ou tel domaine. Ces espoirs non plus ne sont pas vains. Ils intéressent au premier chef le progrès dans la politique européenne."

A propos de la politique européenne, le ministre des affaires étrangères a répété que les Communautés européennes restent, aux yeux du gouvernement fédéral, la pierre angulaire de l'unification de l'Europe. M. Brandt a ajouté : "Depuis la signature des traités de Rome, nous avons progressé rapidement. Encore faut-il avancer. Le renforcement des Communautés et leur développement intérieur revêtent pour nous un intérêt économique et politique majeur. En même temps, nous sommes partisans de l'élargissement des Communautés aux pays qui ont la volonté et la possibilité de satisfaire aux exigences des traités de Rome et d'apporter leur contribution aux Communautés. Nous estimons qu'il ne faut en exclure aucune nation qui ait à cœur l'unification de l'Europe. Il faut cependant prendre garde que l'adhésion d'un pays, et a fortiori de plusieurs pays, à la C. E. E. peut soulever des problèmes difficiles à première vue. Dès lors, il s'agit de les analyser afin de les résoudre dans le sens des traités de Rome par le moyen de négociations adéquates. Il est d'ailleurs possible que des négociations d'adhésion s'étendent sur une période assez longue. Depuis longtemps, nous estimons plus logique d'offrir aux pays candidats des solutions de politique commerciale provisoire, qui puissent contenter tout le monde.

L'unification économique est le préalable de tout rapprochement politique. Comme l'expérience l'a toutefois montré, le passage de l'intégration économique à l'union politique n'est pas automatique. Il y faut d'autres efforts. Pour l'immédiat, il me semble que le pragmatisme soit encore la meilleure formule pour réaliser des progrès. Seuls de réels efforts menés en commun nous vaudront un rapprochement dans les questions politiques où les opinions continuent à diverger. Ma conviction, c'est que nous devrions avoir recours, plus que nous l'avons fait jusqu'ici, aux institutions déjà en place et aux possibilités qu'elles offrent. C'est pour cette raison que nous avons d'ailleurs demandé une intensification des consultations politiques au sein de l'U. E. O.

Ainsi donc, notre politique européenne se trouve axée essentiellement sur trois objectifs :

1. L'évolution des Communautés européennes vers une union économique parfaite;
2. L'élargissement des Communautés aux pays qui ont l'intention et la possibilité d'y adhérer;
3. La réalisation de nouveaux efforts dans la voie de la coopération politique.

Ces objectifs ne sont nullement chimériques. Ils sont réalisables, encore faut-il que nous les poursuivions en commun accord. Notre génération a pour mission d'assurer la sécurité de l'Europe par son unification. Cette mission, personne ne la remplira pour les Européens. Nous devons nous y mettre sans

tarder, si nous entendons faire de l'Europe non plus un objet, mais le sujet de l'histoire universelle. Seule une Europe unie, qui s'appuie sur les ressources et le savoir de tous les peuples de notre continent se fera entendre et pourra s'assurer une place dans le monde. Cette Europe servirait les intérêts de tous les peuples du globe et pourrait apporter son aide partout où cela serait nécessaire; elle rétablirait l'équilibre là où les super-puissances ne peuvent le faire et surtout, elle pourrait contribuer à assurer la paix parmi les nations. Or, c'est tout de même là, convenez-en, l'objectif essentiel de toute politique raisonnable."

Le 6 juin 1969, de retour de La Haye, où s'était tenue la session du conseil des ministres de l'U. E. O., M. Brandt devait encore faire, à la télévision allemande, une déclaration où il réclamait la reprise des efforts d'unification de l'Europe et présentait des propositions de mettre fin à la stagnation en Europe.

M. Brandt déclara : "Bientôt les problèmes européens en souffrance ne pourront plus être renvoyés aux calendes grecques. Nous avons l'impression que la France partage ce point de vue. Quoi qu'il en soit, je tiens à éviter que nos considérations n'apparaissent comme une immixtion dans la formation de l'opinion chez notre voisin français.

... Il s'agit d'abord du développement interne des Communautés. A cet égard, le financement agricole, les questions monétaires, l'harmonisation des politiques commerciale, conjoncturelle et sociale, sont autant d'exemples de problèmes qui ne cessent de se poser à nous. Deuxième grande difficulté, la question de l'élargissement des Communautés. Et ici, il s'agit des négociations concernant l'adhésion de la Grande-Bretagne et des autres Etats candidats, comme aussi de nos relations avec les autres pays européens. Le troisième grand problème, c'est celui de l'organisation politique de l'Europe, qui intéresse au plus haut point le renforcement si nécessaire du contrôle démocratique exercé par les parlements européens."

Le ministre des affaires étrangères a poursuivi ainsi : "Afin de faire progresser tous ces problèmes, j'ai proposé à mes partenaires à La Haye d'organiser, avant la fin de l'année, une réunion des chefs de gouvernement et des ministres des affaires étrangères des six Etats de la Communauté et de la Grande-Bretagne, en dehors du cadre des organisations européennes existantes, en vue de discuter et d'arrêter les principes de base du développement intérieur de l'Europe. Cette rencontre ne peut ni ne doit empiéter sur les compétences et les responsabilités des organisations européennes existantes, mais contribuer à faciliter la suite de leurs travaux. J'ai pu constater que mes partenaires ont pris connaissance avec grand intérêt de nos efforts destinés à relancer l'unification de l'Europe. Au cours des mois à venir, il importera de développer et de concrétiser ces idées grâce à des échanges de vues francs et ouverts avec nos partenaires.

Pour terminer, M. Brandt a souligné qu'un groupe de travail du ministère des affaires étrangères allait se vouer entièrement à cette tâche. "Le mi-

nistre de l'économie nous a assurés de son concours actif. Les autres ministres ne manqueront pas non plus de nous seconder. Des entretiens bilatéraux seront organisés dans les capitales européennes et j'y participerai moi-même personnellement. Nous voulons contribuer avec la dernière énergie à sortir l'Europe de sa stagnation actuelle."

(Neue Zürcher Zeitung, 9 mai 1969;

Bulletins du service de presse et d'information du Gouvernement fédéral, n° 66, 22 mai 1969, et n° 74, 11 juin 1969)

3. Recommandations du Bundesrat concernant la proposition de la Commission des Communautés européennes relative à une décision du Conseil sur l'uniformisation graduelle des accords commerciaux conclus par les Etats membres avec des pays tiers et sur la conclusion d'accords communautaires

Lors de sa 338ème séance, le 9 mai 1969, le Bundesrat a formulé certaines réserves au sujet de la "proposition de la Commission de la C.E.E. relative à une décision du Conseil sur l'uniformisation graduelle des accords commerciaux conclus par les Etats membres avec des pays tiers et sur la conclusion d'accords communautaires".

Ces réserves ont trait au caractère exclusif de la compétence attribuée au Conseil pour les matières énumérées à l'article 113 du traité de la C. E. E. Le Bundesrat estime qu'il faudrait réserver aux Etats membres la possibilité de conclure, dans des cas particuliers, après l'expiration de la période transitoire, des accords commerciaux bilatéraux avec des pays tiers.

D'autre part, au cours des négociations qui doivent se poursuivre à Bruxelles, le gouvernement fédéral devrait s'efforcer d'obtenir qu'une décision cadre du Conseil définissant les principes uniformes d'une politique commerciale commune aussi libérale que possible fixe en temps utile des critères qui permettent d'établir si les dispositions d'accords commerciaux bilatéraux ont une influence directe ou indirecte sur la réalisation de la politique commerciale commune.

(Bundesrat, 338ème séance du 9 mai 1969, Drucksache 139 et 139/I/1969)

4. Le ministre fédéral de la coopération économique propose un moratoire pour les pays en voie de développement

La dette des pays en voie de développement, qui représente près de 40 milliards de dollars, est une lourde hypothèque pour l'aide au développement. Aussi faudrait-il examiner s'il ne serait pas possible de mettre fin d'un coup, au moyen

d'un moratoire mondial, à l'endettement des pays en voie de développement, ou tout au moins d'améliorer leur situation, ou encore de repartir sur de nouvelles bases. Telles sont les déclarations qui ont été faites par M. Eppler, ministre fédéral de la coopération économique, au cours d'un voyage d'information dans plusieurs pays d'Amérique latine, à l'occasion d'un discours prononcé le 22 mai 1969, à Costa Rica, devant des dirigeants politiques et des participants latino-américains à un séminaire de la fondation Friedrich-Ebert.

En plus de toutes les autres difficultés internes, l'endettement de nombreux pays en voie de développement constitue un obstacle majeur à la croissance économique. C'est ainsi que les sorties de capitaux d'Amérique latine - au titre d'amortissements de dettes, de versements d'intérêts et de transferts de bénéfices des entreprises étrangères - représentent en moyenne 20 % du produit des exportations ou 75 % des entrées totales de capitaux, y compris toutes les aides au développement. Devant cette situation, M. Eppler a recommandé l'instauration d'un moratoire mondial général et différencié qui serait certes une mesure radicale, mais qui, d'autre part, ne pourrait être une prime pour les pays qui ont jusqu'ici le plus mal géré leur économie.

Le ministre de la coopération économique a fait remarquer que dans 34 pays auxquels la République fédérale accorde une aide au développement, le service de la dette représente plus de la moitié des nouveaux crédits publics des pays donateurs; dans 12 pays, les sommes à rembourser sont plus élevées que les versements. Aussi le gouvernement fédéral a-t-il proposé au club des pays donateurs de l'O.C.D.E. d'améliorer les conditions des crédits publics. Selon cette proposition, 85 % de l'aide des pouvoirs publics au développement devraient être accordés sous forme de subventions non remboursables ou de crédits à 2,5 % octroyés pour une durée de 30 ans, dont 8 sans amortissement.

M. Eppler, qui s'est informé au Pérou, en Bolivie, en Equateur et au Costa Rica de la situation des projets allemands de développement, désire faire reposer à l'avenir, plus que par le passé, la politique allemande de l'aide au développement sur les trois principes suivants :

1. Les mesures concernant l'instruction et la formation dans les pays insuffisamment développés seront renforcées. C'est ainsi que suivant l'exemple de ce qui a été fait en Colombie, un groupe de conseillers allemands sera envoyé en Equateur pour s'y occuper de l'enseignement primaire.
2. Les coopératives agricoles de petits exploitants seront développées grâce à l'aide technique de la République fédérale.
3. Dans tous les projets d'aide des pouvoirs publics au développement, il faudra tenir compte des effets exercés sur la structure sociale. "L'aide au développement qui ne remplit les poches que d'une minorité de privilégiés n'atteint pas son objectif", a déclaré le ministre. Il faut donc examiner, de cas en cas, s'il ne serait pas possible, en assortissant de certaines conditions l'octroi de crédits, de mieux réaliser les objectifs de la justice sociale.

Selon M. Eppler, l'accueil réservé en Amérique du Sud à l'aide au développement accordée par la République fédérale va "du réalisme à l'enthousiasme". Un élément en sa faveur est le fait que de nombreux pays désirent ne plus être liés exclusivement aux Etats-Unis, car l'aide du gouvernement américain s'accompagne souvent de dures conditions.

(Die Welt, 22 mai 1969;

Frankfurter Allgemeine Zeitung, 23 mai 1969)

5. Le chancelier Kiesinger, la Communauté politique et l'avenir de l'Europe

Dans l'édition de mai de la "Politisch-Soziale Korrespondenz", publication de tendance démocrate-chrétienne, le chancelier Kiesinger a traité des problèmes fondamentaux de la politique allemande. Parlant de la Communauté européenne, le chancelier s'est exprimé comme suit : "Nous voulons construire une Europe qui reste fondée sur l'idée d'une Communauté économique assortie d'une option sur une Communauté politique et débouchant sur des possibilités d'organisation économique qui permettent aux autres pays de bénéficier des avantages économiques que présente cette Europe. Je sais que cela n'est pas sans poser de gros problèmes. Je sais que les Américains, en particulier, considèrent avec beaucoup de méfiance l'idée d'un arrangement en ce sens. Dans ces conditions, on ne peut que s'efforcer d'avoir raison de cette méfiance et d'harmoniser les intérêts divergents en présence."

Le 31 mai 1969, à l'occasion de la 12ème conférence internationale des hommes politiques démocrates-chrétiens, organisée à Überlingen, sur les bords du lac de Constance, le chancelier Kiesinger a exprimé l'espoir qu'il y aurait une relance de la politique européenne avant la fin de l'année.

A cette occasion, le chef du gouvernement allemand a souhaité que l'on fasse une distinction très nette entre l'intégration économique et l'intégration politique. "Nous devons", a-t-il dit, faire la distinction entre l'idée d'intégration économique de celle d'intégration politique. Il ne doit pas s'agir d'une succession de processus historiques : d'abord le Marché commun, puis la Communauté économique et ensuite la Communauté politique; il doit s'agir de processus parallèles, étant entendu que dans les conditions actuelles, la primauté doit nécessairement revenir à la Communauté économique plutôt qu'à la Communauté politique. Estimer, par exemple, que la Communauté économique est appelée à se muer en une Communauté politique, c'est exclure a priori l'adhésion des pays neutres, car une Communauté politique européenne devra obligatoirement définir une politique extérieure commune, un comportement solidaire sur le plan de la politique mondiale. Un Etat neutre se devant de le rester, il lui serait impossible de s'associer d'emblée à une telle politique extérieure commune de l'Europe. D'où la nécessité de dissocier les deux notions.

On peut trouver maintes choses à redire aux conceptions européennes du général de Gaulle et j'ai dû le faire pour ainsi dire constamment à l'occasion des fréquentes rencontres et confrontations de nos diverses conceptions en matière européenne qu'impliquait le traité d'amitié franco-allemand. Mais il est une idée fondamentale de de Gaulle qui était juste, c'est que si l'on entend vraiment établir une Communauté politique, la multiplicité des candidats, la multiplicité des membres ayant des positions politiques extrêmement diverses implique nécessairement une modification du caractère de cette Communauté tel que beaucoup l'ont conçu, à savoir celui d'un embryon de Communauté politique....

Après l'élection du président de la République française, nous devrions faire une nouvelle et grande tentative sur les deux plans; il s'agit, je pèse mes paroles, de créer un grand marché commun européen. A ce grand marché commun européen pourraient adhérer tous ceux qui le désirent, c'est-à-dire non seulement la Grande-Bretagne et l'Irlande, la Norvège, le Danemark et la Suède, donc tous les pays membres de l'A. E. L. E., et éventuellement, un jour, le Portugal et l'Espagne, que la question intéresse manifestement depuis longtemps, mais aussi d'autres pays. Car ce marché commun n'impliquerait pas nécessairement une politique extérieure commune.

On ne saurait toutefois se passer entièrement de politique commune à l'égard des pays tiers. Il faudra bien pratiquer une politique commerciale commune dont les effets seront évidemment sensibles à l'extérieur, ce qui pourrait poser certains problèmes à quelques-uns des pays neutres participant à ce marché commun européen. Peut-être pourra-t-on mettre au point des formules de compromis qui permettent à ces pays de bénéficier notamment des avantages que le marché commun peut leur procurer, compte tenu de leur situation particulière.

Par la suite, les pays qui envisagent sérieusement l'union politique de l'Europe devraient se concerter, en évitant de faire preuve dès le début d'une ambition excessive. Vouloir atteindre d'emblée à la perfection, c'est souvent se condamner à l'échec. En toute modestie, j'inscris à mon actif d'avoir déjà signalé ce danger au sein du Conseil de l'Europe. Il faut d'abord s'habituer les uns aux autres. Il importe assez peu qu'il s'agisse, pour commencer, d'une organisation qui ne mérite même pas le nom de confédération, qui n'en soit encore qu'une ébauche. Ce qui compte, c'est que le processus d'intégration soit enfin déclenché !"

Traitant du problème de l' "Etat fédéral européen", le chancelier a poursuivi : "Cependant, il me paraît indispensable, quant à moi, que se crée un jour, en Europe, une fédération des pays européens décidés à faire table rase du passé et à créer cet Etat fédéral. ... On pourrait très bien concevoir ce futur Etat fédéral européen comme le noyau actif de l'évolution de l'Europe, noyau autour duquel viendrait s'organiser sur la base de relations amicales, en un vaste marché commun européen, les autres pays, quelle que soit leur position politique, les neutres et les autres. Envisager ainsi les choses, c'est

conjurer le danger qui s'était manifesté à l'occasion d'un entretien entre le président de Gaulle et l'ambassadeur britannique, celui de l'abandon de l'idée même de fédération européenne, voire de celle de communauté économique européenne, au profit d'une sorte de zone de libre échange européenne. Ce serait reculer dangereusement. Nous devons nous y refuser."

Se résumant, le chancelier a ajouté : "Ce que j'ai dit jusqu'à présent implique donc que cette future Europe ne serait pas une construction uniforme, en vertu même de la façon dont elle se serait constituée. La fédération européenne ne serait pas un ensemble d'éléments uniformes, car il est certain qu'elle laisserait longtemps aux Etats membres d'importants pouvoirs, bien plus importants que ceux dont disposent, par exemple, les cantons suisses ou nos Länders. Il s'agirait d'un processus qu'il faudrait laisser se développer. D'ailleurs, les pays intéressés pourraient participer à la vie de cette Europe chacun à sa façon, c'est-à-dire selon des modalités très diverses : les neutres à leur façon, peut-être même selon des formules particulières, qualifiées ou non d'association, et les pays non neutres auraient la possibilité de se rapprocher politiquement du noyau dans une mesure plus ou moins grande. Mais une fois ce noyau constitué, par exemple par les Six et certains autres pays qui voudraient en faire partie, comme la Grande-Bretagne et les autres, il s'en dégagerait une force et un rayonnement exceptionnels."

Lors de la réunion de clôture, le 1er juin, M. Hans Furler, vice-président du Parlement européen, a déclaré : "Pour nous, démocrates-chrétiens, ce serait sensationnel que M. Poher soit élu". Toutefois, a ajouté M. Furler, M. Pompidou n'a pas, lui non plus, "des conceptions aussi rigides que celles de de Gaulle" en matière européenne. Pour le reste, M. Furler escompte des chances nouvelles pour l'intégration européenne et entrevoit notamment des possibilités de progrès sur les plans économique et social. "Nous ne connaissons pas, en 1969, les Etats unis d'Europe", a-t-il déclaré en guise de conclusion, mais nous pourrions faire progresser l'idée de cette Europe". M. Furler s'est déclaré partisan d'une politique européenne du possible pour toutes les questions intéressant la C.E.E. et son élargissement, et d'une action commune dans le domaine de la politique monétaire.

Le 3 juin, à l'occasion du congrès des représentants de commerce, organisé à Bonn, le chancelier Kiesinger a de nouveau exprimé sa foi en une Europe unie, l'objectif à atteindre demeurant les Etats unis d'Europe.

Le chancelier a réaffirmé son espoir que le nouveau président de la République française - quel qu'il pût être - pratiquerait une politique européenne plus souple. Il a beaucoup estimé le président de Gaulle, mais il n'a jamais, pour autant, été gaulliste. Sans entente entre la France et l'Allemagne, la constitution d'une Europe unie est impossible, a ajouté le chancelier. C'est pourquoi il s'est toujours opposé aux tentatives visant à isoler la France de l'Europe. Il est vrai que le président démissionnaire de la République française a parfois voulu obliger le gouvernement fédéral à participer à des entreprises qui eussent pu constituer un danger mortel pour l'Europe. Le chancelier a dénon-

cé avec force une nouvelle légende qui tend à se former, celle de l'hégémonie allemande en Europe. Le gouvernement fédéral ne veut pas d'une telle hégémonie, mais entend traiter d'égal à égal avec ses partenaires, qu'ils soient grands ou petits.

Le resserrement de l'unité européenne implique, premièrement, l'élargissement de ses bases, et deuxièmement, l'adoption d'une attitude politique solidaire, c'est-à-dire d'une politique extérieure commune. Il sera difficile de s'entendre à ce sujet avec les trois pays neutres que sont la Suède, l'Autriche et la Suisse; aussi les pays qui optent pour la solidarité en matière de politique étrangère devraient-ils créer une communauté politique venant s'ajouter aux institutions économiques existantes.

"Dès la première heure, mon objectif a été l'instauration d'une fédération européenne", affirme le chancelier Kiesinger dans le numéro de juin de la revue "Europäische Gemeinschaft" (Communauté européenne), paru le 6 juin 1969. Le chancelier met cependant ses lecteurs en garde, le mieux étant souvent l'ennemi du bien, contre la tentation de proposer des solutions anticipant sur une identité de vues qui n'est pas encore réalisée. Ces tentatives risquent de conduire à l'échec ou à la résignation. "Souvent, ce que l'on taxe de retour à un nationalisme étroit n'est que déception et résignation dues à l'échec de projets et de plans qui n'ont pas abouti parce que l'on voulait tout à la fois ou trop à la fois", écrit le chancelier dans cette revue éditée par le Bureau de liaison des Communautés à Bonn.

(Politisch-Soziale-Korrespondenz, n° 10, 15 mai 1969, p. 4 à 6;
Bulletin du Service de presse et d'informations du gouvernement fédéral,
n° 70, 3 juin 1969, p. 598 à 599;
Frankfurter Allgemeine Zeitung, 2 et 4 juin 1969;
Communauté européenne, n° 6, 1969, p. 7)

6. M. Höcherl, ministre fédéral de l'alimentation, estime que le plan Mansholt n'est pas un projet approprié à la future politique agricole

Le gouvernement fédéral estime qu'en raison de leur caractère unilatéral, les propositions du mémorandum de la Commission européenne sur la réforme de l'agriculture ne sont pas une base appropriée pour la future politique agricole de la Communauté. C'est là ce qui ressort de la prise de position que M. Höcherl a publiée le 12 juin 1969 sous le titre "Le plan Mansholt - Critiques et alternatives".

C'est pourquoi le gouvernement fédéral continuera d'orienter sa politique agricole en ne s'inspirant que des lignes directrices tracées dans le programme agricole pour la politique à long terme. A l'inverse de la Commission, qui voudrait une refonte radicale des structures dans un délai relativement court, le gouvernement fédéral considère que c'est le soutien au processus d'adaptation continu de l'agriculture qui doit se trouver au centre de ses efforts en

matière de politique agricole. Compte tenu des propositions du ministère fédéral de l'économie sur la coordination et l'intensification de la politique des structures régionales, le gouvernement fédéral est d'avis que son programme agricole est un projet autrement plus réaliste, parce qu'il renonce à toute fixation schématique de types d'entreprise, qu'il laisse plus de liberté de décision aux agriculteurs et qu'il n'entraîne pas de charges énormes.

Tout comme la Commission, le gouvernement fédéral estime cependant qu'il faut donner à la politique agricole de la Communauté une nouvelle orientation globale. Les objectifs du mémorandum - amélioration du revenu agricole et suppression progressive des excédents agricoles - rejoignent dans une grande mesure les objectifs du programme agricole du gouvernement fédéral. Dans l'ensemble toutefois, le ministre pense que les mesures proposées par la Commission ne permettent pas, dans leur forme actuelle, d'atteindre ces objectifs.

Le transfert accéléré, comme le prévoit la Commission, de personnes employées dans l'agriculture entraînerait des coûts excessifs. De plus, les mesures proposées visent à une transformation rapide des structures des entreprises, qui ne se justifie ni sous l'angle de l'économie privée ni sous celui de l'économie en général. Enfin, il ne faut pas s'attendre, à moyen terme, à ce que le changement exagéré de la structure des entreprises aboutisse à une meilleure adaptation de la production à l'évolution de la demande et, partant, à une réduction des dépenses pour les organisations de marché, si, parallèlement, le nombre des personnes travaillant dans l'agriculture n'est pas suffisamment réduit.

Le ministère formule de sérieuses objections contre la limitation des mesures d'encouragement aux seules unités de production et entreprises agricoles modernes. Il existe d'autres moyens économiquement valables d'utiliser les avantages propres aux unités de production de grande taille. Par ailleurs, le ministère considère les mesures proposées par la Commission en matière de politique de formation comme insuffisantes. Elles sous-estiment l'importance capitale d'une amélioration de la formation professionnelle pour le développement des régions rurales. Enfin, on peut prévoir dès maintenant que les coûts de cette transformation des structures, telle que la recommande la Commission, dépasseront de beaucoup les possibilités financières des Etats membres, en particulier du fait qu'on ne peut guère s'attendre à quelque diminution des dépenses faites au titre des organisations de marché.

(Bulletin du service de presse et d'informations du gouvernement fédéral, n° 83, 25 juin 1969)

Belgique

1. M. Harmel et l'action européenne de la Belgique

Dans un discours qu'il a prononcé, le 3 mai 1969, à Aix-la-Chapelle, M. Harmel, ministre belge des affaires étrangères a exposé les idées que défend le gouvernement belge dans le contexte actuel de l'Europe.

Après avoir retracé les faits récents qui ont touché les Etats membres de la Communauté et leurs voisins au cours des derniers mois, M. Harmel a souligné trois choses qui lui paraissent nécessaires :

- "- Il faut attacher une attention spéciale aux prises de position qui seraient adoptées, quant à l'avenir de la politique européenne, par les leaders qui briguent les suffrages en France et en République fédérale;
- Il faut redoubler d'efforts pour faire comprendre, surtout à la jeunesse, les enjeux de la construction européenne;
- Pendant ce printemps et l'été, il faudra aussi préparer soigneusement les programmes et les actions qui, décidées à l'automne, permettront que l'année 1970 soit en tout cas une année de progrès européen, et pourquoi pas, une année décisive pour l'Europe."

Le ministre des affaires étrangères a ensuite constaté qu'il existe actuellement un enchevêtrement des idées européennes. Il a rappelé quelques initiatives récentes qui ont visé à amener le débat sur l'Europe :

- 1) L'Europe à la carte de Louis Armand;
- 2) L'Europe composée différemment selon les sujets de collaboration du professeur Oules, à Lausanne;
- 3) La relance européenne par une conférence des chefs de gouvernement, préconisée par le congrès des parlementaires européens de La Haye et appuyée par le gouvernement des Pays-Bas;
- 4) La proposition de Sir Geoffrey de Freitas (formulée au congrès précité) qui revient à transposer dans le cadre du Conseil de l'Europe l'action de relance préconisée par la Belgique dans celui de l'U. E. O.
- 5) Les idées de l'ancien secrétaire au Foreign Office, M. Brown, qui propose la convocation d'une nouvelle "Conférence de Messine" dont l'objet serait d'étudier les moyens d'établir une "communauté politique européenne" dont feraient partie les membres actuels de la C. E. E. ainsi que la Grande-Bretagne et d'autres pays européens;
- 6) Les idées de M. Giscard d'Estaing qui propose lui aussi un "nouveau Messine" afin de permettre le développement puis l'élargissement des Communautés actuelles;
- 7) Enfin, les propositions du chef de l'Etat français, adressées au gouvernement de Grande-Bretagne, et répétées au gouvernement de la R.F.A. de-

puis février dernier, qui touchaient à la fois à l'extension économique du Marché commun, aux problèmes de la politique et de la défense européenne."

Ce tableau étant dressé, M. Harmel a exposé les grandes lignes de l'action européenne de la Belgique, qu'il fonde sur quelques axiomes :

- a) L'Europe occidentale doit associer ses politiques non seulement économiques mais ses prolongements sociaux, technologiques, monétaires; elle doit tout à la fois associer ses politiques extérieures, c'est-à-dire ses politiques dites étrangères et de défense;
- b) Le Traité de Rome demeure pour nous le noyau solide de l'Europe, autour et dans le prolongement duquel doivent s'édifier progressivement les autres politiques que celle de l'économie;
- c) Il n'y aura pas d'Europe occidentale achevée, sans la présence, la solidarité et l'amitié mutuelles de ses plus grands pays : la France, la Grande-Bretagne, la République fédérale, l'Italie.

Ces axiomes président à l'action de la Belgique dans deux domaines essentiels de la construction européenne :

1) Parachèvement des Communautés européennes : il s'agit de passer de l'union douanière à l'union économique, c'est-à-dire d'organiser les travaux des Six en fonction du 1er janvier 1970 (passage de la phase définitive du Marché commun).

Les actions nécessaires comprennent deux volets indissociables : d'une part les actions expressément prévues par le Traité (libre circulation des travailleurs, des capitaux, politique commerciale commune, etc...), d'autre part les actions nécessaires à l'accomplissement total de l'union économique.

2) Elargissement de l'oeuvre entreprise. La Belgique s'est efforcée de définir des fonctions d'attente et des actions intérimaires notamment dans les domaines de la coordination des politiques étrangères et de défense et de la technologie. Certaines de ces actions ont reçu un début d'exécution et un vaste mouvement de réflexion est amorcé, de telle manière que l'on peut dire au-delà des débats engagés à l'U.E.O. ou au Conseil de l'Europe : si les finalités politiques et la finalité de l'élargissement du Traité de Rome ne faisaient plus de doute pour aucun des partenaires, alors les discussions entre les Six du Marché commun pourraient également être fécondes.

La meilleure issue serait celle de l'élargissement du Marché commun et d'un progrès concourant vers une construction de la politique européenne et de la défense européenne.

Et si cela était impossible, il serait imaginable que provisoirement, autour d'un Marché commun solide, se greffent un plus grand nombre de pays poursuivant d'un côté des associations économiques, de l'autre des actions politiques communes, et d'un troisième des actions défensives mieux coordonnées.

S'il fallait édifier l'Europe par cette voie, la Belgique ne refuserait pas d'y réfléchir pourvu qu'il s'agisse d'une étape. Si, par contre, il s'agissait de faire disparaître le Marché commun dans une nébuleuse européenne plus large mais plus diffuse, aboutissant à une sorte de large zone de libre échange avec quelques relations privilégiées en matière étrangère et de défense, elle estimerait que ce serait retourner en arrière.

(La Libre Belgique, 5 mai 1969)

2. Interpellation, au Sénat, sur la politique européenne du gouvernement belge et sur le développement du Benelux

Au cours de la séance du 20 mai 1969, M. Ballet (Volksunie) a interpellé le ministre des Affaires étrangères sur plusieurs points de la politique européenne et atlantique de la Belgique. Son interpellation a porté notamment sur les sujets suivants : "la nécessité pour l'Europe de sortir sans délai de l'immobilisme pour en arriver, le plus rapidement possible, à une communauté politique européenne et à la nécessité de reprendre avec une énergie nouvelle la coopération qui s'est relâchée entre les pays du Benelux".

L'orateur a souligné que la politique de défense de l'Europe est assurée dans l'O.T.A.N. par les Etats-Unis et que l'absence d'une union politique solidement charpentée ne permet pas à l'Europe de définir une politique de défense qui envisage ses intérêts propres. M. Ballet a déclaré que la Belgique doit continuer à appuyer l'O.T.A.N. à certaines conditions. L'intégration économique et politique de l'Europe doit se poursuivre dans les meilleurs délais et les organes directeurs européens doivent être dotés d'un pouvoir de décision. De l'avis de M. Ballet, cela doit se réaliser par l'intermédiaire d'organisations supranationales non politiques, comme les syndicats. De cette façon, l'Europe deviendra un facteur de puissance et pourra adopter une position plus indépendante à l'égard des Etats-Unis et de l'Union soviétique. L'O.T.A.N. doit devenir une alliance entre une Europe, agissant comme partenaire à part entière, et les Etats-Unis.

L'orateur estime indispensable de poursuivre l'intégration du Benelux. C'est à son avis un premier pas vers l'intégration européenne, et l'on peut attendre d'un Benelux qu'il fasse le poids comme partenaire à part entière dans les décisions européennes. Une attitude ferme du Benelux pourrait balayer les hésitations des pays de moyenne importance. M. Ballet estime que le fait de rechercher une finalité beneluxienne n'exclut pas une finalité européenne.

Au nom du groupe socialiste, M. Van Bogaert a déclaré : "Benelux aussi a été déçu de nombreuses personnes. Benelux s'est laissé dépasser par la politique d'intégration européenne. Benelux en était encore au stade des négociations au sujet de la nomenclature des tarifs douaniers, lorsque les frontières ont été supprimées pour le charbon et l'acier. Le traité de l'Union économique

du Benelux n'a été conclu que presque un an après le Traité de Rome, alors que les bases en avaient été jetées en 1944. Sur le plan institutionnel, le Benelux a toujours été en retard d'une étape sur la C.E.E. Je suis d'ailleurs persuadé que nos voisins du Nord ne sont pas disposés à renoncer à la moindre parcelle de souveraineté. Malgré sa faiblesse institutionnelle je ne veux pas démolir le Benelux, mais je ne conçois pas le Benelux comme un moteur dans une Europe intégrée, parce que dans le Benelux lui-même on n'a pas réussi à constituer une autorité supranationale. Malgré tout, l'importance du Benelux est encore très grande pour notre commerce extérieur, de même que sur le plan culturel.

M. Dehousse (socialiste) a d'abord évoqué les problèmes de l'Europe après le départ du général de Gaulle : "son départ ouvre certainement de nouvelles perspectives à l'unification européenne. Pas tout de suite cependant, car la France devra rechercher une nouvelle formule de vie politique. Le nouveau président devra peut-être dissoudre l'assemblée nationale et organiser des élections. Cela durera peut-être plusieurs mois. Il ne faut donc pas s'attendre à un dégel immédiat. Après le départ du général de Gaulle, nous allons voir tomber un certain nombre de masques. Car pas mal de gens, et non des moindres, se sont abrités derrière lui pour ne pas dévoiler leurs intentions. Beaucoup de ceux qui se disaient attachés à l'union européenne devront maintenant abattre leurs cartes.

Ils devront jouer le jeu européen. Ce ne sera pas facile et ce ne sera pas tout de suite réalisable. Toutefois, on doit reconnaître que le problème de l'unité européenne apparaît sous un jour plus favorable. Je voudrais dire à mon ami le ministre des affaires étrangères combien je souhaiterais que la Belgique prenne des initiatives en faveur de l'unification politique de l'Europe. Ceux qui fréquentent les assemblées constatent combien il est difficile d'arriver à la définition d'une politique européenne commune. Mais ce qui manque le plus, c'est la volonté politique commune. Cette Europe politique devrait être démocratique. Il faudrait reprendre l'examen d'anciens projets, notamment le projet de communauté politique qui pourrait servir de base de discussion et le problème de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Ce dernier projet a été bloqué par le veto des gouvernements gaullistes. Il faut s'y engager à nouveau, car c'est le meilleur moyen de donner à l'Europe une impulsion nécessaire vers l'unification sans sacrifices de souveraineté."

A propos d'une intégration plus poussée du Benelux, M. Dehousse a déclaré : "Le Benelux a contribué au progrès de l'unification européenne, mais il ne faut pas attribuer aux auteurs de ce traité des intentions géniales qu'ils n'avaient pas. En signant et en ratifiant le traité organique de Rome qui instituait la Communauté économique européenne, nous avons voulu en réalité que les unions "locales" telles que le Benelux soient maintenues aussi longtemps que les buts de ces unions ne seraient pas atteints par l'Europe des Six elle-même. Voilà exactement la portée de l'engagement que nous avons pris. Benelux n'a pas été conçu comme une organisation perpétuelle. Selon le Traité de Rome, en tant qu'organisation douanière et économique, il n'a plus de rai-

son d'exister à partir du jour où ses objectifs sont remplis par la C.E.E. C'est ici que surgit le risque de la déviation. Celle-ci pourrait entraîner une nouvelle confrontation entre les Flamands et les Wallons qui n'en manquent point... Si l'on veut faire un Benelux culturel et politique, on risque de rouvrir le débat et de le passionner." M. Dehousse ne peut admettre que l'on fasse un Benelux politique, pas plus d'ailleurs qu'on ne pouvait accepter le traité de coopération franco-allemand de 1963. De tels accords, à son avis, ne peuvent que fausser le fonctionnement du Marché commun.

Dans sa réponse aux orateurs, M. Harmel, ministre des affaires étrangères, a rappelé les efforts pratiqués par la Belgique en vue de la construction politique de l'Europe : "La Belgique s'est fait l'interprète d'une proposition de Benelux qui peut se résumer ainsi : chaque année serait arrêtée une liste de matières de politique internationale, matières sur lesquelles les six Etats de la Communauté, les sept de l'U.E.O. ensuite, et peut-être d'autres Etats encore plus tard, se seraient engagés à ne pas prendre de décisions sans en avoir débattu avec leurs partenaires. Et cela sans pour autant abandonner leur souveraineté nationale : en effet, chacun resterait libre de prendre ou non la même position que les autres. Cette consultation préalable aurait pour conséquence de donner aux Etats partenaires le maximum de chances pour s'entendre sur des positions communes. Cette proposition de la Belgique n'a pas été repoussée.

Nous avons présenté une alternative. Rien n'empêcherait, en effet, quelques-uns de ces Etats, s'ils étaient décidés à participer à ces consultations, de le faire entre eux spontanément et de dire ensuite aux autres : telles sont les matières sur lesquelles nous nous engageons à vous consulter. Cette proposition ne fut pas davantage repoussée; et la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Belgique se sont engagés à suivre cette procédure. Il est normal cependant qu'étant donné la situation politique de la France, aucune décision ne soit prise en cette matière, en juin prochain à La Haye, au cours de la réunion de l'U.E.O.

Enfin, je crois que les élections au suffrage universel au Parlement européen seraient d'une grande fécondité pour notre jeunesse. Par ailleurs, si actuellement, il n'est pas possible d'aboutir à une convention de ce genre pour l'ensemble des six Etats de la Communauté, rien n'empêche un Etat, sur base de sa législation nationale, de prendre une décision dans ce sens...

Quant au Benelux, je me félicite de ce que cette interpellation ait eu lieu après la conférence intergouvernementale, bien que je ne partage pas entièrement les vues de M. Ballet. Il faut chasser les fantasmes. Le Benelux ne peut être le réduit des désespérés de l'Europe. L'Europe des Six est déjà trop petite. Alors pourquoi construire l'Europe à trois ? Il ne faut pas vouloir faire en plus petit ce qu'il est possible de faire en grand."

En conclusion du débat, le Sénat a voté une motion par laquelle il exprime sa confiance au gouvernement pour poursuivre sa politique dans ce domaine.

(Sénat, compte rendu analytique, 20 et 21 mai 1969)

3. A la Chambre des Représentants, examen et vote du budget de l'agriculture pour 1969 - Critique du plan Mansholt

Le 20 mai 1969, la Chambre des Représentants a entamé la discussion du projet de loi contenant le budget du ministre de l'agriculture pour l'année budgétaire 1969.

Mlle Godelieve Devos (démocrate-chrétien) a fait observer que les crédits du budget de l'agriculture ne profiteront pas entièrement aux agriculteurs belges. La part de ce budget destinée au F.E.O.G.A. réduit sensiblement celle qui leur sera attribuée. Elle demande au ministre de l'agriculture qu'il informe clairement la Chambre au sujet du point de vue que le gouvernement entend adopter à l'égard du plan Mansholt. Les agriculteurs doivent recevoir une réponse nette lorsqu'ils demandent ce qu'ils doivent faire de leur entreprise de production laitière. M. Danschutter (socialiste) a également demandé que le plan Mansholt soit soumis rapidement à une discussion approfondie au parlement, de préférence en commission de la Chambre. Depuis la mise en place de la politique agricole commune, ajoute l'orateur, "les conditions de vie des agriculteurs ne se sont pas fondamentalement modifiées. Pour certains produits le Marché commun pourvoit à ses propres besoins. Toutefois, un grand nombre de pays du tiers-monde comptent sur leurs exportations à destination du Marché commun, pour acheter des produits industriels en Europe. L'autarcie dans le domaine agricole ne doit donc pas être considérée comme un progrès a priori. Nous constatons qu'au sein de la C.E.E., 75 % des exploitations agricoles sont trop petites pour être rentables. Les deux tiers de nos exploitations ont une superficie de moins de 10 hectares. Or, une exploitation de 100 hectares environ donnerait sans aucun doute de meilleurs résultats. Cinquante quatre pour cent de la population agricole belge sont âgés de plus de cinquante ans. Tous ces éléments favorisent l'exode rural. De 1970 à 1980, quelque 5 millions de ressortissants des pays de la C.E.E. seront obligés de renoncer à l'agriculture. En soi, ce n'est pas un mal, mais il faut appliquer une politique humanitaire. D'autre part, je crois que nous devons encourager les fermiers à créer des organisations coopératives où les exploitations familiales pourront coopérer."

M. Van Dessel (démocrate-chrétien) constate que le débat sur le plan Mansholt a fait naître un malaise dans les milieux agricoles, mais que l'on oppose à ce plan aucune coordination dans le domaine de la production ou des interventions. L'orateur décrit alors la situation dans plusieurs pays. "En Angleterre, le Comité pour le développement économique a suggéré d'étendre de 15 % la superficie destinée à la culture des tomates, de 25 % celle qui est destinée à la culture des pommes, de 25 % la superficie prévue pour la culture des poires, de 20 % les cultures de choux-fleurs, et de 40 % la superficie destinée à la culture des oignons. Cette mesure permettrait de réduire les importations de 220 millions de livres. Elle constitue également une invitation à l'autarcie émanant d'un pays qui a posé sa candidature à la C.E.E. La création de nouvelles régions de production comme la Provence et le Languedoc, a déjà donné lieu à une situation catastrophique sur le marché de la C.E.E. En Angleterre,

l'on accorde également des subventions qui pourraient être considérées comme des mesures faussant la concurrence. La situation en Italie nous laisse tout aussi perplexes."

Et M. Van Dessel conclut : "Si le régime des interventions ne garantit pas un minimum vital et ne stimule pas la production, aucune limitation de la production ne sera nécessaire au sein de la C. E. E."

M. Peeters (démocrate-chrétien) déclare que le budget de l'agriculture contient de nombreux crédits pour le Fonds agricole européen et qu'il est inopportun de souligner le caractère coûteux de l'agriculture belge. L'orateur ajoute : "Il faudrait que les dépenses destinées à la politique agricole de la C. E. E. soient soustraites du budget de l'agriculture. On n'a jamais dit à cette tribune que ces dépenses représentaient le prix que nous payons pour la libéralisation des échanges commerciaux. Il est vrai que cette libéralisation constitue un progrès, mais il me semble que nous la payons trop cher. D'aucuns prétendent que notre pays n'est pas en mesure de supporter les dépenses agricoles au titre de la C. E. E. La F. I. B. (1) a constaté récemment qu'il s'agit d'un aspect du problème qui est généralement ignoré. Pour être honnête, il faudrait aussi reconnaître que l'industrie profite de ce Marché commun. Des neuf milliards inscrits au budget de l'agriculture, il y a six milliards dont le ministre ne dispose pas librement, parce qu'il est lié par des engagements européens. Il suffit d'analyser le budget pour constater que les crédits dont dispose le ministre, sont inférieurs à ceux de l'année précédente, bien que les autres budgets aient augmenté de 10 %. Et l'orateur ajoute : "Si nous adoptons une attitude négative à l'égard de la politique agricole européenne, c'est parce que celle-ci menace la viabilité de notre agriculture. On avance une nouvelle forme d'exploitation sans avoir aucune preuve de la valeur du système proposé. On agit comme si nos structures agricoles étaient les mêmes que celles qui existent en Italie ou ailleurs."

Membre du groupe "Volksunie", M. Sels constate qu'"actuellement, on voudrait prendre au plan européen des décisions au sujet du sort des agriculteurs sans les consulter. Mais on oublie que notre pays n'est pas viable sans une agriculture saine et que l'industrie est la première à bénéficier de la prospérité des entreprises agricoles. Les agriculteurs se trouvent à la pointe de la modernisation, mais à défaut d'une politique foncière adéquate, ils se trouvent dans l'impossibilité de produire à des prix concurrentiels. Et ce n'est certes pas de leur faute. Ce n'est pas de leur faute, si tous les partenaires de la C. E. E. n'ont pas tenu leurs engagements. La restructuration de notre agriculture devra se réaliser sur la base de plans régionaux, suivis par des remboursements, la construction de routes, etc... Un grand nombre d'agriculteurs sont obligés de continuer l'exploitation de leur entreprise, même si celle-ci n'est plus viable. Mais il faut que leur famille puisse vivre ! C'est pourquoi il faudrait augmenter les pensions et accorder une indemnité de

(1) Fédération des Industries Belges

départ aux intéressés à partir de l'âge de 50 ans, ce qui permettrait de supprimer plus facilement un certain nombre d'exploitations non viables."

L'orateur déclare dans sa conclusion que les crédits mis à la disposition de l'agriculteur sont trop modestes pour lui permettre de mener une politique adéquate. Pour cette raison il lui est impossible de voter le budget.

M. Radoux (socialiste) regrette que le plan Mansholt soit abordé comme une proposition "ne varietur". Il est même possible que d'ici la fin de l'année, la commission du Marché commun présente de nouvelles propositions. L'orateur déclare ne pouvoir accepter que l'on évoque en séance publique de la Chambre le plan Mansholt sans qu'il ait été analysé au préalable en commission. M. Radoux suggère d'organiser un débat en commission et se demande s'il ne conviendrait pas de demander qu'un technicien du Marché commun assiste à ce débat pour éclairer la commission de l'agriculture de la Chambre.

M. René Lefebvre (libéral) reproche au plan Mansholt de vouloir diminuer les prix avant qu'aient été réalisées les réformes de structure. Il ajoute : "Au point de vue de l'économie générale, quatre questions non évoquées dans le memorandum se posent et ne sont pas résolues. En quoi la modification des structures modifiera-t-elle l'orientation et la nature des productions ? En effet, il peut y avoir accroissement de produits excédentaires. En quoi la réduction espérée du prix de revient des productions agricoles peut-elle avoir une influence sur le marché ? En effet, la tradition de certains pays est d'acheter à certains pays tiers en échange de possibilité d'exportations industrielles. La C.E.E. a-t-elle une politique industrielle commune pouvant assurer le plein emploi de la main d'oeuvre qui sera sensiblement accrue si l'on suit le plan Mansholt ? Il n'en est rien. La politique régionale s'oriente-t-elle davantage dans un sens nationaliste que communautaire ? Malheureusement oui.

D'autre part, les regroupements s'effectuent davantage au niveau régional qu'au niveau communautaire. Rien n'est prévu pour que l'Europe ait une industrie vigoureuse de transformations de produits alimentaires. Nous croyons que le plan Mansholt est un leurre. Il n'y a pas de solution aux problèmes européens comme aux problèmes agricoles. Il n'y a pas d'espoir de remédier à la crise européenne actuelle.

Des engagements précis doivent être pris par les pays européens importateurs de produits agricoles quant à la part privilégiée qu'ils prendraient chez les pays européens ayant des productions excédentaires. La Commission de la C.E.E. doit faire jouer la préférence communautaire à un niveau élevé; il faut établir une stratégie industrielle commune; il faut créer des industries de transformation des produits agricoles afin d'occuper le personnel agricole sans emploi. Le plan actuel ne débouche pas sur une Europe verte prospère mais accroît les difficultés."

En tant que démocrate-chrétien, M. De Seranno a déclaré : "Le besoin croissant de capitaux constitue la menace principale pour les entreprises fami-

liales. Dans les années qui viennent, il faudra des milliards d'investissements pour les transformations et les nouvelles constructions dans le secteur agricole. Les groupes disposant de moyens financiers importants risquent donc d'accroître leur influence sur les exploitations familiales, ce qui représente un danger plus grand encore que le plan Mansholt."

M. Moulin (communiste) voit dans le plan Mansholt "la reconnaissance de l'échec de la politique agricole des dix dernières années. Et l'on ne peut alors que sourire lorsque le ministre dit au Sénat que l'on se doit de souligner que pour la première fois l'agriculture a été considérée par l'Europe comme une partie intégrante de l'économie. C'est exact. Mais en réalité, le résultat est là : seuls des holdings tirent profit de la politique agricole adoptée. Et nous n'avons, pratiquement, plus rien à dire. Nous sommes devenus, sur le plan national, une chambre d'entérinement de la politique agricole."

L'orateur communiste estime que de 1958 à 1968, la politique agricole européenne a coûté cher mais que le plan Mansholt coûterait bien plus cher encore. Il annonce la faillite prématurée du plan Mansholt.

Dans sa réponse aux orateurs, M. Héger, ministre de l'agriculture, a évoqué le problème des excédents de produits laitiers et les solutions qui ont été proposées par plusieurs Etats membres : "La proposition néerlandaise vise à diminuer le prix du beurre, d'une part par une diminution du prix du lait et, d'autre part, par une aide du F.E.O.G.A. et par un accroissement du prix du lait en poudre. La proposition allemande vise à fixer des quotas communautaires nationaux et individuels, avec une responsabilité des producteurs. La proposition française veut contenir la collecte du lait dans des limites fixées par référence aux campagnes précédentes. La diminution du prix du beurre serait obtenue par une incitation à la reconversion et l'écoulement du lait existant par des contrats conclus entre les producteurs et les laitiers.

Devant cet éventail de propositions, nous avons fait deux constatations : 1° qu'elles n'éliminent pas la présence physique des matières grasses en excédent; 2° qu'elles constituent une pénalisation de tout effort de productivité. C'est la raison pour laquelle nous avons déposé notre proposition en cinq points : 1° assurer que l'on maintiendra le prix indicatif que nous connaissons; 2° assurer que l'on puisse fabriquer du beurre fondu tout au long de l'année, sans l'avoir maintenu au frigo un certain nombre de mois; 3° l'application de la taxe sur les matières grasses décidée en 1964 et non appliquée jusqu'à présent; 4° nous acceptons de donner, comme le propose la commission, une prime à l'abattage de vaches laitières en la limitant aux éleveurs qui détiennent trois vaches au plus; celui qui terminerait son exploitation agricole recevrait les primes pour tout son cheptel; 5° une prime aux exploitants qui s'engagent à ne plus laisser sortir du lait de leur exploitation."

Le ministre de l'agriculture a déclaré qu'il était difficile de vouloir séparer les crédits du F.E.O.G.A. et du Fonds agricole belge. Il a ajou-

té que si les agriculteurs ont intérêt à la Communauté, la charge de la Belgique est hors de proportion avec le nombre des agriculteurs belges, l'étendue de leurs exploitations et leurs revenus.

(Chambre des Représentants, compte rendu analytique, séances des 20, 21, 28 et 29 mai 1969)

4. Interpellation sur les suites données à la résolution du Parlement européen sur les relations avec la Grèce

Au nom du groupe socialiste, M. Glinne a interpellé, le 10 juin 1969 à la Chambre, le ministre des affaires étrangères, sur les suites que ce dernier donne à la résolution votée le 7 mai 1969 par le Parlement européen, en ce qui concerne les relations avec la Grèce. Le député socialiste écarte d'abord tout reproche d'ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays, car la Grèce a signé un traité d'association avec la Communauté européenne. Il déclare ensuite : "Des équivoques subsistent dans les relations entre la Grèce et l'Europe des Six. L'association survit mal, mais elle survit encore. Il faut aller moins loin encore que la gestion courante. Cela serait d'ailleurs conforme à la résolution de mai du Parlement européen. Cette position de principe est claire : le Parlement européen se réserve la possibilité de rompre toute relation avec la Grèce. Notre Parlement doit s'inspirer de cette résolution." M. Glinne a encore déclaré : "Le Parlement européen a souhaité que, dans les rapports bilatéraux, les gouvernements de l'Europe des Six veillent à ne pas favoriser le régime grec. Or dernièrement, la France a accordé à la Grèce un crédit équivalent à 55 millions de dollars; d'autres gouvernements, tel celui de l'Italie, ont tenu à favoriser le régime grec. Il y a une certaine hypocrisie à bloquer les crédits communautaires destinés à la Grèce, mais à les lui accorder sous des formes bilatérales."

M. Bertrand (Front des Francophones - Rassemblement wallon) appuie l'interpellation au nom de son groupe. M. Levaux (communiste) estime également que l'interpellation est justifiée. M. De Vlies (démocrate-chrétien) se demande si l'interpellation vise à dénoncer le traité d'association. Dans ce cas, ajoute-t-il, on mettrait également fin à l'accord commercial entre le Benelux et la Grèce. L'orateur est d'avis qu'"une collaboration réaliste avec les colons grecs profitera davantage au peuple grec qu'un isolement de la Grèce. Cet isolement signifierait la perte du peuple grec sur le plan politique, économique et militaire, voire l'aventure communiste. La politique à l'égard de la Grèce ne peut être différente de celle qui est appliquée aux autres pays de l'Europe de l'Est." M. De Vlies constate que les crédits d'exportation accordés par la Belgique à la Grèce depuis 1965 ne s'élèvent au total qu'à 25 millions FB alors que l'aide accordée par la France et l'Allemagne se chiffre par milliards. L'orateur invite les délégués socialistes à demander de plus amples informations à leur ami politique, le ministre des affaires étrangères de l'Allemagne occidentale.

M. Harmel, ministre des affaires étrangères, a répondu à l'interpellation : "Les institutions européennes sont la toile d'araignée dans laquelle chacun d'entre nous est volontairement lié. C'est dans le cadre de ces institutions qu'il nous faut intervenir et elles n'agissent d'ailleurs que par la volonté de chacun des Etats et par conséquent des ministères des affaires étrangères des pays membres. J'entends souligner que le gouvernement belge ne sous-estime pas le problème et ne veut pas que demeure la moindre ambiguïté dans les positions du gouvernement en cette matière. Nous croyons que lorsque la démocratie défaille dans un pays voisin, l'Europe elle-même est frappée. Lorsque nos Etats, au lendemain de la guerre, ont créé des liens de solidarité, ils ont fait naître au-dessus d'eux des liens supranationaux. Il s'agit ici d'une crise difficile, et je définirai notre attitude au sein des diverses assemblées. En tête de la résolution du 11 mai 1967, la commission du Parlement européen de l'association avec la Grèce a excellemment souligné les liens existant depuis 1961 avec ce pays. Il s'agit d'un accord d'association qui doit faciliter une adhésion ultérieure. Pour la Belgique, l'adhésion aux Communautés a une qualité qui vise à intégrer les pays ayant une organisation démocratique de leur pouvoir national. Ce que nous avons en vue, c'est une Europe politique dont les Communautés économiques ne sont encore qu'un noyau.

Si un Etat en route vers ce statut d'adhésion vient à changer de régime, même provisoirement, le processus d'intégration est interrompu, c'est ce qu'a fait le conseil d'association qui ne s'est plus réuni au niveau ministériel depuis le changement de régime de la Grèce... La résolution du 7 février dernier, du Parlement européen évoquée aujourd'hui, sera, nous l'espérons, discutée lors d'un prochain Conseil des ministres. Il ne faut envisager, à mon sens, que les paragraphes les plus importants, le paragraphe 6 ne devait être utilisé qu'en cas de non-exécution des autres."

En conclusion de l'interpellation, un ordre du jour a été déposé par MM. Larock (socialiste), De Keersmaecker (démocrate-chrétien) et Gillet (libéral). Cet ordre du jour est libellé comme suit :

"La Chambre, ayant entendu l'interpellation de M. Glinne à M. le ministre des affaires étrangères; estimant que les mesures de répression et l'état d'exception doivent être abolis immédiatement en Grèce, Etat associé à la Communauté économique européenne et que l'élection du Parlement doit être organisée sans tarder dans ce pays, avec les garanties les plus larges de liberté d'expression, d'association et de vote; considérant qu'en l'absence d'une évolution rapide dans le sens indiqué ci-dessus, elle appuiera la résolution du Parlement européen qui tendrait à la révision ou à la suspension de l'accord d'association, ainsi que la recommandation de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe visant à l'exclusion de la Grèce; considérant que la question grecque doit être examinée par l'O. T. A. N., dans l'esprit du préambule et de l'article 2 du Traité de l'Alliance, passe à l'ordre du jour."

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

(Chambre des Représentants, compte rendu analytique, 10 et 12 juin 1969)

5. La Chambre des Représentants est saisie d'une proposition de résolution visant à amender l'article 237 du traité instituant la C. E. E.

La Chambre a été saisie le 17 juin 1969 d'une proposition de résolution invitant le gouvernement à transmettre aux cinq gouvernements cosignataires du Traité de Rome, une proposition d'amendement de l'article 237 de ce traité. Cette proposition est signée par MM. Van Elslande, De Gryse, Meyers, Swaelen, Dewulf et Chabert, tous membres du parti social-chrétien. Dans leurs développements, les auteurs de la proposition déclarent que l'article 237 n'est pas rédigé de manière très claire et qu'il a permis à un Etat membre de la Communauté de s'opposer à ce que soient entamées les négociations sur l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun. Voici les deux versions de l'article 237, premier alinéa :

Texte du Traité :

Tout Etat européen peut demander à devenir membre de la Communauté. Il adresse sa demande au Conseil, lequel, après avoir pris l'avis de la Commission, se prononce à l'unanimité.

Texte proposé :

Tout Etat européen dont le régime est démocratique peut demander à devenir membre de la Communauté. Il adresse sa demande au Conseil, lequel, après avoir pris l'avis de la Commission, entame les négociations dans les quatre mois qui suivent la réception de la demande.

Les auteurs de la proposition de la résolution présentent trois observations sur le texte actuel :

1° Aucune réponse claire ne peut être donnée à la question de savoir si, en vue de formuler son avis, la Commission peut ou non entamer des négociations avec le demandeur;

2° Il n'est pas davantage précisé sur quoi le Conseil "se prononce";

3° Le texte est imparfait, étant donné qu'il n'est prévu aucun délai dans lequel l'avis doit être pris et dans lequel le Conseil doit se prononcer."

Ils ajoutent le commentaire suivant : "Les mots "se prononce" sont remplacés par les mots "entame les négociations", parce que les mots "se prononce" peuvent faire l'objet de plusieurs interprétations :

- a) ou bien, il s'agit d'une décision selon laquelle il n'y a pas d'objections de principe à une adhésion éventuelle, après le succès des négociations;
- b) ou bien, il s'agit d'une décision d'entamer des négociations.

En tout cas, le Conseil de ministres ne pouvait, à ce stade, se prononcer sur l'adhésion. A notre sens, il ne peut donc s'agir de rien d'autre que d'entamer des négociations.

Les mots "dans les quatre mois" ont été insérés dans le texte proposé, parce qu'un délai est absolument nécessaire si l'on entend éviter qu'une demande ne soit renvoyée aux calendes grecques. Dans notre esprit, ces quatre mois n'ont que la valeur d'un délai fixe, préalablement déterminé. Il pourrait s'agir également de six mois, par exemple, ou d'une prolongation de deux mois, à la demande de la Commission.

Enfin, ajoutons encore que le texte proposé ne fait nulle mention d'une majorité quelconque. En effet, l'article 148 du Traité de la C. E. E. prévoit que "sauf dispositions contraires au présent Traité, les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité des membres qui le composent". En outre, l'ouverture de négociations ne constitue pas "un problème important" étant donné qu'elle n'engage à rien. Dès lors le compromis dit "de Luxembourg" n'est, à notre avis, pas applicable en l'occurrence."

(Chambre des Représentants, doc. n° 121, 1968-69)

Etats-Unis

Le secrétaire américain au commerce et l'élimination des obstacles non tarifaires aux échanges internationaux

Envoyé spécial du président Nixon, M. Stans, secrétaire américain au commerce, a réalisé, au cours du mois d'avril 1969, un tour des capitales européennes. Au cours de son périple, il a eu l'occasion de préciser la position des Etats-Unis sur les problèmes commerciaux en suspens entre les pays de la C. E. E. et les Etats-Unis.

Le secrétaire au commerce a pris la parole à Bruxelles, à l'occasion d'un dîner à la Chambre de commerce américaine. Il y a précisé les difficultés auxquelles se heurtent les chefs d'entreprises américains, à savoir l'impossibilité pour eux de vendre aux gouvernements européens ou à leurs organismes, les barrières douanières européennes, les restrictions de nature technique imposées à l'écoulement de leurs produits, les difficultés croissantes éprouvées sur le marché européen par leurs exportations de produits agricoles, les primes européennes aux exportations qui enlèvent aux Etats-Unis les marchés dans les pays du tiers monde, les taux d'intérêt subventionnés sur les exportations européennes.

M. Stans a encore déclaré que l'économie des Etats-Unis et les économies de l'Europe occidentale n'auraient jamais pu atteindre leur niveau actuel de prospérité sans la contribution originale des quatre libertés économiques - liberté de voyager, liberté de commerce, liberté d'investir et liberté d'échanger des techniques.

A l' "American Club of Paris" où il a également pris le parole, M. Stans a résumé la position de son gouvernement en plusieurs points :

1. Les Etats-Unis croient fermement que l'expansion économique mondiale doit se poursuivre pour le bien de tous. A ce propos ils ont pris récemment des mesures pour réduire la fièvre de l'inflation sans tuer la prospérité.
2. Les Etats-Unis ont proposé de discuter autour d'une table ronde des mesures qui pourraient être prises par les pays concernés pour lever les obstacles artificiels qui s'opposent au développement du commerce international. Cette proposition a rencontré l'approbation de tous les interlocuteurs rencontrés par M. Stans et les Etats-Unis pourraient prendre une initiative à ce sujet dans les une ou deux années à venir.
3. L'invasion des fibres et textiles étrangers sur le marché américain menace de "dislocation" un secteur important de l'économie américaine et risque de conduire le Congrès à voter une législation protectionniste.
4. Des ajustements aux systèmes de tarification nationaux ne doivent pas être apportés dans le seul but d'améliorer des positions concurrentielles.
5. L'Administration Nixon abolira dès que possible les contrôles demeurant sur les investissements américains en dollars vers les pays étrangers.
6. Les Etats-Unis n'imposeront pas de restrictions financières aux voyages touristiques de leurs ressortissants, de même qu'ils encourageront les étrangers à venir chez eux.
7. Les Etats-Unis sont décidés à encourager les échanges technologiques et scientifiques entre tous les peuples.

M. Stans a expliqué que ces recommandations ont pour but d'accroître des courants économiques entre les Etats-Unis et l'Europe et de rééquilibrer la balance américaine. Un surplus de la balance commerciale américaine lui paraît nécessaire pour financer les importations croissantes en provenance d'Europe, les sorties de capitaux et les engagements de sécurité mutuelle d'aide aux autres pays.

(Le Nouveau Journal, 16 avril;
L'Echo de la Bourse, 23 avril 1969)

France

1. M. Michel Debré et les problèmes européens

A l'issue du Conseil des ministres du mercredi 16 avril, M. Jöel Le Theule, secrétaire d'Etat à l'information rendait compte en ces termes de la déclaration de M. Michel Debré au Conseil des ministres sur les propositions de conférence paneuropéenne faites à Budapest par les Etats communistes d'Europe

centrale : "M. Michel Debré a rendu compte de la réunion ministérielle du Conseil de l'Atlantique nord qui vient de se tenir à Washington. Il a évoqué le problème de la réponse des pays de l'Alliance atlantique à l'"appel de Budapest". Le secrétaire d'Etat à l'information a déclaré à ce sujet : "La position française est simple. Nous avons toujours été partisans de la détente, nous en sommes les champions et nous le demeurons. Mais, pour nous, il n'y a pas seulement la détente de bloc à bloc; nous croyons davantage à l'efficacité de conversations bilatérales ou multilatérales. Pour l'"appel de Budapest", nous pensons qu'avant de prendre une décision il convient de se mettre d'accord sur la composition de cette conférence et sur son ordre du jour. En raison de l'importance de son objet, mieux vaut, en effet, un retard qu'un échec."

Quelques jours plus tard, M. Debré se rendait à Rome pour avoir des conversations avec son homologue italien, M. Nenni, sur les problèmes européens.

Dans une déclaration lue à l'aéroport de Ciampino, le ministre français déclarait : "Il m'est agréable de dire qu'aucun problème bilatéral n'oppose nos deux pays... Toutefois, je ne veux pas dissimuler les préoccupations que cause, en France, le sentiment que depuis quelque temps des divergences séparent Rome et Paris sur un sujet dont l'importance ne le cède à nul autre, puisqu'il s'agit de l'Europe, de son organisation et de sa vocation dans le monde d'aujourd'hui. Le point de départ de nos réflexions doit être la réalité des faits. Aucune Europe véritable n'est possible sans l'Italie. Aucune Europe véritable n'est possible sans la France. Le point d'aboutissement de nos échanges de vues pourrait être une image commune de l'Europe de l'avenir, celle qu'attendent nos opinions publiques, c'est-à-dire une Europe européenne, dynamique et large, indépendante et organisée sur le plan politique, économique, militaire, monétaire. Pour tendre vers cet objectif, qui ne peut avoir de date précise, plusieurs cheminements sont possibles. J'ai l'intention de les examiner avec M. Nenni."

A Rome, M. Debré devait donner une conférence de presse au Palais Farnèse à l'issue des conversations qu'il avait eues avec M. Nenni. Abordant principalement l'idée de la conférence paneuropéenne proposée par les pays de l'Est, M. Debré déclarait : La France est favorable à des conversations bilatérales avec les nations européennes "là où des positions discrètes peuvent être prises. De telles conversations ont montré leur utilité. Une conférence européenne est une grande idée, mais cette conférence ne pourrait être qu'une conférence de blocs et la détente n'a de sens que si les nations sont capables de s'exprimer en tant que nations."

M. Debré a rapporté que M. Nenni était "très optimiste" au sujet de cette conférence. "Nous sommes plus réservés, a poursuivi M. Debré, nous sommes plus réalistes. Nous pensons qu'un délai vaut mieux qu'un échec. Il est tout à fait normal que nous ayons des positions différentes mais il serait vain de juger l'amitié de nos deux pays sur ces différences."

Puis, après avoir été reçu par le Pape et le président Saragat, M. Debré tirait, au Palais Farnèse avant de quitter le sol italien, les conclusions de sa visite à Rome : "Il est normal qu'entre deux vieux pays comme l'Italie et la France il y ait parfois des divergences. Cela existe au sein d'une même nation. Il ne faut pas jauger l'amitié entre deux peuples sur le fait qu'ils ne sont pas toujours d'accord, tout comme il ne faut pas jauger une nation uniquement sur des désaccords entre ses citoyens.

Nous avons pu constater, entre nos deux gouvernements, que leurs bons rapports font partie d'une sorte de légitimité politique de nos deux nations. Dès lors, par la force des choses, nous avons un devoir : celui d'encourager notre coopération naturelle, très satisfaisante (économique, scientifique, culturelle), celui de créer les conditions d'une coopération nouvelle, de nous efforcer de parvenir à des positions qui, sans être toujours semblables, soient discutées en commun, en toute franchise et amitié."

(Le Monde, 17, 19, 22 avril 1969;
Le Figaro, 21 avril 1969;
Corriere della Sera, 20 avril 1969)

2. La campagne présidentielle et l'Europe (élections du président de la République les 1er et 15 juin)

Au cours d'une campagne présidentielle qui a duré officiellement un mois (15 mai - 15 juin) les candidats au premier puis au second tour ont abondamment traité du problème de l'Europe, qui aura été l'un des thèmes majeurs abordés au cours de cette campagne.

a. Georges Pompidou

M. Georges Pompidou a précisé ses conceptions européennes au cours de ses déplacements en province, au cours d'interviews accordées à des journaux français ou étrangers, enfin à l'O.R.T.F. Voici quelles sont, sous forme d'extraits, ses principales déclarations, du 15 mai au 15 juin; en ce qui concerne l'intégration à Six d'abord, puis en ce qui concerne la candidature britannique au Marché commun; enfin en ce qui concerne le problème de la défense européenne.

- l'Europe :

"J'attribue la plus grande importance au développement de l'Europe sur tous les plans : économique, culturel, humain et naturellement aussi politique. Ce développement suppose le maintien des liens avec les Etats-Unis, sans pour autant renier le rapprochement que nous avons effectué avec les pays de l'Est. Mais le développement de l'Europe signifie également la nécessité, de la part de l'Europe, de se créer une conscience politique qui lui per-

mette d'exercer, sur les affaires mondiales, un poids correspondant à son importance." (Interview : "Corriere della Sera", "La Nation", 16 mai 1969)

"J'ai déjà eu l'occasion de dire plusieurs fois que ce qui me paraissait essentiel, c'est que l'Europe devienne une réalité économique et aussi une réalité spirituelle. De là dépend la prise de conscience politique des européens; de là dépend la création de mécanismes politiques communs. Il ne faut pas construire le toit avant les murs, mais je suis convaincu que l'Europe politique dont je souhaite qu'elle devienne un jour possible, est le seul moyen de donner à notre continent le rôle auquel il a droit." (Dirigeant, juin-juillet)

"Pour ma part, je suis prêt à proposer aux chefs d'Etat et de gouvernement - et d'abord à ceux de l'Europe des Six - de se rencontrer et de voir comment on peut relancer tout cela. Là aussi, il faut de l'ouverture; là aussi, il faut du dialogue ... " (Europe 1, 22 mai)

"Faut-il, comme le disent certains (à l'échelle européenne en particulier), faut-il la condamner (la petite agriculture) et faut-il dire qu'il n'y a pas d'avenir pour l'exploitation familiale. Eh bien ! je réponds catégoriquement "non". Je réponds non, parce que ces exploitations familiales sont nécessaires pour l'équilibre social de notre pays, la classe paysanne a toujours été un des éléments de stabilité et de sagesse. Et puis aussi, parce que je ne veux pas que la France se transforme, dans une grande partie de son territoire, en une sorte de désert où il n'y aurait plus que quelques villes qui vivoteraient...

... Si vous faites cela, alors nous aurons des exploitations rentables, d'une superficie plus raisonnable, ayant des moyens de répandre leurs marchandises, de les vendre facilement et à ce moment-là, je vous le garantis, le gouvernement pourra vous aider. Il pourra vous aider, en particulier, en luttant contre les technocrates internationaux qui sont bien pires que les technocrates nationaux, contre lesquels souvent déjà vous protestez. Il pourra vous défendre en repoussant dans les plans du type plan Mansholt tout ce qui se traduirait par la ruine de notre agriculture familiale, de notre production laitière." (Allocution radiotélévisée, jeudi 22 mai, 13 heures, Le Monde, 23 mai)

"Pour avoir une Europe tout à fait digne de ce nom et pouvant jouer son rôle, il faut arriver à ce que j'appelle la conscience politique. Il faut qu'à un moment donné les différents pays européens trouvent le moyen par une organisation ou une autre, sous une forme ou une autre (il faut être très souple en ces matières) de se rencontrer, d'avoir des échanges de vues, et, si possible, une politique commune, une attitude politique commune. Cela, je le reconnais, ne sera tout à fait vrai, tout à fait efficace que lorsque l'Angleterre nous aura rejoints. Mais c'est surtout d'elle que cela dépend et pas de nous, et, pour ma part, si l'Angleterre montre qu'elle est véritablement européenne à tous les points de vue, qu'elle ne dissocie plus du tout ses intérêts de ceux du continent européen, je pense qu'on devrait pouvoir arriver à un accord avec elle." (Allocution radio-télévisée, vendredi 23 mai. Le Monde, 24 mai)

Equilibre avec les Etats-Unis. "Qu'appellez-vous des rapports d'égalité ? S'il s'agit d'une égalité juridique, chacun des Etats européens en bénéficie actuellement. S'il s'agit de modifier les rapports de fait, tant politique qu'économique, existant entre l'Europe et les Etats-Unis; il est bien évident qu'une organisation européenne plus forte permettrait de les modifier. Mais à la condition que cette organisation demeure démocratique, c'est-à-dire qu'elle ne conduise pas à donner le pouvoir à des organismes sans responsabilité politique, sans mandat populaire. A condition aussi qu'il y ait une conception commune du rôle de cette Europe. Tout cela demandera du temps et c'est pourquoi il faut avancer dans les faits, pas à pas, et ne pas se donner des objectifs immédiats trop ambitieux et qui conduisent à ne rien faire." (Interview accordée au Figaro à partir de questions posées par M. Roger Massip, 10 juin)

- la candidature britannique :

"Je suis prêt à reprendre les discussions avec la Grande-Bretagne dont on ne peut pas imaginer qu'elle reste éternellement en marge du Marché commun. Il faut aussi que la Grande-Bretagne affirme une véritable volonté européenne, afin que l'Europe ne soit ni un appendice, ni une tête de pont." (Orléans, 22 mai)

"Il est dramatique de laisser l'Angleterre hors de l'Europe. Il faut que l'Angleterre entre dans l'Europe. D'ailleurs le général de Gaulle l'avait bien compris." (Déclaration du 14 mai)

"Je crois que le problème de l'élargissement de l'Europe se posera nécessairement et à ce moment-là chaque pays devra dire bien clairement ce qu'il souhaite : le maintien du Marché commun avec les règles qui se sont établies progressivement depuis dix ans ou un nouveau type d'organisation.

Si l'on souhaite maintenir le Marché commun, il est bien évident que les pays candidats à y entrer devront respecter les règles qu'il s'est fixées à lui-même. Il ne faut pas se faire d'illusions : l'élargissement de l'Europe est souhaitable, mais il posera des problèmes difficiles." (Dirigeant, juin-juillet)

"Ce que j'ai toujours dit et qui est vrai, c'est que si ce quelque chose de nouveau doit être repensé, nous, Français, nous n'y sommes pas opposés, par principe, mais à une condition, bien entendu, c'est que cette formule garde à la France les droits et prérogatives qu'elle a pour le Marché commun; je pense surtout aux intérêts de notre agriculture." (O. R. T. F., 10 juin)

"Je suis favorable au principe de l'élargissement de l'organisation européenne de telle sorte qu'elle puisse trouver son véritable équilibre et la capacité de jouer son rôle dans le monde. Cela signifie que, dans mon esprit, il faut examiner de la façon la plus ouverte mais aussi la plus complète le problème de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun. Cela étant, ne nous faisons aucune illusion. C'est une affaire difficile et le départ du général de Gaulle prive certains pays candidats, et aussi peut-être certains de nos parte-

naires, d'un alibi grâce auquel ils masquaient les difficultés que leur créerait à eux-mêmes soit leur entrée dans le Marché commun, soit l'élargissement de celui-ci." (Réponses aux questions du "Figaro" posées par Roger Massip, 10 juin)

- les problèmes de défense nationale européenne :

"La force de dissuasion ne coûte pas plus cher qu'un armement classique; elle est plus efficace pour décourager l'attaquant; elle nous permet de faire de grands progrès techniques et industriels et, en fin de compte, elle nous met dans le peloton de tête des nations, comme le disait le général de Gaulle." (O.R.T.F., 23 mai)

"Je ne conçois pas (une organisation internationale de défense) à l'échelle européenne. Je crois que c'est dans un accord entre la Grande-Bretagne et la France qu'est l'avenir d'une défense commune européenne dans le domaine atomique. Je suis tout prêt à discuter le jour venu d'un accord avec la Grande-Bretagne et qui pourra un jour aussi devenir un accord européen. Mais pour tout cela, il faudra du temps. Il faut que l'Europe prenne une conscience politique, il faut que tout le monde ait rassuré tout le monde." (Europe 1, 22 mai; Le Monde, 14 juin)

b. Alain Poher

- l'Europe

M. Alain Poher présentait au pays le mardi 27 mai au matin son programme électoral, rédigé en 12 points. On notera que le point second est consacré aux problèmes de la construction européenne. En voici le texte :

"La France a besoin de l'Europe autant que l'Europe a besoin de la France. L'Europe est la meilleure garantie de la paix, du progrès social et de l'indépendance. Son unité est un des objectifs fondamentaux auxquels doit tendre notre pays. L'Europe n'est pas une fin en soi. Elle doit être le moyen d'un progrès économique et social plus affirmé : maintien du plein emploi, réglementation et contrôle des concentrations d'entreprises.

L'Europe doit s'unir. La pleine utilisation de nos ressources appelle la création d'un grand marché des produits, des capitaux et des techniques, dont l'essor sera favorisé par la création d'une unité monétaire commune.

La mise en commun des moyens nationaux de recherche scientifique et atomique mettra fin à des concurrences inutiles et ruineuses entre pays voisins. L'Europe de la science et de la technique sera réalisée.

L'union économique devra être complétée par un plan d'union politique, qui se réalisera par étapes et respectera les vocations nationales. L'Europe sera

démocratique. L'Europe politique atteindra la dimension qui permet aujourd'hui de jouer un rôle décisif dans les affaires du monde. Elle sera au service de la coexistence pacifique et de la sécurité collective.

L'Europe doit s'élargir. Le renforcement de l'Europe nécessite l'entrée de nouveaux pays dans les organisations européennes existantes. Des conversations seront ouvertes avec la Grande-Bretagne et avec tous les pays prêts à accepter les disciplines imposées par les traités. L'Europe développera ses échanges d'égal à égal avec toutes les grandes puissances économiques du monde. La mise en commun des ressources que les différents partenaires européens consacrent à l'aide au "tiers monde" créera des relations nouvelles entre pays d'inégal développement. Les accords d'association, forme originale de coopération confiante et efficace avec l'ensemble des nations moins favorisées, seront multipliés.

Aujourd'hui, l'Europe est menacée d'asphyxie. Tout peut encore être sauvé. Le président de la République prendra l'initiative d'une conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement, qui ouvrira des perspectives nouvelles vers l'Europe des peuples." (Le Monde, 28 mai)

M. Poher devait déclarer par ailleurs :

"... Je n'exclus pas, par exemple, une nouvelle rencontre des chefs d'Etat, un nouveau Messine ou tout autre rencontre qui permette de dissiper les malentendus et de repartir sur des bases assainies." (Les Echos, 29 mai)

"Je n'ai jamais dit que j'étais partisan systématique de l'Europe intégrée, de la supranationalité, pas plus d'ailleurs que de l'Europe des patries, autre formule dépassée. Je suis pour l'Europe des possibilités.

... Pour l'instant il ne s'agit pas de gouvernement européen. Il s'agit de passer un certain nombre d'accords de manière que les politiques communes que l'on doit organiser soient efficaces. ... Il s'agit de travailler ensemble et d'éviter une concurrence malsaine. ... Au plan européen, cela ne me fait pas plaisir d'imaginer que, sous prétexte de souveraineté nationale, la France connaisse des difficultés qu'elle aurait pu éviter." (Europe 1, 16 mai; Le Monde, 14 juin)

"Aucune solution ne sera définitive tant qu'il n'aura pas été mis bon ordre à l'anarchie des marchés mondiaux. Quelle est cette politique ou soi-disant politique qui, par des actions brusquées, par des importations de choc, contrarie l'évolution naturelle du marché agricole intérieur et brise d'un seul coup l'espoir de ceux qui s'étaient engagés dans cette ligne ? Ce que certains techniciens oublient, c'est que le processus de la production agricole est particulièrement long. Si nous lançons, par exemple, notre agriculture dans l'élevage, les résultats n'apparaissent qu'au bout d'un certain nombre de mois, pour ne pas dire d'années. Si, au cours de cette période, on brise le développement normal de l'économie, on commet un véritable abus de confiance à l'égard de nos agriculteurs.

Le véritable remède à apporter à cette situation, c'est l'Europe unie qui, malgré certaines difficultés qu'il est possible de surmonter, peut, seule, permettre d'ouvrir de nouveaux horizons. Une volonté européenne clairement exprimée est indispensable pour étendre l'organisation actuelle, limitée aux marchés et aux prix, aux aspects structurels, sociaux, commerciaux, etc. ...

Je ne peux cacher que l'attitude un peu hautaine, parfois même lointaine, de certains de nos ministres à l'égard de nos partenaires de l'Europe a souvent créé une tendance assez défavorable. Nous devons, le plus tôt possible, changer de style à Bruxelles pour rétablir un climat de confiance.

Européen de toujours - j'ai présidé pendant trois ans le Parlement européen, - je crois être mieux placé que personne pour y parvenir et aider ainsi l'agriculture française. Mais ne nous faisons pas d'illusions : la négociation sera difficile, car les sommes concernées sont importantes. (Allocution radio-télévisée du jeudi 22 mai, 12 h 20; Le Monde, 23 mai)

Puis, interrogé par les journalistes de "L'Aurore" et du "Monde" sur le problème des élections au suffrage universel du Parlement européen, M. Poher répondit : "Le Parlement européen est une assemblée dont le rôle essentiel est de contrôler la commission exécutive de la Communauté économique européenne de Bruxelles. Mais il a aussi la possibilité de censurer son activité, ce qu'il n'a jamais fait !

A chaque session, un rapport particulier lui est présenté et une fois par an, un rapport général fait l'objet d'un débat au cours duquel des amendements peuvent être insérés. Ces débats ont eu, jusqu'ici, une grande importance car ils permettaient de dégager les grandes préoccupations des six pays.

Mais le Parlement européen demeure une assemblée hybride avec toutes les insuffisances qui lui vaut son caractère plutôt consultatif.

Ce n'est que le jour où ce Parlement sera élu au suffrage universel qu'il pourra vraiment accéder au statut d'assemblée législative et jouer le rôle d'un véritable parlement."

Puis, interrogé sur le problème de savoir s'il prendrait éventuellement l'initiative de proposer l'élection du Parlement européen au suffrage universel, M. Poher répondait : "Je suis partisan de ce mode de désignation, mais je ne veux pas gêner nos partenaires, et je crois qu'une telle réforme ne peut relever que d'une négociation préalable." (L'Aurore, 27 mai; Le Monde, 28 mai 1969)

- la candidature britannique :

"Je suis partisan de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun parce que je suis favorable à l'élargissement de l'Europe dans de nombreux secteurs. On s'orienterait ainsi vers un meilleur équilibre européen. L'Europe, pour moi, c'est l'Europe de la géographie..."

... Nous n'avons pas encore réalisé intégralement le Marché commun des Six. Entre 1958 et 1970, douze années se sont écoulées. Je crois qu'il faudra au moins aussi longtemps pour faire entrer la Grande-Bretagne dans le Marché commun. D'ailleurs ce que souhaitent certains Britanniques c'est, sans tarder, une adhésion de principe.

... La Grande-Bretagne n'est pas seule. Il y a l'Irlande, le Danemark, qui seraient membres de la Communauté européenne, depuis longtemps si la Grande-Bretagne en faisait partie. Il ne saurait être question de toute la zone de libre-échange. Pas question du Portugal ou de la Suisse !" (Nouvel Observateur, 3 juin; Le Monde, 14 juin)

- les problèmes de défense européenne :

"Il faut bien reconnaître que notre armement, après avoir coûté terriblement cher, est encore loin d'avoir une signification militaire. Pour y parvenir, il faudrait engager des dépenses énormes que notre économie ne pourrait supporter... La sagesse conduit à rechercher avec d'autres pays une organisation qui permette de transformer notre panoplie de prototypes en une force réellement efficace." (O.R.T.F., 22 mai; Le Monde, 14 juin)

c. Gaston Defferre

M. Gaston Defferre, candidat de la social-démocratie, qui faisait campagne avec M. Mendès-France, son éventuel premier ministre pour le cas où il serait élu, a réclamé sur le plan européen deux choses : "l'ouverture de négociations pour accueillir la Grande-Bretagne dans le Marché commun, d'une part pour éviter que la Grande-Bretagne et d'autres pays européens n'aillent renforcer la puissance économique des Etats-Unis, d'autre part pour faire contrepoids à une Allemagne devenue première puissance industrielle continentale", et "la convocation d'une conférence des chefs de gouvernement des pays européens pour relancer la construction européenne".

M. Mendès-France, au cours de la même allocution radio-télévisée, précisait ainsi sa pensée sur l'éventuelle entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun et les répercussions à attendre en matière d'agriculture : "Ce qui nous intéresse, c'est de trouver un mécanisme par le moyen duquel l'Angleterre, qui importe beaucoup et qui importera de plus en plus dans l'avenir, réserve une partie de ses achats au continent et notamment à la France. Si nous avons des assurances de ce genre au point de vue agricole, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun est une affaire pour nous." (Allocution radio-télévisée, 22 mai; Le Monde; 23 mai 1969)

d. Michel Rocard

Le candidat du parti socialiste unifié, répondant le 27 mai au micro de France-Inter aux questions de M. Georges Montaron, directeur de "Témoignage Chrétien" répondit en ce qui concerne l'Europe :

"Je crois beaucoup à l'Europe. Je crois qu'il n'est déjà plus possible de construire une société socialiste dans la France seule, car technologiquement ce n'est plus possible : la plupart des industries de pointe, des recherches technologiques les plus nouvelles doivent se faire à une dimension continentale. ...

Nous voulons une société socialiste et nous savons qu'il la faut européenne. Aujourd'hui cela veut dire quoi ? Les pouvoirs qui commandent en Europe jouent un jeu exclusivement capitaliste et, en fait, aboutissent à la déliquescence de la structure européenne. Nous pensons, nous, que le jeu convergent des intérêts des travailleurs de l'ensemble de l'Europe, travailleurs de l'industrie, de l'automobile, du charbonnage, de l'agriculture, exige dans l'ensemble de l'Europe des solutions communes; il faudra les imposer à ces Etats capitalistes. Un pouvoir socialiste en France aura pour fonction de proposer des solutions agricoles et industrielles permettant le plein emploi en Europe, comportant une planification commune, permettant de mettre en place des secteurs publics européens qui seront imposés par la pression de l'ensemble dans chacun des pays." (Le Monde, 28 mai)

Voici par ailleurs la réponse de M. Rocard aux questions posées par le Mouvement pour l'Indépendance de l'Europe aux candidats à l'élection présidentielle :

"L'indépendance que nous voulons n'est pas celle du capitalisme européen, mais celle des peuples européens eux-mêmes, pour édifier ensemble un autre modèle de civilisation. C'est pourquoi, si je crois possible et nécessaire la mise en place d'organismes européens dotés de pouvoirs réels dans les domaines techniques, il ne me paraît pas acceptable d'envisager, à l'heure actuelle, des institutions politiques de caractère supranational, au sein desquelles le rapport des forces serait aujourd'hui favorable aux grands intérêts capitalistes.

Que ces pays de l'Europe occidentale se libèrent de la tutelle capitaliste; qu'une évolution démocratique des pays de l'Est fasse renaître les espérances soulevées par le printemps de Prague, et cette scission sera sans objet." (Le Monde, 29 mai)

3. Déclarations de MM. Michel Debré et Maurice Schumann lors de la passation des pouvoirs au Quai d'Orsay

M. Debré accueillant le nouveau chef de la diplomatie française, M. Maurice Schumann, a déclaré: "Cher Maurice Schumann, vous avez, comme je l'ai fait moi-même, souri en lisant dans certaines presses étrangères les commentaires qui ont accompagné votre arrivée à la tête de ce ministère.

Sans doute avons-nous pu au cours des années passées exprimer sur divers problèmes extérieurs des avis différents, mais l'évolution des choses en France, en Europe, dans le monde et au premier chef le redressement de

notre pays par onze années de gouvernement du général de Gaulle ont effacé les querelles d'antan et marqué à vos yeux comme aux miens l'orientation qui est désormais celle de notre politique extérieure telle que je l'ai appliquée, telle que vous continuerez à l'appliquer avec la même foi dans les destinées de la patrie.

Qu'est-ce que le général de Gaulle au premier chef nous a légué ? Le souci primordial, le souci fondamental de l'indépendance. La France est la nation aux mains libres, et la tâche du gouvernement que vient de constituer le président de la République, tâche financière, tâche économique, tâche démographique, a pour objet essentiel d'assurer à notre pays, c'est-à-dire aux Françaises et aux Français, les conditions de leur nécessaire indépendance. Cette indépendance, c'est au service de notre sécurité et je n'ai pas besoin d'en dire davantage. Dans le nouveau poste que je vais occuper nous collaborerons à cette responsabilité dont l'importance dépasse toutes les autres puisqu'elle les commande.

Cette indépendance est ensuite au service de l'Europe, cette Europe à laquelle nous sommes attachés vous et moi par une exigence profonde. Cette Europe à laquelle le général de Gaulle a fait faire, notamment par la concertation franco-allemande, de si grands progrès. Cette Europe unie que nous souhaitons, étant bien entendu qu'il ne s'agit en aucune façon de nous enfermer dans une politique qui ne serait pas la nôtre.

Cette indépendance nous est également nécessaire pour établir des rapports libres avec les grandes puissances de notre siècle : les Etats-Unis, au sein d'une alliance qui de près ou de loin ne doit comporter aucune intégration d'aucune sorte; l'Union soviétique, en vertu d'un effort tenace de détente, d'entente et de coopération qui doit permettre une évolution de l'Europe tout entière, Ouest et Est, vers la paix."

M. Schumann a notamment répondu, tourné vers M. Debré : "Je ne vous aurais jamais succédé, si mon entrée avait pu apparaître comme une cause de rupture ou de désaveu."

M. Schumann a rappelé que, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale pendant dix ans, il avait été au sein de cette commission "le chef d'une majorité solidaire de l'orientation donnée par le chef de l'Etat, ses premiers ministres et le ministre des affaires étrangères. On connaît, a-t-il conclu, mon attachement à l'idéal européen et je dirai que l'Europe est ma raison et que la France est ma patrie." (Le Monde, 26 juin 1969)

4. Extraits de la déclaration de politique générale du nouveau gouvernement faite à l'Assemblée nationale par le premier ministre, M. Chaban-Delmas et de l'interview accordée le lendemain par le nouveau chef du gouvernement à Europe n° 1

a) Déclaration de politique générale (27 juin)

"Les relations extérieures de la France seront définies d'une part par la continuité, d'autre part par l'ouverture.

La règle d'or que le général de Gaulle nous a enseignée et qui nous reste chère est que l'indépendance est une donnée essentielle de notre politique. Mais cette indépendance à nos yeux est le contraire d'un repliement. ... Le souci de la France reste à mes yeux de conserver une certaine liberté de mouvement pour jouer son rôle en faveur de l'entente, de la détente et de la coopération.

Notre objectif se résume dans le rétablissement et le maintien de la paix dans le monde. Nous restons donc, d'abord, dans l'esprit de cette politique de rapprochement, fidèles à nos alliances et, en particulier, à l'Alliance atlantique, à l'amitié américaine... Parallèlement, nous maintiendrons, nous consoliderons avec les pays de l'Est et principalement l'Union soviétique, une politique de coopération qui commence à porter ses fruits sur le plan économique mais qui, à nos yeux, comporte une dimension de nature réellement politique. Quelles que soient les divergences de régime et la condamnation que nous portons à l'égard de toute atteinte au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui pourrait dire que la France, par sa politique à l'Est, n'a pas, en Europe et ailleurs, contribué de façon décisive à la détente entre les blocs.....
... et d'ouverture européenne.

La France ne peut s'épanouir que si elle s'ouvre, et cette ouverture prioritaire est d'abord celle sur l'Europe pour des motifs, bien sûr, économiques, mais aussi pour des raisons politiques. Nous affirmons clairement que nous sommes prêts en matière de construction européenne à aller aussi vite et aussi loin que nos partenaires sont eux-mêmes disposés à aller vite et loin dans le sens d'une Europe consciente de son destin propre.

Dans cette Europe en marche, notre traité d'amitié avec l'Allemagne fédérale continuera d'occuper une place exemplaire. Quand je dis exemplaire, cela ne veut pas dire exclusive, et je pense, notamment, aux liens qui unissent la France aux pays méditerranéens, spécialement l'Italie avec laquelle nous comptons développer encore nos liens économiques...

L'élargissement du Marché commun à de nouveaux membres, au premier rang desquels figure la Grande-Bretagne, doit faire l'objet de discussions et d'accords préliminaires avec nos partenaires de la Communauté. Mais il faut que cette adhésion, loin d'affaiblir la construction déjà réalisée, la renforce. Il est important que par des discussions approfondies, les points de vue et les intérêts puissent s'ajuster, mais il faut éviter de compromettre l'issue de

ces négociations par la précipitation ou l'effacement des vrais problèmes. Il faut que l'adhésion anglaise ne dilue pas l'idée européenne, mais qu'en accroissant la dimension de l'Europe on ne compromette pas sa vocation.

En attendant, il importe tout de suite de consolider les règles qui ont été convenues entre les Six, et notamment en matière agricole. ... Il importe de mettre au point l'étape finale du Marché commun, auquel le gouvernement n'a jamais cessé d'être attaché. Le président de la République a déclaré que la France était prête à participer à une réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement des six pays de la Communauté. Je rappelle ici cet engagement qui concrétise notre volonté d'ouverture."

Il convient de noter que la déclaration de politique générale du gouvernement fut lue au Sénat par M. René Pleven, garde des sceaux.

b) Extrait des déclarations de M. Chaban-Delmas sur les antennes d'Europe n° 1 (28 juin)

"Lors du débat d'hier devant l'Assemblée, M. Bouloche m'a demandé : "Comment allez-vous concilier le maintien de votre politique militaire nucléaire avec vos desseins européens ?" Je ne vois pas en quoi il y a contradiction. En effet, et c'est en cela que cette politique également est orientable, il y a pour ce qui concerne l'Europe, en matière économique et militaire, un premier point : c'est que l'Allemagne fédérale a pris, par un traité international, un engagement, celui de ne pas être une nation militaire nucléaire, et cet engagement n'est ni prescriptible ni révisable. C'est là un fait lui aussi irréversible.

Mais il y a d'autres pays en Europe. La Grande-Bretagne, notamment, est une puissance nucléaire militaire, et, puisque, dans les ouvertures européennes qui sont les nôtres, il est clair qu'à la condition que l'Europe ne soit pas défaits par l'entrée de la Grande-Bretagne dans le système européen, nous sommes favorables à son entrée, à partir de ce moment-là à l'évidence, un accord portant sur ces matières peut survenir qui, à partir de ce moment, modifierait sérieusement les conditions de l'effort national, qui cesserait d'être national pour devenir européen. ..."

(Le Monde, 28 et 29-30 juin 1969)

Grande-Bretagne

1. M. Stewart réitère le désir de la Grande-Bretagne de faire partie de la C. E. E.

Prenant la parole à Londres le 2 mai dernier au cours d'un déjeuner offert par le Comité de la Journée de l'Europe en l'honneur de l'ouverture de la se-

maine européenne, qui commémorait le vingtième anniversaire du Conseil de l'Europe, M. Michael Stewart, secrétaire britannique au Foreign Office a déclaré :

"Afin de dissiper tout doute à ce sujet, je préciserai que la politique européenne du gouvernement vise toujours à obtenir l'association à part entière dans les Communautés. Nous avons maintenu notre demande d'adhésion en dépit de nombreux obstacles, nous ne regrettons rien, d'autant que notre détermination recevait visiblement le plein assentiment des gouvernements de cinq des pays de la Communauté et d'une très large part de l'opinion publique parmi les populations des pays membres de la Communauté économique européenne.

Si les pays européens désirent être aussi influents qu'ils peuvent l'être sur les affaires mondiales, ils doivent s'efforcer dans la mesure du possible de porter un jugement commun sur les questions majeures : la crise tchécoslovaque, les problèmes du Moyen-Orient, la tragédie du Nigéria et surtout sur leurs propres problèmes.

Car aussi longtemps que la C.E.E. ne comptera que la participation de six pays, je ne crois pas qu'on puisse considérer la Communauté comme la seule plate-forme de discussion pour les affaires d'une réelle importance politique ou économique. L'élargissement de la C.E.E., son extension à d'autres domaines, une meilleure efficacité dans la réalisation de ses objectifs, tout cela dépend du nombre même de ses membres.

Nous souhaitons au nouveau gouvernement français, quel qu'il soit, qu'il coopère avec nous en vue de forger l'unité européenne. En tout cas, je crois pour ma part que tout en Europe et dans ce vingtième siècle nous engage à réaliser l'unité européenne, et que les hommes politiques qui y sont hostiles, si fortes que soient leurs personnalités, ne pourront s'y opposer longtemps."

(The Times, 3 mai 1969;
The Guardian, 3 mai 1969)

2. M. Wilson répond, aux Communes, à des interpellations sur la politique européenne de son gouvernement

Le 22 mai, M. Wilson a répondu, aux Communes, à plusieurs interpellations sur sa politique européenne :

M. Turton (Thirsk and Malton, Conserv.) a demandé au premier ministre où en étaient ses pourparlers avec les dirigeants des pays du Marché commun au sujet des propositions de l'ancien président de la République française relatives à la création d'une zone de libre-échange en Europe.

La proposition d'extension de l'Association européenne de libre-échange à de nouveaux pays européens, à certains pays d'outre-atlantique ainsi qu'aux pays les plus développés du Commonwealth a été beaucoup mieux accueillie par les Britanniques que la proposition de M. Strauss visant à intégrer la Grande-Bretagne dans une fédération de l'Europe occidentale.

M. Harold Wilson (Huyton, Trav.) - La proposition avancée par l'ancien président de la République française n'impliquait pas l'inclusion des pays de l'A. E. L. E. comme le pense M. Turton. Il s'agissait seulement d'opposer une solution de rechange, d'ailleurs inacceptable, à notre demande d'adhésion au Marché commun. Je doute que dans les circonstances actuelles, on entende encore beaucoup parler de la proposition présentée par le général de Gaulle à cette occasion.

Sir Geoffrey de Freitas (Kettering, Trav.) - Le premier ministre continuera-t-il de résister aux tentatives d'égarer le pays dans la voie d'une association commerciale inconsistante et de nous faire tourner le dos à la construction d'une communauté européenne forte et bien vivante ?

M. Wilson - Je sais à quoi M. Turton vise et je suis d'accord avec lui : il faut une zone de libre-échange aussi vaste que possible, s'étendant à toutes les parties du monde et accessible à tous. La meilleure façon d'y aboutir passe par l'élargissement de la Communauté économique européenne à la Grande-Bretagne et aux pays de l'A. E. L. E., de façon à constituer un bastion qui soit un défi aux pays protectionnistes des autres régions du monde.

M. Crouch (Canterbury, Conserv.) - Le premier ministre pourrait-il exprimer sans réticence, lui aussi, des sentiments analogues à ceux dont M. Strauss a fait état au début de la semaine au sujet de la Communauté européenne, et non seulement d'une zone européenne de libre-échange, lorsqu'il a parlé de la nécessité pour les pays européens d'avoir des conceptions communes et de considérer solidairement les problèmes qui se posent en matière de défense, de politique étrangère et d'échanges ?

M. Wilson - Les sentiments qui ont été exprimés par M. Strauss, et que nous partageons tous, ont été exprimés avec la même clarté, en maintes occasions, par notre ministre des affaires étrangères, notamment lorsqu'il a parlé de la nécessité d'une meilleure entente politique en Europe au sujet non seulement des questions européennes, mais aussi des problèmes mondiaux.

Mais la Communauté européenne existe. L'ennui, c'est qu'elle a tendance à se replier sur elle-même en raison du veto qui est opposé à son extension, laquelle est pourtant prévue par le traité de Rome.

M. Mendelson (Penistone, Trav.) - Le premier ministre peut-il affirmer qu'il est radicalement opposé à la principale des idées qu'a avancées M. Strauss, celle de l'institution d'un commandement nucléaire distinct au sein de l'O. T. A. N. avec la participation éventuelle de l'Allemagne et tous les risques qui pour-

raient en résulter ? Peut-il réaffirmer ce qu'il a dit au cours du dernier débat sur le Marché commun, à savoir que le gouvernement britannique est opposé à tout plan de ce genre ?

M. Wilson - J'ai toujours été opposé à cette proposition. Pratiquement, tous les membres du Parlement ont toujours été et seront toujours opposés, dans les circonstances actuelles, à une proposition visant à un tel regroupement des forces nucléaires européennes.

La coopération nucléaire est du ressort de l'O.T.A.N. Mais le gouvernement a pris des initiatives utiles en ce qui concerne la défense conventionnelle européenne et la création d'un groupe de planification nucléaire. Telle est la réponse qu'il convient de donner à cette question. Je comprends l'inquiétude de M. Mendelson.

...

M. Jay (Battersea, North, Trav.) - Le premier ministre peut-il répéter les assurances qu'il nous avait données il y a quelques années, selon lesquelles la politique du gouvernement ne tend pas à intégrer le Royaume-Uni dans quelque Etat fédéral européen ?

M. Wilson - Oui. On ne peut préjuger de l'avenir lointain, mais ce serait sortir du domaine des réalités et ce n'est d'ailleurs pas cela que nous voulons.

Le 10 juin, M. Harold Wilson a, de même, répondu à deux questions posées par les députés Marten et Tuck :

M. Marten (Banbury, Conserv.) a demandé au premier ministre dans quels pays du Marché commun il comptait se rendre cette année.

M. Wilson - Je n'envisage pas, dans l'immédiat, de me rendre dans aucun des pays du Marché commun.

M. Marten - Le premier ministre veillera-t-il, avant d'entreprendre des visites ou d'entamer de nouvelles négociations avec le Marché commun, à publier, comme l'intérêt du pays l'exige, des études économiques sur les conséquences qu'aurait l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun ?

Ce serait une folie que d'entamer des négociations dans l'état de faiblesse économique dans lequel, reconnaissons-le, notre pays se trouve actuellement.

M. Wilson - Je ne vois pas pourquoi il faudrait, dans les circonstances actuelles, remettre en question les estimations générales qui ont été présentées aux Communes à l'occasion du grand débat sur le Marché commun qui s'est tenu pendant trois jours il y a deux ans. Il est évident qu'avant de prendre une décision définitive au sujet de l'ouverture de négociations - ce qui ne dépend pas de nous, mais des autres - nous tiendrions à informer la Chambre et à voir quelles informations supplémentaires il conviendrait de recueillir.

M. Tuck (Watford, Trav.) - Lorsque le premier ministre entamera les négociations, réaffirmera-t-il que la Grande-Bretagne n'entend pas se rallier à l'idée d'une Europe fédérale ? La présence du ministre des affaires étrangères au sein d'un comité intitulé "Comité européen" n'est-elle pas incompatible avec cette position ?

M. Wilson - Non. Une telle perspective n'est envisagée ni à court terme, ni à long terme. L'adhésion au Marché commun n'impliquerait rien de tel.

Nous serions, bien sûr, tenus - et nous avons dit que nous étions prêts à le faire - d'accepter les obligations, y compris les obligations politiques, qu'implique l'adhésion au Marché commun, mais ni l'adhésion à une fédération ni aucun engagement sur le plan ne sont au nombre de ces obligations.

(The Times, 23 mai et 11 juin 1969)

Irlande

Déclaration de M. John Lynch, premier ministre de la République d'Irlande

A l'occasion de l'inauguration à Dublin, le 20 juin 1969, de la session d'études du Mouvement européen, M. John Lynch, premier ministre irlandais, a fait la déclaration suivante :

"Au nom du gouvernement irlandais, je suis heureux d'adresser une très cordiale bienvenue aux hôtes de marque qui participent à la session d'études du Mouvement européen. Je me félicite vivement aussi de pouvoir, en cette occasion, exprimer la haute estime dans laquelle mon gouvernement tient le Mouvement européen. Nous qui, en Irlande, avons suivi avec vigilance et sympathie les efforts accomplis dès l'après-guerre pour réaliser l'unité européenne, sommes conscients de la contribution qu'à apportée ce Mouvement. C'est vous dire combien nous sommes fiers et reconnaissants que cette session d'études se tienne dans notre capitale, nous lui souhaitons un plein et franc succès.

Les efforts entrepris pour forger l'unité des Etats européens comptent assurément parmi les événements les plus marquants des deux dernières décennies. Une première mesure importante qui s'inscrit dans cette ligne politique a été la création du Conseil de l'Europe et de l'Organisation européenne de coopération économique qui devait devenir par la suite l'Organisation de coopération et de développement économique. L'Irlande a eu l'honneur d'être membre fondateur de ces organisations, comme d'ailleurs de l'Union européenne des paiements, et elle se trouve aujourd'hui, comme vous le savez, dans les rangs des pays qui ont sollicité leur adhésion à la Communauté économique européenne. Croyant fermement à l'objectif final de l'unité européenne, objectif à la fois politique et économique, et désireux de nous associer aux efforts qu'il suppose, nous espérons sincèrement qu'on trouvera rapide-

ment les voies et moyens d'élargir les Communautés. Sans méconnaître que le chemin à parcourir sera difficile, nous sommes décidés à faire front avec nos amis des autres pays candidats, pour aller de l'avant, convaincus que nous sommes que l'Europe a tout à gagner de l'élargissement des Communautés et que les pays candidats à l'adhésion peuvent concourir à créer cette Europe nouvelle à laquelle nous aspirons tous. Persuadés que le Marché commun n'est que le début d'un processus irréversible menant à l'unification européenne, nous attendons en Irlande, confiants et enthousiastes, le moment de participer pleinement à cette magnifique entreprise.

Nous savons que les considérations politiques ont eu leur part dans les négociations qui ont abouti à la signature du Traité de Rome, et que les objectifs de la C. E. E. ne sont pas purement économiques. Les parties signataires du Traité ont affirmé dans le préambule leur détermination d'établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens et elles ont fait appel aux autres peuples d'Europe qui partageaient leur idéal pour se joindre à elles. En Irlande, nous répondons avec grand enthousiasme à cet appel. Nous sommes européens non seulement par notre situation géographique, mais aussi parce que nous partageons la même communauté séculaire d'idéaux et de valeurs; à maintes reprises, nous avons déclaré que nous souscrivions entièrement aux buts du Traité de Rome et aux actions que présuppose leur réalisation. Nous aimerions voir la Communauté parcourir aussi rapidement que possible la route tracée par les auteurs du Traité de Rome, et être autorisés à nous joindre à cette marche du progrès.

Mon gouvernement a suivi avec intérêt les diverses propositions faites ces derniers temps en vue de resserrer les liens entre les pays candidats et les pays membres des Communautés européennes. Nous ne nous sommes jamais lassés de proclamer que nous souhaitons une adhésion à part entière. Nous estimons que l'Europe nouvelle doit, pour s'assurer la durée et la force, s'édifier sur les assises actuelles des institutions de la Communauté, et c'est pourquoi nous serions réservés à l'égard de toute suggestion qui tendrait à créer de nouveaux aménagements institutionnels en dehors du cadre existant du Marché commun, de crainte que cela n'aboutisse à la division et donc à la paralysie.

Un point qui mériterait peut-être d'être spécialement souligné, c'est l'importance que l'Irlande attache à entrer dans les Communautés en même temps que la Grande-Bretagne. En raison des liens commerciaux étroits qui existent entre l'Irlande et la Grande-Bretagne - celle-ci absorbe 70 % de nos exportations -, j'ai exposé ce point à l'occasion de mes derniers entretiens avec les gouvernements des Six et avec les membres de la Commission de la C. E. E. Au cours de ces rencontres, j'ai été heureux d'obtenir l'assurance que tous estiment important que notre adhésion aux Communautés se fasse en même temps que celle de la Grande-Bretagne. De récents articles de presse laissaient entendre que la Grande-Bretagne pourrait être admise la première et que les demandes des autres candidats seraient tenues en délibéré. J'ai la ferme conviction qu'une telle procédure retarderait fâcheusement la co-

opération et l'unité européenne. Et j'irai même jusqu'à dire que l'admission de pays moins grands, loin de susciter de grands problèmes à la Communauté, serait un facteur décisif de stabilité dans la nouvelle Europe.

Votre session d'études a pris pour thème les problèmes institutionnels que pose l'élargissement des Communautés. Je vous invite vivement, étant donné l'importance du sujet, à ne pas perdre de vue la finalité ultime sur laquelle nous sommes tous d'accord. Toutes les difficultés temporaires d'ordre technique peuvent être résolues, il n'est que de penser, pour s'en convaincre, à la bonne volonté et à l'ingéniosité dont a déjà fait preuve la Communauté pour régler des problèmes autrement sérieux et complexes."

(Mission d'Irlande auprès des Communautés européennes, 20-21 juin 1969)

Italie

1. Débat de politique européenne au Sénat

Le comité consultatif pour les affaires des Communautés européennes du Sénat a examiné le 5 mars l'activité des Communautés au cours de l'année 1968.

M. D'Angelosante (communiste), prenant la parole, a fait remarquer que comme la supranationalité n'a pas encore été instaurée, on ne voit pas pourquoi, le Parlement italien, agissant ainsi à l'instar du Bundestag par exemple, n'exercerait pas un contrôle préalable sur l'activité du gouvernement au sein de la Communauté. L'orateur s'est demandé à ce propos s'il était admissible que le gouvernement assumât des initiatives politiques, comme celles qui ont été prises au sein de l'U. E. O., sans en informer au préalable le Parlement. Au sujet des accords commerciaux avec les pays du Maghreb, M. D'Angelosante a regretté qu'alors que la Communauté a déjà stipulé des accords avec le Maroc et la Tunisie, le Parlement européen ait adopté une résolution dans laquelle il demande qu'en attendant que la Communauté règle ses rapports avec Israël, les deux traités soient suspendus de façon que les trois accords puissent entrer en vigueur simultanément.

A propos des sociétés commerciales, l'orateur a souligné qu'au lieu d'assister à la naissance de grands organismes supranationaux, on a assisté à celle de grandes concentrations nationales avec tous les risques de distorsions de concurrence et de formation de monopoles nationaux qui en découlent.

Quant aux aides à la production, M. D'Angelosante a fait remarquer que lorsque l'Italie demande des précisions au sujet des aides licites et illicites, les milieux responsables de la Communauté répliquent qu'en les fournissant la Commission se discréditerait. Il a donc demandé au gouvernement d'adopter une attitude plus ferme en la matière, estimant qu'appeler la Commission à

trancher en matière d'aides signifierait en fait modifier la Constitution italienne, du fait qu'une telle démarche reviendrait à déléguer à des organismes qui ne sont pas prévus par elle, le pouvoir de décision sur des matières d'une telle importance. M. D'Angelosante s'est demandé à ce propos quels sont les pouvoirs réels de la Commission européenne, ceux-ci se présentant, en effet, d'une façon différente selon que c'est la France ou bien l'Italie qui lui résiste. La Commission, en effet, se montre extrêmement respectueuse à l'égard de la France, ce qui n'est pas toujours le cas à l'égard des autres pays.

M. Tolloy (socialiste) a souligné, au sujet de l'attitude prise par le Parlement européen à l'égard des traités commerciaux avec les pays du Maghreb, le bien-fondé des préoccupations des parlementaires allemands qui ne tiennent pas à ce que l'on adopte une attitude discriminatoire à l'égard d'Israël.

M. Bergamasco (libéral) s'est demandé s'il n'y aurait pas lieu, alors que l'attitude de la France pose de graves problèmes politiques à la Communauté, d'accélérer au moins la mise en place d'une politique conjoncturelle et monétaire commune. L'orateur a estimé d'autre part qu'il faudrait reprendre la collaboration dans le secteur universitaire et surtout résoudre d'une façon définitive la crise de l'Euratom.

M. Boano (démocrate-chrétien) a souligné la nécessité d'habiliter le Parlement à s'occuper plus activement des problèmes communautaires, en particulier à titre préventif. C'est ainsi qu'il serait bon, a fait remarquer l'orateur, que le plan communautaire "Agriculture 80" fût soumise dès que possible à son examen.

M. Li Vigni (socialiste prolétaire) a fait remarquer que le Parlement ne peut à l'avenir être tenu à l'écart de problèmes communautaires aussi importants que le projet de convention relatif à la fusion de sociétés sujettes à des législations diverses, projet qui comporte le délicat problème du caractère nominatif des titres. Le Parlement devrait être chargé de ce problème ainsi que d'autres.

Prenant la parole, le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Pedini, a déclaré entre autres que le gouvernement italien s'efforce de relancer le projet relatif à la création d'une université européenne et se rend compte de l'importance que revêt l'équivalence des diplômes pour l'insertion du monde du travail italien dans le cadre communautaire. Quant à l'Euratom, il a fait remarquer que le problème de fond consiste à poursuivre une politique industrielle et technologique, essentielle pour la Communauté : c'est de cette façon que des centres tels que celui d'Ispra pourront trouver de nouvelles fonctions et voir leur avenir assuré. M. Pedini a ensuite réaffirmé qu'il était d'accord pour que le Parlement organisât, lorsque d'importantes décisions communautaires doivent être prises, des débats, même préventifs, estimant que ces débats ne pourront que renforcer la position du gouvernement dans les négociations communautaires. Il a affirmé pour conclure que le gouvernement italien est favorable au renforcement de la Communauté mais préconise en

même temps son élargissement à la Grande-Bretagne, car il se rend compte que seule une collaboration avec ce pays peut assurer l'avenir des industries des secteurs avancés tels que les secteurs nucléaire, électronique et aéronautique.

(Sénat de la République - comité consultatif pour les affaires des Communautés européennes - Annexe au compte rendu sommaire du 5 mars 1969)

2. Interview accordée à "L'Express" et à "L'Européen" par M. Emilio Colombo, ministre italien du Trésor

Interviewé par "L'Express" sur la situation en Italie, M. Emilio Colombo, ministre du trésor, a été interrogé également sur la construction de l'Europe. Le journaliste lui ayant demandé "Si la construction de l'Europe devait se trouver bloquée, quelle serait la position de l'Italie entre la France du général de Gaulle et l'Angleterre de M. Harold Wilson ?", M. Colombo a répondu : "Je souhaite que personne ne nous place devant un choix formulé en ces termes. Face à certaines thèses françaises, nous avons, depuis la crise de 1965-1966, choisi avec fermeté de poursuivre l'édification d'une communauté dotée de structures neuves et sur lesquelles pourrait s'exercer l'indispensable contrôle démocratique et populaire. Celle-ci devrait pouvoir s'ouvrir à la Grande-Bretagne et aux pays démocratiques qui en feraient la demande, afin d'assurer la représentation originale et indépendante de l'Europe dans le monde comme dans le cadre de l'Alliance atlantique. A supposer que les divergences tactiques qui nous séparent de la France ne puissent être résorbées, nous devons tenter de réaliser une vraie communauté européenne. Avec l'espoir que les Français nous y rejoignent."

Par ailleurs, interrogé par la revue mensuelle "L'Européen - Der Europäer", M. Colombo a déclaré notamment à l'égard des divergences de vues entre les pays membres que "dans bien des cas les divergences d'opinion qui se manifestent entre la France, d'une part, et les cinq autres gouvernements, d'autre part, et qui sont à l'origine du malaise actuel de la Communauté, ont été mises en lumière avec beaucoup de franchise réciproque. Je ne crois pas que l'on puisse dire qu'il résulte un danger pour la Communauté de la prudence avec laquelle on ne transforme pas délibérément - aussi longtemps que cela sera possible - l'état actuel de malaise en une crise grave et ouverte."

(L'Express, 11-18 avril 1969;
L'Européen - Der Europäer", avril 1969)

3. Déclarations du ministre des affaires étrangères, M. Nenni, à propos d'une conférence Est-Ouest

Prenant la parole devant les commissions des affaires étrangères et de la défense de la Chambre des députés, M. Nenni, ministre des affaires étrangères, a, entre autres, déclaré qu'il estimait le moment venu pour les pays occidentaux d'entreprendre des négociations avec les pays du Pacte de Varsovie. Les informations provenant des pays d'Europe orientale démontrent d'ailleurs l'utilité d'une telle initiative. L'action à entreprendre devrait tendre à organiser une négociation directe qui devra déboucher sur une conférence Est-Ouest chargée d'examiner les problèmes de la sécurité européenne. Il faudra donc abandonner toute idée de politique statique, fût-elle plus simple et plus facile, pour réaliser une politique de mouvement, évidemment plus risquée mais aussi plus fructueuse. Le ministre a ensuite rappelé que pour promouvoir cette rencontre multilatérale et collective entre les deux alliances, l'Italie propose de réunir une conférence européenne à laquelle devraient participer au même titre :

- l'Europe occidentale avec les structures supranationales dont elle dispose déjà ou dont elle devra se doter;
- l'Europe orientale avec son exigence d'une plus grande ouverture vers le reste du monde;
- les pays européens neutres et non engagés (de la Grèce à la Yougoslavie);
- les Etats-Unis et l'Union soviétique.

A longue échéance, cette conférence devrait tendre à l'élaboration de plans pour organiser la sécurité et la paix, en commençant par des ententes plus facilement réalisables dans les secteurs culturel, commercial, scientifique et technologique. De cette façon le système de sécurité s'obtiendra grâce à des accords partiels dont chacun résoudra un problème et permettra ainsi d'en résoudre d'autres.

(Chambre des députés - Notes des comités et des commissions parlementaires du 17 avril 1969)

4. Le président Saragat en Grande-Bretagne : les engagements anglo-italiens à l'égard de la construction de l'Europe

Répondant à l'invitation de la Reine Elisabeth, le président de la République, M. Giuseppe Saragat, accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Pietro Nenni, a effectué du 22 au 29 avril une visite officielle en Grande-Bretagne. A cette occasion, les ministres des affaires étrangères, MM. Nenni et Stewart, ont signé certains documents devant favoriser la collaboration anglo-italienne; parmi ceux-ci, le plus important est une déclaration politique sur

l'engagement des deux gouvernements à l'égard de la construction de l'Europe unie. La déclaration, qui a été signée le 28 avril et transmise ensuite à l'U.E.O., est ainsi libellée :

"L'Italie et la Grande-Bretagne, profondément convaincues que leur avenir et l'avenir de l'Europe sont indissolublement liés, que seule une Europe unie peut apporter une contribution responsable à la paix, à la prospérité et à la coopération internationale et, en même temps, offrir un cadre adapté pour la réalisation de leurs destins communs, et qu'il convient donc de n'épargner aucun effort pour donner une nouvelle impulsion à la cause de l'unité européenne, se déclarent d'accord sur les lignes suivantes de leur politique européenne :

L'intégration économique et l'intégration politique de l'Europe sont toutes deux essentielles, et - l'expérience l'a montré - étroitement interdépendantes.

Les Communautés européennes demeurent la base de l'unité européenne. Or, les traités qui les ont instituées prévoient expressément l'adhésion d'autres pays européens. Le développement de ces Communautés est, par conséquent, lié à leur élargissement qui, loin d'en altérer la nature, en assurera la complète réalisation. L'Europe pourra ainsi maintenir encore plus vivaces ses traditions d'ouverture vers l'extérieur, et accroître ses efforts en faveur des pays en voie de développement. La politique des gouvernements italien et britannique est d'oeuvrer pour atteindre ces objectifs et éviter que l'élargissement des Communautés ne devienne plus difficile. Les deux gouvernements sont convenus de se consulter et d'intensifier les échanges d'informations utiles.

Le développement politique de l'Europe exige que tous les membres d'une Communauté élargie soient en mesure de prendre pleinement part à son activité. L'Europe doit s'édifier sur des institutions démocratiques solides, cependant que les Communautés doivent se fonder sur un Parlement électif, conformément aux dispositions du Traité de Rome. Les pouvoirs des Assemblées européennes actuelles doivent être renforcés.

Il faut que l'Europe ait de plus en plus une politique extérieure propre, afin de pouvoir agir avec une efficacité croissante dans les rapports internationaux. Un premier pas vers l'harmonisation des différentes politiques étrangères a été accompli au sein de l'U.E.O. L'initiative doit être poursuivie et intensifiée. La formation d'une composante européenne au sein de l'Alliance atlantique - dans le dessein de soutenir le rôle de garante de la sécurité et de l'équilibre qui revient à cette institution - ainsi qu'au sein des autres organismes auxquels nous appartenons, constitue un élément positif du processus destiné à aboutir à la création d'une Europe unie qui soit en mesure de mieux oeuvrer en faveur de la détente et d'appliquer des mesures concrètes de désarmement, destinées à promouvoir une juste paix.

Entre-temps, il convient d'étudier toutes les possibilités susceptibles de faciliter l'intégration européenne à tous les niveaux et dans tous les domaines où des progrès sont réalisables. Parmi les secteurs qui peuvent être pris en considération à cet égard, il faut attacher une importance particulière au domaine monétaire, à la technologie, à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et à la coopération culturelle. Pour qu'une Europe unie et démocratique se développe, il est essentiel que les jeunes générations, dont l'avenir dépendra de la contribution que leur énergie et leur intelligence pourront apporter à l'unification de notre continent, y participent pleinement.

L'Italie et la Grande-Bretagne sont convaincues que l'intérêt, la sécurité et la prospérité de l'Europe exigent son unité. Elles réaffirment leur volonté de coopérer dans ce sens avec tous les autres gouvernements européens qui partagent ces idéaux et se rallient à ces objectifs."

Au terme de la visite officielle du président Saragat en Grande-Bretagne, un communiqué conjoint a été publié à Londres le 29 avril, communiqué dont nous reproduisons certains passages concernant plus particulièrement les problèmes européens :

"Les deux gouvernements ont décidé d'avoir entre eux des contacts étroits afin d'assurer, avec les autres pays intéressés, la coopération la plus intense dans ce secteur qui, estiment-ils tous deux, revêt une importance fondamentale. La concordance de vues entre l'Italie et la Grande-Bretagne sur les problèmes de l'intégration politique et économique de l'Europe, problèmes auxquels a été consacrée une grande partie des conversations, a été soulignée dans une déclaration conjointe.

Les deux pays portent un vif intérêt à la construction d'un ordre pacifique en Europe. Ils sont convenus d'unir leurs efforts pour rechercher une solution équitable et durable aux problèmes que pose le développement de la coopération et de la sécurité européennes, et de poursuivre dans ce dessein, en étroite collaboration avec leurs alliés communs, une politique visant à établir la détente en Europe et à prendre, sur le plan international, les initiatives qui s'imposent."

(Relazioni Internazionali, n° 18, 3 mai 1969)

5. Déclarations du gouvernement italien au Parlement sur les problèmes posés par les secteurs des agrumes et du tabac

Prenant la parole à la Chambre des députés sur les problèmes relatifs à la crise que traversent actuellement le secteur des agrumes et celui des fruits et légumes, M. Valsecchi, ministre italien de l'agriculture, a déclaré qu'au cours des quinze dernières années la production italienne d'agrumes avait presque doublé sans que la qualité moyenne réponde encore tout à fait aux de-

mandes des grands marchés de consommation extérieurs. Les difficultés proviennent en outre du fait que les exploitations n'ont pas les dimensions optimales, et des méthodes d'exploitation en usage.

Tous ces facteurs ont entraîné une production unitaire faible et d'un coût très élevé, non concurrentiel par rapport aux méthodes modernes d'exploitation appliquées au secteur des agrumes.

C'est la raison pour laquelle les possibilités d'écoulement sur les marchés extérieurs demeurent à peu près stationnaires, alors que les excédents de production n'ont pas été absorbés par le marché intérieur.

Face à cette situation, le ministre de l'agriculture a immédiatement saisi les institutions communautaires afin que celles-ci autorisent le gouvernement à intervenir sur le marché, en dérogation à la réglementation en vigueur.

En outre, au cours de réunions interministérielles auxquelles participaient des représentants de la région sicilienne, toutes les mesures propres à favoriser l'écoulement des agrumes ont été étudiées, y compris un accroissement des exportations vers les pays de l'Est.

Quant à l'action déployée à l'échelon communautaire pour autoriser une intervention sur le marché intérieur, on sait que la C. E. E. à la suite de la demande du gouvernement italien, a arrêté un règlement autorisant l'Italie à mettre en oeuvre des mesures particulières d'intervention sur le marché des oranges.

Il n'a pas été possible en revanche que l'Etat intervienne pour autoriser des initiatives régionales tendant à l'achat d'agrumes, de telles initiatives n'étant pas conformes aux dispositions communautaires.

Le ministre a encore déclaré que le mécanisme de défense utilisé par les pays tiers, et prévu par la réglementation communautaire applicable aux fruits et légumes, n'est guère efficace dans la pratique; son déclenchement dépend en fait des pays membres importateurs dont l'intérêt à maintenir d'importants courants d'échanges avec les pays du Bassin méditerranéen a prévalu sur la préférence communautaire. Le ministre de l'agriculture a donc demandé qu'au stade de l'adoption des accords avec le Maroc et la Tunisie, l'adhésion italienne définitive soit subordonnée à l'acceptation d'une clause en vertu de laquelle la réduction tarifaire n'entrerait en vigueur qu'en présence d'un marché communautaire équilibré. Toutefois, il n'a pas été tenu compte de la demande du gouvernement italien; on a estimé en effet que le réexamen du fonctionnement du règlement relatif au secteur des fruits et légumes offrait des garanties équivalentes, réexamen qui a été vivement réclamé.

En vue d'accroître les débouchés des agrumes, a poursuivi le ministre, il est donc indispensable d'améliorer l'organisation communautaire du secteur.

D'autre part, étant donné l'énorme capacité d'absorption de la Communauté en ce qui concerne les agrumes, il est indispensable de trouver une solution

permettant de garantir l'écoulement de la production italienne non absorbée par le marché national. Cela d'ailleurs aura également pour effet de délester le F.E.O.G.A. d'une partie des charges d'interventions qui lui incombent en cas de crise.

Sur le plan de la production, a précisé M. Valsecchi, il faut tenir compte des goûts du consommateur européen et par conséquent améliorer les qualités des meilleures variétés en limitant les zones de production aux régions les plus propices.

Autre problème abordé par le parlement italien dans le secteur agricole: celui du tabac.

En réponse à un certain nombre de questions, le sous-secrétaire aux finances, M. Elkan, a déclaré que la délégation italienne au Conseil de ministres de la Communauté a estimé qu'il était indispensable d'accorder, lors de l'adoption de mesures dans le secteur du tabac, une priorité absolue à l'établissement de l'organisation de marché dans le secteur du produit brut, que la Commission avait proposé au contraire de réaliser dans le cadre de l'harmonisation des impôts sur la consommation de tabacs manufacturés, et de la réorganisation des monopoles.

La différence existant entre les prix intérieurs et les prix internationaux pour les tabacs bruts achetés par le monopole explique en fait au premier chef l'intérêt prééminent de l'Italie à la réalisation d'une politique agricole commune conforme aux dispositions du Traité de Rome, qui transfère la charge du soutien national à l'organisme communautaire ad hoc (F.E.O.G.A.). On sait que la situation du marché italien est radicalement différente de celle des autres pays de la Communauté en ce sens que l'organisme d'Etat est contraint d'acheter la matière première à des prix supérieurs aux prix internationaux et ne peut intervenir sur les prix de vente des produits communautaires dont le niveau est fixé directement par les industries communautaires à partir de coûts qui ne sont influencés par aucun élément extracommercial.

Il serait impensable de discuter des objectifs à long terme de la politique agricole communautaire avant d'achever la liste des réglementations prévues pour une période transitoire et d'y inclure les questions relatives au vin et au tabac.

A cet égard on a également souligné que si la volonté politique communautaire n'allait pas dans ce sens, la partie italienne serait contrainte à remettre en question sa disposition, dans les discussions en cours, à augmenter les prix uniques en vigueur dans les divers secteurs réglementés.

Il convient par ailleurs de faire remarquer que la délégation italienne, en vue de permettre le déroulement intégral de la négociation, a réaffirmé énergiquement la nécessité d'instaurer en priorité la politique agricole commune et a laissé de ce fait entendre que le gouvernement se disposait, dans ces conditions, à envisager la possibilité de supprimer le monopole des cultures. Il est

d'autre part nécessaire de faire remarquer que cette forme monopolistique ne pourrait de toutes façons se perpétuer dans le cadre d'une organisation de marché fondée sur la libéralisation intégrale des échanges.

(Chambre des députés - Compte rendu analytique, 7 mai 1969;
Sénat de la République - Compte rendu analytique, 30 mai 1969)

6. Déclaration de M. Rumor, président du Conseil italien à l'occasion de la cérémonie d'inauguration d'un buste d'Alcide De Gasperi

Le 15 mai, à Strasbourg, à l'occasion de l'inauguration d'un buste d'Alcide De Gasperi offert au Conseil de l'Europe par l'Union européenne des partis démocrates-chrétiens, le président du Conseil italien, M. Rumor, a pris la parole.

A cette occasion, M. Rumor, en sa qualité de président de l'U. E. D. C., a prononcé un discours dont nous reproduisons ici quelques extraits :

"Rappelons-nous ... les paroles lucides d'Alcide De Gasperi : "Il est vrai - disait-il - que la fédération européenne est un mythe. Et si mythe il doit y avoir, dites-moi lequel nous devons donner à notre jeunesse en ce qui concerne les rapports entre Etats, l'avenir de notre Europe et du monde, la sécurité, la paix, si ce n'est cette aspiration à l'unité ? Préférez-vous le mythe de la dictature, le mythe de la force, le mythe du drapeau national et de l'hé- roïsme ? Ce serait alors créer de nouveau ces conflits qui nous conduisent fatalement à la guerre. Je pense qu'il faut choisir le mythe de la paix : c'est sur la voie de la paix que nous devons nous engager."

Je m'adresse à vous en tant que président des partis démocrates-chrétiens européens, et bien que je ne perde pas de vue les lourdes responsabilités qui m'incombent sur le plan national - c'est en cette qualité que je dois vous rap- peler la gravité de la tâche qui incombe aux forces d'inspiration chrétienne et démocrate dans la réalisation de l'unité européenne. Il s'agit d'une entreprise qui n'est entachée d'aucune volonté d'hégémonie, d'aucune visée intégration- niste, qui n'est pas le fruit d'une volonté autoritaire ou de celle d'une seule nation, d'un parti ou d'une communauté.

Nous n'avons jamais imaginé, et nous n'imaginons pas une Europe qui ne soit pas la synthèse de toutes les composantes spirituelles et démocratiques de la culture, du travail et de la politique, et ne recueille pas toute la richesse et la variété des orientations intellectuelles, spirituelles et pratiques de nos peuples. Nous imaginons une Europe qui, grâce à la participation de tous ses peuples, ait pour fondement plus encore qu'une communauté d'intérêts, une communauté de modes de vie et de pensée."

Après avoir souhaité, avec l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen, l'instauration d'une autorité démocratique déléguée non par les gouvernements mais par les peuples eux-mêmes, M. Rumor a résumé en trois points ce que devraient être les objectifs fondamentaux de l'initiative européenne :

"1) En premier lieu, face aux développements nouveaux qui se font jour en Europe de l'Est et aux fermentations qui l'agitent, même si ces développements sont freinés et parfois même durement réprimés, il convient d'envisager, en évaluant de façon réaliste les possibilités, les procédures et les délais, la mise en oeuvre d'une politique qui tout en visant à l'élimination des conflits et des divisions ne porte atteinte ni à la paix ni à la liberté, ni à notre sécurité, - tout comme l'eupéisme des années 50 contribua à éliminer les origines traditionnelles des conflits qui éclataient au coeur de notre continent - grâce également à l'organisation de rencontres multilatérales convenablement préparées.

Il s'agit là d'une forme particulière d'"individualité" européenne qui doit être adaptée aux conditions et aux possibilités réelles, sans fuite en avant qui puisse d'aucune façon porter préjudice au cadre international dans lequel l'indépendance et la sécurité de nos pays sont garanties; il s'agit d'une forme d'individualité qui doit permettre le maintien de liens d'amitié solides et d'alliance avec les Etats-Unis et les pays développés dans l'immense domaine du progrès social, technique et économique mais qui doit aussi permettre de conserver les objectifs à long terme, favoriser l'épanouissement des énergies et s'opposer aux barrières des préjugés.

2) Une autre perspective s'ouvre à l'Europe dans la mesure où l'Europe prend conscience du fait que nous sommes entrés dans une ère nouvelle de collaboration étroite avec un monde qui émerge peu à peu de la longue épreuve coloniale, et en particulier avec une Afrique qui tourne ses regards vers l'Europe, attend d'elle une nouvelle forme de présence et lui ouvre des horizons infinis en ce qui concerne l'échange des connaissances, la collaboration culturelle et technique, la possibilité d'initiatives productives et les rapports économiques; il s'agit d'une nouvelle entreprise commune qui est centrée sur une paix basée sur le développement, la croissance politique fondée sur le droit et des rapports basés sur le respect mutuel et la solidarité réciproque.

3) Il s'agit également d'une Europe qui tourne ses regards de l'autre côté de l'Atlantique, vers cette fraction de civilisation européenne installée qui s'est implantée en Amérique latine et qui, à travers d'innombrables vicissitudes, a donné naissance à des Etats qui sont à juste titre jalousement et fièrement attachés à la sauvegarde de leur autonomie et de leur indépendance et qui malgré les difficultés et les retards s'efforcent de consolider leurs bases démocratiques et de trouver un équilibre dans un cadre régional. Il s'agit là d'une partie du monde où une Europe consciente de son rôle pourrait également trouver un point d'appui en vue de développer une nouvelle forme de collaboration triangulaire avec les deux grands pôles du continent américain."

(L'Europa n° 19-20 du 17 mai 1969)

7. Déclarations de M. Nenni, ministre des affaires étrangères d'Italie, au sujet de la Grèce

Prenant la parole au Sénat pour répondre à certaines questions qui lui avaient été posées, M. Nenni, ministre des affaires étrangères d'Italie, a déclaré que la Commission des droits de l'homme était en train d'examiner le recours introduit par les gouvernements danois, norvégien, suédois et hollandais contre le gouvernement hellénique pour violation des principes de la Convention des droits de l'homme et du Statut du Conseil de l'Europe. L'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe a, en outre, adopté le 28 janvier 1969 une recommandation sur la situation en Grèce, dans laquelle elle déplore que le régime grec ait privé les citoyens du droit à la liberté d'expression et du droit d'élire librement un Parlement représentatif, et enfreigne gravement les principes que tout membre du Conseil de l'Europe doit respecter. L'Assemblée a, en outre, décidé de ne pas reconnaître les pouvoirs des délégués qui entendent représenter le Parlement grec, tant qu'elle n'aura pas acquis la conviction que la liberté d'expression a été rétablie et qu'un Parlement libre et représentatif a été élu en Grèce. Elle a enfin recommandé au Comité des ministres de transmettre ses propres conclusions au gouvernement grec et de prendre, dans un délai à déterminer, des mesures appropriées à la situation qui existe dans ce pays. Le Comité des ministres sera convoqué pour prendre les dispositions nécessaires, dès qu'aura été présenté le rapport de la Commission des droits de l'homme. Telle est donc la position du Conseil de l'Europe à l'égard du problème grec. En ce qui concerne la position adoptée par la Communauté européenne, on s'en est tenu à la résolution votée par le Parlement européen à ce sujet. Dans cette résolution, on constate que l'accord d'association de la Grèce avec la C.E.E. ne pourra être appliqué tant que n'auront pas été rétablies les structures démocratiques et la liberté politique et syndicale, et que le fonctionnement de l'association est entravé par l'impossibilité dans laquelle se trouvent les parlementaires grecs de participer aux travaux de la commission parlementaire mixte. A la suite de cette résolution, le Conseil de la Communauté décidait, le 10 mai 1967, de limiter l'activité de l'association aux affaires courantes, telles que l'application des réductions tarifaires. Le gouvernement italien s'est immédiatement conformé à cette attitude au sein des organismes communautaires.

(Sénat de la République - Compte rendu analytique, 23 mai 1969)

8. Visite de M. Nenni, ministre italien des affaires étrangères, en Yougoslavie

Le ministre italien des affaires étrangères, M. Nenni, a fait une visite officielle en Yougoslavie du 26 au 29 mai. Au terme de cette visite, un communiqué a été publié dans lequel il est dit entre autres :

"Les deux pays reconnaissent la nécessité de travailler activement à la formation d'une conscience européenne. Ils sont convaincus que l'avenir de l'Europe doit être basé, non seulement sur un dialogue franc et ouvert, mais également sur le respect des principes fondamentaux qui régissent les relations internationales et avant tout sur celui de la souveraineté pleine et entière de chaque nation et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays.

Dans cet esprit, aussi bien du côté italien que du côté yougoslave, tous les efforts seront accomplis dans la recherche de moyens et de possibilités de contacts larges et directs qui, progressivement et après une préparation approfondie, devraient aboutir à une conférence sur les problèmes européens.

Du côté yougoslave, on a accueilli avec sympathie les propos du ministre italien concernant l'idée d'une telle conférence et l'on s'est déclaré prêt à donner son appui à cette initiative.

Les deux parties estiment que la solution de problèmes aussi délicats et importants que ceux de la sécurité européenne ne peut être laissée uniquement au soin des grandes puissances, mais doit être examinée, sur un pied d'égalité avec celles-ci, par tous les pays européens, qu'ils soient membres d'alliances ou non.

De part et d'autre on a constaté que la politique de détente ne présente pas d'alternative et que l'amélioration de la situation en Europe et le rétablissement d'un climat de confiance nécessitaient un effort de tous les pays en vue d'éliminer tout ce qui constitue un facteur de trouble dans les rapports réciproques : d'où la nécessité de s'abstenir d'exercer des pressions, de procéder à des actions de force ou d'avoir recours aux menaces...

Les deux parties ont discuté du problème du désarmement et des mesures concrètes actuellement à l'étude à la Conférence de Genève ainsi que des problèmes de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Elles sont tombées d'accord sur la nécessité de consacrer à ces problèmes une attention particulière, souhaitant par ailleurs que tous les pays reçoivent la possibilité de contribuer à leur solution...

Après que l'on eût constaté l'augmentation encourageante des échanges de la Yougoslavie avec la zone communautaire européenne, l'Italie a confirmé son appui à la conclusion rapide de l'accord commercial entre la Yougoslavie et la C. E. E. et à la recherche de solutions transitoires destinées à assurer un niveau satisfaisant des ventes des produits agricoles yougoslaves traditionnels."

(Il Popolo, 10 mai 1969)

9. Visite en Turquie du président du Conseil italien

M. Mariano Rumor, président du Conseil des ministres italien, a effectué une visite officielle en Turquie du 5 au 8 juin 1969. A l'issue de cette visite, un communiqué a été publié dans lequel il est dit entre autres :

"Après avoir constaté que la politique étrangère des deux pays vise au même objectif de la paix dans la sécurité, les deux parties se sont déclarées satisfaites des résultats obtenus au cours de la réunion d'avril du Conseil Atlantique qui a mis en relief l'importance du rôle joué par l'alliance, non seulement pour la sécurité de ses membres, mais également pour la détente en Europe. De part et d'autre on a mis l'accent sur l'intérêt de l'étude présentement menée au sein de l'alliance sur les possibilités de négociations tendant à l'établissement des conditions d'une paix juste et durable en Europe, qui serait fondée sur la sécurité et la confiance.

A propos de la conférence envisagée sur la sécurité européenne, les deux gouvernements estiment qu'une telle initiative devrait être soigneusement préparée afin de porter ses fruits. A ce sujet, les deux parties ont souhaité que des progrès soient réalisés dans la solution des problèmes les moins controversés, ce qui permettrait de préparer peu à peu le terrain à une discussion fructueuse des problèmes européens de portée plus large...

S'agissant des relations des deux pays dans le cadre de l'association de la Turquie au Marché commun, les deux premiers ministres ont décidé de mettre tout en oeuvre pour que les négociations en cours en vue de passer à la phase transitoire de l'accord d'Ankara se concluent le plus rapidement possible et aboutissent à des résultats concrets tenant compte du statut de membre européen de la Turquie et des exigences particulières de l'économie turque et des économies des pays membres."

(Il Popolo, 9 juin 1969)

10. Visite du ministre des affaires étrangères du Luxembourg à Rome

Le ministre des affaires étrangères du Luxembourg, M. Thorn, s'est rendu à Rome le 20 juin pour une visite de vingt-quatre heures. Dans un communiqué publié à l'issue des entretiens entre le ministre Thorn et le ministre des affaires étrangères italien, M. Nenni, on affirme :

"Les deux ministres sont convenus de l'urgence des progrès qui doivent être réalisés dans le renforcement des structures actuelles de la Communauté européenne et en vue de leur élargissement aux pays qui souhaitent y adhérer.

C'est dans cet esprit qu'ils ont reconnu l'importance d'une activation rapide de la coopération politique dans le cadre d'organisations multilatérales dont font partie les deux pays et notamment au sein de l'Union occidentale."

(Le Monde, 22 juin 1969)

Luxembourg

1. La Chambre des députés refuse de ratifier le protocole d'adhésion de la Grèce à la Convention d'assistance douanière

Le 7 mars 1969, la Chambre des députés a examiné un projet de loi portant ratification de la Convention passée entre les six Etats membres de la C.E.E., à propos de l'assistance mutuelle entre les administrations des douanes. Cette convention a été signée à Rome le 7 septembre 1967. Le projet de loi portait également sur un protocole additionnel et sur un protocole d'adhésion de la Grèce à la Convention d'assistance mutuelle.

Mlle Flesch (libéral), en présentant à la Chambre le rapport, a insisté sur le caractère technique du protocole d'adhésion de la Grèce. Elle a marqué l'espoir que la situation politique en Grèce se normaliserait et que le processus d'association de la Grèce au Marché commun, envisagé par le traité d'adhésion du 9 juin 1961, puisse reprendre son cours. Mlle Flesch a rappelé que la convention avait été ratifiée en République fédérale par la loi du 14 janvier 1969 et que la procédure de ratification était en bonne voie dans les autres Etats membres.

M. Fohrmann (socialiste) a déclaré ne pouvoir accepter ni le contenu du protocole d'adhésion, ni les conclusions du rapporteur. Il a rappelé que ceux qui, pour la Grèce, ont signé en 1961 le traité d'association se trouvent actuellement en prison ou ont été exécutés. Pour cette raison, il demande que le vote sur le projet de loi ait lieu par division. Au cas où cette demande ne serait pas acceptée, il s'abstiendrait sur l'ensemble du projet de loi.

M. Useldinger (communiste) déclare qu'il votera contre le projet de loi, non parce qu'il s'opposerait à une assistance douanière entre les Etats membres, mais bien pour éviter de faire un geste de solidarité en faveur du régime fasciste de la Grèce. A l'invite de M. Fohrmann, il appuie la demande de vote par division.

M. Werner, président du gouvernement, a déclaré, au nom de celui-ci, que le fait de ratifier, dans les circonstances actuelles, une convention à caractère purement technique n'impliquait nullement que la situation politique de la Grèce serait méconnue, ou que l'on reconnaîtrait le régime non-démocratique actuel.

Le vote a lieu par division. La convention et le protocole additionnel sont adoptés à l'unanimité. Le protocole d'adhésion de la Grèce à la Convention est repoussé par 44 voix contre 3 et 4 abstentions.

(Chambre des députés, compte rendu analytique, séance du 7 mars 1969)

2. L'élection des représentants luxembourgeois au Parlement européen

Au cours de la séance du 24 avril 1969, à la Chambre des députés, M. Urbany (communiste) a présenté une motion, signée par cinq membres de son groupe. Cette motion est ainsi libellée :

"La Chambre invite le gouvernement à déposer un projet de loi prévoyant l'élection des représentants de notre pays dans les instances supranationales par le peuple selon les règles de notre loi sur les élections législatives."

M. Urbany estime que les représentants luxembourgeois dans les instances européennes devraient être désignés d'une manière démocratique, reflétant la volonté du peuple. Il ne peut admettre que, dans ces instances, trouvent place des délégués qui n'ont pas été désignés par le peuple aux dernières élections. Il propose en conséquence que les futurs délégués luxembourgeois, quelle que soit l'assemblée où ils seront envoyés, soient désignés selon les principes de la loi électorale luxembourgeoise, c'est-à-dire par des élections générales d'après le système proportionnel. Le statut de ces instances internationales ne prévoit rien en la matière et laisse toute liberté de procéder à de telles élections.

M. Fohrmann (socialiste) fait observer que la désignation des membres dans les instances internationales fait l'objet de dispositions précises dans les traités. Ce n'est qu'au Parlement européen que les délégués peuvent être élus au suffrage universel.

Le parti socialiste luxembourgeois, comme les partis socialistes des six Etats membres de la C.E.E. a toujours demandé que les membres du Parlement européen soient élus au suffrage universel direct. L'orateur propose de substituer à la motion de M. Urbany le texte suivant :

"La Chambre, en vue de contribuer à la démocratisation des institutions des Communautés européennes, invite le gouvernement à déposer dans les meilleurs délais un projet de loi fixant les modalités de l'élection directe au suffrage universel des représentants luxembourgeois au Parlement européen."

M. Margue (démocrate-chrétien) ne peut accepter la motion de M. Fohrmann. Ce dernier doit savoir en effet que le traité instituant la C.E.E. prévoit en la matière une procédure donnant l'initiative au Parlement européen et la décision au Conseil des ministres. Ce n'est pas un projet de loi luxembourgeois qui pourrait modifier l'attitude négative du Conseil des ministres.

M. Urbany estime, pour sa part, que le vote de sa motion permettra au Grand-Duché de se situer dans le camp des Etats favorables à l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Il était trop facile, jusqu'ici, de se réfugier derrière l'attitude négative de la France. Il accepte la proposition de M. Fohrmann de remplacer dans le motion les mots "dans les instances supranationales" par les mots "au Parlement européen".

M. Elvinger (libéral) se range à l'avis de M. Margue. Il ne voit pas qu'on puisse changer un traité par un vote unilatéral acquis dans un Etat membre.

M. Cravatte (socialiste) repousse l'argument juridique de M. Margue. Il n'existe dans les Traités de Rome aucune disposition s'opposant à ce que chaque Etat désigne ses représentants selon des règles nationales. Chaque Etat peut choisir le mode de désignation de ses délégués, soit la voie indirecte, soit des élections générales.

M. Thorn, ministre des affaires étrangères, prend position sur la motion que M. Urbany a déposée le 11 mars 1969. Il ne peut accepter cette motion. Il est difficile de préciser quelles instances sont supranationales. De plus, les traités contiennent des dispositions précises sur la désignation des délégués. Le ministre souligne le bien-fondé de l'argument juridique de M. Margue. Il rappelle que, comme président du Conseil des ministres de la Communauté, il a été saisi de la dernière résolution du Parlement européen en la matière. Le gouvernement luxembourgeois, pour sa part, adoptera une attitude positive à l'égard de cette résolution et veillera à ce qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour du Conseil. M. Thorn ne peut prendre position sur la motion de M. Fohrmann car elle vient à peine d'être présentée. A titre personnel, il marque une préférence pour la thèse de M. Cravatte. De toute façon il eût été préférable que la Chambre soit saisie d'une proposition de loi, qui aurait permis de faire connaître clairement au gouvernement ses intentions.

Le président de la Chambre met aux voix la motion de M. Fohrmann, après que M. Urbany ait retiré la sienne. La motion est acceptée par 35 voix pour et 16 contre.

(Chambre des députés, compte rendu analytique, 24 avril 1969)

Pays-Bas

1. Débat budgétaire sur l'agriculture devant la Première Chambre

Lors du débat sur le budget du ministère de l'agriculture et de la pêche qui a eu lieu le 20 mai dernier, M. Mertens a fait, au nom du groupe parlementaire du parti catholique populaire, l'analyse du plan Mansholt.

"La publication du mémorandum est incontestablement un événement, car elle a suscité des discussions sur l'ensemble des problèmes agricoles non seulement dans les milieux agricoles, mais aussi dans les milieux non agricoles. Il est toutefois regrettable que ce mémorandum donne de l'agriculture une idée plus défavorable encore que celle que l'on pouvait s'en faire auparavant, notamment dans les milieux non agricoles. Ce document donne l'impression que le secteur agricole est fait, pour une bonne part, de petites entreprises arriérées, non viables, qui ne sont maintenues en vie que par une politique de prix trop élevée, une politique faisant intervenir des prix d'orientation et des prix garantis fixés sur la base de critères sociaux. C'est là, du moins pour ce qui est de l'agriculture des Pays-Bas, donner une idée fausse de la réalité. Si le plan comporte maintes bonnes idées et suggestions, cette façon de présenter les choses est, à mon avis, une grave erreur."

"Le mémorandum pose les problèmes en les schématisant et il généralise abusivement; on s'y réfère beaucoup trop à des entreprises de dimensions moyennes. En gros, le mémorandum pose le problème de la façon suivante. 75 % des exploitations agricoles de la Communauté sont si petites qu'elles ne peuvent utiliser rationnellement que les 3/4 de la main-d'oeuvre. 3 % seulement des exploitations ont plus de 50 hectares. La moitié des chefs d'exploitation sont âgés de plus de 57 ans et les entreprises recourent à une production très intensive pour s'assurer un revenu minimum. De ce fait, elles ne peuvent s'adapter au marché et le mécanisme des prix et des marchés s'avère, en ce qui les concerne, inopérant. Le système de garantie des prix a des conséquences financières inquiétantes. Si les sommes affectées à l'amélioration des structures de production et de marché ont permis une amélioration sensible de l'infrastructure, des conditions d'exploitation et des conditions hydrauliques, les dimensions moyennes des entreprises dans les pays de la Communauté n'ont augmenté que dans une faible mesure, pour autant qu'elles l'aient fait. Il en résulte que le retard relatif des revenus des agriculteurs continue de s'accroître. Dans ces conditions, la politique des prix ne peut guère apporter d'amélioration de la situation.

Je pense que c'est là mal poser le problème. Tout d'abord je tiens à insister sur l'importance de l'accroissement de la productivité, accroissement qui, aux Pays-Bas, est même supérieur à celui des autres secteurs de l'économie. L'augmentation de la part de l'agriculture dans les exportations, qui se confirme cette année, témoigne du dynamisme de ce secteur. S'il est vrai que dans les 3/4 de toutes les exploitations agricoles de la Communauté il n'y a du travail que pour les 3/4 de la main-d'oeuvre, il importerait de savoir quel est le pourcentage des chefs d'exploitation pour qui les travaux agricoles ne constituent pas l'occupation principale, et quelle est la proportion de ceux dont l'agriculture est l'occupation principale et qui vivent d'exploitations appelées à cesser progressivement leur activité. Tout indique que le pourcentage de ce genre d'exploitations est très élevé, même aux Pays-Bas, ainsi qu'en témoignent les enquêtes effectuées récemment dans ce pays. On ne peut certes pas dire des exploitations relevant de ce groupe qu'elles pratiquent une production intensive, ni, par conséquent, qu'elles sont un facteur appréciable de

surproduction. Il s'agit souvent d'entreprises dont l'exploitation se poursuit en attendant leur disparition à plus ou moins brève échéance. Ce ne sont certes pas ces exploitations qui, sur le plan social ou économique, constituent un poids mort pour la politique agricole de la C. E. E. Lorsque l'on constate que 3 % seulement des exploitations de la Communauté ont plus de 50 hectares, on ne tient pas compte des exploitations du type que nous venons de décrire et l'on insiste beaucoup trop sur l'importance du facteur superficie de l'exploitation comme condition d'un niveau suffisant du revenu. Cette conception, qui s'affirme en maints endroits dans le programme agricole, en particulier là où il est question de l'étendue de l'unité rentable, ignore totalement la grande diversité qui caractérise de plus en plus les structures des différentes exploitations agricoles et horticoles. La spécialisation très poussée des exploitations, notamment, qui s'est accomplie au cours de ces dernières années, a manifestement échappé à l'attention de la Commission européenne. Nombre de changements que la Commission européenne juge nécessaires pour améliorer la position de l'agriculture et de l'horticulture s'opèrent déjà aux Pays-Bas, de même, d'ailleurs, que dans d'autres pays. On peut se demander si les dépenses extrêmement élevées qu'impliquerait la réalisation des projets de la Commission européenne relatifs aux mesures structurelles sont nécessaires et justifiées et si l'évolution souhaitée ne pourrait pas s'accomplir en faisant l'économie de ces grosses dépenses et sans qu'on veuille la forcer. Je ne veux certes pas dire qu'il ne faut rien faire du tout. Mais tous les pays de la C. E. E. prennent des mesures en vue d'améliorer les structures agricoles et en envisagent certainement d'autres. En revanche, ce qu'il s'impose de faire, et là, on n'en est malheureusement encore nulle part, c'est d'assurer une coordination plus efficace pour mettre fin notamment aux distorsions de concurrence qui subsistent encore dans de nombreux cas. On veut promouvoir la constitution de plus grandes exploitations et différentes formes de coopération. Je pense que c'est très bien, mais si l'on entend, à cette fin, accorder une aide financière, si l'on veut aider financièrement les grandes entreprises à s'agrandir, comme l'envisagent les propositions, nous pensons qu'il faut le faire aussi pour les autres entreprises, pour toutes les entreprises viables, qu'il s'agisse de ce qu'on appelle les "unités de production" ou les "entreprises agricoles modernes", ou des exploitations familiales. Il semble que la Commission européenne mette tous ses espoirs dans les entreprises agricoles modernes, c'est-à-dire dans les toutes grandes exploitations disposant de grandes étendues de terres cultivables. Jusqu'à présent, ce n'est pas dans ce sens que les choses évoluent dans les pays disposant d'une agriculture très développée, tels que les Etats-Unis d'Amérique ou la Suède. Dans ces pays, la très grande majorité des exploitations, même de celles qui sont très étendues, sont toujours du type familial. Il semble que la situation doive continuer à évoluer dans ce sens.

Selon le programme agricole, l'adaptation de l'offre à la demande serait plus facile s'il n'existait que de grandes exploitations agricoles. D'après le mémorandum, l'équilibre du marché ne pourra être rétabli que grâce à l'existence des grandes exploitations et à la mise sur pied d'organisations de producteurs. J'estime, quant à moi, non seulement qu'il reste à faire la preuve de cette thèse, mais aussi qu'elle est fausse, du moins si l'on se base sur le principe de la liberté d'entreprise."

"Selon M. Mansholt, le nombre des personnes occupées dans l'agriculture, qui est actuellement de près de 10 millions, aura diminué de 5 millions d'ici à 1980. Quant à savoir si cela pourra se faire dans de bonnes conditions, dans des conditions acceptables du point de vue social, cela dépendra surtout des possibilités d'emploi que pourra offrir le secteur non agricole. Bien plus que par le passé, il faudra veiller, dans tous les pays de la C.E.E., à assurer la création d'emplois de substitution, en particulier dans les régions qui ne se sont pas encore suffisamment industrialisées et où le chômage existe déjà ou menace d'apparaître.

Je me'étonne un peu que le ministre de l'agriculture partage l'avis de M. von der Groeben, selon lequel la création d'emplois de substitution ne relèverait pas de la compétence de la C.E.E. Je tiens à insister auprès du ministre pour qu'il s'efforce, en collaboration, notamment, avec son collègue des affaires sociales et de la santé publique, d'obtenir que la Commission européenne consacre aussi la plus grande attention à ce problème. La question de savoir si l'agriculture peut devenir ou rester un secteur économique sain dépend en majeure partie non seulement de l'agriculture elle-même, mais aussi des possibilités que présenteront les autres secteurs économiques en matière d'offre d'emplois appropriés."

M. Baas (parti populaire pour la liberté et la démocratie) a déclaré partager le point de vue du ministre de l'agriculture, pour qui le mémorandum n'envise les problèmes qui se posent que d'une façon fragmentaire, et estimer, lui aussi, que pour définir des mesures précises à prendre à long terme, il importe d'avoir égard à un grand nombre d'autres aspects de la question. Il ne faut pas négliger de tenir compte de la politique de développement, des possibilités d'organisation de l'alimentation mondiale, des progrès de la chimie et de la production de denrées alimentaires de substitution. L'orateur doute du bien-fondé de la politique agricole de la Communauté. Le système ne fonctionne pas et ne peut pas fonctionner. Il estime, comme le ministre, que la Commission de la C.E.E. n'indique pas avec suffisamment de précision en quoi les adaptations structurelles, qui sont bien entendu souhaitables en soi, contribueront au rétablissement de l'équilibre du marché. Si le Conseil ne prend pas, à bref délai, des décisions tendant au rétablissement de l'équilibre, il consacrera l'échec non seulement de la politique des revenus, mais aussi, de toute façon, celui de l'orientation de la production, les relations avec les pays tiers seront compromises et les charges financières de la Communauté atteindront un niveau inacceptable.

A propos de la création de nouveaux emplois, qui incombe à la Communauté en raison du caractère massif de l'exode rural, M. Lardinois, ministre de l'agriculture, a déclaré qu'à son avis, la politique régionale, instrument dont la mise en oeuvre s'impose manifestement dans ce domaine, ne prend pas suffisamment forme sur le plan de la C.E.E. Il faut accorder plus d'importance, au niveau communautaire, à la politique régionale. Cela ne signifie pas qu'elle doive relever essentiellement de la Commission européenne. "Je pense qu'en matière de politique régionale, la Commission européenne est appelée à jouer

un rôle sur le plan de l'harmonisation. Elle a également un rôle à remplir, d'une façon générale, dans le domaine de la politique économique et partant, dans celui de la politique de l'emploi, et ce rôle, je le définirai comme consistant dans l'harmonisation de la politique des six gouvernements", a déclaré M. Lardinois.

Le ministre a ensuite évoqué les aspects sociaux des mutations professionnelles. Il estime que dans ce domaine le processus d'harmonisation doit être accéléré. Il pense que les instruments mis en oeuvre actuellement pour que les mutations s'effectuent sans heurts sont suffisants, mais qu'il faudrait étudier de plus près les possibilités de prévoir un régime de réadaptation spéciale pour les personnes quittant l'agriculture.

Le ministre ne pense pas, comme M. Baas, que la politique des marchés et la politique des prix de la C. E. E. aient fait faillite, mais il reconnaît qu'un certain nombre de points essentiels de ces politiques devraient être révisés.

(Première Chambre, session de 1968-1969, agriculture et pêche, 20 mai 1969)

2. Le gouvernement néerlandais adresse à la Commission européenne un mémorandum sur la mise en oeuvre d'une politique en faveur des petites et moyennes entreprises

Au début du mois de juin, le gouvernement néerlandais a transmis, de commun accord avec ses partenaires du Benelux, à la Commission de la C. E. E., un mémorandum contenant un programme en vue de la mise en action d'une politique communautaire en faveur des petites et moyennes entreprises. Ce document expose un certain nombre de propositions visant à assurer une évolution saine des petites et moyennes entreprises.

Le gouvernement néerlandais estime que les petites et moyennes entreprises doivent pouvoir travailler dans des conditions saines et efficaces si l'on veut assurer le fonctionnement optimal des secteurs de la production et des services; et c'est aussi, selon lui, la condition indispensable à une évolution harmonieuse de l'économie en général et de la C. E. E. en particulier.

Lors de l'élaboration de ce document, le gouvernement néerlandais a tenu compte des arguments qui ont été invoqués par les organisations syndicales et professionnelles tant au niveau national qu'international. Comme points importants, le gouvernement a retenu notamment la coordination des droits d'établissement dans les six pays, et plus particulièrement la reconnaissance mutuelle des diplômes professionnels. En outre, il entend coordonner les régimes de formation professionnelle et les régimes d'accès à l'exercice d'une profession.

Le mémorandum plaide par ailleurs en faveur d'un encouragement de la coopération entre les petites et les moyennes entreprises. Il demande en particulier de veiller à ce que les dispositions applicables aux cartels n'entravent pas les transactions communes d'achat et de vente des petites et moyennes entreprises.

Le mémorandum recommande en outre :

- une étude spéciale de la dimension des entreprises dans la politique des structures à mettre en oeuvre;
- l'encouragement, si c'est nécessaire, de la coordination de la politique communautaire en faveur des petites et moyennes entreprises;
- l'étude des possibilités de prendre des mesures permettant de renforcer la position concurrentielle des petites et moyennes entreprises;
- la création, à titre permanent, d'un service commun d'information et de documentation sur les politiques menées dans les Etats membres en faveur des petites et moyennes entreprises.

(Handels & Transport Courant, 3 juin 1969)

3. Les débats de la Première Chambre néerlandaise sur le budget du ministère de l'économie

Le 3 juin, lors des débats consacrés au budget du ministère de l'économie, M. Albeda (Parti anti-révolutionnaire) s'est préoccupé du retard que marque l'intégration politique de la Communauté par rapport à l'intégration économique. La diversité des structures des Etats membres pourrait compromettre, en effet, le développement du Marché commun. Les coûts et les prix accusent des disparités sensibles, et cela se traduit par l'existence de politiques divergentes et par une situation monétaire précaire dans presque toute la Communauté.

L'Italie et l'Allemagne de l'Ouest bénéficient d'un excédent appréciable de leur balance des paiements. En France, les choses vont mal sous l'angle des structures et, à cet égard, les Pays-Bas réalisent tout juste l'équilibre. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que chaque pays mène sa politique personnelle. Et il n'est pas étonnant non plus que toute coordination réelle de cette politique s'avère impossible. On pourrait dire qu'il y a en Europe de l'Ouest suffisamment d'intégration économique pour se gêner mutuellement, mais trop peu d'intégration politique pour être en mesure de pratiquer une politique économique efficace.

L'orateur a exprimé l'espoir qu'il y aura un peu plus de liberté d'action en France et que, désormais, un vent nouveau soufflera dans ce pays, afin que les autres pays montrent qu'ils ne se retranchaient pas derrière le "non" du

président de la République française. Il devrait être possible, à présent, de prendre certaines initiatives visant à renforcer la politique économique de la Communauté, ce qui, le cas échéant, permettrait de mieux maîtriser la conjoncture.

Quant à M. De Block, ministre de l'économie, il a reconnu que la C.E.E. accuse à l'heure actuelle un retard dans la réalisation de certains projets très ambitieux, mais indispensables à sa mise en oeuvre, tels que la coordination des politiques économiques, celle des mesures d'aides et les problèmes soulevés par l'adhésion des pays tiers. "Comme toujours, nous demeurons réalistes, et n'oublions pas hélas de considérer que nombre de décisions importantes à prendre à l'unanimité, c'est-à-dire sur la base d'un compromis, où personne ne parvient à faire valoir pleinement ses droits. Nous devons maintenir l'ouverture de la Communauté, et ceci dans deux directions : ouverture en ce qui concerne l'adhésion de nouveaux membres, ouverture en matière de politique commerciale, ce sont là deux choses que nous considérons comme les piliers du traité de la C. E. E."

Le ministre a exprimé l'avis qu'il importe d'éviter, dans la Communauté, toute escalade en matière d'aides, et a formulé l'espoir que la Commission aboutira à des résultats positifs dans ce domaine. Il a mis l'accent sur la nécessité, pour chacun des Six, d'atteindre les objectifs que la Commission a atteints elle-même. Il a ajouté : "En ce domaine, on ne saurait pratiquer une politique qui ne soit une politique globale, nous devons examiner soigneusement toutes les mesures qui comportent une aide - qu'il s'agisse de bonifications d'intérêts, de terrains à bon marché, de subventions directes ou de crédits bancaires à taux avantageux. Quant à nous, nous ne donnerons notre accord que lorsque cette condition essentielle aura été acceptée par tous."

Au sujet de l'Euratom, M. De Block a souligné le caractère très ambitieux du plan quinquennal élaboré par la Commission, notamment en ce qui concerne la construction d'une usine de diffusion des gaz et d'une usine d'ultracentrifugation. Ce n'est qu'en 1973 qu'un choix aura à intervenir quant aux procédés à mettre en oeuvre. Ce n'est qu'à partir de ce moment qu'il sera possible à des pays tiers d'y participer. Le ministre s'est déclaré réservé pour le moment à l'égard de cette initiative, d'autant que la participation de la France paraît invraisemblable. "Nous sommes tout de même en train de mettre sur pied une coopération entre le Royaume-Uni, la République fédérale et les Pays-Bas", a-t-il poursuivi. "Si nous nous entendons, cette coopération est ouverte à l'adhésion de pays tiers. J'estime que nous pourrions travailler plus rapidement et avec plus d'efficacité en réalisant cet objectif, quitte ensuite à faire le nécessaire pour que des pays tiers y participent."

Le ministre a tenu à dissiper l'inquiétude qu'éprouvent certains membres du Parlement à l'idée de l'usage que la République fédérale pourrait faire, le cas échéant, de substances nucléaires enrichies à des fins militaires. L'Euratom procède à un contrôle efficace. En outre, l'assurance de la République fédérale de renoncer à la fabrication d'armes nucléaires est inscrite dans le trai-

té de l'U.E.O. "En tout cas, dans le cadre de la coopération existante, l'honorable parlementaire peut être certain que nous veillerons de très près à ce que ce projet ne serve qu'à poursuivre des objectifs pacifiques".

(Première Chambre, session de 1968-1969, affaires économiques, 3 et 4 juin 1969)

4. M. Luns et le plan Brandt relatif à l'intégration européenne

A l'issue de la conférence de l'Union de l'Europe Occidentale, qui s'est tenue à La Haye les 5 et 6 juin dernier, M. Luns, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, a déclaré que la plupart des six pays participants étaient d'avis que l'élargissement de la C.E.E. aurait dû figurer à l'ordre du jour de cette réunion. M. Harmel, ministre des affaires étrangères de Belgique, s'est toutefois montré réservé à l'égard de cette façon de voir les choses. Le gouvernement néerlandais estime lui aussi d'ailleurs, que les négociations sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. doivent être directes et non pas passer par l'Union de l'Europe Occidentale.

M. Luns a souligné que, selon les Pays-Bas, l'élargissement de la C.E.E. doit être étudié dans le détail avec la Commission européenne, "afin que l'on puisse parvenir à formuler les idées avec plus de précision dans ce cadre". Le ministre a regretté que, contrairement à son habitude, la Commission européenne n'ait pas assisté à la conférence de l'U.E.O. Mais les cinq pays membres de la C.E.E., qui ont participé à la conférence de l'U.E.O., ont estimé qu'ils commettraient une erreur en invitant la Commission, en l'absence de la France, qui boycotte les conférences de l'U.E.O.

D'après le ministre, M. Brandt, ministre des affaires étrangères de la République fédérale, a proposé d'organiser, en automne, une conférence des chefs de gouvernement et des ministres des affaires étrangères, afin d'étudier les questions suivantes : Quel sera, à long terme, l'avenir de l'Europe, et quel doit être l'objet des négociations avec la Grande-Bretagne ? Au cours de cette conférence, il y aurait aussi lieu de discuter de la procédure à suivre dans les négociations avec la Norvège, le Danemark et l'Irlande et des solutions à adopter pour les autres Etats membres de l'A.E.L.E., qui n'ont pas demandé à faire partie de la C.E.E.

M. Manzini qui, en sa qualité d'ambassadeur, représentait l'Italie à la conférence de l'U.E.O., s'est déclaré d'accord avec M. Brandt pour estimer qu'il convient de parvenir à une coopération politique dont le noyau serait constitué par les sept pays de l'U.E.O.

Les Pays-Bas restent toutefois d'avis, a dit M. Luns, que l'élargissement des Communautés européennes est un problème qui doit être traité exclusivement à Bruxelles. Le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas a

aussi déclaré qu'il espérait que les six pays de l'U.E.O. feraient connaître, dès avant l'été, leurs intentions quant à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E.

(Het Parool, 6 juin 1969;

Nieuwe Rotterdamse Courant, 6 juin 1969)

5. Le problème de l'Euratom devant la Seconde Chambre

Après que M. Oele (Parti du travail) eut interpellé le gouvernement au sujet de la crise de l'Euratom, la Seconde Chambre a adopté, par acclamation, le 24 juin, une motion réclamant une plus large liberté d'action pour la Communauté européenne de l'énergie atomique. Il faut donner à l'Euratom une chance réelle de s'adapter au cadre et aux tâches changeantes de la coopération scientifique et technologique en Europe.

Le gouvernement est invité à approuver la participation progressive du Centre commun de recherche à des travaux non nucléaires. Aux termes de la motion, le gouvernement doit proposer de donner à l'Euratom une plus grande liberté d'action et de lui laisser une plus grande marge dans le budget lors de l'adaptation du programme de recherche, en particulier dans le domaine de la recherche fondamentale. La motion insiste sur une action rapide, et réclame un compte rendu des pourparlers qui se sont déroulés au sein du Conseil de ministres à propos du nouveau programme de recherche d'Euratom.

M. Oele avait reproché au gouvernement de s'opposer au nouveau plan pluri-annuel de l'Euratom. Pour lui, ce plan est désormais quasiment abandonné. Ce à quoi M. De Block, ministre des affaires économiques, a répliqué qu'il n'en était rien. "Notre attitude est extrêmement constructive et nous n'avons pas regardé à quelques millions". Le ministre a déclaré qu'il était prêt à accepter un programme de recherche aussi vaste que possible et il a affirmé qu'il était disposé à donner à l'Euratom une chance nouvelle et loyale. A son avis, le succès de cette initiative dépendra toutefois en grande partie de la France, qui, jusqu'à présent, a joué un rôle négatif.

MM. Westerterp (Parti populaire catholique), Boertien (Parti anti-révolutionnaire), De Goede (D' 66) et Bos (Union chrétienne historique) se sont faits les avocats de la participation d'Euratom au procédé d'ultracentrifugation. M. Westerterp a exprimé l'espoir que les autres pays membres de l'Euratom, en particulier la Belgique et l'Italie, pourront être associés aussi rapidement que possible à ce projet, après que l'accord aura été conclu. Il a déclaré en outre que les installations d'enrichissement tripartites ne pourront servir à la production d'armes atomiques. "C'est pourquoi elles devront rester séparées, en Grande-Bretagne, de toute installation britannique qui s'occuperait de la production d'armes atomiques", a déclaré M. Westerterp.

Au nom du parti du travail, M. Oele a demandé que le procédé d'ultracentrifugation soit soumis au contrôle européen. Il n'a pas confiance en une auto-inspection plus limitée dans le cadre de l'accord tripartite, qui pourrait être proposée.

M. De Block estime que le moment n'est pas encore venu de faire entrer le procédé d'ultracentrifugation dans le cadre d'Euratom. Tous les efforts doivent pour l'instant être concentrés sur la recherche d'une solution aux difficultés qui pourraient résulter de l'utilisation éventuelle d'uranium, enrichi suivant le procédé d'ultracentrifugation, pour la fabrication d'armes atomiques. Ce n'est qu'après qu'une entente complète aura été réalisée que les pays tiers seront les bienvenus dans le groupe des trois.

D'après le ministre, le gouvernement néerlandais ne fera pour sa part aucune proposition, mais se contentera de porter un jugement constructif sur les propositions de la Commission. En présentant eux-mêmes des propositions complémentaires, les Pays-Bas porteraient préjudice au droit d'initiative de la Commission.

(Handels & Transport Courant, 25 et 26 juin 1969;
Nieuwe Rotterdamse Courant, 25 juin 1969;
Seconde Chambre, session 1968-1969, 24 juin 1969)

6. Questions parlementaires

- Les accords d'association avec la Tunisie et le Maroc ainsi qu'avec Israël

Répondant à une question qui lui avait été posée le 11 mars par M. Dankert (parti du travail) sur la position du gouvernement en ce qui concerne le fait de subordonner la conclusion d'une association avec la Tunisie et le Maroc à celle d'une association avec Israël, M. Luns, ministre des affaires étrangères, a fait, le 27 mars, la déclaration suivante :

"Conformément à la promesse que j'avais faite à la Seconde Chambre le 27 février dernier, j'ai mis tout en oeuvre, pendant la session du Conseil du 3 mars suivant, pour amener le Conseil à accepter, au moins à l'occasion de la signature des accords avec la Tunisie et le Maroc, qu'un mandat soit confié à la Commission pour entamer des négociations avec Israël. En vue de faciliter un accord éventuel sur un tel mandat, les Pays-Bas ont notamment proposé qu'une association avec Israël ne devait pas avoir pour objet, selon la thèse que nous avons d'abord défendue, l'établissement d'une zone de libre échange, mais qu'on pourrait se contenter au cours d'une première phase d'abaisser de 60 % les droits applicables aux produits industriels. C'est au Conseil qu'il appartiendrait ensuite de décider à l'unanimité la date à laquelle la suppression totale des droits interviendrait.

Il est apparu impossible de réaliser un accord sur cette proposition, pourtant modeste; la Commission a néanmoins pris la responsabilité, à la demande pressante des Pays-Bas, suivis en cela par d'autres pays, de présenter au Conseil une proposition concrète pour un mandat de négociations avec Israël. Toutefois, les Pays-Bas ont maintenu au Conseil la réserve qu'ils avaient émise à propos de la ratification des accords avec la Tunisie et le Maroc. C'est seulement par la suite que le gouvernement a décidé de la lever, après des consultations internes. S'il n'en avait pas été ainsi, la signature de ces accords aurait été retardée avec toutes les conséquences qui y sont liées et que j'ai d'ailleurs exposées à la Chambre.

Des considérations qui précèdent, il résulte que nous nous sommes ralliés au point de vue de la Commission de préparer une proposition de mandat dès qu'il apparut qu'une décision immédiate du Conseil sur l'objet d'un tel mandat n'était pas possible. Les efforts déployés à l'origine par le gouvernement se sont heurtés à des difficultés insurmontables.

Le gouvernement continuera de mettre tout en oeuvre pour parvenir dans les meilleurs délais à l'établissement d'un mandat de négociations avec Israël. Il y a toutefois lieu de craindre qu'un accord sur ce problème ne soit pas encore réalisé au moment de la signature des accords avec la Tunisie et le Maroc."

(Annexe aux débats de la Seconde Chambre, session 1968-1969, p. 1145)

- Exportations subventionnées de céréales françaises

Le 22 avril dernier, MM. Brouwer (Parti populaire catholique), Zijlstra (Parti anti-révolutionnaire) et Tolman (Union chrétienne historique) ont adressé au gouvernement une question écrite relative aux difficultés soulevées par les exportations françaises de céréales à des prix inférieurs au prix d'intervention.

M. Lardinois, ministre de l'agriculture, a répondu le 12 mai que les Pays-Bas peuvent acquérir les céréales offertes par la France à des prix inférieurs aux prix d'intervention pratiqués dans le pays pour ces céréales. Cet état de choses s'explique par les présentes difficultés du franc français et par les facilités de crédit que les autorités françaises ont accordées voilà quelque temps aux exportations.

En effet, ces circonstances ont contribué à substituer les céréales françaises aux céréales néerlandaises dans les exportations vers des pays tiers ainsi que dans l'industrie de transformation. Il n'est pas encore possible pour l'instant de prévoir les difficultés qui pourront surgir lorsqu'il s'agira aux Pays-Bas d'écouler et de stocker les céréales néerlandaises après la nouvelle récolte. Pour ce qui concerne le stockage du blé pour lequel devra jouer le système

d'intervention aux Pays-Bas, on s'attend à ce que cette mesure porte sur 100.000 tonnes au moins de la récolte en 1968. Des efforts seront faits pour couvrir une part aussi importante que possible de notre contribution nationale au programme communautaire d'aide alimentaire - plus de 50.000 tonnes de blé - au moyen des quantités intéressées par l'intervention.

Les facilités de crédit accordées par la France aux exportations ont fait l'objet à plusieurs reprises déjà de pourparlers au sein de différentes institutions des Communautés européennes. A la suite de ces pourparlers, le gouvernement français a décidé entre-temps de ramener de 6 mois à 2 mois le délai de validité maximum de ce crédit accordé aux exportations de blé et d'orge. Le ministre estime que cette mesure réduira en outre, du moins à court terme, l'effet des difficultés du franc français sur la formation des prix. D'autre part, le gouvernement néerlandais a invoqué l'article 226 du traité pour demander à la Commission européenne l'autorisation de prendre certaines mesures de sauvegarde en ce qui concerne l'intervention et l'indemnisation en fin de campagne pour les céréales non récoltées aux Pays-Bas. Cette autorisation lui a été accordée entre-temps.

Au reste, l'absence d'une harmonisation complète dans d'autres secteurs politiques de la C.E.E. a eu des conséquences imprévisibles pour la politique communautaire concernant les marchés et les prix agricoles. Jusqu'à présent, du moins pour ce qui concerne les Pays-Bas, ces conséquences ne sont pas de nature à entraver la réalisation des objectifs de la politique commune des marchés et des prix.

(Seconde Chambre, session 1968-1969, annexe 1469)

- Organisation commune des marchés des vins et des tabacs

Répondant à une question que M. Vredeling (Parti du travail) avait posée à ce sujet, le 19 mai dernier, le ministre de l'agriculture a déclaré, le 9 juin, au nom également des ministres des affaires économiques et des finances, qu'au sein de la C.E.E., les systèmes détaillés d'organisation des marchés, y compris par conséquent les régimes d'intervention, doivent d'une manière générale se limiter à un certain nombre de produits essentiels, dans la mesure où l'évolution des revenus dans l'agriculture et l'horticulture le justifie.

Les propositions de la Commission européenne visant à instaurer des mesures d'intervention dans le cadre de l'organisation commune des marchés dans le secteur viti-vinicole, prévoient non seulement des mesures d'aide au stockage privé de vin, mais également l'achat, par un bureau d'intervention, de l'alcool obtenu par la distillation du vin, ainsi que l'octroi d'une prime pour cette distillation. Le ministre est d'avis que ces deux dernières mesures pourraient encourager la production de vins de qualité inférieure, du fait qu'elles assurent leurs débouchés. C'est pourquoi le régime d'intervention devrait se limiter en

principe à une aide au stockage privé. Ce n'est que dans certaines circonstances tout à fait exceptionnelles que le Conseil devrait décider d'appliquer les deux autres mesures d'intervention proposées. D'autre part, et contrairement à ce que la Commission propose, l'intervention ne devrait pas être automatique, ni s'appliquer à tous les vins dès que certaines conditions sont remplies; elle devrait au contraire ne s'appliquer que dans certains cas bien précis, après que l'on se sera assuré de sa nécessité pour les différentes sortes de vins.

La culture du tabac dans la C.E.E. se pratique essentiellement en France et en Italie, dans de petites, voire très petites exploitations agricoles qui, pour des raisons agronomiques et sociales, ne peuvent se convertir à court terme à d'autres productions. Les planteurs reçoivent pour l'instant un revenu garanti pour leur production qui, à une exception près, ne peut être écoulee sur le marché mondial.

La délégation néerlandaise s'est montrée favorable à l'introduction d'un régime d'intervention sur le marché, dans le cadre d'une organisation du marché du tabac brut. Cette réglementation ne devra cependant pas entraîner le maintien d'une situation intenable sur le plan structurel; elle devra, bien au contraire, amener, avec l'appui d'un système de limitation de la production, les planteurs à orienter de plus en plus leur production sur des tabacs pouvant être commercialisés.

Le gouvernement estime que la proposition de la Commission concernant l'accise sur les tabacs manufacturés peut sérieusement aider les Etats membres de la Communauté dans leurs négociations visant à harmoniser les droits d'accise sur les tabacs dans leurs pays. La proposition correspond, dans ses grandes lignes, au régime d'accise appliqué aux Pays-Bas pour les tabacs manufacturés. Au cours des négociations, dont il a déjà été question ci-dessus, les Pays-Bas ont déclaré que la proposition de la Commission était, en principe, recevable.

(Seconde Chambre, session 1968-1969, annexe 1691)

Suède

La visite à Bonn de M. Erlander, premier ministre de Suède

M. Erlander, premier ministre de Suède, qui a rencontré le chancelier Kiesinger le 17 avril 1969, a exposé, lors de sa visite à Bonn, le point de vue de son pays sur la proposition faite à Budapest par les pays du Pacte de Varsovie au sujet d'une conférence européenne sur la sécurité; la Suède porte un vif intérêt à une telle conférence. Stockholm a l'intention de contribuer par tous les moyens à la disposition du gouvernement suédois à la préparation de cette rencontre. Pour qu'une conférence de cette importance atteigne son but, il faut en effet qu'elle soit préparée avec soin et que les Etats-Unis y participent.

Selon la Suède, il faudrait, en un premier temps, organiser des négociations bilatérales croisées entre les pays de l'Est et de l'Ouest. Des experts devraient ensuite étudier des problèmes pratiques de détail. Enfin, il faudrait, du côté occidental, procéder à des échanges d'informations, par exemple au sein d'un Club des Dix élargi, c'est-à-dire avec la participation des Etats-Unis, avant de pouvoir convoquer avec des chances de succès une conférence européenne générale.

La Suède s'inquiète de la stagnation de ses échanges avec la République fédérale, son principal partenaire commercial. Les exportations suédoises de produits agricoles à destination de l'Allemagne ont diminué. Ces difficultés sont dues aux limitations imposées par les règles de la C.E.E. et non pas à un quelconque désaccord entre l'Allemagne et la Suède. Son désir de trouver un arrangement avec la C.E.E. n'ayant pu jusqu'ici être satisfait, la Suède essaie de trouver des solutions intermédiaires sur le plan nordique dans le contexte de l'union douanière "Nordek". Celle-ci vise à étendre la collaboration des pays nordiques à l'agriculture, à la renforcer dans le secteur industriel et à instaurer un tarif douanier extérieur commun, ce qui aurait pour effet de modifier certains prix dans les échanges internationaux. Le niveau du tarif douanier se rapprocherait fortement de celui de la C.E.E. Cependant, comme l'a déclaré M. Erlander à Bonn, la "Nordek" ne doit pas se substituer à l'A.E.L.E. ou remplacer le rapprochement que l'on souhaite opérer avec la C.E.E., mais rassembler les pays nordiques pour en faire un partenaire plus influent et doté d'un plus grand pouvoir d'attraction et aider ainsi à la préparation de solutions plus larges.

S'adressant aux journalistes, M. Erlander a plaidé en faveur de la signature du traité de non-prolifération nucléaire par l'Allemagne. "Il serait très regrettable que Bonn ne le signe pas" a-t-il déclaré. Le gouvernement fédéral est appelé à jouer dans cette affaire un rôle capital.

(Frankfurter Allgemeine Zeitung, 18 avril 1969)

II. PARTIS ET PERSONNALITES POLITIQUES

1. Andrew Shonfield : Comment tourner le veto français en matière européenne

Dans un article publié par le Times, M. Andrew Shonfield, publiciste, a développé un plan pour tourner le veto français contre l'admission de la Grande-Bretagne au sein du Marché commun. Il écrit notamment :

"Le problème de nos relations avec le Marché commun est manifestement un problème de longue haleine. Voici ce que je propose. En attendant le moment de l'adhésion, il faudrait, au minimum, faire en sorte :

- a) que toutes les propositions législatives britanniques soient désormais examinées publiquement, sur la base de l'hypothèse de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun vers 1975 ;
- b) que les membres de la Communauté qui sont favorables à la candidature britannique procèdent, de leur côté, à la discussion de toutes les nouvelles initiatives communautaires à la lumière des perspectives d'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E. ;
- c) qu'une institution spéciale associe ouvertement la Grande-Bretagne aux affaires courantes de la Communauté.

Le problème est de savoir comment réaliser le point c) sans que cela équivale à une mesure de collaboration politique manifeste entre la Grande-Bretagne et les pays de la C.E.E., qui pourrait apparaître comme battant en brèche l'autorité de la C.E.E. elle-même. Je propose que l'on situe cette initiative sur un plan théorique plutôt que sur le plan politique.

La Grande-Bretagne devrait proposer aux gouvernements des Cinq de convenir de la création d'un institut européen indépendant chargé d'étudier toutes les questions inscrites à l'ordre du jour du Parlement britannique et des Parlements des autres pays, et touchant l'établissement d'un Marché commun élargi ou qui pourraient se poser dans d'autres conditions à la suite de l'élargissement de la Communauté, et de formuler des recommandations en la matière....

Indépendamment des problèmes à court terme posés par les législations ou mesures administratives nouvelles qu'il aurait mandat d'examiner, cet institut procéderait également à l'étude des problèmes à plus long terme inhérents à l'élargissement de la Communauté...

Grâce à cette étude des problèmes à long terme, l'institut affirmerait progressivement son autorité intellectuelle dans de nouveaux domaines de l'in-

tégration européenne. Il en irait notamment ainsi dans les domaines politiques dans lesquels le processus d'intégration est généralement bloqué par des désaccords politiques entre les membres de la Communauté...

Il s'agit pour la Grande-Bretagne de lancer à bref délai, avec d'autres pays, une opération qui permette de tourner d'une manière ou d'une autre le veto français..."

(The Times, 1er avril 1969)

2. Les sociaux-démocrates allemands et l'Europe - Le point de vue de M. H.-J. Wischniewski, secrétaire général de la S.P.D.

Le 5 juillet 1957, au Bundestag allemand, le groupe S.P.D. du Bundestag votait les deux traités de Rome instituant la C.E.E. et la Communauté européenne de l'énergie atomique. Il se doit de se demander aujourd'hui si les espoirs qu'il avait mis dans la ratification de ces traités ont été réalisés.

La C.E.E. peut, sans aucun doute, se targuer de toute une série de succès économiques sans précédent. Depuis 1958, son taux de croissance économique et commerciale est le plus élevé du monde. Le produit national brut, la production industrielle, les échanges commerciaux, les échanges extérieurs et les revenus en termes réels, ont augmenté plus vite dans le marché commun qu'en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. La C.E.E. a la plus grande part des échanges mondiaux. Les droits de douane internes sont supprimés depuis le 1er juillet 1968 et le tarif extérieur commun a été mis en vigueur. On est venu à bout, pour ainsi dire complètement, du casse-tête que constituaient la réalisation du marché commun agricole et le financement de la politique agricole commune. Les travailleurs bénéficient de la liberté de circulation dans la Communauté. La liberté de circulation des capitaux, des marchandises et des services est réalisée dans une large mesure et l'on s'occupe de l'harmonisation des systèmes d'imposition sur le chiffre d'affaires. Il est certain que jamais dans l'histoire de l'Europe tant d'Etats européens n'ont coopéré dans des domaines non militaires de façon aussi étroite et fructueuse que dans le cadre de la C.E.E.

Cette Communauté a fait la preuve de la supériorité du principe de l'intégration sur les méthodes de coopération bilatérale ou multilatérale au niveau des gouvernements. Aujourd'hui, aucun Etat membre, même pas la France, ne pourrait songer à remettre en cause l'existence de la Communauté sans exposer du même coup sa propre économie à des dangers considérables. Les nombreuses demandes d'adhésion ou d'association des pays européens et africains sont la preuve évidente du succès de la C.E.E. et de sa position privilégiée sur le plan de l'économie mondiale.

Mais en dépit de ces succès considérables et indéniables, il existe aujourd'hui presque partout un certain malaise au sujet de la C.E.E., tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Communauté. Va-t-on vers une vaste zone européenne de libre-échange, comme le souhaitent d'ailleurs maints hommes politiques allemands ? Ou bien en viendra-t-on à un système de coopération entre Etats diversifié par Etats, à une Europe à la carte ?

Ce qui est en tout cas certain, c'est qu'il n'a pas été satisfait, jusqu'ici, aux principales des revendications du S.P.D. concernant la C.E.E., à savoir son extension géographique, la réalisation d'une intégration plus poussée et la démocratisation de la Communauté. Les sociaux-démocrates ne renoncent pas pour autant à l'idée de la C.E.E. Jusqu'ici personne n'a pu trouver de cadre plus approprié pour l'unification européenne. Le S.P.D. estime que les trois Communautés européennes, la C.E.E., la C.E.C.A. et l'Euratom, sont et restent la base des progrès futurs de l'unification économique et politique du continent européen.

Le S.P.D. reste fidèle à l'objectif défini dans les "perspectives socialistes à la veille des années 70" : "Il s'agit de faire de l'Europe une communauté de peuples organisée. Il est exclu qu'une Europe réduite à une juxtaposition d'Etats nationaux ou d'alliances puisse jouer un rôle décisif dans le monde d'aujourd'hui". Malheureusement, il ne semble pas qu'il doive être possible avant longtemps, en raison de l'état politique de l'Europe, d'unifier institutionnellement, sur le modèle de la Communauté et en vertu de décisions prises à la majorité qualifiée, la politique intérieure, la politique extérieure et la politique de défense des pays de la C.E.E.

Pendant cette "traversée du désert" européenne, la C.E.E. devrait s'attacher à résoudre les problèmes suivants :

1. La tâche la plus urgente est l'extension de la Communauté aux Etats de l'A.E.L.E. candidats à l'adhésion. A défaut d'élargissement, l'Europe ne pourra pas s'affirmer sur le plan de la politique mondiale, défendre des positions qui soient celles de l'Europe tout entière ni combler son retard technologique sur les Etats-Unis. Il y va d'ailleurs aussi de l'intérêt de l'économie allemande que les Etats membres de l'A.E.L.E. adhèrent à la C.E.E.

2. Après l'achèvement de l'union douanière, il s'agit de faire de la C.E.E. une union économique. Dans de nombreux domaines de la politique économique commune on n'a guère enregistré jusqu'ici de progrès, quand on en a fait. Il en va notamment ainsi pour la politique sociale, culturelle, budgétaire, financière, monétaire, la politique des transports, de l'énergie, de la concurrence et du commerce extérieur. Les mesures d'intégration économique ont porté jusqu'ici trop exclusivement sur le domaine de la politique agricole.

3. La C.E.E. devrait veiller plus que par le passé à assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs, comme le veut l'article 39 du traité de la C.E.E. Il ne pourra être mis fin au malaise que suscite la politique européenne au sein de la population que si chacun peut faire personnelle-

ment l'expérience des avantages qu'apporte le marché élargi. Les maquignonnages dont font l'objet les prix agricoles et les milliards qui sont dépensés pour l'agriculture européenne ne peuvent que jeter le discrédit sur la C.E.E. et par là sur l'idée européenne si, d'autre part, les ressources que l'on pourrait affecter à la science, à la recherche et à la formation professionnelle font défaut. Ce que nous voulons, c'est une Europe des peuples et non une Europe des producteurs. La jeunesse, notamment, ne se sent plus guère attachée à l'Europe. C'est pourquoi le S. P. D. revendique depuis 1964, tant au Bundestag qu'au sein du Parlement européen, la création d'un Office européen de la jeunesse.

4. La suppression des douanes intérieures est passée pour ainsi dire inaperçue. Il existe toujours des contrôles aux frontières, au lieu de droits de douane, on y perçoit des taxes sur le chiffre d'affaires et des droits d'importation. Il faudrait éliminer en priorité, à l'intérieur de la C.E.E., les contrôles aux frontières et soustraire le trafic de voyageurs à la perception des taxes sur le chiffre d'affaires.

5. Sur le plan institutionnel, après la fusion des exécutifs, il s'agit de réaliser la fusion des trois traités, celui de la C.E.E., celui de la C.E.C.A. et celui de l'Euratom, sans en édulcorer les éléments supranationaux qui devraient plutôt être renforcés autant que possible. Il faudrait notamment élargir les pouvoirs du Parlement européen, obtenir que les décisions soient prises à la majorité au sein du Conseil des ministres, renforcer l'indépendance de la Commission et son droit de présenter des propositions et assurer à la Communauté des ressources propres provenant des droits de douane et des prélèvements.

6. L'accroissement du Fonds agricole de la C.E.E., dont le budget annuel atteint des chiffres de l'ordre de 12 à 15 milliards, appelle de plus en plus impérieusement un contrôle parlementaire si l'on veut assurer la sauvegarde des principes démocratiques dans la C.E.E. Le Parlement européen doit donc être doté de véritables droits et devoirs législatifs et être élu au suffrage direct. Il est regrettable qu'en 1965, la proposition de loi présentée par le S. P. D. en vue de l'élection directe des 36 délégués européens allemands ait été rejetée, au Bundestag, par les partis de la coalition de l'époque.

Soucieux d'améliorer la structure démocratique de la Communauté, le S. P. D. souhaite en outre que les membres de la Commission soient élus et que les accords d'association soient ratifiés par le Parlement européen. Nous considérons que les sessions du Conseil des ministres de la C.E.E., institution communautaire dotée du pouvoir législatif, devraient être publiques, de façon que les responsabilités puissent être clairement établies.

7. La C.E.E., principal participant au commerce mondial, se doit d'assumer ses responsabilités à l'égard des pays en voie de développement en consentant à l'association des Etats africains qui la souhaitent.

8. Les concentrations d'entreprises et la définition des statuts d'une société commerciale européenne ne doivent pas être prétexte à des atteintes aux droits acquis par les travailleurs en vertu des législations nationales.

Le S.P.D. continuera de s'employer, au Bundestag et dans les assemblées parlementaires européennes, à la réalisation des Etats-Unis d'Europe. Il le fera non seulement pour des raisons économiques, mais surtout parce qu'il y voit une contribution à la paix en Europe et dans le monde.

(Communauté européenne, n° 4, avril 1969)

3. M. La Malfa parle de problèmes européens à l'université de Wellesley

Un symposium sur l'Europe s'est tenu à l'université de Wellesley, près de Boston.

M. Ugo La Malfa, secrétaire du parti républicain italien, a présenté à ce symposium un rapport dans lequel il fait le point sur les résultats enregistrés à ce jour par la politique communautaire et sur les problèmes économiques et politiques qui doivent encore être résolus. Après avoir illustré la croissance du produit national brut dans les pays de la Communauté et des échanges intra-communautaires, qui ont quadruplé depuis 1958, M. La Malfa a parlé du problème qui se discute aujourd'hui au sein de la Commission du Marché commun : faut-il ou non prolonger de deux ou trois ans la période transitoire ? M. La Malfa a montré que si l'on se pose cette question, c'est en raison de la situation politique générale et de l'influence que la controverse sur l'admission de la Grande-Bretagne a exercée sur les pays du Marché commun. En réalité, a déclaré l'orateur, le problème de l'admission de la Grande-Bretagne a profondément divisé la Communauté, opposant la France, d'un côté, à ses cinq partenaires, de l'autre. Cette situation, a souligné M. La Malfa, risque de porter un grave coup au processus d'unification européenne et de ralentir le rythme qui jusqu'à présent a été obtenu, dans le seul domaine économique il est vrai.

M. La Malfa a ensuite souligné que l'unification économique demande à présent la constitution d'un pouvoir supranational, fût-il limité à certains secteurs déterminés.

"Il est impossible, en effet, a conclut l'orateur, d'affronter le problème de la technologie nouvelle, mise en oeuvre par les Etats-Unis, sans que la Commission du Marché commun soit investie d'un quelconque pouvoir supranational. Ici, l'obstacle posé par la France gaulliste risque de faire perdre à l'Europe des années qui sont précieuses pour son progrès ultérieur".

(Europa, n° 14 du 5 avril 1969)

4. Plaidoyer de M. Hallstein pour l'unité de l'Europe

"L'Europe est condamnée à l'unité". C'est par ces mots que M. Walter Hallstein, ancien président de la Commission européenne, a conclu le 17 avril 1969 à Francfort-sur-le-Main une conférence sur les problèmes qui se posent en matière de politique économique et de politique de l'énergie européenne, conférence au cours de laquelle il a déploré, à la lumière du "défi américain" et de l'essor économique japonais, le morcellement de l'Europe et le manque de vigueur de l'effort d'unification.

Pour résoudre le problème, estime l'ancien président de la Commission de la C. E. E., il faudra recourir à une solution communautaire, impliquant à long terme l'adhésion de la Grande-Bretagne, et dont l'objectif devrait être non pas un protectionnisme européen, mais la compétitivité. Les réalisations américaines donnent la mesure de ce qui doit être fait.

"Il faut créer un vaste marché unifié et même instaurer une politique commune de commandes publiques, c'est-à-dire promouvoir au besoin l'établissement d'un marché artificiel si l'on veut assurer la rentabilité des nouvelles productions", a déclaré M. Hallstein. Toutes ces conditions sont loin d'être remplies en Europe. Il n'existe pas de véritable Marché commun.

M. Hallstein souhaite, d'autre part, un "marché commun de l'intelligence", ce qui suppose la reconnaissance mutuelle des diplômes. Pour que ce marché commun puisse devenir une réalité, il faudrait que chaque étudiant se sente chez lui dans n'importe quelle université et que les échanges internationaux de professeurs soient la règle et non plus l'exception.

Parlant du cloisonnement qui caractérise le secteur de l'énergie nucléaire, M. Hallstein a dénoncé la tendance à la création d'industries nationales. "Or, rien ne favorise davantage l'isolement national que la politique nationale de subvention", a-t-il déclaré. Les entreprises de dimensions excessives par rapport au cadre national seront toujours "les enfants chéris et partant, les enfants gâtés des politiques économiques nationales".

Lors d'une interview accordée le 2 mai 1969 à la "Stuttgarter Zeitung", M. Hallstein a déclaré que le départ de De Gaulle de la scène politique inaugurerait une nouvelle phase de la politique européenne et des relations franco-allemandes : "Le général était inconditionnellement attaché à l'idée de la primauté de son pays et partant, s'en tenait rigoureusement au principe des nationalités. Ce qui, pour lui, importait politiquement, du point de vue européen, c'était non pas l'existence d'un ensemble organisé, mais celle d'un système interétats suranné, sauvegardant la "souveraineté" des Etats participants. Les institutions des Communautés européennes l'irritaient. Il s'efforçait constamment, par l'intermédiaire de ses ministres et de ses fonctionnaires, de dénaturer les Communautés en portant atteinte à leurs principes constitutionnels (par exemple la position de la Commission et le vote majoritaire au Conseil de ministres) de façon qu'elles ne soient plus que le cadre d'une coopération inter-

gouvernementale à la mode ancienne. Il en résultait de dangereuses tendances à replacer les travaux européens sous le signe des nationalismes et de la diplomatie. Il serait inconcevable que la future politique européenne française continue de sacrifier avec la même rigueur à cette tendance. Toutefois, il ne faudrait pas trop escompter une volte-face immédiate et un retour sans réserve à la politique française classique, celle qui a inspiré, depuis Robert Schuman, les efforts d'unification du continent, ne serait-ce que parce que des problèmes intérieurs urgents vont s'imposer en priorité. Mais ce n'est pas se faire illusion que d'attendre de l'esprit européen du peuple français et particulièrement de la jeunesse, une influence croissante sur la politique. Le retour au respect absolu du traité dans les Communautés européennes n'exige d'ailleurs pas de redressements spectaculaires : il peut se faire de façon presque routinière, à la faveur du travail quotidien. En tout cas, le retrait du général de la vie politique active marque l'échec d'une tentative sérieuse et lourde de conséquences possibles de restauration du nationalisme en Europe. "

Au sujet de l'extension de la C.E.E. à la Grande-Bretagne et à d'autres Etats candidats à l'adhésion, le professeur Hallstein a déclaré : "les réticences françaises à l'égard de la Grande-Bretagne n'étaient pas, il faut malheureusement bien le reconnaître, l'aspect le plus impopulaire de la politique gaulliste. Sur ce plan non plus, il ne faut pas trop s'attendre à des revirements soudains et spectaculaires. L'avenir dépendra, à mon avis, de l'influence plus ou moins forte que l'opposition exercera désormais sur la nouvelle politique, ainsi que de la rapidité que pourront mettre les Anglais à mieux définir leur position quant aux questions institutionnelles. En tout cas, on n'aura pas à recourir à l'absurde argument de propagande selon lequel il s'agirait de se défendre ensemble contre le "géant" allemand".

M. Hallstein a longuement parlé de l'entente franco-allemande, à l'établissement de laquelle il a contribué en qualité d'ancien secrétaire d'Etat d'Adenauer. "L'entente et l'amitié franco-allemande", a-t-il déclaré, "sont profondément enracinées dans les deux peuples. On ne saurait tolérer que l'une ou l'autre péripétie de la politique française ou allemande ou un changement de régime y portent atteinte. Elles sont le fruit de la politique de Robert Schuman et avaient abouti, dans les années 50, à une coopération étroite qui n'a plus eu d'équivalent depuis lors. Leur consécration par le traité d'amitié franco-allemand a constitué un enrichissement sur le plan de la coopération amicale entre les deux pays, mais elle a aussi posé maints problèmes, car on n'avait pas toujours la même conception de la nature des services mutuels qu'impliquait cette amitié et ce, abstraction faite de l'idée, incluse à l'origine dans le traité d'amitié, d'organiser au sein des Communautés européennes une sorte d'alliance spéciale, idée que le Bundestag allemand a rejetée à juste titre. Il convient et il importe que nous puissions compter sur le maintien de ces relations, car elles sont et restent le fondement de l'intégration européenne. Il conviendrait de veiller, dans cet esprit, à ce que la politique allemande à l'égard de la France assure toute la coopération possible et souhaitable à l'occasion des changements qui s'annoncent. L'amitié franco-allemande est entrée

dans une phase nouvelle et positive. Il appartient maintenant à tous les hommes politiques responsables des deux pays de faire ensemble le tour de la situation".

(VWD - Europa, 18 avril 1969 ;
Industriekurier, 19 avril 1969 ;
Stuttgarter Zeitung, 3 mai 1969).

5. M. Vredeling critique la politique conjoncturelle

Au cours d'une réunion de la Fédération d'Utrecht du Parti du Travail, qui s'est tenue le 21 avril, M. Vredeling, membre de la Seconde Chambre, a critiqué la politique conjoncturelle du gouvernement néerlandais. La carence du Cabinet actuel a fait des Pays-Bas, au sein de la C.E.E., un foyer d'instabilité ainsi qu'une source d'inflation alimentée par la hausse des salaires et des prix. Loin de remédier à cette évolution, le gouvernement la favorise au contraire en relevant les accises et la taxe sur la valeur ajoutée, en continuant à réduire les impôts.

M. Vredeling a jugé sévèrement la manière dont le gouvernement a cru devoir lutter contre l'inflation qu'il n'a en réalité fait que favoriser par ses actes, a-t-il ajouté. A ses yeux, le Cabinet - c'est caractéristique - ne se préoccupe d'autre part pas de la situation du citoyen moyen. La limitation des prix a dû être obtenue de force. Pour M. Vredeling, le fait que le ministre De Block ait été maintenu après son échec au cours du débat sur les prix est révélateur de l'impuissance du Cabinet. M. Vredeling espère que le gouvernement adaptera de sa propre initiative le salaire minimum à la hausse des prix et qu'il ne faudra pas de nouveau lui arracher de force cette augmentation.

M. Vredeling estime qu'il est typique de la situation actuelle qu'alors que la Commission de la C.E.E. a mis les Pays-Bas en garde contre une réduction des impôts, M. Witteveen envisage quand même d'avoir recours à cette mesure.

M. Vredeling pense, en outre, que l'influence exercée à Bruxelles par les partis politiques progressistes d'Europe doit être renforcée, car c'est là en fait que sont décidées les majorations de prix dans les pays de la Communauté.

Les détenteurs de la puissance économique en Europe sont déjà parvenus à se mettre d'accord à Bruxelles. A présent, estime M. Vredeling, il appartient aux partis progressistes d'Europe de faire de même.

(Handels & Transport Courant, le 22 avril 1969)

6. Une conférence de Monsieur Robert Marjolin

M. Robert Marjolin, qui fut pendant dix ans vice-président de la Commission de la Communauté, a prononcé le 1er mai à Edinbourg une conférence sur l'unification de l'Europe, dont nous retenons les extraits suivants :

"1. Sauver la politique agricole commune

La politique agricole commune est en état de crise. Le danger est que la plus grande partie de l'activité de la Communauté, dans les années qui viennent, soit absorbée par l'agriculture, aux dépens de tâches tournées vers l'avenir.

Les Six doivent se mettre d'accord sur la façon de traiter ce problème et ils devront définir leurs politiques futures dans ce domaine, bien que je sois sceptique à l'égard de la possibilité, à ce stade, d'une solution qui embrasse l'ensemble du problème.

2. La candidature de l'Angleterre

La candidature de l'Angleterre : tout le monde admet que la vocation naturelle de celle-ci est de devenir membre de la Communauté européenne, mais cela ne rend pas les choses faciles dans l'immédiat. Ce problème divise la Communauté.

Si l'Angleterre ne devient pas membre du Club européen, la perspective d'un mouvement vers une unité politique de l'Europe est pratiquement inexistante.

Une solution positive et constructive dépend aussi du succès que remportera l'Angleterre dans son effort pour surmonter les difficultés qu'elle connaît depuis plusieurs années et qui seraient sensiblement aggravées si elle adoptait la politique agricole de la Communauté. Non seulement le coût de la vie s'élèverait en Grande-Bretagne, mais celle-ci devrait acheter sur le continent des quantités substantielles de produits alimentaires à prix élevés et transférer des sommes importantes au Fonds Agricole Européen.

Une autre partie du Traité de Rome, que la Grande-Bretagne éprouverait des difficultés à appliquer immédiatement, concerne l'abolition des contrôles sur les mouvements de capitaux.

Il y a peu de temps, on pouvait douter que le Royaume-Uni pût assumer, après un court délai, les obligations de l'union douanière pour les produits industriels. L'amélioration récente de sa balance des paiements et la perspective d'un surplus appréciable dans la seconde moitié de l'année, de même que les discussions en cours sur l'aménagement de sa dette extérieure, ont créé un climat favorable.

On arrive ainsi à la conclusion que l'Angleterre aura besoin, avant de devenir membre de la Communauté d'une période de transition qui pourrait être courte dans le cas de l'Union douanière, mais qui serait inévitablement de plusieurs années pour ce qui est de la politique agricole commune et de la libération des mouvements de capitaux.

Une série de questions surgit à propos de l'extension de la Communauté. Les Institutions du Traité de Rome, en particulier la Commission des Communautés européennes, seront affectées par cet événement. Leurs compétences et leurs pouvoirs feront l'objet de discussions entre les Etats au moment de la fusion des trois traités européens. On peut imaginer que le traité unique règle les problèmes qui se poseront au moment où le Royaume-Uni et d'autres pays se joindront à la Communauté.

La C.E.E. a actuellement six membres; elle en aurait dix si la candidature de l'Angleterre, de l'Irlande, de la Norvège et du Danemark aboutissait. Le nombre pourrait éventuellement s'élever à douze ou treize, si d'autres pays européens suivaient le mouvement.

En outre, discussions et décisions au sein du Conseil des ministres deviendraient plus difficiles, au moment où précisément le mouvement devrait être plus rapide, où de nouvelles questions, de nouveaux problèmes surgiraient de plus en plus nombreux. La proposition a été faite de limiter le nombre des membres à sept, les Six et l'Angleterre. C'est une façon facile de résoudre le problème, mais je ne la crois pas réaliste. Pourquoi et comment, par exemple, refuser au Danemark l'accès à la Communauté, alors que ce pays est prêt à en assumer immédiatement toutes les obligations, ce qui n'est pas le cas de l'Angleterre.

Une solution plus pratique pourrait consister en la création au sein du Conseil des ministres, d'un Comité exécutif composé des membres permanents et des membres tournants. On pourrait imaginer un Comité exécutif de sept membres, par exemple et une formule similaire pourrait être adoptée pour la Commission.

Une question importante est celle de savoir quelle serait à l'égard des Institutions la situation des nouveaux membres pendant la période de transition. Si la Grande-Bretagne est membre du Conseil, elle prendra part à des décisions qui ne l'affecteront pas pendant un temps qui pourra être long. Si elle ne siège pas encore au Conseil, des décisions pourront être prises sans elle qui toucheront à ses intérêts.

Ce que nous pouvons espérer de mieux est un concert des nations européennes prenant la forme de consultations à intervalles réguliers, entre les chefs de gouvernements, les ministres des Affaires étrangères, les ministres des Finances, etc..., quelque chose comme le plan Fouchet, que le Général de Gaulle avait proposé il y a environ huit ans. La pression que l'unité commerciale et un large degré de coopération économique exerceront sur les gouver-

nements, ainsi que la conscience d'une communauté d'intérêts étendus, devraient accélérer la réconciliation des différents points de vue et frayer la voie vers une fédération européenne".

Opera Mundi n° 510, 6 mai 1969

7. La position de la Suisse en Europe - Exposés de M. Celio, conseiller fédéral, et de l'ambassadeur Weitnauer

Au congrès du parti démocrate-libéral qui s'est tenu à Zofingen le 4 mai 1969, M. Nello Celio, conseiller fédéral, a traité de la position internationale de la Suisse. Il a tout d'abord parlé de la nécessité de l'extension des relations multilatérales entre les Etats et les continents et a constaté que jusqu'ici, le pragmatisme, fondé d'ailleurs sur de solides principes, qui caractérise la politique extérieure suisse a fait ses preuves.

Pour ce qui est de l'Europe, a poursuivi M. Celio, on peut se demander ce que sera désormais, après le départ de celui en qu'il'on disait voir le principal obstacle à la réalisation d'une Communauté européenne, la politique européenne. Une nouvelle politique extérieure française n'est pas exclue et l'idée d'une Europe allant jusqu'à l'Oural perdra certainement de sa force au profit de celle d'une Europe unie. La Suisse n'a guère à s'inquiéter du changement d'orientation qui pourrait s'opérer en France, car une Europe politiquement unie aura toujours intérêt à ce qu'existe une Suisse neutre, équipée militairement et animée de la volonté de se défendre contre toute menace.

Abordant ensuite la question de l'évolution économique de l'Europe, M. Celio a constaté que l'A.E.L.E. a mis à son actif, sans manifestations spectaculaires, des succès considérables. La Suisse, quant à elle, a su sauvegarder sa compétitivité à l'intérieur du Marché commun. Elle a cependant tout intérêt à ce que se constitue un marché européen libre et si possible un marché mondial libre, même si l'on ne peut escompter atteindre cet objectif en quelques années. En attendant, la politique suisse devra continuer à tendre à la conclusion d'accords multilatéraux et bilatéraux qui rapprochent la Suisse du Marché commun.

L'orateur a souligné à ce propos qu'il ne fallait pas se faire d'illusions quant à l'importance des problèmes qui s'opposent à l'adhésion de la Suisse au Marché commun; il s'agit incontestablement, en l'occurrence, de questions économiques et politiques qui affecteraient les fondements mêmes de l'Etat. En tout cas, la Suisse a été bien inspirée de sauvegarder jusqu'ici toute sa liberté d'action. "Pour que le peuple souverain puisse statuer sur les questions qui se posent, une adaptation progressive de nos structures sera tout aussi nécessaire qu'une information poussée", à conclu l'orateur.

Dans le cadre d'une rencontre organisée en France par la Chambre de commerce suisse, l'ambassadeur Weitnauer, délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux et aux missions spéciales, a fait le 13 mai 1969, à Paris, un exposé intitulé : "la Suisse et l'Europe de demain".

L'orateur a tout d'abord exprimé son scepticisme quant à la possibilité de créer des Etats unis d'Europe, scepticisme fondé sur la division de l'Europe en un camp occidental et un camp oriental. D'ailleurs, l'orateur ne croit pas que les peuples d'Europe soient prêts à renoncer aux droits de souveraineté dont ils se sont prévalus jusqu'ici. Rien n'indique encore un changement fondamental d'attitude des peuples européens. Il ne semble cependant pas que l'on doive renoncer à l'espoir d'une union politique de l'Europe. Alors que les deux grandes puissances, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, s'emploient ouvertement à rechercher un modus vivendi, "l'Europe Occidentale devrait - en tenant compte des leçons du passé - rétablir le "concert européen" des puissances, qui pourrait assurer la sauvegarde des intérêts des pays européens et pratiquer une politique commune sans qu'on doive pour autant créer un lourd appareil administratif".

Indépendamment du secteur politique, il faudrait aussi veiller au rapprochement dans le domaine économique. L'orateur a ensuite énuméré les différentes initiatives prises en ce sens au cours des dernières années et les succès considérables qui ont été obtenus, mais il s'est élevé contre la tentative qu'impliquait déjà la création de la C.E.E. d'atteindre à des buts politiques par le recours à la coopération économique. Les instruments économiques, estime M. Weitnauer, ne se prêtent absolument pas à la poursuite de ces objectifs. Il faut plutôt dissocier le politique de l'économique et s'employer sans relâche, dans le domaine économique, à l'élimination de ce qui continue d'entraver les échanges internationaux.

Sans se pencher davantage sur les moyens d'atteindre les objectifs qu'il avait définis, M. Weitnauer a ensuite parlé de la position de la Suisse quant au problème de l'unification européenne. Il a fait remarquer qu'en dépit de sa neutralité, qui reste la base de sa politique, la Suisse porte beaucoup d'intérêt à la coopération européenne non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique. C'est précisément sa neutralité qui assure à la Suisse certaines possibilités d'action dont les autres pays ne disposent pas. L'orateur a exprimé sa conviction que la Suisse neutre pouvait trouver la place qui lui revient dans une Europe aux structures modifiées, pour laquelle elle constituerait non pas un fardeau, mais au contraire, un enrichissement.

Pour ce qui est du secteur économique, l'orateur a souligné les liens étroits de la Suisse avec le monde et notamment avec l'économie européenne, deux tiers des exportations suisses étant destinées au continent européen et 80 % des importations suisses provenant des mêmes pays. Aussi la Suisse a-t-elle toujours approuvé et appuyé toutes les tentatives d'élimination des entraves aux échanges intra-européens. La constitution en Europe occidentale de deux blocs économiques distincts, la C.E.E. et l'A.E.L.E., est imputable à l'intrusion de la grande politique dans le domaine de l'économie. Cela étant, la Suisse n'a

qu'un seul but, contribuer au rétablissement de l'unité européenne. La Suisse est prête à s'adapter aux réalités du monde qui l'entoure; mais l'orateur condamne résolument la conception qui a cours dans de nombreux milieux de la C.E.E., en vertu de laquelle il faudrait réserver un traitement différent aux candidats à l'adhésion et aux pays neutres. C'est pourquoi M. Weitnauer place ses espoirs dans une attitude pragmatique et s'affirme convaincu que les membres de la C.E.E. et de la Commission de Bruxelles finiront par s'y rallier dès qu'il s'agira de trouver une solution à de nouveaux problèmes concrets.

(Neue Zürcher Zeitung, 5 et 15 mai 1969)

8. L'ambassadeur d'Israël auprès des Pays-Bas évoque l'association de son pays avec la Communauté européenne

Au cours de la réunion de la Chambre de commerce hollando-israélienne qui s'est tenue le 5 mai à Utrecht, M. Shimshon Arad, ambassadeur d'Israël auprès des Pays-Bas, a déclaré que son pays ne ménagerait pas ses efforts en vue de parvenir à un accord d'association avec la Communauté économique européenne. Le développement de l'économie israélienne est en effet tributaire de la conclusion d'un tel accord.

Le principal partenaire commercial d'Israël est la C.E.E., suivie de près par les Etats-Unis et les pays de l'A.E.L.E. Selon M. Arad, le déficit de la balance commerciale d'Israël a doublé en un an tant dans ses échanges avec les pays de la C.E.E. qu'avec les pays situés en dehors de la Communauté. Ce déficit croissant constitue par conséquent l'un des problèmes économiques les plus délicats d'Israël. La cause essentielle en est la situation exceptionnelle du pays. Du point de vue économique et social, trois facteurs déterminent les orientations du pays :

- les lourdes charges qu'il consacre à sa défense ;
- une immigration en progression constante ;
- la nécessité d'atteindre à un niveau élevé dans le domaine social et technologique.

La défense absorbe environ les trois quarts du revenu national : directement, par les montants énormes qui lui sont nécessaires pour couvrir les dépenses de l'armée active et indirectement, par le retrait des jeunes travailleurs du processus de production.

L'immigration intéresse principalement des personnes venant de pays hautement industrialisés qui, si leur apport en connaissances et expériences est assurément appréciable, n'en posent pas moins des exigences sociales élevées, la plupart de ces personnes venant de pays à niveau de vie plus élevé.

Enfin, il y a le développement de la science et de la technologie. Si le pays est en mesure de financer lui-même une partie des investissements indispensables à cet effet, il doit néanmoins faire appel aux capitaux étrangers pour la partie restante. C'est la balance commerciale qui en subit les plus lourdes conséquences. En 1968, les importations se sont accrues au point d'atteindre 1,75 milliard de dollars alors que les exportations ne s'élevèrent qu'à 1,1 milliard de dollars. Jusqu'à présent, ce déficit a pu être compensé par les excédents de la balance des paiements.

L'ambassadeur a déclaré que les investissements - qui sont nécessaires à la croissance économique - étaient évalués pour cette année à 3,4 milliards de livres israéliennes.

Selon M. Arad, Israël est favorable aux investissements étrangers. Diverses facilités ont été consenties à cet effet. C'est ainsi que des entreprises industrielles qui se spécialisent dans l'exportation bénéficient d'une subvention de 33 % de leurs investissements en machines et appareils, et de 20 % du montant qu'elles consacrent au développement local. Elles bénéficient en outre de facilités pour le conditionnement et le paiement des droits de douane. De plus, les pouvoirs publics accordent des prêts pour les investissements dans les régions du pays qui sont en voie de développement ou dont on encourage le développement ainsi qu'aux entreprises étrangères qui se spécialisent dans l'exportation.

L'ambassadeur a ensuite cité divers chiffres pour donner à ses auditeurs un aperçu approximatif de la vie économique du pays, d'ailleurs très pauvre en eau. En 1967, le produit national s'élevait à environ 12 milliards de florins. Depuis 1950, - alors qu'Israël venait de traverser une grave crise économique - cela représente une croissance économique de 150 % au total, soit un taux moyen de croissance supérieur à 9 % par an (Etats-Unis, 3,3 %, Danemark, 5 % et Japon, 9,6 %). L'agriculture intervient pour 8 % dans la formation du produit intérieur, l'industrie pour environ 25 %, le commerce et les services pour 18,5 %, les pouvoirs et les services publics pour 19 %, alors que l'industrie emploie 25 % de la population.

Enfin, M. Arad a souligné le rôle primordial que joue la C.E.E. dans le développement d'Israël. En 1968, 30 % environ des importations du pays provenaient de la C.E.E. et 26 % environ de ses produits étaient exportés vers les pays de la Communauté. La C.E.E. a une telle importance pour Israël, a-t-il déclaré, que mon pays ne relâchera pas ses efforts pour entrer dans la Communauté. M. Arad a exprimé sa reconnaissance pour le soutien que le peuple néerlandais et le gouvernement néerlandais ont toujours apporté à Israël en vue d'atteindre cet objectif.

(Handels & Transport Courant, 6 mai 1969)

9. Douglas Jay, MP : Restons en dehors de la Communauté des Six

Dans une lettre adressée à l'éditeur du Guardian, Douglas Jay (parti travailliste) écrit :

"Monsieur, comme vous l'écriviez fort justement hier dans votre éditorial, il serait extrêmement dommageable pour l'Angleterre d'entrer dans la C.E.E. Considérez la politique agricole ridicule menée par la Communauté qui maintient le beurre à un prix de 9 shilling la livre, voyez les prix d'autres produits alimentaires de première nécessité qui sont tout aussi exorbitants, cependant que les excédents qu'on ne peut écouler s'amoncellent. Voici un autre exemple : la politique sucrière de la C.E.E. grèverait la balance des paiements anglaise de 70 millions de livres et porterait un grave préjudice à plusieurs des pays les plus dévavorisés du Commonwealth. A faire ainsi gratuitement et continuellement pression pour élever le coût de la vie, on abandonnerait tout espoir de pouvoir contrôler les prix et les revenus, ou la valeur du sterling, ou encore de rééquilibrer la balance des paiements.

De plus, la politique agricole et alimentaire actuelle de la C.E.E. a une autre conséquence presque aussi désastreuse. Elle rend impossible toute modification du taux d'escompte sans menace de crise pratiquement insurmontable. Comme les prix agricoles de la C.E.E. sont fixés (quel humour !) en dollars US. une réévaluation du mark ou une dévaluation du franc français signifierait que les prix des denrées alimentaires libellés en marks baisseraient en Allemagne ou que les prix français libellés en francs augmenteraient (ou les deux à la fois si l'une et l'autre monnaies sont indexées au dollar). Une chute des prix en marks attirerait les foudres de l'agriculteur allemand et une hausse des prix français celles du consommateur français, déjà exaspéré. D'où la résistance de chacun des deux pays à corriger ses taux d'escompte et cette crise monétaire internationale qui en résulte. Si la Grande-Bretagne était devenue membre de la C.E.E. en novembre 1967, elle n'aurait pu dévaluer sans provoquer une flambée immédiate des prix des produits alimentaires et, par conséquent, elle aurait dû abandonner toute politique de revenu. La seule alternative eût été alors d'assister passivement à la fonte de nos réserves or.

En somme, c'est une évidence, les prix agricoles et les prix des denrées alimentaires de la C.E.E. sont impossibles à manipuler, et toute tentative pour les modifier serait préjudiciable à la Grande-Bretagne beaucoup plus qu'à tout autre pays."

(The Guardian, 7 mai 1969)

10. Prise de position de M. Sudreau sur l'Europe

A l'occasion d'une conférence organisée par la chambre de commerce française de Bruxelles le jeudi 8 mai, M. Pierre Sudreau, député P.D.M., proposa un plan de relance européenne en trois points :

- la convocation d'une "conférence générale européenne" pour l'année 1970 pour étudier les conditions d'admission de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, puis définir les méthodes et les étapes de l'unification européenne;
- le renforcement de la coopération entre les Six. Pour réussir, souligne M. Sudreau, une telle négociation doit être préparée. Pour ce faire, c'est-à-dire pour créer l'environnement propice à un nouveau bond en avant européen, le meilleur moyen est encore de poursuivre activement les travaux entrepris par les instances communautaires;
- des méthodes nouvelles. "L'Europe, déclare M. Sudreau, doit être présente partout." Ainsi un ministre de l'Europe devrait être désigné dans chaque Etat afin de favoriser en permanence les contacts entre les gouvernements intéressés. De même, les pouvoirs du Parlement européen, lequel serait élu au suffrage universel, devraient être renforcés. Enfin, les simples citoyens seraient appelés à participer davantage à la construction européenne en se prononçant par référendum sur les principaux problèmes soulevés par l'unification politique et économique.

(Le Monde, 10 mai 1969)

11. Hambourg et la C.E.E. - Déclarations de M. Weichmann, bourgmestre de Hambourg, et du Sénateur Kern, ministre de l'économie du Land de Hambourg, relatives au problème de l'intégration

Le 29 mai 1969, au cours de la réception donnée par le Sénat de Hambourg à l'occasion de la visite inaugurale de M. Soeren Christian Sommerfelt, ambassadeur de Norvège en République fédérale, le professeur Weichmann, bourgmestre de Hambourg, a déclaré que Hambourg avait demandé dès la création de la C.E.E. que les pays scandinaves et la Grande-Bretagne ne soient pas exclus de la Communauté. La ville hanséatique estime que ses intérêts sont solidaires de ceux de la Norvège.

M. Weichmann s'est ensuite préoccupé de la tentative des pays nordiques de constituer entre eux un grand ensemble intégré. La ville de Hambourg espère vivement que cette mesure n'aura pas pour effet de creuser davantage le fossé existant, ce qui est déjà bien regrettable, entre la C.E.E. et l'A.E.L.E., mais qu'au contraire, l'intégration de l'Europe s'en trouvera facilitée. Il est à souhaiter que ce concours de circonstances contribue à élargir les effets que l'intégration a déjà produits dans certains secteurs et à faciliter le déroulement de la phase suivante de l'évolution de l'Europe, à savoir l'intégration dans un vaste ensemble d'éléments plus considérables que les économies nationales.

Dans un discours sur "Hambourg et la C.E.E." prononcé à Hambourg le 29 mai 1969 devant le groupe socialiste du Parlement européen, le sénateur Kern,

ministre de l'économie du Land de Hambourg, a déclaré estimer que les dix années et plus d'existence de la C.E.E. avaient été bénéfiques pour l'économie hambourgeoise et que le dynamisme de la C.E.E. avait été pour Hambourg un facteur de développement qui lui aurait fait défaut s'il n'y avait pas eu l'intégration.

"Nous pensons toutefois", a ajouté le Sénateur, "et nous ne nous en cachons pas, qu'une intégration plus poussée, touchant un espace plus vaste, pourrait apporter au développement économique de notre région des impulsions plus fortes encore. L'amélioration qualitative de l'intégration peut être réalisée à la faveur de la transformation de la C.E.E. actuelle en une union économique. Ce qui nous intéresse plus particulièrement à cet égard, ce sont les progrès sur le plan du commerce extérieur des produits industriels et agricoles ainsi que dans les domaines de la politique énergétique, de la politique des transports et de la politique régionale".

Le sénateur a qualifié de favorables les perspectives qui s'ouvrent à Hambourg en matière de commerce extérieur, grâce notamment à l'accroissement des échanges avec la C.E.E. et le marché africain. Par contre, les effets de la politique agricole commune pour le trafic du port de Hambourg restent sujets à caution. Le niveau élevé des prix agricoles dans la C.E.E. a pour effet de relever le degré d'auto-alimentation au sein de la Communauté et les importations en provenance des pays tiers se trouvent réduites en conséquence.

Abordant la politique énergétique, le sénateur Kern a fait observer que la situation encore relativement défavorable du nord de l'Allemagne quant au coût de l'énergie constitue un handicap, sur le plan de la concurrence, par rapport à d'autres régions côtières d'Europe. La construction d'une centrale nucléaire permettra toutefois, au début des années 70, d'approvisionner la région de Hambourg en courant électrique bon marché. On envisage d'ailleurs déjà la construction d'une autre centrale nucléaire.

Evoquant la politique des transports, M. Kern a souligné que la croissance économique suscitée par la C.E.E. a entraîné une intensification de la demande de services au profit de tous les modes de transport. La ville de Hambourg, noeud de communications le plus important du nord de l'Allemagne, en bénéficie, et cette tendance devra normalement s'accentuer à la suite de nouvelles améliorations du réseau de voies de communication. Il importe toutefois d'éliminer les distorsions de concurrence qui jouent en faveur des ports du Rhin et de l'Escaut et au détriment des ports maritimes allemands.

Le sénateur Kern a ensuite fait un exposé des conceptions hambourgeoises en matière de politique régionale et a notamment déclaré ce qui suit : "Hambourg, zone de concentration, est comme isolée au centre d'une région susceptible d'être développée. Le rayonnement de cette zone est considérable. Il est permis d'escompter que le rendement économique global d'un investissement d'infrastructure effectué dans la zone de concentration serait supérieur au rendement d'opérations de mise en valeur du même ordre, mais portant sur une vaste aire géographique. Cet investissement se traduirait, en fin de compte, par un accroissement de la force d'attraction de toute la région nord-ouest de l'Allemagne".

Pour conclure, le sénateur a traité dans son exposé des répercussions de l'adhésion éventuelle de la Grande-Bretagne et des pays scandinaves à la C.E.E. Une C.E.E. ainsi élargie susciterait un renouveau économique dont Hambourg ne manquerait pas de profiter. C'est surtout sur le plan des relations commerciales qu'une C.E.E. élargie ouvrirait de nouvelles perspectives à Hambourg. Il semble bien qu'à de rares exceptions près, les nouveaux membres de la C.E.E. seraient des pays tenant beaucoup à pratiquer un commerce intensif avec des pays non-membres de la C.E.E. De ce fait, la position de ceux qui, à l'intérieur de la C.E.E., préconisent, comme Hambourg l'a toujours fait, le principe d'une politique commerciale libérale à l'égard des pays tiers se trouverait singulièrement renforcée. Il en irait de même pour ce qui est des relations économiques avec les pays de l'Europe de l'est et du sud-est.

(VWD-Europa, 29 et 30 mai 1969)

12. Déclarations du Sénateur J. Javits sur les problèmes atlantiques et européens

A l'occasion d'un voyage qui devait le mener à Paris, Bonn, Londres et Bruxelles, le sénateur républicain de New-York, M. Jacob J. Javits, membre de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat américain, a fait plusieurs déclarations sur les questions atlantiques et européennes.

Parlant le 29 mai à l'"American Club" de Paris, il proposait les étapes suivantes pour la construction d'une Communauté atlantique :

"- Il devrait être mis fin à la division de l'Europe occidentale en deux blocs commerciaux rivaux - la C.E.E. et l'A.E.L.E. - grâce à l'extension de la C.E.E. au Royaume-Uni et aux autres pays membres de l'A.E.L.E. candidats à l'adhésion. Il faudrait que les entraves non douanières au commerce soient démantelées sur une base de réciprocité... Il faudrait que les Etats-Unis abandonnent les restrictions aux investissements de capitaux d'outre-mer ainsi que leurs efforts pour assurer des quotas d'exportation "volontaires" pour protéger certaines de leurs industries nationales.

- De nouvelles mesures de coopération sont prévues en matière de technologie et d'enseignement..., (y compris) un pool technologique atlantique et une université atlantique...

- Des réformes du système monétaire international s'imposent d'urgence pour que les nations industrielles ne connaissent pas de crise de leur balance des paiements, d'une fin de semaine à l'autre...

- Il faut mettre fin à la vieille et irrationnelle tyrannie de l'or...

- A l'intérieur de l'alliance, l'harmonisation de la politique commerciale envers l'Europe orientale et l'Union soviétique devrait faire l'objet de consultations politiques élargies et constituer un élément de coordination de la politique concernant les problèmes Est-Ouest en général. "

Le 6 juin, le sénateur Javits déclarait, au cours d'une conférence de presse à Londres, "qu'aujourd'hui l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun pourrait être accélérée de deux ans s'il était possible d'organiser un financement international qui permette de surmonter les problèmes transitoires de l'économie. "

... Le sénateur Javits n'a pas caché que les sentiments politiques, sur les deux rives de l'Atlantique, étaient défavorables à ce que ce financement soit l'oeuvre des Etats-Unis.

Il a déclaré qu'il pensait à de nouveaux prêts du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de la Banque européenne d'investissement ou à quelque autre accord international.

Le sénateur Javits n'a pas précisé la somme qu'il estimait nécessaire. Il s'est borné à ajouter que ces crédits serviraient à résoudre des problèmes transitoires tels que les préférences commerciales du Commonwealth britannique, la modernisation de l'industrie britannique et les pressions internationales sur sa balance des paiements.

(International Herald Tribune, 30 mai 1969; 7/8 juin 1969)

13. Prise de position de Sir Con O'Neill sur la politique européenne et réponse de Lord Gladwyn

Dans un article publié par le Times, Sir Con O'Neill expose ses considérations tactiques en matière de politique européenne. Il écrit notamment :

"Nous pouvons maintenant reprendre les anciens chemins. Mais des voix se font toujours entendre qui, étant donné les circonstances, nous pressent de choisir le projet le plus ambitieux : l'union politique serait la plus satisfaisante et même (ce qui me paraît fort improbable) la plus facile à réaliser. Un premier obstacle ayant été éliminé, je n'aperçois pas l'intérêt de s'engager dans des procédures longues et ardues qui avaient été uniquement élaborées en vue de tourner cet obstacle. Le mieux est souvent l'ennemi du bien. Au fond, c'est toujours sur le Marché commun que nous devons parvenir à nous entendre.

En tout cas, la création d'une véritable union politique européenne comportant de nouvelles institutions et de nouvelles obligations supranationales me paraît à l'heure actuelle irréalisable et inutile; et je ne crois pas non plus qu'à l'heure

actuelle les gouvernements et l'opinion publique européenne la désirent réellement. Cela ne signifie cependant pas qu'une telle union ne puisse être l'ultime objectif, ni que les circonstances actuelles n'offrent aucun espoir de progrès politique, efficace, en direction d'une Europe unie.

...

Quel que soit le but final auquel ils aspirent, les gouvernements devraient se donner à tâche des objectifs dont ils aient les moyens. Une approche plus limitée du problème pourrait être en définitive plus fructueuse. C'est d'ailleurs la logique, et la méthode des Communautés européennes elles-mêmes...

La position adoptée par la France n'est pas la seule à retarder ou à empêcher l'ouverture de négociations. Les Communautés sont actuellement en plein désarroi. De nombreuses décisions qui auraient dû être prises ont été reportées; les Six auront à faire des efforts surhumains pour en terminer, comme ils le doivent, avec leur "phase transitoire", d'ici à la fin de l'année. La politique agricole commune, en particulier, impose désormais des charges onéreuses. C'est pourquoi un grand nombre de partisans de l'adhésion de la Grande-Bretagne, à commencer par les membres de la Commission, diront : "Pour l'amour du ciel, pas maintenant ! Nous sommes déjà débordés. Vous avez attendu trop longtemps; attendez encore un peu, laissez-nous d'abord la chance de nous sortir de la situation désastreuse où nous nous trouvons."

Seulement cette attente pourrait durer des années; c'est pourquoi j'espère que cette conception ne l'emportera pas. Elle me semble pessimiste et contraire aux intérêts européens...

Les difficultés liées à l'admission de nouveaux membres, combinées avec les difficultés propres de la Communauté seront considérables. Il conviendra donc de faire preuve d'imagination, de bonne volonté et d'habileté technique; peut-être sera-t-il nécessaire de faire une autre approche du problème, de prendre de nouveaux départs afin de surmonter toutes les traverses. Pour certains, y compris nous-mêmes, le coût de l'opération pourra s'avérer en définitive trop élevé, mais l'enjeu en vaut la peine et seule l'ouverture de négociations pourra prouver l'une ou l'autre chose".

Trois jours plus tard, lord Gladwyn, président de la "Campaign for European Political Community", lui répondait ainsi :

"Je pense que Sir Con a été mal influencé par la doctrine "classique" des "pères de l'Europe", selon laquelle toute organisation politique et militaire ne peut provenir que de la C.E.E., d'une C.E.E. élargie de manière à y inclure d'autres démocraties européennes acceptables... Mais que de choses se sont passées depuis 1958... !

A moins que tous les intéressés, et nous-mêmes, les premiers, ne fassent de nouveaux et considérables efforts pour accepter et appliquer tout au moins les réglementations communautaires du traité de Rome, nous continuerons probablement à manger de la viande de kangourou... D'ailleurs, nous n'avons guère d'intérêt à adhérer à la C.E.E.

Rien ne s'oppose à ce que tout en continuant à frapper à bon droit à la porte du Marché commun, nous prenions l'initiative d'appuyer, dans l'esprit de la récente déclaration anglo-italienne, la réunion d'une conférence en vue d'une communauté européenne politique et de défense qui pourrait se fondre un jour dans une communauté économique complétée et élargie.

Sir Con semble douter que cela soit possible dans la mesure où cela impliquerait au moins, ce qui est exact, l'acceptation par tous les intéressés d'un nombre d'institutions rudimentaires qui ne soient pas assujetties complètement à la règle de l'unanimité. Cela n'est pourtant pas impossible. Par exemple, certains gaullistes mêmes, avec qui je me suis entretenu, ne rejettent pas l'idée d'une commission européenne indépendante. Et il est presque certain que les giscardiens approuveraient la suppression de la règle de l'unanimité dans des domaines rigoureusement définis, mais très importants, tels que celui de la standardisation des armements. Je crois même que dans le nouveau climat qui règne aujourd'hui, il y aurait de grandes chances de parvenir à un accord en ce qui concerne l'octroi de certains pouvoirs limités à une assemblée désignée ou, ultérieurement, élue au suffrage direct.

Tout cela pourrait aboutir dans un proche avenir à l'harmonisation des politiques étrangères et des politiques de défense et à la formation au Conseil de l'O.T.A.N. de cette sorte de "noyau" de défense européen, qui est depuis longtemps souhaité par les Américains et M. Healey. Ce n'est pas là, je le répète, une utopie d'intellectuels et d'idéalistes : c'est un programme "minimum" parfaitement réalisable qu'il faut bien distinguer du programme "maximum" plutôt téméraire de Fränz Josef Strauss.

On aurait pu croire que le problème de la Tchécoslovaquie et les difficultés rencontrées par les Américains, pour ne pas parler de l'énorme prépondérance des forces du Pacte de Varsovie sur les alliés en Allemagne, auraient fatalement conduit à une action concertée.

Dans la même question, votre correspondant allemand écrit : "... le chancelier Kiesinger a proposé que les problèmes purement politiques soient soustraits à la compétence du Marché commun et confiés à ce qu'il a appelé un "noyau" d'Etats prêts à la constitution d'un système fédéral."

Si le chancelier allemand peut aller aussi loin, pourquoi Sir Con ne le pourrait-il pas ? Il pourra faire des objections à propos de l'adjectif "fédéral", mais tout dépend de ce que l'on entend exactement par là. En tout cas, il est un fait indéniable, c'est que la nécessité d'une action collective des démocraties européennes occidentales s'impose avec urgence dans le domaine des affaires étrangères et de la défense. Je crois pour ma part qu'il est sûr que nous pourrions y parvenir beaucoup plus rapidement qu'à l'élargissement du Marché commun."

(Times, 4 et 7 juin 1969)

14. Prise de position de M. Mackintosh sur la politique européenne de la Grande-Bretagne

Dans une lettre au "Times", M. Mackintosh, député travailliste de Berwick et East Lothian, s'exprime de la façon suivante au sujet de la politique européenne de son pays :

"... Le fond du problème, c'est qu'à la différence de leurs partenaires du continent, les hommes politiques britanniques n'ont guère été incités à donner la priorité à la politique étrangère. Nous nous sommes toujours occupés presque exclusivement, comme notre presse, de nos affaires intérieures. Si cela ne tirait guère à conséquence lorsque la Grande-Bretagne était en mesure de faire pour ainsi dire ce que bon lui semblait sur le plan de la politique internationale, cette attitude est devenue dangereuse, du fait qu'elle empêche notre pays de s'adapter à sa nouvelle situation de puissance affaiblie.

Tous les membres du Parlement n'ont pas encore pris conscience du fait fondamental suivant : d'une part, l'Union soviétique est en mesure d'envahir, si elle le veut, l'Europe occidentale, et d'autre part, les pays situés à l'ouest du rideau de fer ont le choix entre s'associer pour former un bloc économique et politique capable de prendre en mains ses propres destinées ou devenir des Etats vassaux de l'Amérique.

Qui plus est, on ne conservera pas indéfiniment la possibilité de faire un choix entre l'unification de l'Europe et la poursuite du processus d'américanisation. L'afflux des capitaux américains se poursuit, l'écart technologique s'aggrave et il devient de plus en plus difficile de créer une Europe qui soit en mesure de pratiquer une politique d'indépendance. Il faudra donc de toute façon, pour choisir l'Europe, faire un plus gros effort de volonté. C'est ainsi qu'on acceptera évidemment plus volontiers de se donner un commandement militaire américain qu'un commandement militaire français, que des rachats d'entreprises par les Américains inquiètent moins que le capital allemand et qu'il est beaucoup plus facile d'envisager le transfert de la recherche théorique à Harvard que l'idée d'une université européenne à Florence.

Il n'empêche que le principe d'une politique européenne a été accepté par les deux principaux partis britanniques et il est presque certain qu'il vaut mieux éviter d'envisager de nouvelles initiatives dans le sens de l'union politique avant que nous ayons adhéré au Marché commun. De toute façon, et eu égard notamment à la situation du gouvernement sur le plan intérieur, la première chose à faire est de signer le traité de Rome, puis de s'employer à vaincre les méfiances et à construire sur cette base".

(Times, 7 juin 1969)

15. Une interview de M. V. Leemans à propos de la position actuelle de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la Communauté

Dans une interview accordée à un quotidien belge, le 16 juin 1969, M. Leemans, sénateur belge et membre du Parlement européen, a fait part de ses impressions à la suite de son voyage en Grande-Bretagne avec une délégation de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques du Parlement européen.

Cette délégation s'est rendue en Grande-Bretagne à l'invitation du Foreign and Commonwealth Office, en vue d'avoir des contacts avec des industriels et des techniciens anglais.

De l'avis de M. Leemans, les Britanniques désirent concentrer leurs efforts de rapprochement vers la C.E.E. sur certains points. Ils ne tiennent pas tellement à une intégration complète au Marché commun et se fixent des objectifs plus aisés à obtenir : une union douanière et une coopération technologique. Les problèmes que pose l'intégration économique présentent pour eux des difficultés très grandes. M. Moonman, représentant socialiste du Parlement britannique, qui participait aux débats de la délégation du Parlement européen, a d'ailleurs déclaré ouvertement que la coopération technologique lui paraissait plus importante que l'union économique et politique. Ce qui les intéresse au premier chef est de pouvoir pénétrer sur le marché des Six.

(De Standaard, 16 juin 1969)

III - ORGANISATIONS ET GROUPES D'INTERET

1. Les industriels belges et le renouvellement de la Convention de Yaoundé

La Fédération des industries belges (F.I.B.) a élaboré, à l'intention du gouvernement belge, un avis sur le renouvellement de la Convention d'association de Yaoundé.

La F.I.B. évoque en premier lieu le cadre géographique et la durée de la nouvelle Convention : "En ce qui concerne le regroupement en une seule convention du statut d'association des 18 pays africains de Yaoundé, le Nigéria et l'Est africain, le secteur privé belge ne s'oppose pas à une telle formule. De manière générale, il souhaite toutefois que le régime d'association soit défini en toute clarté et avec un maximum d'homogénéité, sans que l'association de nouveaux pays africains ne constitue des charges trop lourdes pour la C. E. E., ni la dilution de l'aide financière et technique communautaire dans un trop grand nombre de pays bénéficiaires.

Dans le but de rendre homogène le statut de l'association de pays différents, il faudrait prévoir un accord cadre, non limité dans le temps, qui contiendrait un certain nombre de principes généraux de coopération et notamment des dispositions concernant le régime des investissements privés, le droit d'établissement, les services et les mouvements de capitaux. Une telle formule pourrait déboucher graduellement sur des formules d'application mondiale ou continentale.

Cet accord cadre serait complété par des conventions particulières d'application à négocier avec des pays, des groupes de pays et contenant des dispositions concernant le régime des échanges et les aides financières.

Pour ces conventions particulières, il est suggéré que la durée en soit limitée dans le temps ; pour certains, la durée de cinq ans, qui a été celle de la Convention de Yaoundé, est apparue comme trop brève."

A propos du régime des échanges commerciaux, la F.I.B. demande, pour les produits industriels, que

- "- d'une part, la franchise tarifaire soit accordée aux produits originaires des E. A. M. A. , avec clause de sauvegarde, comme dans la situation actuelle,
- d'autre part, les restrictions à l'importation dans les Etats associés soient soumises à certains critères à discuter et qui tiendraient compte de la nécessité d'un élargissement réciproque des courants d'affaires. Ces restrictions, pour autant que leur maintien ou leur instauration se justifie par la

protection d'industries naissantes, doivent être limitées dans le temps et dégressives, conditionnées par les véritables chances de réussite d'une activité locale et conques dans les limites de possibilités de gestion et d'exécution des administrations locales compétentes".

Pour les échanges internationaux des produits agricoles, la F.I.B. souligne qu'une mise en ordre à l'échelon mondial devient sans cesse plus nécessaire. Sans remettre en cause les possibilités d'accès des produits agricoles des E. A. M. A. sur les marchés de la C. E. E. , elle voudrait, cependant, éviter que les industries transformatrices de la C. E. E. ne se trouvent dans une situation de compétition désavantagée par rapport à celles d'autres pays, du fait des différences dans le coût d'approvisionnement.

Les industries belges attirent l'attention sur un aspect moins souvent évoqué du développement des E. A. M. A. , à savoir les échanges commerciaux intra-E. A. M. A. Elles estiment opportun d'insister auprès des négociateurs de la C. E. E. pour qu'ils demandent aux E. A. M. A. d'accorder, entre eux, des préférences tarifaires, dans un plus grand nombre de cas, afin de stimuler de plus amples courants d'échange entre les Etats associés.

Dans ce même ordre d'idées, la liberté devrait être laissée aux E. A. M. A. d'organiser des unions douanières et des organisations de marchés inter-Etats et de conclure des accords avec d'autres pays en voie de développement.

A propos de l'aide technique et financière, la F.I.B. estime qu'il convient de maintenir les aides destinées à l'amélioration de la production agricole, tant dans leur nature que pour leur montant. Elle propose que les aides en vue de pallier les conséquences de la détérioration des prix de produits agricoles exportés par les E. A. M. A. soient maintenues et plafonnées comme le suggère la Commission, sans en exclure aucun produit agricole. Elle approuve encore les aides en vue de favoriser la commercialisation et la promotion des ventes des produits agricoles des E. A. M. A. et précise que cette aide devra être définie en collaboration avec les organisations professionnelles compétentes des E. A. M. A. et des pays de la C. E. E. Elle voudrait éviter que l'on aboutisse à des procédures dirigistes et à la perturbation des circuits commerciaux normaux.

La Fédération marque son accord sur les autres types d'aide dans les domaines agricole et industriel, dans le domaine de l'infrastructure, économique et social, et dans celui de la coopération technique ; elle apporte à ce sujet un certain nombre de précisions.

La F.I.B. aborde ensuite, dans son avis, les modalités et les techniques de l'aide financière européenne. A propos des conditions de l'aide financière, elle écrit : "Le second F. E. D. prévoyait une prédominance des dons par rapport aux prêts. Il est souhaitable, qu'en général, celle-ci soit maintenue lorsqu'il y a des risques de déséquilibrer la balance des paiements des E. A. M. A. et de rendre insupportables les charges financières des investissements que

cette institution finance. C'est dire qu'il conviendrait que l'aide européenne soit adaptée aux conditions financières régnant dans le pays bénéficiaire.

Les prêts seraient réservés, avant tout, aux projets susceptibles de dégager, eux-mêmes, les revenus nécessaires au remboursement du principal et au paiement des intérêts ; en cas de besoin, les conditions des prêts pourraient être améliorées grâce à des bonifications d'intérêts ou à des subventions.

L'octroi de prêts spéciaux, à des conditions de faveur, alloués pour le financement d'infrastructures ou de projets productifs, dont la rentabilité est lente, serait subordonné à la possibilité pour l'Etat bénéficiaire de supporter les charges en découlant, compte tenu de ses autres engagements".

Elle souhaite, en outre, une coordination des aides : "Il est admis que les moyens des aides bilatérales, multilatérales et internationales sont insuffisants lorsque les besoins immenses des pays en voie de développement sont pris en considération. Il appartient donc aux pays et organismes donateurs de reconnaître la nécessité de concentrer leurs efforts sur des réalisations économiquement ou socialement utiles dans un cadre géographique économiquement viable et d'assurer le maximum d'efficacité à leur assistance technique et financière. La logique exige, par conséquent, une coordination de toutes ces aides qui devraient s'intégrer dans des programmes de développement harmonisés".

A propos des investissements privés, la F.I.B. écrit : "La Convention d'association de Yaoundé ne paraît pas avoir examiné, d'une façon approfondie, cette matière. Le résultat a été que l'aide financière prévue n'a pas constitué le stimulant et le soutien nécessaires pour que des initiatives privées se réalisent dans le domaine industriel ou de la grande exploitation agricole.

Sans méconnaître l'importance et l'utilité des aides publiques, nationales, multilatérales ou multinationales, et leur nécessité pour la réalisation des infrastructures économiques et sociales, il serait indiqué, dans la recherche d'un développement accéléré, de recourir beaucoup plus à l'initiative privée, pour la mise sur pied, l'organisation et le fonctionnement d'entreprises produisant des biens ou certains services, particulièrement dans les activités soumises à des impératifs de rentabilité".

Une participation plus active et plus généralisée du secteur privé ne serait possible que grâce à la généralisation ou l'adoption par tous les E. A. M. A. d'un code des investissements et de conventions d'établissement d'un modèle uniforme. La F.I.B. décrit, de manière étendue, les conditions de cette participation. Elle suggère que soit apportée aux investissements privés une garantie plus large contre les risques politiques. Elle estime donc souhaitable que la Convention d'association prévoie la création d'un fonds de garantie des nouveaux investissements privés contre les risques politiques. Ce fonds pourrait être alimenté par des versements des pays de la C.E.E. et des Etats associés. La F.I.B. envisage, en outre, l'instauration d'un organisme européen de réassurance.

(Bulletin de la Fédération des Industries belges, n° 10, 1969)

2. Mémoire de l'industrie sidérurgique néerlandaise à l'intention de la Commission européenne

"Une politique européenne dynamique de l'acier doit être orientée vers un renforcement de la capacité concurrentielle de la sidérurgie de l'Europe. L'industrie sidérurgique européenne étant encore en plein développement, il ne faut pas la situer dans le secteur traditionnel, mais la considérer comme une industrie clé". Telle est la conclusion d'un mémoire sur la politique européenne de l'acier qu'un représentant de l'industrie sidérurgique néerlandaise a remis à la Commission de la C. E. E. Selon ce mémoire, la structure de cette industrie est faible en Europe et il faudra, à l'avenir, totalement changer de politique dans ce secteur. Trop longtemps, on a laissé subsister, en leur accordant toutes sortes d'aides, des entreprises qui accusaient des pertes et qui, en réalité, n'étaient même plus viables, ce qui a considérablement gêné la bonne marche d'entreprises durables.

"La Commission européenne devrait coordonner les programmes nationaux de l'industrie de l'acier. Les différents pays devraient se mettre d'accord pour s'interdire toute mesure de politique commerciale qui protégerait leur propre sidérurgie en portant atteinte à la libre circulation des marchandises."

L'industrie sidérurgique néerlandaise approuve la tendance actuelle à la concentration et à l'accroissement des dimensions et estime, dans cet ordre d'idées, qu'il convient de débarrasser la politique concurrentielle d'un certain nombre de conceptions périmées. Il n'est pas réaliste, à ses yeux, de concevoir le marché commun de l'acier des Six sans tenir compte du marché mondial. Elle estime aussi que dans la coopération entre les entreprises, ce n'est pas la forme juridique de l'opération qui importe, mais son résultat sur le plan économique. Une bonne politique de concurrence ne doit lutter que contre les cartels traditionnels (parce qu'ils mettent les entreprises non rentables à l'abri des effets de la concurrence), elle ne peut, cependant, jamais entraîner une saine coopération entre les entreprises.

Le mémoire néerlandais déclare que la coordination des investissements, indispensable pour éviter une surcapacité, ne peut, cependant, jamais faire obstacle aux initiatives de l'entreprise, ni revêtir la forme d'un dirigisme paralysant. Elle doit être volontaire, rester souple et reposer, en partie, sur la collaboration entre la Commission européenne et les intéressés. La Commission devrait, d'ailleurs, plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, mettre les informations relatives aux investissements à la disposition de ces derniers, afin que chacun puisse tenir compte des projets des autres.

Enfin, le mémoire se prononce contre la rigueur excessive de la politique des prix pratiquée jusqu'à présent dans le Marché commun. Il se prononce aussi contre le système de prélèvements sur les prix et émet l'avis que les fonds ainsi récoltés devraient servir à financer la recherche technologique.

(Handels & Transport Courant, 9 avril 1969)

3. L'Institut Allemand de l'Industrie demande une réforme de la politique agricole de la C. E. E.

Dans une étude du 16 avril 1969, intitulée "La politique agricole de la C. E. E. en discussion - Perspectives du Plan Mansholt", l'Institut Allemand de l'Industrie, qui défend par ses écrits les intérêts des employeurs industriels, constate que l'alimentation est trop chère en Europe.

Au cours de l'exercice 1968-69, les dépenses ont frôlé pour la première fois la limite des 10 milliards de DM. De ce montant, 3,7 milliards sont à la charge de la République fédérale ; les restitutions dont elle bénéficie étant de 2 milliards, sa contribution nette est de 1,7 milliard de DM. Si les charges financières de la politique agricole de la C. E. E. sont considérées, à l'heure actuelle, comme "encore supportables", l'Institut estime que la dynamique irrésistible inhérente à cette évolution est inquiétante.

A l'heure actuelle déjà, les subventions publiques, accordées par l'intermédiaire du Fonds agricole de la C. E. E., atteignent quelque 10 % de la valeur de la production agricole, qui, selon les dernières statistiques officielles disponibles, a atteint environ 84,8 milliards de DM en 1966.

Cette année, la politique agricole de la C. E. E. sera encore soumise à de dures pressions, en raison notamment

- des discussions auxquelles on peut s'attendre dans le domaine de la politique monétaire et qui, en ce qui concerne la fixation des prix agricoles communs en unités de compte (u. c.), pourraient constituer une menace directe pour le marché commun agricole, et
- de l'entrée en vigueur de la réglementation définitive du financement de la politique agricole commune à partir du 1er janvier 1970.

Dans son rapport, l'Institut ajoute, entre autres, les commentaires suivants :

"Ces deux problèmes jetteront bientôt une ombre sur les plans de réforme à long terme. Dans le financement définitif, le principe de la "responsabilité financière commune" en matière de politique des marchés agricoles sera déterminant. Le point de départ de toutes les considérations sera le "fondement politique" sur lequel repose l'économie de la C. E. E. Au moment de la conclusion du traité, ce fondement était constitué par le degré d'auto-provisionnement agricole relativement faible de l'Italie et, surtout, de la République fédérale, par rapport aux pays du Benelux et à la France qui avaient des excédents agricoles. Ce besoin d'approvisionnement de la République fédérale a été l'un des principaux motifs de l'acceptation des traités de Rome par la France.

Par la suite, lors des négociations de Bruxelles, la France veilla à ce que les progrès réalisés dans le secteur industriel s'accompagnent de progrès équi-

valents dans le secteur agricole. Ce fut le cas, en particulier lors des longues négociations pour la mise en place de l'union douanière dans le secteur industriel et, antérieurement, à propos du Kennedy round dans le cadre du G.A. T. T. Toutes les décisions importantes, en matière de politique d'intégration, y étaient directement liées.

C'est surtout la France qui restera inébranlablement fidèle au principe du "développement équilibré de la Communauté" et de la "responsabilité financière commune" des Etats membres dans la politique agricole. Nous ne pouvons ignorer les bases politiques de l'économie communautaire sans remettre en cause l'existence de la C. E. E. La France dispose, au sein de la C. E. E., du potentiel agricole le plus important. En outre, la fraction de la population occupée dans ce secteur étant notablement plus élevée en France (18 %), l'agriculture joue dans ce pays, sur le plan de la politique intérieure, un rôle plus important qu'en République fédérale où cette fraction n'est que de 10 %.

Pour l'économie allemande, il eût, sans doute, été préférable que le principe de la solidarité des Etats membres et, en même temps, celui de la responsabilité financière commune, fût appliqué aussi dans le domaine de la C. E. C. A. L'intégration économique de l'Europe en aurait été favorisée. Il ne faut pas qu'en politique agricole l'Allemagne use encore du slogan politique de la "présentation anticipée". C'est une accentuation négative, une conception étrangère au traité et, de surcroît, illogique qui a été empruntée au droit civil et dont on veut se servir pour exciper de l'inaccomplissement du contrat. Ce slogan est à rejeter si l'on ne veut pas s'exposer au reproche d'être enfermé dans un mode de pensée national. D'une manière générale, l'agriculture allemande aussi a tiré des avantages de la C. E. E. De 1958 à 1967, dans le secteur des produits agricoles transformés, le produit des ventes s'est accru de plus de 8 milliards de DM ; au cours de la même période, les importations de produits transformés d'origine animale n'ont augmenté que de 1,7 milliard de DM.

En dépit des nombreuses critiques que l'on peut adresser à la politique agricole de la C. E. E., le fait demeure que les décisions prises à Bruxelles, en matière d'agriculture, sont des décisions politiques. Ces décisions ont conduit à d'importants abandons de souveraineté nationale en faveur d'accords supranationaux. La politique agricole n'est plus décidée au sein des parlements nationaux, mais au siège de la Communauté à Bruxelles. On peut même aller jusqu'à dire que la politique agricole et l'union douanière industrielle sont les liens les plus puissants de la C. E. E.

Les propositions de la Commission ont, de même que le programme agricole du gouvernement fédéral, donné lieu à une vive discussion au sujet de l'indispensable réforme de la politique agricole de la C. E. E. Ces deux documents, qui, à maints égards, se complètent et sont identiques par leur tendance, offrent aux agriculteurs tout un éventail de possibilités de développement et de reconversion. Tous les intéressés peuvent décider sous leur entière responsabilité et en pleine liberté.

Au terme de toutes ces considérations se pose une question fondamentale : une conception de l'agriculture aussi large est-elle réalisable politiquement au sein de la C. E. E. ? L'intégration européenne doit retrouver son élan initial ; cela nécessite aussi le rétablissement des compétences de la Commission exécutive définies dans le traité. Cette question se justifie, car jusqu'ici une conception de l'agriculture aussi vaste n'a encore pu être réalisée en un temps aussi relativement court dans aucun des Etats membres. La République fédérale, qui, comparativement à la France et à l'Italie, dispose déjà d'une structure agricole relativement favorable, vient seulement de commencer à mettre en oeuvre le programme agricole du gouvernement fédéral.

Il est très probable que les divergences au Conseil de ministres provoqueront une confrontation entre les pays qui souhaitent recevoir d'importantes subventions financières et leurs partenaires qui devront les payer. Pratiquement, cela déboucherait, en partie, sur une compensation financière à l'intérieur de la Communauté. En Allemagne, la question de la compensation financière entre les Etats fédéraux entraîne depuis des années des discussions politiques semblables. Cette compensation financière apparaît d'autant plus problématique à l'intérieur d'une communauté aux structures lâches telles que la C.E.E. qui jusqu'ici reste limitée à une union douanière industrielle assortie d'une politique commune en matière de marchés agricoles.

En dépit de ces considérations, les plans de réforme de la Commission, qui ont été mûrement réfléchis et qui sont adaptés au développement futur de l'Europe, doivent être envisagés, indépendamment du secteur agricole, comme moyen de faire passer la C. E. E. du stade de l'union douanière et agricole à celui d'une communauté économique. Vue sous cet angle, la politique agricole commune pourrait, en raison de son importance politique, permettre de réaliser de nouveaux progrès sur la voie de l'intégration européenne."

(Handelsblatt, 17 avril 1969 ;

Frankfurter Allgemeine Zeitung, 17 avril 1969)

4. "Le destin industriel de la France doit se jouer dans le cadre de l'unité européenne" déclare M. Paul Huvelin, président du Centre national du patronat français

Le 22 avril 1969, M. Paul Huvelin, président du C. N. P. F., était l'hôte d'un dîner-débat organisé par la jeune Chambre économique. Le thème du débat était : "La France a-t-elle un destin industriel ?" A cette question, M. Paul Huvelin a répondu affirmativement : "Ce destin, a-t-il dit, est la clé de son évolution économique, sociale, humaine et culturelle".

"Ce n'est d'ailleurs qu'en développant son potentiel industriel que notre pays pourra, notamment, donner une activité aux jeunes."

"La recherche d'un cadre général de développement passe par le renforcement de la Communauté européenne. Un large marché, tel celui de 200 millions de consommateurs offert par les Six, est nécessaire comme prolongement de celui, trop restreint, que constitue aujourd'hui notre pays. Mais l'ouverture des frontières engage les Etats, les entreprises et les hommes qui y travaillent dans une compétition globale. Elle les incite à reconsidérer leur stratégie et à s'adapter en permanence à une évolution qui touche également le commerce et l'agriculture."

"Ce vaste marché, qui nous est nécessaire, appelle, au-delà d'une simple union douanière, l'égalité des conditions de concurrence, donc les harmonisations et les politiques communes prévues par le traité de Rome. Les efforts engagés depuis plusieurs années doivent être poursuivis et accentués, notamment en ce qui concerne la suppression des entraves à la libre circulation des marchandises, une coordination économique et monétaire, une harmonisation des législations sociales et fiscales, une adaptation des structures agricoles. Il est également indispensable de procéder à la définition et à la mise en place d'une politique industrielle portant sur la recherche, les entreprises de pointe, les reconversions, le statut de société commerciale européenne et une meilleure définition des règles de concurrence."

"Ces structures économiques, élargies à la dimension de l'Europe, doivent s'appuyer sur un développement de l'industrie partout où cela est possible. Cela suppose pour les jeunes et pour les adultes des possibilités de formation professionnelle adaptée aux besoins locaux et favorisant la reconversion de la main-d'oeuvre agricole et son intégration à une vie industrielle."

(Le Nouveau Journal, 24 avril 1969)

5. La conférence au sommet du Benelux à la Haye

La conférence au sommet du Benelux, ajournée à plusieurs reprises, a finalement eu lieu les 28 et 29 avril à la Haye, en présence des premiers ministres des Pays-Bas, de Belgique et du Luxembourg, des ministres des affaires étrangères, des affaires économiques et de différents autres ministres et secrétaires d'Etat des trois pays. La conférence avait été organisée dans le but de prendre des mesures en vue de formuler de façon plus précise les objectifs du traité du Benelux et d'arrêter des décisions communes notamment en matière de libération des échanges de marchandises, de coordination des politiques économiques, financières et sociales, ainsi que dans le domaine de la politique commerciale commune.

Dans son discours inaugural, M. De Jong, premier ministre des Pays-Bas, qui présidait la réunion, a déclaré que les décisions prises au cours de la conférence auraient également des répercussions importantes pour l'Europe tout entière, du fait que les pays du Benelux en font partie intégrante. "Il est,

en effet, préférable de disposer de trois maillons forts dans la chaîne européenne plutôt que de trois maillons faibles", a-t-il ajouté.

M. Werner, premier ministre luxembourgeois, a estimé que la coopération entre les pays du Benelux trouve également sa signification dans le fait que des pays d'importance moyenne, comme la Belgique et les Pays-Bas, et des petits pays comme le Luxembourg, y voient un moyen de décider, eux-mêmes, de leur propre sort, dans le domaine de la politique étrangère. M. Werner a proposé que les pays du Benelux adoptent une attitude commune sur les problèmes d'intégration européenne. "Le Benelux se doit", a-t-il ajouté, "d'évoluer parallèlement avec les Communautés européennes et d'en être un moteur".

Au cours de la conférence, les gouvernements du Benelux ont décidé :

- de supprimer les formalités aux frontières intérieures au plus tard le 1er novembre 1970, à l'exception toutefois des formalités relatives à la taxe sur la valeur ajoutée, qui ne seront abolies qu'au 1er juillet 1971 ;
- d'instaurer un territoire douanier unifié ; d'unifier les régimes des impôts indirects et des modalités d'application en la matière ; de transférer vers l'intérieur des trois pays les bureaux d'enregistrement des formalités douanières et des paiements relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée ; de supprimer les autorisations et formalités nécessaires pour les produits industriels et agricoles ; de supprimer le contrôle statistique aux frontières intérieures et de mettre en oeuvre une coopération étroite dans les domaines administratif et juridique ;
- de renforcer, parallèlement à la suppression des frontières intérieures, la coordination des politiques économiques, financières et sociales. Dans ce contexte, on pense notamment à la politique énergétique, à la politique des investissements industriels et à la politique portuaire, à la politique conjoncturelle et à la politique économique à moyen terme, aux réseaux routiers, aux transports de marchandises, à l'aménagement du territoire, aux transports aériens et au tourisme ;
- d'instituer, pour une durée limitée, un "collège d'encouragement", qui aura pour mission de présenter au Comité des ministres du Benelux les propositions les plus appropriées pour parvenir à la réalisation intégrale de l'union économique. Ce collège sera composé de six membres, dont les noms seront communiqués ultérieurement ;
- que le Comité des ministres du Benelux tiendra, annuellement, une conférence ordinaire, au niveau des Chefs de gouvernement, dans le but de prendre, conformément aux articles 16 et 19 du traité du Benelux, les décisions nécessaires à l'achèvement de l'union économique. A cette occasion, les trois gouvernements feront le point sur l'état de leur coopération et prendront, le cas échéant, les mesures qui s'imposent en vue d'établir une coopération plus étroite encore entre les trois pays ;

- que les ministres de la recherche scientifique, de l'enseignement, de la justice, de la prévoyance sociale, de la famille et de l'aide au développement des trois pays intensifieront leurs consultations réciproques et procéderont à des échanges d'informations ;
- de s'engager solennellement à promouvoir l'unité européenne, tant dans le domaine politique que dans le domaine économique et technique.

Dans le communiqué publié à l'issue de la conférence, les trois gouvernements ont, en outre, souligné l'importance des décisions qui ont déjà été prises dans le domaine des affaires étrangères et qui prévoient que des mesures envisagées sur le plan national seront précédées de consultations entre les pays du Benelux. Ils se sont félicités que d'autres pays européens aient manifesté le désir d'agir dans le même sens.

En vue d'assurer le fonctionnement parfait de l'union économique du Benelux, les ministres ont enfin signé des conventions portant unification du territoire douanier et relatives à la coopération administrative et pénale ainsi que deux protocoles formant annexes au traité sur la Cour de Justice du Benelux.

(Nieuwe Rotterdamse Courant, 28 et 29 avril 1969, 1er mai 1969)

6. La politique des consommateurs pratiquée par la Communauté provoque des réactions aux Pays-Bas

Le journal du Mouvement européen des Pays-Bas publie une analyse du rapport général sur l'activité des Communautés en 1968, duquel il ressort clairement que les différences entre les prix pratiqués dans les six Etats membres demeurent sensibles. L'auteur de cette analyse ajoute que le rapport reste muet sur les causes de ces différences de prix. Il insiste sur l'accroissement des échanges communautaires et sur l'augmentation, moins importante, des importations en provenance de pays tiers. Précisons que ce sont surtout les importations en provenance des pays en voie de développement qui ont pâti de l'accroissement des échanges intra-communautaires. Les importations communautaires de biens de consommation en provenance des pays associés africains ont, en effet, diminué de 25 % de 1960 à 1967, alors que les importations totales des pays de la Communauté ont augmenté de 133 % au cours de la même période. A cet égard, l'évolution enregistrée aux Pays-Bas a été très satisfaisante. En effet, les importations néerlandaises en provenance des Etats associés ont connu, contrairement à l'évolution intervenue dans la plupart des autres pays de la C. E. E., un accroissement très sensible.

Cette remarquable exception mise à part, il semble toutefois bien que la C. E. E. ne soit pas une vache à lait pour les Etats associés en ce qui concerne l'exportation de leurs biens de consommation (dont les produits alimentaires), car ce sont surtout les pays de la C. E. E. qui font leur profit de l'accroissement de ces échanges.

Selon l'institut de recherches économiques I. F. O. de Munich, l'Allemagne dispose d'un appareil commercial très rationalisé de modes et de systèmes de distribution modernes qui empêchent un gonflement des coûts. De plus, la concurrence est très vive entre les entreprises commerciales, notamment entre le commerce spécialisé, les maisons de vente par correspondance, les grands magasins, les magasins de vente au rabais ainsi que les magasins de libre-service. Les prix avantageux qu'offrent ces types d'entreprises modernes déterminent souvent le niveau des prix d'un produit. Comparées à ces structures commerciales, celles des autres pays membres, les Pays-Bas exceptés, sont désuètes.

Le journal du Mouvement européen approuve l'initiative prise par le groupe socialiste du Parlement européen en vue de mettre en oeuvre une véritable politique des consommateurs dans la Communauté, ainsi que la présentation du rapport consacré à cette matière par la commission économique de ce même Parlement. Selon le journal, M. Boersma, membre néerlandais du groupe démocrate-chrétien, a pris une part prépondérante dans ces initiatives.

Après avoir résumé le rapport Boersma et la contribution de M. Oele (membre néerlandais du groupe socialiste du Parlement européen) au débat, le journal constate qu'il a d'ailleurs fallu attendre dix ans avant que les profanes saisissent parfaitement le sens de la déclaration de Jean Monnet : "Le Marché commun n'a pas été créé au profit des producteurs, mais en premier lieu au profit des consommateurs".

De son côté, l'organe de l'association des consommateurs des Pays-Bas se réjouit de la présentation du rapport Boersma et fait, à ce propos, la critique marginale suivante :

"La législation sur les marchandises", déclare la commission économique, "relève au premier chef de la santé publique ; autrement dit, l'intérêt général prime en l'espèce l'intérêt du consommateur et de ses organisations, qui ont toutefois pour tâche de faire valoir le point de vue du consommateur lorsqu'une forte pression est exercée par les producteurs".

"Il est possible que cette considération s'applique à la situation qui prévaut dans certains pays de la C. E. E.", poursuit l'organe de l'association des consommateurs, "mais aux Pays-Bas, nous ne pouvons, ni ne devons nous en contenter. Si notre législation sur les marchandises contient effectivement un certain nombre d'aspects relevant de la santé publique, les aspects économiques y prennent une juste place."

L'association souhaite que les consommateurs aient un droit de regard sur les aspects relevant de la santé publique tandis qu'elle demande catégoriquement qu'ils aient leur mot à dire sur les aspects économiques de la législation.

(Nieuw Europa, avril 1969 ;
Consumentengids, mai 1969)

7. Le "Times" et l'élection du Parlement européen au suffrage universel

Le 7 et le 21 mai paraissaient dans le "Times" deux éditoriaux non signés, intitulés "A european election" et "A time for unity" dans lesquels le "Times" prenait résolument parti en faveur d'une supranationalité européenne.

Sous le titre "A european election", l'éditorial du 7 mai invite le gouvernement britannique à "regarder au-delà des problèmes de viande de kangourou en boîte pour comprendre que l'essence de l'idéal européen est politique, et non économique". Montrant que la construction européenne doit forcément prendre avec l'âge une structure fédérative, le Times invite la Grande-Bretagne à proposer l'élection du Parlement européen au suffrage universel et écrit à ce propos : "Actuellement, ses membres sont désignés par les six parlements parmi leurs propres membres. Personne ne le prend trop au sérieux et, vu son utilité, il ne mérite pas de l'être. Il en serait autrement s'il était élu au suffrage direct au moyen d'élections générales européennes. Peut-être devrait-il alors se transférer de Strasbourg à Bruxelles, car sa principale fonction serait d'exercer un contrôle étroit sur les Eurocrates. La plupart de ses membres seraient sans doute d'abord membres de leurs parlements nationaux et comprendraient probablement des ministres importants.

Si le Parlement pouvait donner à la Commission des avis ayant force obligatoire ou auxquels le Conseil de ministres ne pourrait passer outre qu'à une forte majorité (ce qui serait un système communautaire modèle), le Parlement deviendrait un centre d'intérêt européen et une base sur laquelle construire par la suite d'autres institutions européennes.

Ce Parlement n'interviendrait pas dans la politique en matière de défense nationale ou d'affaires étrangères, mais il devrait être habilité à en débattre. Il arrive que les amis de la Grande-Bretagne dans le Marché commun doutent encore de notre volonté d'accepter pleinement les règles de la Communauté. Si le gouvernement proposait l'élection directe du Parlement (ce qui est un objectif du traité de Rome) et un renforcement de ses pouvoirs, il donnerait un gage réel de sa foi européenne.

Dès le 10 mai, le Times publiait une lettre de Lord Gladwyn, ancien président de "Britain in Europe", lettre dans laquelle l'auteur s'élève contre l'invitation du Times au gouvernement britannique de proposer l'élection directe du Parlement européen. Lord Gladwyn explicite ainsi sa position : "Certainement, ce ne serait qu'après le progrès éventuel de négociations en vue de notre entrée dans la Communauté économique européenne qu'un tel geste de notre part serait opportun. Et ce ne serait certainement qu'un geste, même en ce cas, puisqu'il est extrêmement improbable que l'un quelconque des gouvernements intéressés, y compris le nôtre, puisse réellement envisager des élections directes avant un accord général sur les lois électorales, par exemple sur la possibilité pour un Sicilien de représenter le Yorkshire ; sur la délimitation et l'organisation des nouvelles circonscriptions d'environ un million d'électeurs ; sur la désignation des candidats ; sur l'existence de partis "euro-

péens" dotés d'organisations et d'agents, et sur leur financement ; sur la question de savoir si les représentants le seraient à plein temps ; si les communistes y participeraient ; si les actuels représentants pourraient se présenter aux élections et quelle serait leur attitude à l'égard des chefs nationaux de leur parti ; etc. . . , etc. . . Sans doute tous ces problèmes peuvent-ils être résolus, mais seulement d'un commun accord, c'est-à-dire quand la nouvelle Communauté commencera réellement à fonctionner.

Et elle ne commencera à fonctionner que quand et si les gouvernements nationaux conviennent que certaines décisions importantes du Conseil de ministres, en matière de politique économique, étrangère et de la défense, doivent, dans certains secteurs rigoureusement délimités, être prises à une majorité pondérée et qu'une commission indépendante préparera des voies d'action, conformément à ces lignes générales.

Avant que ce système ne soit mis sur pied, un Parlement simplement nommé pourrait très bien fonctionner comme frein à la bureaucratie, surtout s'il recevait, comme vous le suggérez, quelques pouvoirs réels. Un tel système supranational provisoire n'aurait rien d'antidémocratique. L'essentiel est que les gouvernements en acceptent le principe avant d'engager des négociations. Encore devraient-ils savoir ce qu'ils veulent.

En conséquence, si le gouvernement de Sa Majesté pouvait, maintenant, se prononcer pour l'adoption de cette large conception dans le domaine économique et politique, il y aurait un réel espoir de progrès vers la création d'une véritable communauté européenne.

Puis, le 21 mai, un nouvel éditorial du Times, intitulé "A time for unity", reprenait vigoureusement parti pour la motion de supranationalité et, invitant le gouvernement britannique à abandonner tout attachement à la notion de souveraineté nationale, écrivait : "Le danger de discuter excessivement de l'avenir politique de l'Europe, c'est que cela peut faire surgir des désaccords sur l'avenir plus éloigné, qui soient de nature à faire obstacle aux tâches immédiates. Cela risque en particulier de provoquer des réactions affectives à l'idée de sacrifier la souveraineté nationale. Il s'agit là, néanmoins, d'un faux problème, car la plupart des pays européens ont déjà sacrifié de diverses manières une grande part de leur souveraineté, et la Grande-Bretagne a laissé à Washington une bonne partie de la sienne.

La question n'est donc pas tant de savoir si la Grande-Bretagne peut renoncer à une partie de sa souveraineté, mais plutôt de savoir à qui elle doit la confier - à un président américain dans l'élection duquel elle n'a rien à dire, ou à un Parlement européen dans lequel elle serait pleinement représentée. Posé en ces termes, le choix n'est pas trop difficile à faire.

Il reste que l'institution d'un Parlement européen, élu (et non pas nommé comme à présent), doté du pouvoir de contrôler les Eurocrates et les ressources de la Communauté, serait inévitablement extrêmement compliquée. Cepen-

pant, c'est une tâche qui ne peut pas attendre la lente évolution de la Communauté économique, d'autant plus que la Commission pourrait être de moins en moins satisfaite de se voir soumise à un contrôle parlementaire.

En fait, dans le domaine politique, il est peut-être dans la logique du progrès le plus rapide possible que les peuples des nations membres voient leur influence sur leurs propres affaires augmenter au lieu de diminuer. Non seulement ils auraient une représentation plus directe dans l'organisation de la communauté, mais ils seraient forcés d'intégrer les affaires européennes dans la politique de leur propre pays d'une façon bien plus effective qu'actuellement.

Il n'y a pas lieu de supposer pour autant que ce processus détruirait la nation en tant qu'entité politique et culturelle. Même si l'Etat national est une réalité dépassée à bien des égards, la nation est beaucoup moins facile à détruire que ne le supposent beaucoup - comme en témoignera tout Gallois, Ecossais ou Bavarois. Le véritable problème que pose la création d'une Europe fédérale n'est pas tellement le destin des nations que le problème bien connu consistant à établir de justes rapports entre le centre et les régions. C'est un problème économique en soi, mais il lui faut une dimension politique.

(The Times, 7, 10, 21 mai 1969)

8. Interview de M. Anthony Grosland à propos de la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne à la C. E. E.

M. Anthony Grosland, président du board of trade (ministère du commerce), interrogé par un reporter du Guardian, a répondu comme suit :

Q. Une demande directe d'adhésion de la Grande-Bretagne à la C. E. E. , suivie de la signature du traité de Rome, apporterait-elle réellement une réponse sur le plan politique ou sur le plan économique aux problèmes qui se posent entre la Grande-Bretagne, l'Europe et le reste du monde ?

R. Bien sûr, cela ne résoudrait pas tous nos problèmes ; mais les arguments de fond en faveur de l'entrée dans les Communautés me semblent encore suffisamment solides pour faire recommander l'adhésion à part entière plutôt qu'un simple arrangement. Je citerai quelques-uns de ces arguments :

Tout d'abord, il en est un d'ordre psychologique. Il me semble que la Grande-Bretagne n'a pas d'idée précise au sujet de la place qui lui revient dans le monde, du rôle qu'elle a à y jouer, du choix de ses partenaires. Nous avons perdu un empire. La zone de libre échange nord atlantique (the North Atlantic Free Trade Area) n'est pas une solution de rechange. Ni le Commonwealth, ni les liens spéciaux qui l'unissent aux Etats-Unis ne sont plus ce qu'ils étaient

naguère. La Grande-Bretagne a quasi perdu tout sens d'orientation dans les affaires internationales, et je crois qu'elle ne le retrouvera que dans le contexte d'une Europe consolidée et plus unie.

Le deuxième argument est de nature purement politique. L'Europe occidentale représente un énorme potentiel pour le bien ou pour le mal du monde et la Grande-Bretagne doit chercher à le renforcer et à orienter son exploitation dans le sens qu'elle juge le meilleur. Prenons un exemple : dans l'avenir, les relations entre les pays riches et les pays pauvres seront en grande partie influencées par les décisions prises en Europe occidentale. Et si la Grande-Bretagne fait partie de la Communauté, elle pourra influencer beaucoup plus sur elles qu'en s'en tenant à l'écart.

Il y a un troisième argument que je qualifierai de politico-économique. Sans cesse, les sociétés et les entreprises industrielles deviennent de plus en plus grandes et acquièrent une dimension multinationale. Il est de plus en plus difficile de parler de firmes nationales. Le nombre des firmes européennes aux multiples ramifications à l'étranger croît sans cesse. Je trouve plutôt dangereux que ces entreprises se multiplient en dehors de toute mesure intergouvernementale. Les sociétés supranationales réclameront bientôt une législation en matière de sociétés supranationales. En Europe occidentale, on ne pourra faire droit à cette exigence qu'au niveau d'une Communauté renforcée et élargie.

En quatrième lieu, il y a les raisons d'ordre économique. J'ai toujours accueilli avec scepticisme les arguments traditionnels que l'on présente au sujet des économies d'ensemble et au sujet de l'accès à de plus grands marchés, car ces arguments sont à double tranchant. Il n'est pas évident, à mon avis, que nous gagnions au change. Les seules raisons économiques auxquelles j'accorde de l'importance sont les suivantes : primo, si la Grande-Bretagne faisait partie de la Communauté, une coopération monétaire accrue s'ensuivrait, tant en matière de taux d'escompte que de circulation internationale des réserves nationales. Secundo, avec l'intensification des affaires internationales et des contacts commerciaux résultant de l'adhésion à la Communauté, il se pourrait que l'esprit d'entreprise et le dynamisme économique de la Communauté déteignent fort heureusement sur l'industrie britannique.

Q. Des entretiens que j'ai eus à Londres, j'ai retiré l'impression que le Foreign office est toujours désireux d'engager des négociations avec la C. E. E., dès que l'occasion s'en présentera. Au ministère des finances, étant donné les préoccupations que lui donne l'économie britannique, l'enthousiasme semble beaucoup plus tempéré. Quelle est la position du board of trade (ministère du commerce) ?

R. Je n'ai pas perçu ces diverses nuances. De toute évidence, la difficulté économique essentielle pour la Grande-Bretagne est la politique agricole commune. Le problème présente deux aspects : d'abord la Communauté est appelée à négocier, à nouveau, les règlements financiers de la politique agricole

commune avant la fin de l'année. Cela n'ira pas sans mal surtout s'il faut procéder à des modifications des taux de change. Il n'est pas du tout certain que l'on ait sérieusement envisagé par avance comment de telles modifications se répercuteraient sur la politique agricole commune. Aussi la Communauté aura-t-elle quelque peine à négocier, à nouveau, les dispositions financières, et, je le suppose, elle désirera apporter à cette occasion le moins de changements possible.

Il y a un second aspect du problème, beaucoup plus ardu celui-là : la question à long terme de la surproduction agricole dans la Communauté, fort embarrassante pour nous. Le coût de l'adhésion en termes de politique agricole commune pourrait bien être plus élevé qu'il y a deux ans. Je veux espérer que des changements radicaux de la politique agricole commune feraient l'objet des négociations que nous aurions ou, en tout cas, qu'ils interviendraient simultanément, qu'il s'agisse de réformes conçues dans l'esprit du plan Mansholt ou de toute autre proposition.

Tel est bien le noeud du problème, mais je suis sûr que nous pouvons le résoudre. Après tout, il règne un grand malaise parmi les Six eux-mêmes quant à la manière dont a fonctionné la politique agricole commune.

(Guardian, 12 mai 1969)

9. Déclarations du président de la Confédération des agriculteurs italiens au sujet de l'Europe

La Confédération des agriculteurs italiens a élu, le 14 mai dernier, son nouveau président en la personne de M. Alfredo Diana. Prenant la parole, celui-ci a fait observer qu'au cours des prochains mois de graves problèmes devront être affrontés à Bruxelles, et de citer le passage à la phase définitive du traité avec tout ce qu'un tel passage implique sur le plan politique, le règlement financier, lui aussi avec ses implications politiques, l'examen du mémorandum "agriculture 1980" sur les structures. "Nous ne croyons pas - a déclaré M. Diana - que l'Italie puisse affronter ces problèmes sans avoir, au préalable, obtenu l'achèvement de la politique des marchés. Les secteurs du vin, du tabac et des fruits et légumes ne sont encore que très peu, voire nullement, réglementés".

Alors que dans les autres pays, 70 à 82 % de la production sont réglementés et donc soutenus par les finances communautaires, en Italie, si l'on exclut le vin, le tabac et les fruits et légumes, seuls 55 % de la production ont été réglementés, ce qui explique le déséquilibre du F. E. O. G. A. à l'égard de l'Italie.

Evquant le mémorandum Mansholt, le président de la Confédération a déclaré que, s'il lui reconnaissait de grands mérites et estimait qu'il convenait de l'ac-

cepter dans ses grandes lignes, il était, cependant, d'avis aussi qu'il nécessitait certains achèvements et certaines modifications, principalement en ce qui concerne les délais d'application, les modalités, la participation financière des Etats membres et les rapports entre plan communautaire et programme national.

"Le document de M. Mansholt soulignant, à juste titre, à plusieurs reprises, la nécessité de la participation des agriculteurs à l'élaboration de la politique communautaire, je voudrais seulement rappeler ici - a déclaré l'orateur - que nous désirons que cette participation intervienne également au niveau national.

J'ai parlé de participation et non de consultation ou de colloque - a conclu M. Diana - parce que j'estime qu'il n'est pas d'agriculture moderne possible sans que les producteurs agricoles assument des responsabilités de plus en plus grandes. Or, les agriculteurs et leurs organisations sont disposés, en Italie, comme dans les autres pays de la Communauté, à le faire, à condition toutefois qu'ils puissent participer à la construction de la politique agricole nationale et communautaire. La consultation et le colloque d'information sont, certes, des procédures utiles, mais ne résolvent pas le problème de la responsabilité ; or, sans responsabilité, il ne peut y avoir de politique agricole moderne ni d'agriculture moderne."

(Il Sole ; 24 Ore, 15 mai 1969)

10. Communes, provinces et régions d'Italie face au mémorandum Mansholt

La Direction nationale de l'A. I. C. C. E. (Association italienne pour le Conseil des Communes d'Europe), qui s'est réunie à Rome le 16 mai 1969, a examiné le mémorandum Mansholt sur la réforme de l'agriculture. Au cours de cette réunion, on a relevé l'opportunité des objectifs généraux du mémorandum, à savoir l'utilisation plus rationnelle des facteurs de production, le rééquilibre des marchés, l'amélioration des conditions de vie et de travail de la population agricole.

Dans cette perspective, le mémorandum prévoit la réduction de la superficie cultivée et de la population agricole, ainsi que la restructuration des exploitations de façon à leur assurer une dimension et une gestion économiques. Ces conditions devront, pour s'appliquer correctement, s'inscrire dans le cadre d'une programmation globale effective visant à garantir un développement régional équilibré et à supprimer les disparités d'un secteur ou d'une région à l'autre.

La Direction nationale de l'A. I. C. C. E. a ensuite fait remarquer que le mémorandum prévoit explicitement des différenciations locales. C'est ainsi qu'on pourra réserver un traitement particulier à l'économie agricole des régions

montagneuses. Cette possibilité dissipe donc la préoccupation émise par l'Assemblée de la région du Trentin-Haut-Adige qui, le 9 mai dernier, a adopté une motion sur le plan Mansholt.

On a également fait observer que les mesures sociales du plan sont nettement favorables à l'Italie, étant donné le concours accordé par les communautés au financement des pensions de retraite des vieux travailleurs et des primes accordées aux jeunes frappés par l'exode rural.

La Direction de l'A. I. C. C. E. souhaite qu'à la mise en oeuvre des mesures sociales participent activement les collectivités locales. En Italie notamment, il faudra subordonner l'octroi de la prime communautaire à la condition que le cultivateur ne cède pas ses terres au premier acquéreur, mais aux organismes de développement agricole qui devront passer sous la dépendance des régions.

En deuxième lieu, les collectivités locales devront prendre en charge les problèmes liés à la réforme de l'agriculture. Etant donné, en outre, que leur fiscalité se ressentira des effets des différences de revenu entraînées par la réforme, il sera nécessaire de procéder à une péréquation financière, également supranationale, entre les collectivités locales.

En conclusion, la Direction nationale de l'A. I. C. C. E. affirme que la mise en oeuvre de la réforme agraire proposée par la Communauté, devra regrouper et coordonner les efforts de la Communauté elle-même, des Etats nationaux et des organismes publics régionaux et locaux et de ceux des catégories professionnelles intéressées.

(Document de l'A. I. C. C. E.)

11. Le directeur général de la F. A. O. se prononce sur la politique agricole et l'aide alimentaire

Le 16 mai, M. Boersma, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (F. A. O.), a prononcé, à Assen, un discours devant l'assemblée générale de l'Association agricole de Drente, au cours duquel il a plaidé pour une politique agricole européenne qui ait davantage égard aux intérêts des pays en voie de développement.

Selon l'orateur, il est indispensable que l'Europe mette en oeuvre une politique agricole visant à un équilibre harmonieux entre les intérêts nationaux, régionaux et internationaux. Pour le moment, l'agriculture européenne est confrontée à de graves difficultés et personne ne peut attendre des gouvernements qu'ils poursuivent, pour l'instant, la libération déjà poussée de leurs échanges avec les pays en voie de développement. Par ailleurs, ils commettraient toutefois une erreur stratégique impardonnable en croyant que les problèmes

actuels de l'agriculture européenne peuvent être résolus sans tenir dûment compte des intérêts des pays en voie de développement. Les gouvernements des pays industrialisés devraient donc se concerter avec les pays en voie de développement sur la mise en oeuvre d'une politique agricole nationale et régionale conciliant les intérêts des deux groupes de pays. Selon M. Boersma, les accords internationaux sur les produits de base peuvent avoir un effet stabilisateur. Il estime regrettable que les pays de la C. E. E. n'aient pas encore signé l'Accord international sur le sucre, le prix de revient de ce produit étant plusieurs fois moins élevé dans les pays en voie de développement. Or, beaucoup de pays européens continuent de protéger leur production propre en prélevant des droits élevés à l'importation et de promouvoir leurs exportations en accordant des subventions sur les prix.

Les pays industrialisés devraient rendre possible un accroissement des importations d'huiles végétales et de graines oléagineuses en provenance des pays plus pauvres.

M. Boersma a annoncé l'élaboration d'un plan mondial de production agricole jusqu'en 1975, puis jusqu'en 1985, dans les pays en voie de développement et les pays industrialisés. Ce plan s'insérera dans le plan de développement des Nations Unies.

De l'avis de M. Boersma, ce plan devra, en premier lieu, tenir compte de l'évolution qui se manifeste dans le domaine de la transformation et de l'approvisionnement en semences des principales plantes alimentaires. Au cours des deux dernières années, de nouvelles variétés de blé, de riz et de céréales, garantissant des récoltes considérablement plus abondantes, ont été importées dans nombre de pays en voie de développement.

Par ailleurs, il convient de lutter contre les pertes et le gaspillage d'aliments résultant des transports et de l'entreposage. En troisième lieu, il faudra mettre fin à la pénurie de matières alimentaires riches en albumine, responsable de la mort de millions de personnes humaines. A cet effet, il faudra augmenter le niveau général du bien-être, mais M. Boersma n'a pas exclu la possibilité d'une préparation synthétique des matières à base d'albumine. En quatrième lieu, il a souhaité la mobilisation de toutes les forces disponibles pour assurer le développement social de la population rurale dans le monde.

Enfin, M. Boersma a plaidé en faveur d'une amélioration de la position des pays en voie de développement dans le domaine des paiements internationaux.

(De Tijd, 17 mai 1969 ;

Nieuwe Rotterdamse Courant, 17 mai 1969)

12. L'Europa-Union Deutschland critique, dans un mémorandum, la politique européenne du gouvernement fédéral

L'Europa-Union Deutschland a publié, le 21 mai 1969, à Bonn, à l'occasion de la manifestation organisée à la Pentecôte par différentes associations européennes à certains postes frontières d'Europe occidentale, un mémorandum intitulé "Les gouvernements européens ont failli".

De l'avis de l'Europa-Union, le gouvernement fédéral mène, tout comme les autres gouvernements européens, une politique à courte vue et contradictoire. L'Europa-Union qui, dans sa critique de la politique de gouvernement, se réfère également à d'importantes associations telles que la D. G. B. (Fédération des syndicats allemands) et à la D. I. H. T. (Chambre de l'industrie et du commerce allemande) écrit textuellement dans son mémorandum :

"Ils parlent tous de l'Europe, mais ils mènent tous la vieille politique de souveraineté nationale. L'amélioration relative des situations nationales, rendue possible précisément par l'intégration économique de l'Europe, incite les gouvernements à croire qu'ils pourront continuer à mener une politique nationale à l'avenir. Les Communautés européennes, constituées en une période d'impuissance nationale, ne sont pas assez fortes, sur le plan institutionnel et politique, pour permettre à l'intégration de triompher des politiques nationalisées renaissantes des gouvernements. Qu'il s'agisse de crise monétaire, ou de crise de l'Euratom, ou de crise agricole, on assiste à une restauration de l'Etat national.

La technologie allemande et l'industrie nucléaire allemande, la politique monétaire et financière allemande, la politique menée par l'Allemagne sur le plan agricole et sur celui de l'aide au développement sont apparemment plus importantes que la création d'une entente européenne tournée vers l'avenir. Il en est de même pour la concentration nationale de la production d'énergie et la conduite nationale des investissements à l'étranger - et cela à la fin de la période transitoire de la C. E. E. ! Les conditions politiques ne sont pas réunies disent les gouvernements. Parfait. Mais pourquoi ne s'efforcent-ils dès lors pas de les réunir ? Il existe quand même des traités une conception d'ensemble. Les institutions nécessaires sont là et les peuples souhaitent, dans leur grande majorité, l'unification de l'Europe. Les partis ont publié des programmes et le Bundestag s'est, maintes fois, efforcé de faire progresser l'Europe. Mais les gouvernements s'opposent à cette progression, car la politique européenne est parvenue, aujourd'hui, à un point où ils doivent jouer carte sur table. Mener une politique européenne active signifie, en effet, aujourd'hui, être décidé à renoncer à une partie importante de sa souveraineté. Le temps des professions de foi est révolu."

Le mémorandum de l'Europa-Union reproche, en matière de politique européenne, au chancelier Kiesinger d'aller à l'encontre du programme d'action de la C. D. U. tel qu'il a été défini à Berlin. L'Europa-Union critique l'"Europe à la carte", préconisée par M. Brandt, ministre des affaires étrangères, car

elle estime qu'il en sortirait un ensemble d' "actions concertées cas par cas par des Etats nationaux souverains". Au ministre des finances, M. Strauss, elle reproche : "lorsqu'un ministre déclare que ce n'est pas avec des phrases que l'on fera l'Europe, l'Europa-Union le prend au mot et s'intéresse moins à ses discours européens engagés et à ceux des autres ministres qu'à ce qui se fait dans la pratique politique. Car l'Europa-Union ne peut croire qu'un ministre n'ait pas d'influence sur le travail de ses fonctionnaires". M. Hans Apel, délégué S. P. D. au Bundestag, est cité comme exemple de "l'opportunisme dont même des politiciens intégrationnistes convaincus peuvent faire preuve". En tant que chef de division au Parlement européen, il avait écrit qu'en politique agricole l'accent doit être mis sur le renforcement de l'unification européenne, alors qu'en tant que délégué S. P. D. il constate que "la réalisation d'une structure agricole moderne est avant tout une affaire nationale".

L'Europa-Union reproche, en outre, que l'on retire l'utilisation pacifique de l'énergie atomique (Euratom) "du cadre communautaire pour la replacer sous la responsabilité "irrationnelle" nationale... Tant que l'Europe ne disposera pas d'un budget commun et d'une autorité supranationale compétente pour les projets de recherche et de développement à long terme, toute tentative, visant à créer en Europe occidentale, pour les chercheurs et pour l'économie, des conditions comparables à celles qui existent actuellement aux Etats-Unis, en Russie et au Japon, sera vouée à l'échec. Ainsi sont menacées les industries d'avenir qui conditionneront la conjoncture et l'accroissement du niveau de vie au cours des prochaines décennies".

En ce qui concerne le secteur agricole, le mémorandum dit que "l'on cache sciemment à l'opinion publique que le niveau élevé des prix agricoles dans la C. E. E. est surtout le résultat de l'attitude de l'ancien gouvernement fédéral au sein du Conseil de ministres, et que c'est donc la République fédérale qui est, dans une large mesure, à l'origine des surplus agricoles de la C. E. E.". L'Europa-Union condamne les prises de position de politiciens allemands contre le principe du financement communautaire : "y renoncer signifierait tout simplement menacer la politique agricole commune et probablement la C. E. E. dans son ensemble. Aussi la volonté du gouvernement fédéral de soutenir la politique agricole commune doit-elle se mesurer à sa volonté d'accepter des prix agricoles plus bas".

Au sujet de la politique monétaire, l'Europa-Union écrit : "Entre-temps, une nouvelle crise monétaire a éclaté. Il semble que les affrontements économiques soient en train de remplacer les affrontements militaires en Europe. Des journaux français ont parlé, après la décision du gouvernement fédéral de ne pas réévaluer le DM, d'une "déclaration de guerre aux autres monnaies", de nationalisme en matière de politique monétaire et de "victoire monétaire" des Allemands. Des journaux anglais ont rappelé, à nouveau, "l'entente cordiale". La monnaie jouera-t-elle, à l'avenir, un rôle de prestige national ? (Déclaration du chancelier Kiesinger : "tant que je serai chancelier de ce gouverne-

ment, il n'y aura pas de réévaluation du DM"). Deviendra-t-elle, en République fédérale, une espèce de force de frappe insensée de la prise de conscience nationale allemande ?"

Le mémorandum parle très longuement du Parlement européen et constate que "malgré toutes les critiques que l'on a pu proférer à l'égard de la réalité de la démocratie constitutionnelle dans les six pays de la Communauté, et surtout dans la France de de Gaulle, la démocratie, sur le plan communautaire, est bien plus mal lotie. Le Parlement européen ne joue pas le rôle qui lui revient nécessairement, parce que les gouvernements, qui ne lui avaient déjà pas accordé de compétences suffisantes dans les traités de la Communauté, n'ont, en outre, rien fait de décisif depuis pour, au moins, le faire élire au suffrage universel direct - possibilité que prévoit le traité - et lui accorder de plus larges pouvoirs. Du fait que le Parlement européen n'est pas élu au suffrage universel direct et ne possède pas de pouvoirs législatifs et de contrôle suffisants, l'opinion publique considère les Communautés européennes comme une organisation non démocratique et technocratique. Notre conception de la démocratie exige que nous les lavions de cette tache".

Le gouvernement de la République fédérale n'a, lui non plus, pas fait preuve du courage nécessaire en la matière. Malheureusement, les initiatives répétées, émanant du Bundestag allemand, en vue de faire élire, au moins, les députés allemands, au suffrage universel direct (plan Mommer, juin 1964), n'ont pas trouvé l'appui de la majorité.

Le mémorandum examine aussi, d'une façon approfondie, le problème des pouvoirs budgétaires, déclarant textuellement à ce propos : "La question des pouvoirs budgétaires du Parlement européen, qui, déjà une fois, a précipité la Communauté dans une crise, devient d'une urgence toute particulière maintenant que nous approchons de la fin de la période transitoire de la C. E. E. Le Conseil a décidé, en principe, dans un règlement déjà édicté, que la Communauté devait disposer, au cours de la phase finale, de ressources propres provenant des recettes obtenues dans le cadre de la politique agricole commune. Ces ressources propres seront soustraites au contrôle des parlements nationaux et soumises - si l'on veut éviter une situation totalement antidémocratique - aux pouvoirs de législation budgétaire et de contrôle du Parlement européen. Le Conseil de ministres - et, de ce fait, également le représentant du gouvernement fédéral - est invité à demander à la Commission de présenter des propositions en ce sens, et cela avant le 1er janvier 1970. Il s'agira, en l'occurrence, d'enlever au Conseil de ministres la décision finale sur l'ensemble du budget des Communautés européennes et de la transférer au Parlement européen. Si les gouvernements et les parlements nationaux n'acceptent pas cet abandon de souveraineté qui, maintenant, est devenu indispensable, ils auront échoué à l'épreuve de démocratie".

En conclusion, le mémorandum déclare qu'il s'agit pour l'Europa-Union "de mettre en relief les conséquences néfastes d'une politique gouvernementale qui, par ses actions et ses décisions quotidiennes, dément les principes qu'elle

a annoncés et auxquels elle a souscrit. Les engagements pris et les objectifs annoncés conduisent obligatoirement à l'intégration. C'est pourquoi l'Europa-Union insiste auprès des gouvernements pour qu'ils fassent de celle-ci la maxime de leur action".

("Les gouvernements européens ont failli", memorandum publié par l'Europa-Union à l'occasion de la manifestation aux frontières 1969, 23-26 mai 1969)

13. L'agriculture belge et le plan Mansholt

La Fédération nationale des Unions professionnelles agricoles (U. P. A.) a procédé à un examen critique du plan Mansholt. M. Lizen, directeur des services d'études des U. P. A., a fait connaître la position de la Fédération au cours d'une conférence de presse tenue le 21 mai 1969 à Bruxelles.

Les U. P. A. s'opposent à la substitution de la politique des marchés et des prix par une politique des structures qui consisterait, tout simplement, à diviser un revenu global inchangé par un plus petit nombre de participants. Elles estiment devoir recommander la promotion des formes d'exploitations familiales progressistes, formes les plus valables dans nos pays d'Europe occidentale. A leur avis, il serait dangereux et utopique d'escompter des baisses de prix des produits agricoles dans la C. E. E. par la mise sur pied de nouvelles structures ; les formes d'exploitations projetées ne résisteraient aucunement à toute tentation de rapprochement des prix vers les niveaux des prix mondiaux.

Elles considèrent qu'une des tâches primordiales du syndicalisme paysan est actuellement de rassembler d'urgence, avec l'aide des pouvoirs publics, sur les plans législatif et matériel, les moyens de coopération et de groupements de production, ainsi que les possibilités de liaison avec l'amont et l'aval de la production. Les aides qui seront accordées doivent l'être, sans discrimination et sans liaison à des critères rigides, aux exploitations dynamiques normalement gérées ; à cet effet, les avantages accordés sur le plan individuel doivent l'être également dans le cadre d'entraide entre agriculteurs. Les U. P. A. estiment nécessaire des adaptations suffisantes des niveaux de pension légale et de pension anticipée (niveau national ou communautaire), en vue de faciliter la retraite des exploitants désirant quitter la profession agricole. Elles souhaitent une plus grande célérité de réalisation des remembrements et des possibilités d'accélération que donneraient des primes importantes aux remembrements volontaires.

Elles demandent un allègement considérable des charges fiscales entravant la mobilité des sols et une solution à la dualité des investissements fonciers (successions et achats "forcés") et ceux qu'il faut consacrer à la production. Les U. P. A. réclament l'encouragement de toute action en vue d'améliorer le régime foncier et de permettre une plus grande sécurité à l'exploitant. Elles

souhaitent l'adaptation permanente de la formation professionnelle, pensée dans le cadre d'une agriculture moderne, et réclament une politique sociale agricole en rapport avec celle dont bénéficient les autres classes de la société.

En conclusion, les U. P. A. estiment que les raisons ne sont pas déterminantes pour modifier profondément et radicalement les structures de production actuelles en vue de les remplacer par d'autres dont il n'existe aucune garantie d'une plus grande efficacité sur les plans technique, économique, humain et social. Les U. P. A. considèrent, dès lors, qu'il est primordial de placer les exploitations actuelles, qui ont fait preuve de leur efficacité, dans les conditions nécessaires à leur promotion dans des conceptions basées sur une agriculture moderne.

(L'Echo de la Bourse, 25-27 mai 1969)

14. La Fédération de l'Industrie Allemande (B.D.I.) demande une intégration rapide de l'Europe

Au cours de la réunion commune de ses commissions pour l'intégration européenne et l'agriculture, qui s'est tenue le 3 mai 1969 à Cologne et à laquelle ont participé M. Mansholt, vice-président de la Commission européenne, le Professeur Hallstein, ainsi que M. von der Groeben, membre de la Commission, la Fédération de l'Industrie Allemande (B.D.I.) a demandé instamment que l'on accélère l'intégration de l'Europe. Elle attache une importance capitale à ce que la C.E.E. passe, sans retard, du stade de l'union douanière à celui de l'union économique. Aussi oppose-t-elle un refus catégorique à toutes les propositions tendant à donner des formes nouvelles et plus lâches à la coopération économique et commerciale en Europe et à remettre ainsi en cause l'existence des Communautés.

Fondement principal de toute politique européenne qui se veut couronnée de succès, la coopération franco-allemande est le préalable essentiel à la continuation de cette évolution. Les industriels regrettent que la volonté politique d'intégration ait sensiblement faibli depuis quelque temps dans tous les Etats membres. Ils espèrent que les événements récents conduiront le gouvernement français et les autres Etats membres à se tourner, à nouveau, avec plus de conviction vers l'Europe.

La B.D.I., qui a pris connaissance avec satisfaction du programme d'action proposé par la Commission pour les trois prochaines années, entend contribuer à sa réalisation. La priorité doit être donnée à une coordination plus étroite des politiques économique et monétaire, à l'harmonisation fiscale, à l'élimination des distorsions de la concurrence dues, notamment, aux écarts entre les réglementations nationales en matière d'aide, ainsi qu'à la question de l'adhésion.

L'industrie a accueilli les propositions de la Commission européenne sur la réforme de l'agriculture comme une "initiative d'orientation". Ces propositions donneront une impulsion vigoureuse à la mise en oeuvre d'une politique agricole axée sur l'ensemble de l'économie. Elles favoriseront la réalisation des objectifs poursuivis, notamment l'équilibre des marchés agricoles. Cependant, la proposition relative à la taxe sur la transformation des huiles et des graisses végétales soulève des objections de principe. Les industriels dénoncent une politique agricole qui mettrait les marchés à l'abri de la concurrence internationale, car cela ne manquerait pas d'avoir des effets préjudiciables sur l'ensemble du commerce mondial.

Au cours d'une conférence qu'elles ont tenue le 22 mai à Londres, la B.D.I. et la Confédération des Industries Britanniques (C.B.I.) ont décidé de collaborer encore plus étroitement à l'avenir. La délégation de la B.D.I. était conduite par M. Hellmuth Wagner ; du côté britannique, les entretiens étaient dirigés par John Davies, directeur général de la C.B.I.

Dans la capitale anglaise, ces échanges de vues ont été considérés comme un progrès dans la préparation de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. et les journaux londoniens ont mis, tout particulièrement, en évidence les déclarations faites le 22 mai, au cours d'une conférence de presse, par M. Wagner, qui a affirmé que la seule chance de l'Europe réside dans l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté. Les problèmes à résoudre sont nombreux, mais aucun n'est insoluble. Les changements intervenus dans la situation politique offrent une occasion de réaliser ce qui aurait déjà dû être fait voici dix ans. M. Wagner a, en outre, souligné que la Grande-Bretagne devait automatiquement devenir membre de la C.E.E. lorsque toutes les questions faisant l'objet des négociations auraient été réglées, et qu'il ne devrait donc plus y avoir d'obstacles à l'adhésion.

La question de savoir comment et dans quel domaine il serait possible d'approfondir encore la coopération existante et déjà très étroite a été au centre des échanges de vues entre les deux organisations. Celles-ci ont, en outre, examiné des questions relatives à l'intégration européenne, au travail dans le cadre des organisations internationales et à la préparation d'une rencontre, au niveau le plus élevé, qui est prévue pour janvier 1970 en République fédérale, et à laquelle participeront non seulement des industriels, mais aussi des représentants d'autres secteurs de l'économie.

Parmi les domaines dans lesquels la coopération pratique entre la B.D.I. et la C.B.I. pourrait être approfondie, les deux organisations ont notamment cité la technologie et la science, le droit des sociétés et, en particulier, la création de sociétés internationales, la politique fiscale et le régime des taxes, l'investissement et l'épargne, les transports, l'assurance industrielle, la formation ainsi que l'agriculture.

(Handelsblatt, 5 et 28 mai 1969)

La Fédération de l'Industrie Allemande (B. D. I.) demande que l'on poursuive l'édification de la Communauté économique européenne

Dans son rapport annuel pour la période 1968/69, qui a été publié le 13 juin 1969, la Fédération de l'Industrie Allemande (B.D.I.) a mis l'accent sur le problème de l'intégration européenne. Elle demande le rétablissement rapide de la "confiance ébranlée dans la continuité et le développement progressif des Communautés européennes à l'intérieur et vers l'extérieur", rétablissement dans lequel elle voit la principale tâche de la politique d'intégration pour l'avenir immédiat. Cela suppose toutefois que tous les Etats membres redonnent à la politique européenne une importance et une priorité plus grandes dans le cadre de leur politique générale, et évitent des retours à des politiques économique et monétaire axées principalement sur un "égoïsme national de conjoncture".

La B.D.I. doute cependant que tous les Etats membres tirent une telle conséquence et renoncent aux tentatives visant à retarder ou à affaiblir la politique d'unification européenne. L'industrie allemande continuera de s'opposer catégoriquement à de telles tendances, déclare le rapport annuel. La Fédération reconnaît que, dans un passé récent, la C. E. E. a, de nouveau, effectué des progrès remarquables - notamment en réalisant l'union douanière avant la date prévue. On ne peut, cependant, s'empêcher d'avoir le sentiment que les contours de la politique européenne sont devenus plus vagues et que les désaccords politiques entre Etats membres sont plus profonds. L'industrie allemande regrette cette situation, notamment parce qu'elle introduit un important facteur d'incertitude dans l'activité des entreprises. Selon le rapport annuel, il est à craindre que cette situation ne rende les entreprises beaucoup plus réservées à l'égard du Marché commun dans les décisions qu'elles prendront à l'avenir en matière de production et d'investissements.

Selon la B.D.I., l'union douanière doit devenir, aussi rapidement que possible, une union économique et une zone d'investissements sûre, ayant le caractère d'un marché intérieur. Mais il manque encore beaucoup de pièces, sinon la plupart, à la "mosaïque de l'union économique". Pour la Fédération de l'Industrie, l'on ne peut pas encore dire que tous les facteurs de production bénéficient d'une entière liberté de circulation. L'indispensable coordination des politiques conjoncturelle et monétaire laisse encore beaucoup à désirer, elle aussi.

La B.D.I. souligne, en outre, que la Communauté ne pourra pas oublier, à bref délai, de battre, avec beaucoup de courage et de détermination, le "fer rouge" de la politique agricole. Dans le passé, l'industrie a toujours fait preuve de compréhension pour la situation de l'agriculture qui n'était certes pas sans problèmes. Elle a donc reconnu, aussi, qu'une reconversion, aussi profonde que le passage d'un marché national à un marché européen, ne peut s'effectuer sans aides aux structures et à la réadaptation. Cependant, étant donné l'accroissement constant des excédents, elle devrait bien se demander avec inquiétude s'il ne faudrait pas réexaminer attentivement l'orientation

donnée à la politique agricole, d'autant plus que la surproduction ne peut plus être mafttrisée qu'au prix de mesures de plus en plus coûteuses dont le poids est supporté par les consommateurs et les contribuables.

La B. D. I. regrette, à nouveau, que la question des relations extérieures de la Communauté reste en suspens. Nul ne peut contester sérieusement qu'un espace économique, étendu à la Grande-Bretagne et à d'autres pays européens, offrirait de bien meilleures perspectives de développement à la production industrielle et, de ce fait, à la croissance économique de l'Europe. De l'avis des industriels allemands, il n'y a aucune raison valable de refuser plus longtemps à la Grande-Bretagne l'adhésion pleine et entière à la C. E. E. , d'autant que le gouvernement britannique a largement dissipé les doutes que l'on avait pu avoir dans le passé sur la sincérité de sa politique européenne.

Devant les membres de la B. D. I. , qui tenaient leur 20ème assemblée le 19 juin, à Bonn, le président Berg a répété que l'industrie allemande avait favorisé l'intégration de toutes ses forces et continuerait à le faire. Il a ajouté que, pour le moment, deux tâches importantes doivent être remplies pour assurer le développement de la C. E. E. : l'élargissement régional de la Communauté et la consolidation du marché intérieur ; dans ces deux domaines, estime M. Berg, il est parfaitement possible de progresser. Il faut, toutefois, se garder expressément de l'idée que tous les obstacles à l'adhésion de la Grande-Bretagne ont disparu. Les problèmes de fond subsistent et se feront très fortement sentir lorsque les négociations auront été entamées. "Mais lorsque nous considérons les difficultés qui ont déjà été surmontées dans la C. E. E. , nous avons confiance".

M. Berg estime que le développement interne de la C. E. E. paraît meilleur que de nombreuses nouvelles ne l'avaient laissé supposer au cours des derniers mois. Les processus de concentration, constatés dans le monde entier, amènent à reconnaître, de plus en plus, par exemple, que la politique européenne commune des régions et des structures présente des avantages très concrets. De toute évidence, il est indispensable de trouver rapidement une solution à la question du droit européen des sociétés pour réaliser une interprétation durable en Europe ; il est cependant regrettable que, dans ce secteur international aussi, les revendications des syndicats allemands en matière de cogestion empêchent de progresser.

(Handelsblatt, 5 et 28 mai 1969 ;

VWD-Europa, 13 juin 1969 ;

Frankfurter Allgemeine Zeitung, 20 juin 1969)

15. L'Union néerlandaise des assureurs se prononce sur l'influence des directives communautaires sur le secteur néerlandais des assurances

A l'occasion de l'assemblée annuelle de l'Union néerlandaise des assureurs, qui s'est tenue le 3 juin à Scheveningen, son président, M. Brauw, a déclaré que l'évolution de la science et de la technique, les modifications dans les législations internationales et les directives de la Communauté européenne relatives au secteur des assurances renforcent les tendances à la concentration. Les exigences posées aux assurés, au sein de la C. E. E., seront bien plus fortes qu'elles ne le sont actuellement aux Pays-Bas.

La mise en place d'un grand marché d'assurances européen n'implique d'ailleurs pas que toutes les sociétés d'assurances deviennent des entreprises géantes. Selon le président de l'Union néerlandaise des assureurs, il sera également possible, à l'avenir, que de plus petites sociétés continuent de remplir, tout comme dans d'autres secteurs, une fonction importante dans la vie économique.

(Handels & Transport Courant, 4 juin 1969)

16. La Chambre de commerce de Rotterdam et les excédents agricoles de la Communauté

Tout en approuvant les projets à plus long terme de la Commission européenne, la Chambre de commerce n'en a pas moins adressé au gouvernement des Pays-Bas une note l'invitant à examiner si le problème urgent des excédents agricoles de la Communauté ne peut être résolu à court terme d'une manière moins onéreuse que ne le propose le plan Mansholt. Elle estime que les propositions de la Commission européenne ne tiennent pas assez compte des intérêts d'autres secteurs de la vie économique et de ceux du consommateur pour pouvoir se concrétiser rapidement dans les faits.

La Commission européenne n'aurait pas assez pris en considération le fait que la C. E. E. est l'un des partenaires les plus importants sur le marché mondial et que certaines mesures, telles que la perception envisagée d'une taxe sur les huiles, les matières grasses et les tourteaux, se traduiraient par une diminution des échanges commerciaux entre la C. E. E. et les pays tiers. Il ne faudrait pas sous-estimer le danger de voir les pays tiers, aux possibilités d'exportation ainsi réduites, prendre des mesures de rétorsion.

La Chambre de Rotterdam propose certaines mesures propres, selon elle, à résoudre le problème des excédents. C'est ainsi qu'elle suggère le transfert des excédents vers les pays en voie de développement (sans pour autant perturber l'économie de ces pays), la vente subventionnée à certaines institutions, la mise dans le commerce de butyryne à des prix compétitifs, l'octroi

de primes plus importantes pour l'abattage des vaches à lait et l'emploi accru d'excédents de beurre dans l'industrie chimique. Pour l'instant, les excédents sont soit dénaturés en aliments pour animaux, soit écoulés sur le marché mondial avec versement de restitutions à l'exportation. Simultanément, des mesures de protection (prélèvements à l'importation) ont fortement limité la possibilité d'effectuer des achats sur le marché mondial. Les céréales, le sucre, les industries de transformation du sucre et le lait condensé ont souffert de ces mesures et les exportations de ces produits vers les pays tiers ont marqué un recul parfois marqué au cours des quatre dernières années. La Chambre de commerce de Rotterdam souligne d'ailleurs qu'un accroissement de la consommation de beurre dans la C. E. E. se fera au détriment des matières grasses en provenance des pays tiers et qu'il en résultera, en outre, des inconvénients sérieux pour le commerce international.

La Chambre de commerce a vivement critiqué la taxation envisagée des importations d'huiles et de matières grasses. Elle ne voit pas en quoi cette mesure aiderait à résoudre le problème des excédents. Cette taxe n'aurait d'autre effet que de frapper certains pays en voie de développement et de contraindre également les Etats-Unis à prendre des mesures de rétorsion, parce que les graines oléagineuses et les tourteaux (produits sur lesquels cette taxe serait applicable) constituent une grande partie de leurs exportations.

Dans sa note, la Chambre de commerce déclare que la politique agricole, mise en oeuvre jusqu'à présent, n'a guère contribué au relèvement du niveau de vie dans le secteur agricole, tout en ayant eu de nombreuses incidences défavorables sur d'autres secteurs. De plus, un assainissement de l'agriculture exigerait des dépenses élevées, et la poursuite de la politique agricole actuelle engloiterait sans doute des sommes bien plus élevées encore. D'autres mesures devraient être prises à court terme pour résoudre les problèmes urgents d'une manière qui ne porte pas préjudice au commerce international. Ces mesures permettraient de réaliser des économies considérables et de donner satisfaction aux pays tiers, qui seraient ainsi moins enclins à prendre des mesures de rétorsion.

Selon la Chambre, la poursuite de la politique agricole actuelle de la C. E. E. est de nature à provoquer des perturbations dans le commerce international et pourrait aboutir à un isolement de l'agriculture de la C. E. E. Les entreprises communautaires dont les activités sont directement ou indirectement liées à l'importation de marchandises en provenance des pays tiers en subiront directement les conséquences.

En conclusion, la Chambre de commerce estime que si l'on veut réaliser un équilibre durable entre l'offre et la demande, au sein de la Communauté, tout en maintenant les échanges avec les pays tiers, il sera nécessaire d'appliquer la politique des marchés et des prix préconisée dans le "plan Mansholt". La politique actuelle porterait un grave préjudice au commerce international du fait que le régime des prélèvements et des restitutions limite les possibilités d'importation.

(Handels & Transport Courant, 4 juin 1969)

17. Journée d'étude de l'équipe néerlandaise de l'Union européenne des démocrates-chrétiens, Scheveningen, le 13 juin 1969

"Le traité instituant la C. E. E. , qui est désormais réalisé en grande partie et qui est, de ce fait, dépassé, doit être remplacé par une loi fondamentale européenne jetant les bases d'un système gouvernemental et démocratique". Telle a été la conclusion à laquelle a abouti M. S. Couwenberg, membre consultant du bureau du parti populaire catholique (K. V. P.), après avoir défendu l'idée que les peuples européens devraient faire pression sur les institutions politiques européennes pour qu'elles se décident à travailler à l'édification d'une Europe occidentale unie. M. Couwenberg considère que seule une pression politique populaire massive peut faire bouger les choses en Europe. Il rend le nationalisme renaissant, associé à la bureaucratie qui régent la coopération européenne, responsable de l'indifférence relative des populations à l'égard de l'unification de l'Europe. Beaucoup de jeunes aspirent à atteindre d'emblée à une communauté mondiale organisée et pacifique. "Cela témoigne d'un idéalisme admirable, mais aussi d'assez peu de sens politique", estime le conseiller du parti populaire catholique. Il voit dans la mentalité dite "de gauche" de ceux qui s'épuisent à contester surtout leur propre culture, ou à ne contester qu'elle, un des symptômes les plus alarmants de décadence intérieure.

M. Van Hulst, de l'Union chrétienne historique (C. H. U.), membre de la Première Chambre, a fait, lors de cette journée d'étude, un plaidoyer en faveur d'un assouplissement des modes de pensée politiques. Il est grand temps d'organiser des échanges de vues entre les deux blocs économiques européens pratiquant des systèmes différents, la C. E. E. et le Comecon. M. Van Hulst dénonce le "malentendu incroyablement répandu qui témoigne d'un manque absolu d'esprit critique à l'égard de notre propre société". De fait, des millions d'occidentaux pensent que la majeure partie des habitants du bloc oriental iraient de surprise en surprise s'ils avaient la chance, du jour au lendemain, de prendre contact avec les pays occidentaux.

"Il se pourrait très bien qu'après l'ouverture de toutes les frontières, les gens de l'Est disent : S'il en est ainsi, plutôt notre communisme", affirme M. Van Hulst. Il pense que l'Occident devrait faire preuve, dans ses jugements politiques, de plus de modestie qu'il ne l'a fait jusqu'ici. "Il est même possible qu'après une confrontation ouverte, ce soit plutôt l'Occident qui fasse triste figure", a ajouté l'orateur en se demandant si cette attitude n'est pas la seule qui permettrait d'entamer un véritable dialogue".

("De Volkskrant", 14 juin 1969)

18. La Fédération allemande du commerce de gros et du commerce extérieur condamne le protectionnisme agricole de la C. E. E. et réclame la libéralisation du commerce mondial

A l'assemblée générale annuelle de l'union économique du commerce de gros et du commerce extérieur (W. G. A.), qui s'est tenue le 11 juin 1969 à Hambourg, le président Dietz a souligné la nécessité d'accorder une attention extrême aux exportations et d'éviter tout ce qui pourrait alourdir artificiellement le coût des exportations. Il faut, en effet, que l'excédent de la balance des paiements de l'ordre de 10 à 11 milliards de DM, auquel la République fédérale doit recourir pour couvrir ses besoins courants, puisse être réemployé. Il est très difficile de reconquérir à l'exportation des marchés perdus et la prospérité future de l'économie allemande reste conditionnée par les exportations.

Selon une vieille et sage maxime, on ne peut exporter qu'à condition d'importer. Il se recommande donc de pratiquer une politique d'importation libérale non seulement en République fédérale, mais aussi à l'intérieur même de la C. E. E. M. Dietz a dénoncé, à ce propos, les dangers qui se profilent à l'horizon du fait que les importations agricoles, réglementées par les organisations de marchés relèvent de la compétence de la C. E. E. Certes, on pourrait s'efforcer d'établir l'autarcie et y parvenir. Mais il ne faudrait pas croire que ce système n'aurait aucune incidence sur les exportations de la Communauté, ni sur la structure du commerce mondial libre. Toute attitude protectionniste de la C. E. E. provoquerait des réactions de la part de nos partenaires commerciaux. Ceux-ci ont déjà menacé de prendre des contre-mesures à l'égard des exportations vitales de la C. E. E., et ce risque n'est pas à prendre à la légère.

Au congrès annuel de la Fédération allemande du commerce de gros et du commerce extérieur, qui s'est tenu à Francfort, le 23 juin, le président Dietz a fait un exposé, assez critique, de la politique agricole de la C. E. E. : "Les magnifiques ratées du marché agricole de la C. E. E. nous ont enseigné la méfiance. Il s'agit, à présent, de définir, dans les Communautés européennes, une politique commerciale applicable au secteur industriel ; or, la politique agricole ne nous a enseigné que les erreurs à éviter".

L'agriculture ne produit plus pour les marchés, mais elle produit - du fait des garanties de restitution - pour les organismes d'intervention. Ce système doit faire place à un système davantage orienté vers le marché, lequel s'accompagnera, inmanquablement, d'une réglementation réduisant le nombre des cultures, d'autant que rien ne s'oppose aux importations agricoles en provenance des pays tiers.

M. Dietz a adressé un appel au gouvernement fédéral afin qu'il continue à encourager, comme le traité de Rome le demande, une politique commerciale à l'échelon mondial, "avant de se déclarer prêt à souscrire quelque autre engagement. Il nous faut associer, politiquement, l'assainissement du marché

agricole et l'adhésion de la Grande-Bretagne". Quittant le secteur agricole, M. Dietz a invité, vu notamment l'évolution fort médiocre des échanges avec les pays de l'Est, à libéraliser ces échanges et à examiner les voies qui pourraient mener à la coopération.

La C. E. E. sans l'Angleterre est une petite Europe que "nous n'avons pas voulue" a conclu M. Dietz. Dès que le gouvernement français aura repris la gestion des affaires, il conviendra de délibérer de la reprise des négociations relatives à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté. Car une Europe qui resterait divisée n'aurait aucune chance de s'imposer dans la compétition avec les grandes puissances.

(Handelsblatt, 12 et 24 juin 1969 ;
Industriekurier, 12 et 24 juin 1969 ;
Frankfurter Allgemeine Zeitung, 24 juin 1969 ;
Die Welt, 24 juin)

19. Les industries belges veulent relancer l'Europe

La Fédération des industries belges (F.I.B.) a publié, au mois de juin 1969, un numéro spécial de son bulletin qui est tout à la fois son vingt-troisième rapport annuel et un manifeste pour la relance de l'Europe.

Ce rapport retrace, en premier lieu, l'essor de l'économie belge depuis la création du Marché commun. En dépit des problèmes qui sont posés à certaines régions et à certains secteurs de l'économie, la F.I.B. estime que l'Europe a bien servi la Belgique. Elle déclare même : "Nulle part, cependant, l'effet accélérateur de l'intégration européenne n'a été plus remarquable que sur notre exportation. En 1913, l'Allemagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas achetaient à la Belgique et au Luxembourg 50 % environ de leurs exportations. En 1927, cette part était tombée à 28 %. Elle était bien remontée à 40,9 % en 1936-1938, mais pour ne plus atteindre à nouveau que 30,6 % en 1947. Remontée à 45 % en 1958, elle dépasse aujourd'hui 64 %. Chaque mois, nous vendons pour quelque 22 milliards de FB dans le Marché commun.

La Belgique vit d'exportations. Bientôt, ont dit récemment plusieurs hommes politiques, un Belge sur deux vivra de ce que le pays vend à l'étranger. L'Union économique belgo-luxembourgeoise a exporté, en 1968, pour 408 milliards de francs. La Communauté économique européenne en a absorbé 262,5 soit 64,3 % du total".

Pour la F.I.B., les résultats acquis à la fin de la période de transition ne constituent qu'une première étape car "toute une série de politiques authentiquement communes doivent encore être élaborées et appliquées parce qu'elles sont prévues par le traité de Rome, parce qu'elles conditionnent l'Union éco-

nomique, et que seule l'Union économique assurera un Marché commun intégral permettant une expansion économique et une promotion sociale harmonieuses. Nous ne pouvons nous arrêter parce qu'une stagnation annoncerait, inévitablement, un recul. Bien plus - et les événements monétaires, comme les perturbations économiques du deuxième semestre 1968, allaient en apporter la démonstration - la concertation véritable est loin d'être acquise entre les Six. Et des entraves gênantes et tenaces empêchent l'industrie belge de tirer de la Communauté économique européenne les avantages et les progrès qu'elle est en droit d'en attendre, parce qu'elle a consenti, pour les préparer, des restructurations importantes et des investissements fort amples".

La Fédération des industries belges écarte délibérément les objections de ceux qui disent : l'Europe, oui mais... Pour elle, le salut est dans le risque. Au temps de l'accélération de l'histoire, elle se prononce pour une solidarité politique institutionnalisée. "Il faut continuer l'Europe, il faut prendre le risque de l'Europe, parce qu'il n'y a pas d'autre moyen d'assurer une espérance valable à ceux qui l'habitent et l'habiteront demain. Il faut vouloir l'Europe pour assurer à son courage et à son dynamisme les moyens d'expression dont ils ont absolument besoin. Il faut relancer l'Europe pour ne point entrer dans l'avenir à reculons, le dos voûté, et les yeux fixés sur le sol. C'est une question de courage et de volonté politique : on peut compter sur l'industrie belge et sur l'assurance qu'elle a d'être soutenue, en cette matière, par l'immense majorité de l'opinion pour le rappeler sans cesse et pour exercer, sur les autorités nationales et internationales, les pressions qui s'imposent".

Marquer une volonté politique de relancer l'Europe consiste, pour la F.I.B., à se fixer un échéancier, qui s'est montré très utile pour la réalisation des premiers objectifs. Cela consiste aussi à revenir à la méthode du vote à la majorité, c'est-à-dire à une méthode courageuse et féconde.

C'est ainsi que la Fédération est amenée à proposer un programme de relance visant à achever l'union douanière et à construire, parallèlement, l'union économique.

1. "Pour ce faire, il faut d'abord éliminer les entraves techniques aux échanges, cause parfois subtile, mais toujours trop efficace du maintien de frontières invisibles entre les six Etats."

2. "Dans le domaine agricole, des options radicalement nouvelles sont à prendre, des mesures doivent être édictées et appliquées". "Si elle appuie, sans restriction, la restructuration et la libéralisation de l'agriculture européenne, l'industrie belge attend que l'effort qu'on y consacrera ne soit pas disproportionné par rapport à l'importance réelle de la population agricole dans la population active globale et à la part que l'agriculture assume dans le produit national brut : 5,8 % de la population active en Belgique et 5,50 % du produit national brut. De toute façon, il ne peut être question de maintenir la clé de répartition actuelle du F. E. O. G. A., qui est de 8 % pour la Belgique. L'industrie demande que les ministres des finances des Six soient intimement

associés à l'élaboration de toutes les mesures financières prises en faveur du secteur agricole ; que des seuils soient fixés par eux, qui ne pourront être dépassés en aucun cas ; que notre pays, dont l'agriculture a accompli, pour sa part, un remarquable effort de rationalisation et de productivité, s'associe, certes, à l'effort communautaire, mais en gardant le souci des besoins et des possibilités de l'économie belge. Enfin, les mesures éventuelles de reconversion devront se déployer dans le cadre d'une politique industrielle européenne et ne pas prendre des formes localisées, régionalistes, isolationnistes et donc anti-économiques".

3. "La Communauté économique européenne doit définir et pratiquer une politique commerciale communautaire, souple, adaptée à l'extraordinaire dynamisme de l'économie contemporaine, et qui saura éviter les leurres dans lesquels a chaviré la politique agricole commune."

4. "La politique commerciale commune est solidaire d'une politique économique commune et, notamment, d'une politique monétaire commune. Les événements de 1968 et la grave défaillance du franc français ont montré de quel prix on pouvait en payer l'absence. Les six Etats membres de la Communauté doivent pratiquer une concertation plus active et permanente de leurs politiques économiques et sociales ; de leur côté, les partenaires sociaux devraient, dans chaque pays, manifester un souci croissant du développement et de l'évolution économique de la Communauté européenne tout entière quand ils prennent des initiatives, ou résolvent des conflits. Cette concertation devrait exercer ses effets, plus particulièrement, dans le domaine proprement monétaire, et sur le travail des organes qui sont chargés de l'étudier : Comité monétaire des Six, Comité de politique conjoncturelle, Comité des gouverneurs des Banques centrales et Conférence périodique des ministres des finances. Le rôle de la Commission européenne, dans ces différents organes et instances, doit être accru. Le but : sauvegarder, à travers les vicissitudes de la conjoncture, la fixité des taux de change entre les Six, pour tous les paiements courants relatifs aux échanges de biens et de services. Ceci implique que chaque gouvernement oriente et définisse sa politique économique sociale, budgétaire et financière dans l'hypothèse que la parité de change officielle de sa monnaie, vis-à-vis des autres partenaires, ne sera plus modifiée."

"Les efforts devront déboucher, ultimement, sur une union monétaire effective ; c'est dans la rigoureuse logique de toute l'entreprise européenne. Mais, de toute évidence, c'est pour plus tard. En attendant, la liberté des mouvements de capitaux, prévue par le traité de Rome, doit être réalisée et maintenue entre les pays membres. Afin d'éviter que les réserves des banques centrales ne soient trop entamées par cette liberté des mouvements de capitaux, on pourrait s'inspirer de l'exemple belge du double marché des changes : le premier pour les opérations courantes, le second pour les mouvements de capitaux et le tourisme. En effet, notre Banque Nationale n'est pas obligée d'engager ses réserves monétaires pour le maintien des cours de change sur le marché parallèle, où ce sont l'offre et la demande privées qui déterminent les cours. Enfin, il faut instaurer un système communautaire efficace de secours mutuel en cas d'accident de parcours."

5. "Il faut que soient supprimées les restrictions légales ou réglementaires et les pratiques administratives qui excluent ou limitent la participation d'entrepreneurs ou de fournisseurs autres que nationaux à ces marchés, sans oublier les normes et spécifications techniques qui, alors que la nature propre de l'ouvrage ou de la fourniture ne l'exige pas, entravent l'activité des entrepreneurs et fournisseurs des autres Etats membres. Il faut aussi que soient éliminées les discriminations de fait qui découlent de la répétition de pratiques administratives qui finissent par créer un véritable droit coutumier."

6. "Il faut aussi mettre de l'ordre dans la politique des transports, et la fonder sur un régime de saine concurrence : concurrence entre les divers modes de transport, que ne peut gêner la dépendance politique de certains d'entre eux, concurrence entre transporteurs d'une même branche, dans un même pays, sans répartitions arbitraires, sans limitations injustifiées, concurrence entre transporteurs de pays différents. Sinon, une économie fondée sur la liberté, devra s'en remettre pour circuler, c'est-à-dire pour vivre, à un super-étatisme qui sera contradictoire à son être même. Cette liberté de choix implique la possibilité de recourir sans entraves au transport pour compte propre."

7. "La coopération technologique européenne doit prendre un nouveau départ. Il faut que tous ceux qui ont en main les destinées économiques de la Communauté réaffirment une indispensable volonté commune, tirent courageusement et intégralement les leçons des échecs encourus.

En premier lieu, les efforts des gouvernements devront se porter sur la grande technologie, dont le développement et l'industrialisation exigent l'échelle européenne. En outre, il s'agirait, essentiellement, de produits dont le secteur public est un client important, voire exclusif : avions, engins spatiaux, centrales électriques (c'est le cas dans plusieurs pays), ordinateurs. En effet, c'est en assurant à l'industrie la commande d'une série minimale des matériels, dont le développement lui a été confié sous contrat, que les pouvoirs publics lui permettront de s'établir compétitivement dans de nouvelles productions. Etant donné la dispersion actuelle de la puissance publique en Europe, il paraît vain d'espérer que les gouvernements resteront unis lorsque l'industrie ne le sera pas. Les entreprises intéressées à recevoir le soutien d'une nouvelle politique doivent donc s'unir en consortiums européens pour exécuter le contrat de recherche-développement que les gouvernements associés leur confieraient, et rester unies pour exécuter ensuite la commande groupées ou concertée des administrations publiques nationales (ou des réseaux nationaux d'électricité). Les trois engagements (le consortium avec les préalables juridiques, économiques, fiscaux, qu'il appelle, le contrat de recherche-développement, les commandes en principe) devraient être conclus pour des programmes comportant un ensemble cohérent de développements. Ces engagements constitueraient alors de grandes opérations intégrées de politique scientifique et industrielle au niveau de l'Europe... Cette politique devrait avoir les Six pour point de départ, mais s'étendre aux quatre pays candi-

dates et être mise en place sans attendre que les autres problèmes relatifs à l'adhésion de ces pays soient réglés... Le renouveau d'une politique scientifique intégrée appellera, inévitablement, une relance des efforts en matière de brevet."

8. "En matière sociale, la F.I.B. propose qu' "un Office de l'Emploi européen, modeste au départ et s'appuyant sur les instances nationales, puisse devenir par-delà les frontières un clearing house des offres et demandes d'emploi. A côté, et peut-être à l'intérieur de cet Office, le Fonds social européen, repensé et rénové, pourrait dispenser, à partir d'un budget préétabli, des indemnités spéciales d'attente aux travailleurs des secteurs où l'activité est en contraction, en assortissant l'octroi de ces indemnités de conditions favorisant la mobilité professionnelle et géographique. Quant à la formation professionnelle, fondement irremplaçable d'une politique de l'emploi, la concertation des autorités européennes, ébauchée déjà par l'élaboration des profils de certains métiers, devra être poussée beaucoup plus loin... Il faut encore, et peut-être surtout, imprégner d'un souci concret de rapprochement européen les multiples initiatives prises dans le domaine social par les autorités nationales."

La F.I.B. invite les autorités nationales à se concerter systématiquement avec leurs collègues des autres pays sur les grandes lignes des projets sociaux qu'ils élaborent et de faire précéder tout projet d'une étude des législations et réglementations similaires dans les cinq autres pays. Elle suggère que les partenaires sociaux se préoccupent, également, dans leurs négociations, des conditions qui sont faites dans les autres Etats membres.

9. A propos de l'élargissement de la Communauté, la F.I.B. estime qu'au moment où l'Europe des Six recherche une union plus étroite sur le plan économique, il devrait être possible, en attendant, de définir des arrangements commerciaux avec certains pays de l'Association européenne de libre-échange, candidats à l'adhésion. Il ne suffit pas d'accepter les traités de Rome et de Paris pour régler les choses. Il faut encore faire face aux obstacles redoutables qui tiennent aux problèmes économiques particuliers des Etats-candidats. Par ailleurs, les accords d'association paraissent la meilleure formule à l'égard des pays neutres, comme l'Autriche et la Suède, ou à l'égard des pays européens de la Méditerranée orientale. Vis-à-vis du Maghreb, les accords économiques, sociaux, financiers constituent la formule la plus opportune.

(Fédération des Industries Belges, "Relancer l'Europe", juin 1969)

20. L'assemblée des délégués de l'association des agriculteurs allemands
évoque le problème de la politique des prix agricoles

Devant l'assemblée des délégués de l'association des agriculteurs allemands, qui s'est tenue à Mayence, le professeur Weinschenk a déclaré, le 19 juin 1969, que l'agriculture allemande ne doit pas escompter de la seule politique des prix agricoles la solution aux problèmes de marché, aux questions de revenus et aux problèmes sociaux qui sont les siens. L'unique moyen de garantir à l'agriculture des chances de survie, c'est de combiner les mesures de la politique des prix à la suppression des surcapacités de production dans la C.E.E., ainsi qu'à une politique structurelle qui assure l'existence d'un réseau d'exploitations aptes à garantir des revenus suffisants.

Il conviendrait de résoudre, sans tarder, le conflit entre les deux fonctions des prix, c'est-à-dire, d'une part, instituer un équilibre de marché et, d'autre part, assurer les revenus et les investissements nécessaires à la modernisation des exploitations. Du fait de la faible élasticité, qui est propre au marché des denrées alimentaires, les hausses nominales de prix, à quelques exceptions près, n'apporteraient toutefois aux agriculteurs qu'une amélioration à peine marquée du niveau réel des prix agricoles.

D'autre part, M. Weinschenk a souligné, à nouveau, qu'il existait des domaines où il était judicieux de pratiquer une politique en matière de prix quand des divergences de prix venaient à s'y manifester. A ce sujet, il a recommandé, en premier lieu, une correction des rapports des prix des céréales par un relèvement du niveau de l'ordre de 10 à 15 %. En principe, il faudrait, toutefois, reconnaître que l'équilibre du marché n'a de sens que si l'on combine cette politique avec des mesures visant à influencer directement le volume de l'offre, ainsi qu'avec la politique structurelle. Cependant, ce n'est pas l'Etat qui doit contrôler le volume de l'offre.

La limitation des capacités de production par l'abandon volontaire des exploitations et par la transformation des exploitations garantissant un revenu suffisant en exploitations d'appoint et de sous-traitance prendra, à l'avenir, une importance croissante, puisqu'en République fédérale la rationalisation du travail, obtenue par l'exode des travailleurs, est déjà pratiquement chose faite. Mais il convient de considérer le problème des capacités de production, a conclu M. Weinschenk, au niveau général de la C.E.E. Et il faut surtout abandonner, dès maintenant, dans les Etats membres, tout programme qui ne servirait qu'à les accroître.

(Die Welt, 20 juin 1969)

21. Le programme d'action européen du groupe parlementaire C.D.U./C.S.U.

Le groupe parlementaire C.D.U./C.S.U. a adopté un programme d'action, intitulé "Cinq pas en direction de l'Europe", qui vise à relancer la politique européenne. Il a été publié le 19 juin 1969 par M. Ernst Majonica, président du groupe de travail chargé de la politique étrangère. En particulier, les propositions présentées tendent à accélérer la coopération en Europe occidentale.

Cette initiative s'inspire directement de ce que la période de transition pour le développement de la C.E.E. expire à la fin de cette année. La C.D.U./C.S.U. s'oppose à toute prolongation de la période de transition et elle réclame que les objectifs fixés par les traités de Rome soient atteints avant la fin de cette période. Cela vaut, en particulier, pour la politique commerciale commune.

La C.D.U./C.S.U. demande, en outre, que les dispositions du traité de la C.E.E. soient précisées et concrétisées par le renforcement des pouvoirs des institutions, l'introduction d'une procédure législative démocratique et la création d'organes dotés de la capacité juridique. Et c'est pourquoi, à l'avenir, toute proposition de la Commission de la C.E.E. devrait être suivie de l'accord du Parlement européen, les décisions du Conseil de ministres être prises à la majorité des deux tiers et le nombre des membres de la Commission ramené de 15 à 9. D'autres recommandations portent sur l'élection directe des membres du Parlement européen et l'instauration d'un plébiscite.

Le gouvernement fédéral est invité à créer un comité ministériel pour les questions européennes, sous la présidence du chancelier fédéral, et à charger un membre du gouvernement fédéral, qui serait en règle générale le ministre des affaires étrangères, de s'occuper de ces questions.

L'union politique de l'Europe doit être complétée par la coordination de la politique étrangère et par une coopération plus étroite dans le domaine de la défense et de l'équipement. Il importe de créer, en outre, un Conseil de défense européen et une commission européenne pour l'équipement, disposant d'un budget propre. Ces institutions, qui ne sont cependant pas destinées à faire revivre la C.E.E., contribueraient à créer un organisme de défense européen au sein de l'O.T.A.N. et à faciliter l'équipement des forces militaires en armements standardisés. En attendant la réalisation de ces plans, les six ambassadeurs des pays de la C.E.E. se rencontreraient régulièrement à Bruxelles pour coordonner les politiques de leurs pays.

Le groupe C.D.U./C.S.U. réclame enfin l'ouverture prochaine de négociations d'adhésion avec la Grande-Bretagne et les autres pays candidats. Il estime, et les députés Lenz et von Wrangel, en particulier, l'ont souligné, que cette politique d'unification européenne doit rester ouverte à l'égard de l'Est et qu'elle doit donc servir de modèle à un ordre pacifique paneuropéen.

En même temps que son programme pour les années 70, c'est-à-dire le 23 juin, la C.D.U. a présenté à la presse son programme électoral, qui se situe dans la perspective du programme d'action qu'elle avait adopté à Berlin en novembre 1968.

Le programme électoral définit les objectifs des politiques économique, sociale et culturelle, et fait également état des questions intéressant la politique étrangère et l'Europe. A propos de la politique européenne, la C.D.U. estime qu'aucun peuple européen ne peut plus, à lui seul, faire face aux tâches que lui réserve l'avenir. "C'est pourquoi tous les peuples européens ont besoin d'une Europe économiquement puissante et capable de prendre des décisions sur le plan politique". Aussi bien la C.D.U. insiste, dans son programme, sur l'unification politique de l'Europe en un Etat fédéral européen avec un Parlement élu au suffrage direct, et sur la grande importance de la coopération franco-allemande. La Communauté économique européenne devrait être complétée par une politique commune dans les domaines de l'économie et de la monnaie, de la science et de la recherche. La C.D.U. assure enfin "qu'elle entend élargir la C. E. E. en acceptant l'adhésion des pays qui en ont fait la demande".

(Deutschland-Union-Dienst, n° 113, 19 juin 1969 ;
Frankfurter Allgemeine Zeitung, 20 et 24 juin 1969)

22. Le Mouvement européen examine les problèmes institutionnels de l'élargissement des Communautés européennes

Réunie à Dublin les 20 et 21 juin 1969, une conférence internationale du Mouvement européen a examiné les problèmes d'ordre institutionnel que pose l'élargissement des Communautés européennes à la Grande-Bretagne, au Danemark, à l'Irlande et à la Norvège, qui ont demandé à y adhérer.

La conférence a abouti aux conclusions suivantes qui ont été adoptées à l'unanimité moins trois abstentions :

"Même si, en raison de l'importance et de la complexité des problèmes que pose l'adhésion de la Grande-Bretagne, des conversations doivent commencer avec elle, en consultation avec les trois autres pays candidats, ces quatre pays, dont les économies sont étroitement liées, doivent être admis simultanément.

Une Communauté à dix, pour fonctionner d'une façon efficace, exigera un renforcement des institutions. Mais c'est une vérité d'évidence qu'un tel renforcement est déjà indispensable pour la Communauté à six, si l'on veut passer rapidement de l'union douanière à une véritable union économique d'abord, à l'union politique ensuite.

Un tel renforcement exige davantage des modifications de pratiques et de procédures que des amendements aux traités autres que ceux de caractère essentiellement arithmétique.

Les traités doivent être appliqués en ce qui concerne la prise des décisions à la majorité simple ou qualifiée. Ceci signifie, d'une part, la caducité du protocole de Luxembourg de janvier 1966, d'autre part, que l'on renonce à rechercher, sans limite de temps, l'unanimité.

Les Communautés doivent disposer de ressources propres, dans les termes prévus par les traités. Le caractère démocratique du Parlement doit être renforcé par son élection au suffrage universel direct, conformément, également, aux dispositions des traités. Les compétences du Parlement doivent lui permettre un contrôle budgétaire véritable, conséquence de l'existence de ressources propres.

Dans la pratique, la désignation des membres de la Commission s'est écartée des prescriptions des traités, qui prévoient le commun accord entre les gouvernements, alors que, maintenant, chaque gouvernement désigne unilatéralement ses propres nationaux. Pour y obvier, les désignations devraient être soumises à la confirmation du Parlement, ce qui pourrait résulter d'une pratique introduite sans disposition institutionnelle.

Le caractère supranational de l'administration communautaire doit être renforcé. En pratique, chaque haut poste est devenu la propriété d'une nationalité. Il faut appliquer une règle inverse en décidant que, sauf exceptions justifiées, le changement de titulaire d'un poste élevé doit comporter un changement de nationalité. De plus, les désignations pour les postes clefs devraient être réservées à des fonctionnaires permanents des Communautés.

L'extension des Communautés rend plus difficile le problème du statut linguistique. Le Mouvement européen décide de réunir un groupe d'études pour faire des propositions concrètes tenant compte tant des exigences d'efficacité que du caractère multilinguistique des Communautés."

(Texte communiqué par le Mouvement européen)

23. M. Wolff von Amerongen, président de la Conférence allemande de l'industrie et du commerce, propose un nouveau programme de libéralisation pour les pays de commerce mondial

Au congrès international des fibres synthétiques, qui s'est tenu à Dornbirn (Autriche), M. Otto Wolff von Amerongen, président de la Conférence allemande de l'industrie et du commerce (D. I. H. T.), a invité, le 21 juin 1969, les pays à commerce mondial à établir en commun un nouveau programme de libéralisation.

Ce programme se réaliserait parallèlement à une réforme du système monétaire international, car le porte-parole du D. I. H. T. estime que la liberté commerciale ne survivrait pas à une anarchie monétaire. L'orateur, considérant les taux de croissance du commerce mondial, a mis en garde contre les illusions optimistes. Après la suppression des tarifs douaniers, les forces protectionnistes ont cherché refuge dans les obstacles commerciaux non tarifaires. Au reste, la politique agricole pratiquée par les Communautés européennes se trouverait à l'origine de ces tendances protectionnistes.

Selon le président du D. I. H. T. , le nouveau programme de libéralisation devrait porter, tout particulièrement, sur le commerce de produits industriels entre les pays industrialisés. D'autre part, il conviendrait d'appliquer désormais de façon uniforme les dispositions douanières. Au rang des obstacles non tarifaires, il faut compter la pratique des administrations nationales de donner la préférence aux produits indigènes. L'application discriminatoire de taxes nationales sur les produits importés et les contingentements à l'importation, qui existent encore dans les pays industriels et les pays en voie de développement, viennent s'ajouter à la série des lourdes entraves.

En dépit des succès enregistrés par les Communautés européennes, la structure économique se trouve encore marquée, en Europe, par des caractères trop nationaux, a conclu M. Wolff von Amerongen. Ni dans la C. E. E. , ni en Europe occidentale, on n'aperçoit l'apparition d'un quelconque marché coordonné des structures industrielles. De là, entre l'Europe et les U.S.A. , cet écart toujours considérable en matière de technologie et de dotation en capitaux. Les sociétés multinationales ne se créent surtout qu'entre des entreprises européennes et américaines. Si l'on considère la concurrence qui existe aux U. S. A. , en Union soviétique et au Japon, on est forcé de constater que l'union douanière et agricole, telle qu'elle fonctionne actuellement, est tout à fait insuffisante.

(VWD-Europa, 19 juin 1969 ;
Handelsblatt, 23 juin 1969)

Sur le plan communautaire et international

I. EXECUTIF COMMUNAUTAIRE

1. M. Haferkamp, membre allemand de la Commission de la C.E.E., préconise à Bonn la prolongation de la période transitoire

M. Wilhelm Haferkamp, membre allemand de la Commission européenne, s'est prononcé à Bonn, le 24 avril 1969, pour une prolongation de la période transitoire de la Communauté économique européenne. Parlant devant des représentants de la presse, M. Haferkamp a déclaré qu'à son avis, on ne pourrait plus prendre d'ici à la fin de 1969 nombre de décisions qui s'imposent, en particulier dans le domaine de la politique agricole et de la politique fiscale.

Pour autant que les Etats membres s'engagent à statuer rapidement, en Conseil de Ministres, sur les questions en suspens, la période transitoire devrait être prolongée de deux ans, estime M. Haferkamp. La Commission devrait présenter avant les vacances d'été une proposition en ce sens au Conseil de Ministres. Cependant, M. Haferkamp ne s'est pas avancé à prédire si la Commission suivrait sur ce point son avis personnel.

M. Haferkamp a qualifié de particulièrement urgentes les décisions que le Conseil de Ministres est appelé à prendre, sur la base des propositions de la Commission, au sujet du resserrement de la coopération sur les plans économique et monétaire. En tout cas, les décisions que les Etats membres envisagent de prendre en matière de politique économique et qui pourraient avoir des répercussions débordant le territoire national ne devraient être prises qu'après consultation de la Communauté. Un mécanisme d'assistance efficace, applicable pendant les trois prochains mois, devrait être prévu pour le cas où il se produirait des difficultés d'ordre monétaire.

Il n'a pas été prévu à Bruxelles, a déclaré M. Haferkamp, de "plan de mobilisation" qui puisse être mis en oeuvre en cas de difficultés monétaires et notamment pour parer aux conséquences qu'auraient, sur le plan de la politique agricole commune, des changements de parité, alors que ces questions devraient être considérées comme étant d'intérêt général.

M. Haferkamp espère que le Conseil de Ministres examinera avant les vacances d'été les propositions relatives à la politique commune de l'énergie. D'ici là, de nouvelles propositions relatives au charbon cokéifiable doivent être présentées. Si la Communauté ne réussit pas, à long terme, à produire des quantités suffisantes de charbon cokéifiable, elle se trouvera, sur ce plan, directement tributaire des Etats-Unis. Pour éviter d'en arriver là, il ne suffira pas de prolonger simplement le système actuel de subventions, mais il faudra, estime M. Haferkamp, mettre sur pied un nouveau système commun d'aide.

(Die Welt, 25 avril 1969)

2. Le prix Charlemagne d'Aix-la-Chapelle à la Commission de la C. E. E.

Le prix international Charlemagne de la ville d'Aix-la-Chapelle a été décerné le 15 mai 1969 à la Commission des Communautés européennes, qui est ainsi la première institution à se voir attribuer cette distinction réservée jusqu'à présent à des personnalités que les citoyens de la ville d'Aix-la-Chapelle choisissent depuis 1950 pour leurs mérites particuliers au service de l'unification européenne.

Le président de la Commission, M. Jean Rey, a reçu la distinction au nom des quatorze membres de la Commission. Douze d'entre eux assistaient d'ailleurs à la cérémonie de remise du prix dans la Salle du Couronnement de l'hôtel de ville d'Aix-la-Chapelle. Le document justificatif d'attribution du prix Charlemagne doté de 5.000 DM, rend hommage aux "hauts mérites de la Commission au service de l'oeuvre d'unification de l'Europe et à son travail inlassable et efficace effectué dans le cadre de la C. E. C. A., de la Communauté économique européenne et de l'Euratom".

Le ministre des Affaires étrangères de la République fédérale, M. Brandt, a déclaré au nom du gouvernement fédéral que la Commission européenne a "vraiment mérité" encouragements et reconnaissance. C'est maintenant qu'il y aurait lieu de rappeler avec insistance à l'opinion publique européenne que, tout comme auparavant, les Communautés européennes jouent un rôle capital dans l'oeuvre d'unification, mais qu'elles ne pourront venir à bout de cette oeuvre que si la Commission est en mesure de jouer le rôle qui lui a été imparti par les traités.

Il reste encore beaucoup à faire avant que ne disparaissent tous les contrôles frontaliers inutiles "et nous devons nous proposer de le faire rapidement", a déclaré M. Brandt. "Même les initiatives unilatérales ne doivent pas manquer en l'occurrence."

Le gouvernement fédéral considère les Communautés comme la pierre angulaire de l'édifice européen, a souligné le ministre. Une pierre pas encore assez solide, diront certains. Mais il ne faut pas perdre de vue tout ce qui a déjà été réalisé. Le résultat n'est pas, il est vrai, aussi satisfaisant dans tous les secteurs. Beaucoup reste encore à faire, dans le domaine de la politique énergétique commune, de la politique scientifique et de la politique en matière de recherche, de l'harmonisation indispensable des politiques économique, monétaire et conjoncturelle, ainsi que de l'élimination de la "coexistence absurde" des trois Communautés, etc.

La Commission sera, dans un proche avenir, selon le ministre des Affaires étrangères, confrontée avec de grandes tâches dans beaucoup de domaines. "Le développement ultérieur des Communautés se trouve en grande partie entre ses mains", a précisé M. Brandt pour terminer.

Le président de la Commission, M. Rey, lui aussi, a préconisé une accélération de la mise en oeuvre de la politique européenne. Il faut, a-t-il déclaré, s'employer à renforcer rapidement la solidarité économique et monétaire, et promouvoir sérieusement l'union politique. Il faut, en outre, trouver un moyen pour permettre aux pays européens qui ne font pas encore partie de la Communauté d'y entrer par étapes. A l'égard des pays en voie de développement, et en particulier des Etats africains associés, une politique ouverte et très large s'impose. La Commission fera des efforts inlassables, afin "d'établir un dialogue, et si possible une coopération, avec les pays européens de l'Est ainsi qu'avec tous les autres continents", a assuré M. Rey.

Le président de la Commission européenne a souligné ensuite l'importance des institutions de la Communauté des Six. Les Communautés européennes ont été les seules à réussir la mise en oeuvre d'une politique commune, car elles possédaient les moyens institutionnels nécessaires. M. Rey a souligné qu'il n'était pas étonnant que la Commission veillât jalousement à ses pouvoirs. "Il serait insensé, à son avis, de parler d'un renforcement des Communautés si l'on essayait en même temps d'affaiblir ses organes".

Le président, qui a remercié le gouvernement fédéral de sa "contribution réaliste et clairvoyante aux progrès de la Communauté", a souligné que l'Europe avait, après deux guerres mondiales, donné le signal du départ vers un nouvel ordre continental. Il lui appartient à présent de veiller à ce que les égarements du nationalisme d'hier ne se répètent pas au plan continental. L'Europe ne peut, de l'avis de M. Rey, se placer au niveau des grandes nations que si elle est intégrée et se présente - comme elle le fait en matière de politique agricole et douanière - en tant qu'entité. D'où la nécessité d'une mise en oeuvre accélérée de la politique commune dans d'autres domaines et d'un renforcement rapide de la solidarité économique et monétaire de la Communauté.

Quelles que soient les différences de méthodes et de conceptions, le renforcement et le progrès de la Communauté concernent tous les Etats membres. En dépit de toutes les difficultés et de toutes les crises, la construction européenne se poursuit. Les forces qui ont contribué à son unification sont en réalité bien plus puissantes que celles qui ont agi dans le sens inverse.

M. Jean Deniau (France), le plus jeune membre de la Commission, a qualifié de grave le fait qu'il n'existe plus d'accord entre les pays signataires d'un traité sur les objectifs sous-entendus de celui-ci. En réalité, il est tout aussi grave qu'il n'existe plus de stimulant clair et puissant pour la grande masse. L'Europe doit, avant toute chose, redevenir un exemple.

Le professeur Hendrik Brugmans, ancien lauréat du prix Charlemagne et recteur du Collège d'Europe de Bruges, a déploré "la tendance, que l'on retrouve partout, visant à reléguer la Commission au rang de comité technique". Les Européens attendent, au contraire, d'elle qu'elle devienne le catalyseur qui permettra de se libérer du particularisme des petits Etats.

(Bulletin de l'Office de presse et d'information du gouvernement fédéral, n° 64 du 20 mai 1969).

3. Les problèmes d'actualité du Marché commun, exposés par M. Colonna di Paliano

Invité, le 20 mai à Bruxelles, par la Chambre de Commerce belgo-italienne, M. Colonna di Paliano, membre de la Commission de la C.E.E., a traité des problèmes d'actualité du marché commun.

L'orateur a d'abord souligné que le bilan de la période transitoire s'annonce comme étant largement bénéficiaire, grâce à la réalisation de l'union douanière et à l'amorce d'une harmonisation des politiques économiques. "Certes, a-t-il ajouté, les frontières fiscales réglementaires financières entre les six pays subsistent. Mais la renonciation à la protection douanière dans les échanges intra-communautaires et l'acceptation d'un niveau réduit de protection à l'égard des pays tiers ne signifient pas moins une évolution dans le chef de nos entreprises, notamment en Italie et en France, qui est quasiment révolutionnaire. Il est vrai aussi que l'organisation commune des marchés agricoles n'a pas résolu le problème du coût excessif pour le consommateur et le contribuable, du soutien des prix agricoles : et il n'a pas résolu non plus le problème d'un revenu moyen équitable pour le producteur agricole. Mais il fallait passer par la mise en commun des politiques nationales pour pouvoir affronter le fond du problème, celui de la réforme des structures."

M. Colonna a rappelé que les progrès réalisés ont d'ailleurs été accompagnés d'une expansion sans précédent de l'activité économique, et que la C.E.E. est devenue le premier importateur et le deuxième exportateur du monde. Ces progrès sont d'autant plus significatifs qu'ils ont été acquis en l'absence de toute solution dans le domaine du rapprochement des attitudes des Six sur les grands problèmes internationaux. Mais, à son avis, ces progrès ne peuvent cacher l'importance du passage à l'union économique. "En effet, à notre époque, l'intervention des pouvoirs publics dans la vie économique est devenue si étendue et puissante que la simple suppression des obstacles traditionnels aux échanges des droits de douane et des contingents ne suffit plus à réaliser un marché multinational qui soit véritablement commun. Pour parvenir au décloisonnement total des marchés, il faut donc que les interventions multiformes des pouvoirs publics nationaux et, le cas échéant, locaux soient harmonisés. Mais cela n'est possible qu'à condition que les Etats se donnent des objectifs économiques et sociaux communs et s'engagent à les poursuivre dans l'exercice de leurs responsabilités quotidiennes".

L'orateur a cité alors diverses actions qu'il lui paraissait urgent de mener : la suppression des obstacles non tarifaires à la circulation des marchandises, la neutralité et la transparence de l'imposition indirecte, et plus particulièrement l'installation au 1er janvier 1970 du système de la taxe sur la valeur ajoutée, la politique commerciale commune indispensable surtout dans les échanges avec les pays à commerce d'Etat et à bas niveau de salaire.

Dans le domaine monétaire, M. Colonna a déclaré que l'on ne pouvait concevoir la mise en oeuvre dans la Communauté de mécanismes d'entraide en

cas de déséquilibre dans la balance des paiements que si les politiques économiques des Etats membres présentaient un certain degré de cohérence.

A propos du plan Mansholt, l'orateur a émis le voeu que la Communauté puisse situer ses activités agricoles dans le contexte général des pays à vocation essentiellement industrielle, impliquant une réduction progressive des activités non rentables ou moins rentables, ainsi que la suppression graduelle des interventions destinées à soutenir de telles activités. Cette évolution doit toutefois s'accompagner du souci d'assurer un degré satisfaisant d'emplois à un niveau équitable de revenus pour les travailleurs.

M. Colonna a également évoqué le problème posé par la survie d'Euratom : "J'observe à cet égard, déclara l'orateur, qu'en réfléchissant sur le problème de l'avancement des industries d'avenir - l'industrie nucléaire sans doute, mais d'autres industries également, telles que l'électronique et l'informatique - la Commission a constaté que l'union douanière n'apporte qu'un stimulant très réduit et que les commandes des gouvernements et des établissements publics sont généralement réservées à l'industrie nationale.

Pour décloisonner il faut donc libéraliser les commandes, et pour éviter qu'une seule industrie nationale s'empare de l'ensemble des marchés, que des regroupements aient lieu au niveau des entreprises. Le stimulant dans le cas d'espèce pourrait être d'une part la couverture commune du risque, par exemple lors de l'achat d'un réacteur par une compagnie d'électricité, d'autre part la contribution à la recherche et au développement rendue possible par un Centre commun organisé d'une manière réellement efficace."

(L'Echo de la Bourse, 21 mai 1969)

4. Le Président Rey affirme que l'indépendance de l'Europe passe par son unité

M. Rey, président de la Commission des Communautés européennes, invité à Turin par le Rotary, a parlé le 24 mai en cette ville sur le thème : "L'indépendance de l'Europe passe par son unité".

Le président Rey a commencé par affirmer qu'en dépit des crises et des difficultés qu'elle connaît, la Communauté n'est pas paralysée. La réalisation de l'union douanière et de la libre circulation des travailleurs, le développement de la politique agricole commune, l'harmonisation des législations douanières et fiscales des Six sont d'ailleurs là pour le prouver. A ce propos, M. Rey a souhaité que l'Italie, qui a toujours soutenu avec vigueur le processus d'intégration, ne tarde pas, par rapport aux autres pays, à adopter la taxe sur la valeur ajoutée. Cette harmonisation fiscale est, en effet, a poursuivi M. Rey, extrêmement importante pour le Marché commun dans son ensemble, et pour

l'Italie en particulier, puisqu'elle lui permettra de développer encore ses exportations vers les autres pays de la Communauté.

Ce retard de l'Italie en ce qui concerne l'adoption de la taxe sur la valeur ajoutée n'est cependant pas le seul obstacle que rencontre le Marché commun. Il subsiste, en effet, dans les différents pays, un très grand nombre de lois, de règlements et de procédures administratives qui entravent l'exercice des activités commerciales au sein de la C.E.E. et créent des discriminations au détriment du commerce. Les plus grosses difficultés proviennent de la libre circulation des marchandises et des services, et en particulier des règlements nationaux destinés à régir l'exercice des différentes fonctions du commerce. Parmi ces difficultés on peut citer, par exemple, les restrictions à la liberté d'accès au commerce et à la liberté d'établissement.

Pour ce qui est des relations extérieures, M. Rey a rappelé les récents accords d'association conclus avec la Tunisie et le Maroc, les négociations en cours avec la Yougoslavie et celles menées en vue du renouvellement de la Convention de Yaoundé qui associe dix-huit pays africains et malgache à la Communauté.

L'élargissement de la Communauté à la Grande-Bretagne et aux autres pays de l'Europe du Nord est, en revanche, toujours bloqué. A ce propos, M. Rey a souligné que le renforcement interne de la Communauté et son élargissement doivent progresser parallèlement.

Arrivé à ce point, M. Rey s'est demandé quelles sont aujourd'hui la force et la responsabilité de la Communauté dans le monde. A cette question, on peut en tout cas répondre avec certitude que la Communauté assume une responsabilité précise en tant que première puissance commerciale du monde. Ce qui s'est passé au cours des négociations Kennedy est significatif à cet égard. On sait que cette négociation a réuni 44 pays; or, si les derniers mois seuls dix pays négociaient encore véritablement, les dernières semaines ils n'étaient plus que quatre (U.S.A., Grande-Bretagne, Japon et Communauté), et les deux derniers jours, la partie se joua finalement entre la Communauté et les Etats-Unis.

Cette circonstance, a déclaré M. Rey, ne doit cependant pas nous inciter à un optimisme excessif. Elle ne fait en fait que démontrer que la force et l'indépendance de l'Europe passent par son unité. Il convient donc - a conclu le président de la Commission - de faire preuve d'un plus grand dynamisme dans la réalisation de l'union économique, c'est-à-dire qu'il convient de continuer à développer la politique agricole commune, de donner vie à une politique industrielle, d'intensifier la recherche scientifique et nucléaire commune, de transformer le Fonds social européen en un véritable instrument de politique sociale communautaire, de lancer la politique régionale et surtout de coordonner étroitement les politiques économiques et monétaires des Etats membres, tout comme il importe de définir le règlement financier agricole et d'étendre les pou-

voirs du Parlement européen, sans cependant perdre de vue l'objectif que constitue son élection au suffrage universel direct.

(Corriere della Sera ;
La Stampa, 25 mai 1969)

5. M. Hans von der Groeben, membre allemand de la Commission des Communautés européennes, préconise la conclusion d'un nouveau traité-cadre européen

Le 28 mai 1969, à l'occasion de la conférence des municipalités allemandes organisée à Mannheim, M. Hans von der Groeben, membre allemand de la Commission des Communautés européennes, s'est déclaré partisan de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E., en précisant qu'il faudrait accorder à ce pays le bénéfice d'une période transitoire, et de préconiser la conclusion d'un traité-cadre relatif à l'achèvement de l'union économique et monétaire, portant aussi sur la coopération technologique, la politique commune de l'énergie et la politique structurelle régionale.

M. Von der Groeben estime que les traités actuels doivent être mis en oeuvre complètement, de façon à réaliser dans le marché commun les conditions d'un marché intérieur. Le nouveau traité-cadre devrait définir en outre les objectifs, les institutions et les méthodes qu'appelle la poursuite de l'intégration économique et politique de l'Europe dans les domaines qui ne sont pas couverts, ou qui ne le sont pas suffisamment, par les traités européens. Il faudrait s'inspirer du système institutionnel actuel, mais le Conseil devrait faire office de cabinet ministériel plutôt que de conférence gouvernementale, comme cela a été le cas jusqu'à présent. Il faut attribuer au Parlement des pouvoirs plus étendus et doter la Communauté de ressources propres qui lui permettent de s'acquitter de sa mission européenne.

Le membre allemand de la Commission a, d'autre part, suggéré la conclusion d'un traité de coopération en matière de politique étrangère, coopération qui devrait être organisée dans le cadre des institutions de la Communauté politique, à la faveur de réunions périodiques, en Conseil, des ministres des affaires étrangères. Au cours d'une première phase, les décisions des ministres des affaires étrangères pourraient être exécutées par le président du Conseil, assisté du secrétaire général, c'est-à-dire qu'il n'existerait pas d'organisation spéciale. La coopération en matière de politique étrangère devrait porter avant tout sur les relations avec l'Est, le problème du désarmement, les possibilités de mettre fin à la division de l'Allemagne, l'organisation d'un système de sécurité européen, les relations de la Communauté avec les Etats africains et la position à adopter au sein des organisations internationales.

M. von der Groeben estime qu'il est urgent, dans les circonstances actuelles, d'élaborer un plan économique d'assainissement des balances des paiements et des relations monétaires et commerciales, afin de pallier le danger actuel de désintégration.

L'orateur s'est ensuite étendu sur l'importance de la mise en oeuvre d'une politique structurelle et régionale commune pour la coordination des politiques économiques et financières au sein de la Communauté européenne et, partant, pour la solution des problèmes monétaires de l'heure. Les conditions de vie futures des habitants de l'Europe seront déterminées par la structure de la politique régionale. Il s'agit de savoir si l'on saura infléchir l'avenir en fonction d'objectifs que l'on se sera fixés, plutôt que d'assister, plus ou moins impuissants, à des processus automatiques. Les généralisations étant impossibles dans ce domaine, la régionalisation de la politique est une nécessité. L'essentiel des responsabilités incombe donc, en la matière, aux Etats membres, mais ils se doivent de parvenir à une certaine coordination, surtout sur le plan des prévisions financières.

Selon M. Von der Groeben, la Commission des Communautés européennes s'attaquera dans les prochains mois, en coopération avec les Etats membres, à l'élaboration de lignes directrices communes en matière de politique régionale. Il s'agira d'aboutir non pas à des considérations pragmatiques, mais à des conclusions applicables à long terme. La Commission des Communautés européennes estime que le processus actuel de conversion et d'adaptation industrielle et agricole ne doit pas aboutir à compromettre la viabilité de régions entières, au point qu'elles cessent d'être en mesure d'assumer la charge des institutions communales. De même, les régions rurales dépourvues de centres urbains sont condamnées à dépérir à plus ou moins longue échéance. Les lignes directrices tendront, pour ce qui est du secteur urbain, à assurer le maintien de grands centres primaires ou la création de centres nouveaux étendant leur influence à toute une région, ce qui implique, bien entendu, une bonne infrastructure. A ces grands centres devraient s'ajouter des centres secondaires, eux-mêmes viables.

La prochaine chose qu'il faudra faire à Bruxelles sera d'harmoniser les lignes directrices générales avec la politique des Etats membres. Il s'agira, par exemple, d'étudier les tendances à la conurbation et le problème de l'infrastructure des transports de grands espaces. En outre, la Commission veillera à ce que les Etats membres coopèrent étroitement dans les régions frontalières qui ont été trop souvent négligées jusqu'ici. Pratiquement, sur le plan de la politique régionale de la Communauté européenne, il s'agira de traduire en actes les lignes directrices et les conclusions auxquelles on aura abouti en commun avec les Etats membres. On pourrait, pour ce faire, s'appuyer sur une étude comparative d'un nombre limité de "régions-types" de chacun des Etats membres.

M. Von der Groeben est optimiste quant aux perspectives de mise en oeuvre d'une politique structurelle et régionale européenne commune. Les récents événements survenus en France ont foncièrement modifié la situation. La discussion des objectifs et des méthodes de l'intégration européenne est redevenue possible. La France cessera d'être l'obstacle majeur sur

la voie de l'intégration européenne ; il appartient désormais aux autres Etats membres de montrer jusqu'où ils veulent vraiment aller.

(VWD-Europa, 28 mai 1969 ;
Neue Zürcher Zeitung, 3 juin 1969).

6. M. Hellwig, vice-président de la Commission de la C.E.E., prend position sur certains problèmes posés par l'unification européenne, à l'Assemblée annuelle de l'Association de la propriété industrielle et devant l'Association des fédérations d'industriels de Rhénanie du Nord-Westphalie

M. Hellwig, vice-président de la Commission de la C.E.E., a parlé, à l'occasion de la 66ème Assemblée annuelle de l'Association de la propriété industrielle qui a eu lieu le 29 mai 1969 à Wiesbaden, de "La Communauté économique européenne avant la fin de la période transitoire".

La situation de la C.E.E. présente des contradictions et le niveau d'intégration varie sensiblement selon les secteurs et les compétences, a déclaré le vice-président. En effet, face à des objectifs déjà réalisés tels que l'union douanière, le tarif extérieur commun, la politique agricole commune, les progrès de l'harmonisation juridique et fiscale, la libre circulation des personnes, des marchandises, de l'argent et des capitaux, l'uniformisation des règles de concurrence, il reste encore bon nombre de problèmes tels que la liberté d'établissement, la libre circulation des services et la politique du capital qui restent sans solution. En outre, il n'existe toujours pas de politique commerciale commune ni de politique commune de la recherche et du développement.

Comme l'a déclaré M. Hellwig, le Conseil des Ministres a adopté le 12 mai un vaste programme de travail devant servir de base à la réalisation de l'union économique. Celle-ci apparaît toutefois bien plus délicate à réaliser que l'union douanière. Elle ne concerne, en effet, pas seulement les entreprises, mais aussi et surtout les bureaucraties des différents gouvernements nationaux.

Au fur et à mesure de la progression du processus d'intégration, la législation de la concurrence, en l'espèce l'établissement de conditions de concurrence uniformes, devient de plus en plus urgente. Si les règles de concurrence prévues par le traité pour les entreprises ont acquis de plus en plus de poids, même dans la jurisprudence nationale, elles ne suffisent cependant pas encore à éliminer les différentes interventions des Etats membres qui influent sur la concurrence. Pour arriver à les éliminer, il est indispensable de prendre des mesures dans les domaines du droit des sociétés, de l'harmonisation fiscale, du droit des brevets, et surtout d'éliminer ce que l'on a coutume d'appeler les obstacles techniques aux échanges. Si elles doivent se maintenir, les interventions nationales risquent de devenir un problème crucial pour le Marché commun. On ne peut nier l'existence de certaines tendances à la "renationalisation" par nationalisations et concentrations.

Le degré variable d'intégration se répercute d'une façon particulièrement défavorable sur la politique économique en général, le manque de compétence des organes communautaires dans ce domaine ne contribue certes pas à arranger les choses. Certes, les consultations qui ont eu lieu jusqu'à présent ont permis des échanges de vues, mais pas de véritable coordination. C'est pourquoi la Commission propose de rapprocher les politiques de conjoncture et les politiques économiques à moyen terme des Etats membres et de créer un mécanisme d'assistance mutuelle sur le plan monétaire. Aussi, la coopération monétaire visant à écarter les difficultés des balances de paiement des Etats membres se trouve-t-elle au premier plan des négociations actuelles.

Les modifications structurelles qui interviennent à l'échelle mondiale, tout autant que les conséquences du processus d'intégration, a ajouté le vice-président, exigent dans la Communauté la prise de mesures appropriées dans le domaine de la politique de structures régionale et sectorielle. Si ces tâches étaient laissées aux seuls soins des Etats membres, de nouvelles distorsions de concurrence risqueraient d'en découler. C'est pourquoi l'harmonisation s'impose, tant dans le secteur de la politique régionale et de la politique des transports, que dans celui de la politique des structures par secteurs. Il se pose, en outre, le problème général de savoir dans quelle mesure et par quels moyens la Communauté pourrait elle-même faire de la politique industrielle. L'adaptation des entreprises est, en principe, du ressort des entreprises elles-mêmes. Elle peut cependant être facilitée par des mesures gouvernementales harmonisées ainsi que par des mesures communautaires destinées spécialement à créer l'infrastructure nécessaire au Marché commun élargi.

La recherche et la technologie ne doivent pas être négligées dans ce processus. Une politique communautaire dans ces domaines est indispensable si le Marché commun veut aussi constituer la base des industries d'avenir. La normalisation, la standardisation et l'unification des mesures de sécurité sont essentielles justement pour les industries d'avenir. La Commission a présenté des propositions en ce sens, dans le cadre de la coopération recherchée à l'intérieur et en dehors de la Communauté.

Pour finir, M. Hellwig a précisé que l'économie allemande ne cesse d'améliorer sa position dans le processus d'intégration. Les partis politiques en République fédérale ont des vues beaucoup plus proches en matière d'orientation de la politique économique que dans d'autres pays. C'est là, malgré la "vive querelle provoquée par l'époque dans laquelle nous nous trouvons", un très beau bilan pour la République fédérale. Si la stabilité et la croissance s'y sont révélées plus grandes que dans les autres pays de la C.E.E., il ne faudrait cependant pas que la stabilité et le renforcement de la monnaie qui sont le fait des excédents du commerce extérieur y suscitent un sentiment de suffisance et y entraînent une politique économique protectionniste. Des déclarations équivoques concernant certains programmes peuvent indisposer nos partenaires et avoir des conséquences encore plus désagréables que des mouvements spéculatifs. L'économie de la République fédérale s'est développée parce qu'elle s'est volontairement orientée vers l'intégration européenne et la li-

béralisation universelle. C'est pourquoi il est capital que la politique économique allemande soit et demeure orientée vers la poursuite et la réalisation complète de l'intégration économique et de la coopération entre les Etats.

Prenant la parole, le 10 juin à Düsseldorf, devant l'Association des fédérations d'industriels de Rhénanie du Nord-Westphalie, M. Hellwig a attiré l'attention sur les contradictions qui existent entre l'intégration de l'économie au sein de la C.E.E. et les progrès dans la création de l'union économique.

Il a souligné que des tentatives avaient été faites en vue de parvenir à une politique économique à moyen terme dans la Communauté, mais que ces tentatives s'étaient révélées insuffisantes pour exercer une influence coordinatrice en présence de questions de politique économique urgentes. La recherche d'une politique conjoncturelle commune et d'une politique monétaire appropriée est de plus en plus passée au premier plan des préoccupations. Le mécanisme actuel des consultations réciproques doit, de l'avis de la Commission des Communautés européennes, être amélioré et actualisé. Une uniformisation totale du développement de la conjoncture dans les Etats membres n'est cependant pas nécessaire.

De l'avis de M. Hellwig, il convient de faire face aux difficultés conjoncturelles et monétaires en coordonnant davantage les politiques conjoncturelles et en accordant les politiques économiques à moyen terme. En ce qui concerne les difficultés que connaissent ou pourraient connaître les Etats membres en matière de balance des paiements, il faudrait créer un système d'aide réciproque prévoyant des actions de soutien monétaire à moyen terme. Ces actions pourraient, le cas échéant en liaison avec des mesures relevant de la politique économique commune, être relayées par des aides financières à moyen terme. La Communauté devrait de plus en plus apparaître en tant qu'entité dans le mécanisme du système monétaire international. En conclusion, M. Hellwig a souligné que l'amélioration de la coopération sur le plan de la politique conjoncturelle et de la technique monétaire au sein de la Communauté était en outre essentielle à l'élargissement futur de la Communauté.

(VWD-Europa, 30 mai et 11 juin 1969 ;
Handelsblatt, 30-31 mai 1969)

7. M. Raymond Barre, vice-président de la Commission des Communautés européennes, rejette les modifications des cours du change comme solution aux problèmes monétaires

M. Raymond Barre, vice-président de la Commission des Communautés européennes, a pris la parole à Bonn à l'occasion de la manifestation organisée le 20 juin 1969 par la Fédération de l'industrie allemande sur le thème : "Les problèmes fondamentaux de la politique économique européenne".

Le vice-président a expressément souligné qu'il convenait de rejeter les modifications des cours du change parce qu'elles ne régleraient par les problèmes monétaires internationaux. Lors de l'application des mesures d'adaptation qu'impose le fonctionnement harmonieux de la Communauté, aucun pays ne peut être soumis, pour des raisons de simple austérité, à une inflation d'adaptation dont les conséquences économiques, politiques et sociales seraient dommageables pour tous, non plus que subir cette inflation à seule fin d'assurer une part des charges.

La Commission européenne juge opportun d'appliquer les mesures suivantes. Les principaux objectifs à moyen terme des Etats membres, une fois harmonisés, devront être fixés de façon à assurer leur complémentarité réciproque. Des procédures seront instaurées pour que toutes décisions et toutes mesures susceptibles d'avoir dans les Etats membres de sérieuses répercussions sur l'économie des pays partenaires et sur le fonctionnement du Marché commun ne soient arrêtées à l'échelon national qu'après consultation préalable de tous les Etats membres. Il conviendrait de créer un mécanisme communautaire de coopération monétaire qui permette d'assurer au pays en difficulté le soutien à court ou à moyen terme de ses partenaires. Toutefois, tant que l'indispensable coordination en matière de politique économique n'aura pas plus d'efficacité, la Communauté pourrait devoir recourir à des modifications de parité des monnaies. En tout cas, les prix agricoles communs ne devraient pas être un obstacle décisif à l'aménagement monétaire, si la conjoncture l'exige. Les traités reconnaissent ce droit à tout Etat membre.

Depuis quelques années on ne fait que parler réformes du système monétaire international, a poursuivi M. Barre. Chacun propose ses plans de réforme, les uns plus séduisants que les autres. On peut toutefois se demander si le meilleur moyen de faire cette réforme n'est pas d'observer scrupuleusement comme par le passé les principes de l'accord de Bretton Woods. Pour le système monétaire international comme pour la Communauté, il est souhaitable, sinon nécessaire, d'avoir des cours du change qui soient fixes. On ne peut exclure, en certains cas, certains alignements, mais à la condition qu'ils aient un caractère strictement exceptionnel et que la Communauté mette tout en oeuvre pour maintenir les parités.

(Frankfurter Allgemeine Zeitung, 20 juin 1969 ;
Handelsblatt, 20-21 et 23 juin 1969).

II. MOUVEMENTS, ORGANISATIONS ET PERSONNALITES

1. Les syndicats (U. P. T. C. et C. M. T.) et le renouvellement de la Convention de Yaoundé

L'Union panafricaine des travailleurs croyants (U. P. T. C.) et l'Organisation européenne de la Confédération mondiale du travail (C. M. T.) ont élaboré, après une réunion organisée à Lomé (République Togolaise) du 7 au 11 janvier 1969, une déclaration commune sur le renouvellement de la Convention de Yaoundé.

Par cette déclaration les organisations syndicales, citées ci-dessus, soulignent tout d'abord l'intérêt de renouveler la convention en raison de la carence de solutions mondiales susceptibles d'apporter des solutions aux problèmes économiques et sociaux des pays en voie de développement. Cette convention doit rester limitée aux 18 Etats partenaires de la Convention de Yaoundé, à l'exclusion d'autres Etats africains ayant conclu des accords d'association correspondant à des situations particulières. Elle devrait être conclue pour cinq ans.

Le principal objectif de la Convention doit être de garantir aux Etats associés l'écoulement de leurs produits de base sur le marché de la Communauté, grâce notamment à des contrats d'achat de longue durée, à l'établissement de prix garantis, à l'abaissement des taxes à la consommation sur les produits des E. A. M. A. La Convention devrait prévoir en outre des mesures favorisant la production et l'écoulement par les E. A. M. A. de produits finis et mi-finis.

Les organisations syndicales souhaitent une coordination entre la coopération bilatérale et la coopération communautaire au profit de cette dernière, et propose, dans cette perspective, l'accélération de la procédure de coopération financière par la simplification de toute formalité administrative, non indispensable, pour une étude sérieuse des projets. Ils estiment nécessaire d'associer les E. A. M. A. à la gestion du F. E. D.

La nouvelle Convention devrait accorder des dons de préférence aux prêts, et cela dans une proportion plus grande qu'auparavant. Elle devrait en outre réserver certaines sommes, non imputables sur les quotas attribués à chaque Etat, à des projets de caractère régional.

Au sujet des prêts, les organisations syndicales rappellent les propositions de la Banque Européenne d'investissement concernant la création d'une caisse spéciale d'industrialisation. Quant aux risques politiques encourus par les investissements privés, les organisations syndicales émettent certaines réserves.

ves et sont d'avis en tout cas qu'aucune garantie de cette sorte ne pourrait être mise à la charge du F.E.D. A leur avis la dotation du F.E.D. devrait s'élever à 1,2 milliard d'unités de compte.

En matière de coopération technique et de formation, l'U.P.T.C. et la C.M.T. souhaitent que l'attribution de bourses et l'organisation de stages soient poursuivies, intensifiées et étendues dans la nouvelle Convention. Les organisations syndicales régionales et nationales devraient pouvoir bénéficier d'un financement direct par le F.E.D. en faveur d'activités de formation sociale, économique et syndicale. Il est nécessaire que, dans l'application de la nouvelle Convention, il soit accordé une attention plus grande que dans le passé au choix et à la formation des assistants techniques envoyés dans les E.A.M.A., dans le cadre de la coopération technique.

Les organisations syndicales consacrent le dernier paragraphe de leur déclaration commune aux problèmes posés par les institutions de la Convention. A leur avis la quatrième partie du traité instituant la C.E.E. devrait être modifiée lors de la prochaine révision du traité, que ce soit à l'occasion de la fusion des Communautés européennes ou à tout autre occasion. Elle doit être remplacée par une déclaration de la volonté des Etats membres de maintenir des liens d'association entre la Communauté et les E.A.M.A., en définissant leurs raisons et leurs buts.

Dans le cadre de la nouvelle Convention, l'U.P.T.C. et la C.M.T. sont en faveur de la création d'un Conseil de coordination des E.A.M.A., avec un secrétariat dont le financement doit être prévu par la Convention. Elles estiment toutefois que les organisations syndicales des E.A.M.A. doivent pouvoir s'exprimer auprès d'un tel Conseil. C'est pourquoi, elles proposent la création d'une commission consultative, composée de représentants des travailleurs et des employeurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture des E.A.M.A., désignés par des Conseils économiques nationaux ou, à défaut, de tout autre manière démocratique et représentative.

Par une modification de l'article 52 de la Convention de Yaoundé un véritable Conseil économique et social de l'association devrait être constitué. Il devrait grouper des représentants de la Commission consultative des E.A.M.A., dont il est question plus haut, et du Comité économique et social de la Communauté, ou être constitué par tout autre procédure garantissant la représentation des travailleurs et des employeurs de l'industrie, de l'agriculture et du commerce. La constitution d'une telle représentation est une des revendications fondamentales des organisations syndicales dans le cadre de l'association.

(Au travail, n°s 10, 13 et 14, 1969).

2. Congrès du Mouvement fédéraliste européen à Trieste

Le XIIème congrès du Mouvement fédéraliste européen s'est tenu au "Centro Miramare" de Trieste les 11, 12 et 13 avril. Il s'est ouvert sous la présidence de M. Etienne Hirsch, président du mouvement.

Prenant la parole, le Professeur Petrilli, président du Mouvement fédéraliste italien, a souligné qu'en dépit des trop nombreux motifs d'amertume dus à la détérioration générale de la situation européenne, ces dernières années n'ont pas été inutiles pour l'européisme italien. Il est réconfortant de constater qu'un pays tel que l'Italie, traditionnellement sensible à la tentation du morcellement politique, ait aujourd'hui retrouvé son unité de résolution et d'action. Aujourd'hui plus que jamais, a poursuivi le président du Mouvement fédéraliste italien, les Etats nationaux se trouvent contraints de choisir entre un retour absurde aux pratiques protectionnistes qui étoufferaient la croissance technico-économique, et une inacceptable abdication face à la pression des forces économiques, organisées au niveau international. L'incapacité démontrée jusqu'à présent par les Etats nationaux de surmonter cette alternative explique et justifie le désintérêt croissant de l'opinion publique à l'égard des institutions démocratiques et la violence des phénomènes de contestation auxquels nous assistons.

Après avoir souligné que l'Europe communautaire risque de devenir de plus en plus l'Europe du passé et de moins en moins l'Europe de l'avenir, le Professeur Petrilli a conclu en soulignant les efforts accomplis par certains gouvernements nationaux pour sortir de l'immobilisme actuel par des initiatives qui permettent de donner de nouvelles perspectives à la politique d'intégration et de contourner les obstacles constitués par des veto unilatéraux.

A la fin du congrès a été votée une motion de politique générale, qui dénonce la crise dans laquelle se trouve la société européenne du fait que ses structures ne correspondent plus aux exigences du monde moderne. Les Etats nationaux, poursuit la motion, sont devenus incapables d'exercer indépendamment les uns des autres leurs prérogatives traditionnelles. Ces fonctions doivent être transférées - ce sera là une première étape vers une nouvelle société - au niveau européen. Parlant ensuite des problèmes économiques et sociaux, la motion déclare qu'une planification démocratique est indispensable pour une juste répartition du produit du travail et pour un développement harmonieux des régions. Dans le domaine de la politique étrangère, le document rappelle que l'Europe doit s'exprimer par une seule voix pour discuter d'égal à égal avec les grandes puissances. L'apport qui peut venir de la présence anglaise dans la Communauté à cet égard est des plus importants. La motion conclut en proposant de mener une lutte énergique en faveur de l'élection au suffrage universel direct des membres du Parlement européen.

(Il Popolo, 12 avril 1969,
l'Europa n° 15 de 1969)

3. Création à La Haye d'une Fédération syndicale européenne

Au cours d'un congrès qui s'est tenu du 24 au 26 avril à La Haye, sous la présidence de M. Rosenberg (Fédération des syndicats allemands), les centrales syndicales des Six, affiliées à la Confédération internationale des syndicats libres, ont décidé de créer une nouvelle Fédération européenne destinée à contrebalancer le mouvement de concentration des entreprises dans la C.E.E. Au total, 12 millions de travailleurs sont affiliés à ces centrales.

Le premier jour du congrès a vu l'élection de M. Kloos, Président de la Fédération nationale des syndicats néerlandais, à la présidence de la nouvelle Fédération européenne. Prenant la parole, le nouveau président a souligné que la politique européenne de la nouvelle Fédération devrait notamment reposer sur les trois éléments essentiels suivants :

- mise en oeuvre d'une politique européenne des revenus ;
- mise en oeuvre d'une politique européenne des patrimoines ;
- démocratisation des rapports de force dans les entreprises, surtout dans les entreprises internationales.

La mise en oeuvre d'une politique européenne des revenus est, selon M. Kloos, d'autant plus nécessaire que, par suite de l'interpénétration croissante des économies nationales, l'évolution des revenus d'un pays se répercute sur celle des autres pays, ce qui a pour effet que lorsqu'un pays connaît un déséquilibre dans son évolution, celui-ci atteint plus sensiblement qu'auparavant d'autres pays et oblige à prendre des mesures restrictives qui retardent la croissance.

M. Kloos a souligné qu'une politique européenne des revenus doit porter sur toutes les catégories de revenus. "Il appartient à la politique des revenus d'accorder de telle manière l'évolution des différentes sortes de revenus que l'accroissement total de la demande n'ait pas d'effets inflationnistes, et que les catégories les plus défavorisées dans la répartition des revenus voient leur position s'améliorer".

M. Kloos a donné l'assurance que les syndicats sont disposés à contribuer positivement à une croissance économique optimale en faisant de leur politique des salaires un instrument pouvant être considéré comme un élément de la politique des revenus. En revanche, ils estiment qu'ils doivent dès lors pouvoir intervenir dans la définition de la politique économique générale. Pour ce faire, ils disposent de la politique des salaires qui peut être utilisée pour exercer une influence sur la vie économique. "L'acceptation par les syndicats d'un revenu établi au niveau européen ne peut être imposée par les institutions politiques; elle doit, au contraire, être volontaire. La politique des revenus n'est toutefois ici qu'un élément, les autres étant une politique des prix, une politique de la concurrence et une politique de l'emploi. Ces différents éléments doivent être utilisés de manière à permettre une croissance équilibrée et coordonnée des diverses catégories de revenus, et à éviter ainsi que la croissance des salaires et des bénéfices ne se fasse selon un mouvement alternatif et heurté".

Le rapprochement des niveaux des prix et des salaires à l'intérieur de la C.E.E. soulève la question de savoir si le moment n'est pas venu de négocier des conventions collectives-cadres à l'échelle européenne, par secteurs d'activité ou groupes d'entreprises. Ces conventions collectives-cadres pourraient ensuite être précisées à l'intention des entreprises nationales.

"Cette manière de coordonner les négociations nationales permet une évolution plus uniforme des salaires et des coûts dans les Etats membres, et contribue par là à mieux équilibrer la croissance".

L'inégalité des rapports entre les patrimoines est, estime M. Kloos, une des causes principales des injustices qui caractérisent la répartition des revenus. "La naissance et la croissance des patrimoines ont leur source dans les entreprises. Des enquêtes ont montré qu'à l'heure actuelle, aux Pays-Bas, 45 % des investissements peuvent être financés. Or, les actionnaires sont seuls à bénéficier de cette accumulation de fortune. De l'avis des syndicats, les travailleurs pourraient, eux aussi, revendiquer avec raison une partie des bénéfices non distribués".

Selon M. Kloos, les syndicats doivent pouvoir bénéficier d'une partie de ces bénéfices sous la forme d'une participation à l'accroissement de fortune ou d'un salaire investi. L'orateur s'est longuement arrêté à l'argument selon lequel la reconnaissance de ces droits compromettrait la croissance des investissements et, en même temps, l'emploi pour l'avenir. "C'est le contraire qui est vrai. En ne mettant pas immédiatement ces fonds à la disposition de la consommation, il serait possible de créer des fonds d'investissement que les entreprises pourraient utiliser pour le financement des investissements nécessaires, et qui permettraient de réduire les risques inhérents aux investissements de capitaux".

Grâce à ces fonds, les pouvoirs publics pourraient, eux aussi, disposer des ressources financières nécessaires. A ce propos, M. Kloos songe notamment au financement des dépenses toujours plus lourdes du secteur public.

Pour ce qui est de la démocratisation de l'entreprise, elle pourrait être favorisée par une composition plus équilibrée des conseils d'administration, par une plus grande ouverture de la part de l'entrepreneur, par la reconnaissance du droit d'enquête et du droit de grève, ainsi que par la reconnaissance de garanties aux travailleurs dans les cas de fusions.

De l'avis de M. Kloos, la réalisation du programme du mouvement syndical européen nécessite avant tout un regroupement, au niveau européen, des forces politiques auquel les travailleurs puissent accorder leurs suffrages en toute confiance. De quels partis ce regroupement sera-t-il constitué ? "Il pourra l'être de partis progressistes, ce qui signifie que les socialistes pourront y figurer; mais il devra également être ouvert à d'autres éléments progressistes. Une telle concentration de forces progressistes offre au mouvement syndical la possibilité d'y jouer un rôle et d'en être le support", a déclaré M. Kloos.

M. Tacke, second président de la Fédération des syndicats allemands, a fait un exposé sur les principes que défendent les syndicats libres de la C.E.E. en matière de politique salariale. L'évolution économique et technique, corollaire de l'intégration européenne, oblige les fédérations syndicales à coordonner leurs objectifs et leurs ressources en ce qui regarde la politique salariale. Les conditions de salaires et de travail n'ont pas encore pu être harmonisées dans la C.E.E. C'est seulement dans le domaine de l'agriculture qu'un premier pas en ce sens a pu être franchi. Il conviendrait de commencer par tenter de conclure, en matière de conditions de travail, des conventions de politique salariale, que les parties contractantes seraient tenues, dans les différents pays, de prendre comme base minimum pour les conventions de salaires nationales. Dans une phase suivante, il faudrait alors s'efforcer d'accentuer progressivement la tendance à l'harmonisation par des accords d'une plus grande portée.

Pour M. Tacke, la politique salariale du mouvement syndical européen doit être fondée sur les principes suivants :

- maintien de la liberté de négocier du mouvement syndical ;
- la politique salariale doit être orientée vers le maintien du plein-emploi, une meilleure répartition des revenus et des patrimoines, le renforcement de la croissance économique et de la stabilité des prix ;
- rejet de toute politique salariale liée exclusivement au développement de la productivité ;
- analyses de la situation économique et sociale des Six devant permettre d'atteindre les objectifs de la politique salariale ;
- mise au point des voies et moyens de coordonner les politiques syndicales par l'échange d'informations et la définition en commun des concessions et des points de vue.

Orateur invité à ce congrès, M. De Koster, Secrétaire d'Etat néerlandais, a déclaré qu'une autorité au caractère supranational nettement établi était une des conditions de l'unification de l'Europe. Entièrement d'accord sur ce point, M. Rosenberg, Président du congrès et également Président de la Fédération des syndicats allemands, s'est ensuite fait l'avocat de l'entrée de la Grande-Bretagne et des pays scandinaves dans la Communauté.

M. Mansholt, vice-président de la Commission européenne, a plaidé en faveur de la création de partis européens que les syndicats pourraient, selon lui, grandement favoriser.

M. Mansholt a aussi déclaré que, du point de vue de l'unification européenne, ce congrès revêtait une importance historique. Après s'être interrogé sur la manière dont la fédération pourrait gagner les membres des centrales syndicales affiliés à l'idée d'une organisation supranationale, il a affirmé que ces centrales devaient prendre une initiative courageuse dans le dessein de contrebalancer la puissance que sont en train d'acquérir les trusts internationaux.

M. Mansholt a aussi fait remarquer qu'il n'était pas raisonnable d'enfermer le développement technique dans des frontières nationales. Aussi est-il très important que dans leur organisation, les fédérations de syndicats tiennent compte de la nécessité d'un regroupement des forces au niveau supranational. Après s'être dit sceptique sur la possibilité d'empêcher les crises économiques au moyen d'instruments nationaux et d'organismes supranationaux défectueux, l'orateur a attiré l'attention sur les crises monétaires de l'an dernier qui ont fait ressortir la nécessité d'une politique monétaire commune. Il a aussi dit douter que les Etats soient en mesure d'assurer par leurs propres moyens la sauvegarde de leur économie. Les problèmes économiques des différents pays ne peuvent être résolus qu'au niveau supranational.

La création d'une force politique dépassant le cadre des frontières est indispensable, car elle permettra d'imposer l'intégration économique et politique, estime M. Mansholt. Il faut prendre conscience de la nécessité d'apporter, sur le plan supranational, un contrepoids aux forces économiques qui se regroupent suivant des modèles tout différents de ceux des structures politiques nationales. Il y a place en Europe pour deux courants politiques, l'un progressiste, l'autre conservateur. Les syndicats, et les partis politiques aussi, doivent rechercher de toute urgence les moyens d'instaurer une coopération internationale.

Les congressistes ont aussi entendu un exposé de M. Rey, Président de la Commission européenne, qui a déclaré qu'il comprenait l'impatience des fédérations syndicales. Bien que les raisons d'être insatisfait de la situation politique de la Communauté ne manquent pas, quelques résultats importants ont été atteints depuis décembre 1967 et ce en dépit des crises qu'a connues cette époque ; ce qui montre que la Communauté continue de progresser. "Toutefois, l'Europe ne se fait pas uniquement à Bruxelles", a ajouté M. Rey qui a notamment conseillé aux syndicats de faire davantage pression sur les ministres des Affaires sociales, afin que soit définie une politique sociale européenne.

M. Rosenberg a déclaré que la Fédération syndicale restait fidèle à l'idée des Etats unis d'Europe, ceux-ci devant englober la Grande-Bretagne et d'autres pays. Si elle ne veut pas devenir un satellite des puissances mondiales, l'Europe devra faire son unité politique. Dans l'Europe de demain, pas de place pour une dictature, qu'elle soit de droite ou de gauche !

M. Buitter, Secrétaire général de la Fédération des syndicats néerlandais, a surtout critiqué l'absence d'organes et de procédures démocratiques dans la Communauté actuelle. Pour lui, la situation actuelle est "un scandale pour la conscience démocratique".

Le Congrès de la Fédération européenne des syndicats libres a adopté une résolution dans laquelle il réclame des consultations directes entre les commissions des Communautés européennes et les fédérations syndicales européennes, afin que celles-ci puissent participer, à tous les stades, aux activités communautaires. Si le Congrès exige ce droit, c'est parce qu'il l'estime indispensable pour arriver à ce que les travailleurs soutiennent, mieux qu'ils ne l'ont

fait jusqu'à présent, l'idée de l'unification européenne et les décisions de la Communauté. Dans sa résolution, le Congrès demande encore à la Commission européenne de procéder à une réforme fondamentale de la procédure de consultation et d'information directes. La résolution a été adoptée à l'unanimité.

Dans une autre résolution adoptée à l'unanimité, la Fédération européenne déclare qu'elle vouera ses efforts à la conclusion d'un nouveau traité pour les Communautés européennes qui devra entrer en vigueur en 1970. La Fédération s'efforcera de promouvoir une Communauté supranationale démocratique englobant tous les pays démocratiques d'Europe. Cet objectif ne sera atteint que si un certain nombre de conditions sont remplies. Au nombre de celles-ci il faut citer un Parlement disposant de pouvoirs suffisants, une Commission dotée de pouvoirs supranationaux, une Cour de Justice indépendante, une Banque Européenne d'Investissement capable de promouvoir un développement équilibré, une entière liberté d'initiative en ce qui concerne l'information pour le Comité économique et social, et enfin, la création, dans les différents secteurs de l'économie, de nouveaux organes consultatifs paritaires, composés d'employeurs et de travailleurs.

(Bureau d'information de la C.I.S.L., Bruxelles ;
De Vakbeweging, 25 avril et 2 mai 1969 ;
Bulletin Europa, 23 avril 1969 ;
Handels & Transport Courant, 24 et 25 avril 1969 ;
Nieuwe Rotterdamse Courant, 24 et 25 avril 1969).

4. Les syndicats européens (C.I.S.L. et C.M.T.) et la fusion des traités

La Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) et la Confédération mondiale du travail (C.M.T.) ont adopté une position commune sur la fusion des traités instituant les trois Communautés à Six.

Les syndicats européens réclament avec insistance de pouvoir participer au niveau européen à la rédaction du traité unique. Ils déclarent dès maintenant que le futur traité doit permettre l'institution d'une Communauté ayant un caractère supranational. En attendant l'entrée en vigueur du nouveau traité prévu pour 1970, les syndicats pousseront à la réalisation des politiques communes qui ne peuvent souffrir aucun retard.

Ils définissent ensuite les objectifs principaux de l'intégration européenne : l'institution d'une Communauté d'hommes libres s'étendant à tous les Etats démocratiques, le progrès économique et social, le renforcement de la paix, la solidarité avec les pays en voie de développement. A leur avis les réalisations déjà acquises par les trois Communautés doivent être dépassées. L'union douanière et la concurrence pleine et entière ne peuvent garantir par elles seules la protection des travailleurs et des consommateurs. En outre, la concu-

rence ne peut conduire au progrès social et au plein emploi ni au relèvement du niveau de vie. Les structures libérales qui s'appuient sur les mécanismes de marché ne sont pas en mesure à elles seules de garantir une croissance économique optimale et à faciliter les mutations nécessaires. Les mécanismes de marché ne peuvent assurer une croissance harmonieuse, la protection et l'épanouissement des industries. Ils ne peuvent éliminer les injustices.

Les syndicats ne croient pas que la juxtaposition de législations nationales puisse contribuer à la solution des problèmes sociaux, économiques et financiers. Une telle juxtaposition reviendrait à confier le sort de la Communauté aux monopoles et aux ententes, c'est-à-dire aux intérêts privés qui sont déjà en passe de dominer largement la Communauté. Pareille situation exige une action syndicale renforcée en faveur des travailleurs.

Les syndicats européens réclament l'intégration totale de l'Europe et la considèrent comme la seule possibilité de résoudre les problèmes que posent :

- le développement rapide du commerce mondial,
- les relations nouvelles avec les pays en voie de développement,
- l'évolution rapide de la science et de la technique,
- la concentration du pouvoir économique,
- la croissance continue des économies et leurs mutations.

Ils citent ensuite un certain nombre de domaines dans lesquels une politique communautaire devrait être poursuivie, en insistant tout particulièrement sur l'objectif primordial du progrès social. A leur avis, la réalisation d'une politique sociale communautaire exige l'harmonisation dans le progrès des législations sociales et des conditions de travail ainsi qu'une politique active de l'emploi.

En ce qui concerne les instruments du développement économique et social, les syndicats européens sont d'avis que sont indispensables les moyens suivants :

- une vue prospective à long terme sur le développement de la Communauté,
- une programmation économique à moyen terme, en vue d'assurer une évolution harmonieuse dans la Communauté,
- les instruments permettant d'agir à court terme sur la réalisation du programme à long terme tout spécialement dans les domaines des politiques de conjoncture, de structure et d'investissement, comme dans les domaines de la reconversion industrielle et de la réadaptation des travailleurs.

A leur avis, la Communauté doit disposer de l'autonomie financière, seule susceptible de rendre possible des interventions efficaces.

Les syndicats européens consacrent un chapitre assez long à la démocratisation des organes et des institutions européennes qu'ils estiment indispensables à la réalisation des politiques communautaires.

Sur le plan politique, ils souhaitent :

- que le Parlement européen soit élu au suffrage universel direct et qu'il dispose de compétences législatives et budgétaires,
- une Cour de Justice indépendante,
- que la Commission, disposant de compétences supranationales, soit responsable seulement devant le Parlement.
- que l'organe de représentation des gouvernements ayant pour tâche la coordination des intérêts communautaires et régionaux prenne des décisions à la majorité qualifiée ; que tout droit de veto y soit exclu,
- que l'organe de représentation des gouvernements statue sur les propositions de la Commission dans un délai déterminé et qu'il publie les délibérations qu'il ont amené à la décision.

Sur le plan économique, les syndicats européens estiment qu'il y a lieu d'adjoindre à la Commission des organes consultatifs disposant d'un droit propre d'information et d'initiative : un organe consultatif serait compétent pour l'ensemble de l'économie. En outre, à chaque secteur de l'économie correspondrait un organe consultatif compétent pour les problèmes spécifiques. Ces organes seraient composés paritairement de représentants des producteurs et des travailleurs. De son côté, la Commission devrait être autorisée à constituer d'initiative et sous sa responsabilité, des comités d'experts sur des questions spécifiques, à leur confier des mandats et à publier les résultats de leurs travaux. Leur composition devrait refléter les intérêts respectifs des groupes économiques et des organisations professionnelles.

Les syndicats estiment nécessaire que le traité oblige les organes de la Communauté à transmettre aux organisations syndicales, à temps et dans une forme appropriée, toute information, documentation et avis, et à leur reconnaître également un droit d'initiative.

Dans la dernière partie de leur avis, les deux syndicats énumèrent les objectifs que devrait réaliser la politique économique. Ils expriment enfin le vœu que l'élaboration d'un traité instituant une Communauté européenne unique ouvre de nouvelles chances de sortir l'intégration européenne de la stagnation et de créer les conditions d'une politique communautaire efficace.

(Soziale Fortschrëtt, n°s 7 et 8, 1969)

5. Les syndicats (C.I.S.L. et C.M.T.) et les sociétés commerciales européennes

Deux organisations syndicales européennes ont pris position sur les relations de travail dans les sociétés commerciales, et notamment dans ces sociétés agrandies qui sont le résultat de fusions internationales. Il s'agit du Secréta-

riat syndical européen relevant de la Confédération internationale des syndicats libres et de l'Organisation européenne de la Confédération mondiale du travail.

Les deux organisations ont transmis à la Commission européenne un mémorandum relatif à l'harmonisation du droit des sociétés dans la Communauté. Elles sont d'avis que les mesures prises en application de l'article 54, 3, g du traité de la C.E.E. devraient être applicables aux travailleurs des sociétés qui fusionnent. Cet article du traité prévoit la coordination, dans la mesure nécessaire et en vue de les rendre équivalentes, des garanties qui sont exigées, dans les Etats membres, des sociétés commerciales pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers. Or, la proposition présentée par la Commission en application de cet article néglige, affirment les organisations syndicales, de reconnaître la nécessité d'accorder une protection aux travailleurs des sociétés. De l'avis des syndicats, les fusions d'entreprises peuvent mettre en danger aussi bien les intérêts des travailleurs que ceux des actionnaires, et rien ne s'oppose à ce que les intérêts des travailleurs soient mis sur le même pied que ceux des créanciers. L'expérience a prouvé que seules de suffisantes mesures de protection sont à même de barrer la route aux conflits sociaux, plus particulièrement à l'occasion des fusions internationales qui, par ailleurs, présentent une nécessité économique. Les droits acquis des travailleurs doivent être protégés, et en cas de licenciement, des aides sociales doivent être accordées. Il en découle pour les syndicats un droit à l'information et à une consultation sur les mesures prises dans ces domaines.

De son côté, l'Union syndicale allemande (Deutsche Gewerkschaftsbund) a présenté des propositions en vue d'instituer la participation des travailleurs à la direction des entreprises. Le Comité directeur de l'Union a adopté, le 5 février 1969, une déclaration à ce sujet. Elle constate que tous les syndicats des six Etats membres de la C.E.E. sont d'avis que la protection des droits et des intérêts des travailleurs doit prendre une forme nouvelle, surtout dans le contexte de la constitution de sociétés dont l'aide d'activité dépasse les frontières nationales.

Pour leur part, les syndicats allemands voient dans la participation la possibilité de créer un contrepoids à la puissance accrue des sociétés commerciales. L'Union syndicale allemande a pris connaissance des propositions faites dans ce domaine par les représentants italiens et néerlandais de la Confédération internationale des syndicats libres et les estime insuffisantes.

Elle déclare qu'il convient de répondre au moins aux conditions suivantes :

"1) Quant à la composition du Conseil de surveillance :

a) Les Conseils de surveillance doivent, en principe, être composés de façon paritaire, c'est-à-dire que la position des travailleurs doit y être tout aussi forte que celle des actionnaires. Les pouvoirs du Conseil de surveillance

doivent s'exercer au moins sur un double plan : il doit avoir, d'une part, un droit étendu d'information et de contrôle, et d'autre part, le droit de désigner et de révoquer ses présidents.

b) Les travailleurs doivent être représentés au sein du Conseil de surveillance tant par des personnes étrangères à l'entreprise que par des personnes qui y appartiennent. Il convient d'assurer aux syndicats un rôle déterminant dans le choix des représentants des travailleurs n'appartenant pas à l'entreprise.

c) Il apparaît comme souhaitable de prévoir la présence au sein du Conseil de surveillance non seulement de représentants des travailleurs et des actionnaires, mais aussi de représentants de l'intérêt public.

d) Les dispositions relatives à la désignation des membres du Conseil de surveillance devraient être conçues uniquement en fonction de leur utilité, en ayant égard à la possibilité et à la nécessité de faire en sorte que tous les groupes d'intérêts de l'entreprise, si possible, puissent faire valoir leur point de vue comme il convient au sein du Conseil de surveillance.

2) Quant à la composition du Comité de direction :

Le Comité de direction devrait comprendre un membre qui aurait à s'occuper spécialement des questions de personnel et des questions sociales. Il faudrait veiller à ce que ce membre du Comité de direction soit en mesure de défendre en toute connaissance de cause et avec conviction, au sein du Comité de direction, les intérêts des travailleurs. Aussi conviendrait-il que ce membre soit tributaire de la confiance de la majorité des représentants des travailleurs du Conseil de surveillance.

3) Quant à la composition des Conseils d'entreprise :

En vue de la défense des intérêts des travailleurs au sein de l'entreprise, tous les conseils d'entreprise des sièges d'exploitation d'une même entreprise devraient former un conseil d'entreprise central. Le principe permettant de définir si une question est de la compétence du conseil central ou bien de l'un ou de l'autre des conseils d'entreprise devrait être que le Conseil d'entreprise central n'est compétent que pour les questions concernant l'ensemble de l'entreprise ou plusieurs de ses sièges d'exploitation, qui ne sauraient être réglées de manière satisfaisante par les conseils d'entreprises des différents sièges d'exploitation".

(Bulletin Europe, 18 avril 1969;

Tageblatt, 24 mai 1969)

6. Résolution sur le plan Mansholt adoptée par la 6ème rencontre des femmes socialistes de la C.E.E.

Les déléguées des 250 femmes socialistes des six Etats membres de la Communauté européenne, réunies à Strasbourg, le 5 mai 1969, à l'occasion du VIe Congrès des femmes socialistes,

considèrent que le vaste programme élaboré par la Commission en vue de la réforme de l'agriculture européenne, programme connu sous le nom de plan Mansholt, représente une heureuse tentative pour adapter l'agriculture européenne aux conditions de production considérablement modifiées de notre temps;

soulignent que la réforme structurelle de cette branche de l'économie s'impose en particulier parce que l'agriculture elle-même a connu au cours des 30 dernières années des changements révolutionnaires, et qu'une croissance exceptionnelle de la productivité est possible dans des exploitations bien structurées;

constatent que les efforts pour assurer, grâce à la politique des prix et des subventions, un revenu approprié à toutes les personnes employées dans l'agriculture, nécessitaient des crédits publics énormes, imposaient des charges aux consommateurs et entravaient les adaptations structurelles, sans pour autant rapprocher le niveau et le mode de vie de la grande masse des agriculteurs et ouvriers agricoles de ceux des autres groupes de la population;

font remarquer que la Suède, par exemple, a réalisé sans difficultés, sous l'égide d'un gouvernement socialiste, sa transition vers un Etat industriel moderne, ayant une agriculture réduite mais moderne, et que nos économies nationales sont suffisamment riches pour financer les améliorations structurelles nécessaires et pour prendre les mesures sociales qui permettront aux personnes désireuses de quitter l'agriculture, d'abandonner leurs exploitations;

se félicitent, par conséquent, des nombreuses propositions de politique sociale que renferme le plan Mansholt, et qui doivent faciliter et rendre possible l'abandon des exploitations;

rappellent que la position sociale de la femme dans l'exploitation agricole familiale est en régression, étant donné que la femme représente de plus en plus la seule réserve de main-d'oeuvre dont dispose l'exploitation;

soulignent également, pour cette raison, la nécessité d'encourager, grâce à une vaste réforme des structures, les formes d'exploitation qui assurent aux familles d'agriculteurs un revenu approprié, le bénéfice de la sécurité sociale en cas de maladie, d'accident et de vieillesse, ainsi qu'un mode de vie qui leur permette à leur tour d'accéder aux conquêtes du bien-être matériel et culturel général;

insistent, par conséquent, sur la mise en pratique et l'application rapide des propositions développées dans le plan Mansholt, qui par ailleurs ne seront pas sans contribuer à l'amélioration de la position sociale de la paysanne qui doit accomplir aujourd'hui, dans l'exploitation individuelle et familiale, un travail trop pénible et sans fin.

(Courrier socialiste européen, 6 mai 1969)

7. Premier Congrès de l'Organisation européenne de la Confédération mondiale du travail

Du 7 au 9 mai 1969, l'Organisation européenne de la Confédération mondiale du travail (C.M.T.) a tenu son premier Congrès à Bruxelles.

La première résolution votée par le Congrès concerne les structures syndicales au niveau européen. C'est ainsi que "le Congrès charge le Comité d'aboutir à des propositions concrètes pour la création, par les Confédérations et par les Fédérations internationales professionnelles affiliées à la C.M.T., d'une Confédération européenne". A cet effet, le Congrès charge le Comité de mettre en oeuvre certaines mesures pratiques. A court terme, le Comité devra notamment "élaborer un rapport annuel, comportant notamment la confrontation des politiques syndicales des Confédérations nationales affiliées, pour dégager les convergences au niveau de l'Europe ; ce rapport sera discuté au sein des Instances statutaires de l'Organisation". A moyen terme, le Comité devra "réaliser, en accord avec les Fédérations internationales professionnelles qui le souhaitent, un regroupement, auprès du secrétariat de l'Organisation européenne, de leurs secrétariats professionnels européens. A cet effet, il est demandé à l'Organisation européenne d'élaborer un plan concret, en collaboration avec les Fédérations internationales professionnelles". Il devra également "présenter au deuxième Congrès en 1972 deux programmes concernant, d'une part, les positions et l'action syndicales dans le cadre de l'intégration et de la coopération européenne, d'autre part, l'orientation et le développement du syndicalisme C.M.T. en Europe. Le premier de ces programmes devrait traiter en premier lieu des rapports avec l'entreprise, plus spécialement en ce qui concerne les concentrations et la participation au sens large, en second lieu, de la politique en matière d'emploi, enfin de la politique en matière de répartition des revenus".

Le premier Congrès a précisé la nature des relations de l'Organisation européenne au sein de la C.M.T. "Il exprime la conviction profonde des Organisations syndicales européennes affiliées à la C.M.T. qu'un effort d'organisation et d'action syndicales au niveau du continent européen doit s'inscrire dans le cadre d'une solidarité syndicale mondiale. L'Europe ne peut pas être une nouvelle dimension de l'égoïsme des riches. Elle doit être un puissant instrument d'une solidarité renforcée, s'exprimant non seulement par une aide, mais aussi par un accroissement et une distribution plus équitable des richesses, grâce à une nouvelle organisation de l'économie mondiale."

A propos de l'unité d'action syndicale, "le Congrès charge le Comité de rechercher, à bref délai, des formules concrètes pour la réalisation de cette unité d'action, dans le respect mutuel de la personnalité propre de chaque organisation. Ces formules devraient tendre notamment à la définition de programmes d'action, communs et à la mise en oeuvre d'une stratégie d'action syndicale commune. Le Congrès déclare qu'il reste disposé, dans ce domaine, à arriver à une collaboration organisée et structurée. A cet effet, il charge le Comité de prendre des contacts avec les instances européennes de la C.I.S.L." Il charge en outre le Comité d'examiner la question des relations avec les Organisations syndicales d'autres tendances, dont le caractère libre et démocratique est contesté et souhaite qu'une position commune puisse être prise en cette matière avec la Confédération européenne des syndicats libres dans la Communauté.

Le Congrès a consacré une résolution à l'avenir des Communautés européennes. "Il souhaite qu'une relance de l'intégration européenne puisse être amorcée prochainement. Il rappelle la contribution dans ce sens apportée par le mouvement syndical dans sa position commune prise au Colloque de Luxembourg sur la fusion des Communautés et il confirme cette prise de position. Pour persévérer dans cette voie, le Congrès estime qu'il est nécessaire et urgent de donner à l'action syndicale communautaire une impulsion nouvelle notamment :

- en établissant des structures d'action syndicale au niveau des grandes entreprises, des cartels et des secteurs ;
- en réalisant, à ces niveaux, une unité d'action syndicale ;
- en établissant des programmes communautaires de revendications et d'action, au niveau des grandes entreprises, des cartels et des secteurs, coordonnés au niveau général de la Communauté ;
- en mettant en pratique ces programmes par des actions syndicales communautaires concrètes et coordonnées...

Le Congrès charge le Comité de faire des propositions concrètes et précises en vue d'une action syndicale communautaire dont les résultats devraient être soumis au 2ème Congrès, en 1972".

Plusieurs motions ont encore été votées par le Congrès. Elles concernent le plan Mansholt, la politique des transports, la politique de l'emploi, la défense des consommateurs.

A propos de la politique de l'emploi, "le Congrès demande à la C.E.E. de définir sa politique de l'emploi de façon plus précise et de se donner des moyens plus larges et plus adaptés pour sa réalisation. Il insiste sur l'intérêt d'une conférence tripartite communautaire sur l'emploi". En ce qui concerne la défense des consommateurs, "le Congrès demande aux instances des Communautés européennes :

- de stimuler l'analyse de la structure et de l'évolution de la consommation ;
- de faire un inventaire comparatif des équipements collectifs à caractère social et culturel dans la Communauté ;
- de se préoccuper davantage des répercussions de ses décisions sur les prix aux consommateurs (p. ex. politique agricole commune, T.V.A.) ;
- de consulter systématiquement le Comité de Contact des Consommateurs ;
- de développer ses moyens d'action pour protéger les consommateurs en particulier en matière de prix."

Dans une dernière motion, le Congrès confirme la position exprimée par le Comité en faveur de l'association de l'Etat d'Israël à la Communauté économique européenne.

(Au travail, n° 21, 24 mai 1969)

8. Les banques pour une coordination des politiques économique et monétaire des Six

Le Conseil de la Fédération bancaire de la C.E.E. s'est réuni au début du mois de mai à Hambourg, à l'initiative de l'Association bancaire allemande. Présidé par M. d'Huart, le Conseil a procédé à un examen du mémorandum de la Commission des Communautés sur la coopération monétaire, et lui a transmis une résolution.

La Fédération bancaire salue les efforts de la Commission et est prête à l'appuyer en vue de réaliser et accélérer la coordination des politiques économiques. Elle constate que dans l'ensemble, les banques souhaitent que les progrès dans l'union douanière soient suivis de nouvelles initiatives en vue d'améliorer la coopération monétaire. Elle souligne la signification, à cet égard, de la création d'un marché européen des capitaux qui ne puisse porter préjudice à la libre circulation des capitaux entre la C.E.E. et les pays tiers. A son avis, dans les trois domaines cités ci-dessus, des progrès doivent être réalisés pour atteindre à une meilleure coordination.

C'est dans cet esprit que la Fédération bancaire soutient les propositions du mémorandum du 12 février 1969 qui réaffirme la nécessité d'une coordination plus poussée de la politique économique entre les Etats membres et la volonté de coopérer sur le plan monétaire.

La Fédération formule le voeu que ce même esprit qui a inspiré les récentes initiatives vers une coordination des politiques économiques et vers une coopération monétaire permette de relancer l'intégration économique et de ramener l'équilibre monétaire.

(Journal, 16 mai 1969 ;
La Libre Belgique, 12 mai 1969)

9. L'industrie européenne et la politique énergétique communautaire

L'Union des industries de la Communauté européenne (U.N.I.C.E.) a pris connaissance du document établi par la Commission des Communautés en vue de définir une "première orientation pour une politique énergétique communautaire". L'U.N.I.C.E. considère que "la mise en place d'une politique commune de l'énergie représente une nécessité urgente, si l'on veut éviter que les divergences actuelles dans chacun des Etats membres n'aboutissent à une désintégration croissante de l'économie énergétique européenne".

Les industries européennes ont présenté un certain nombre d'observations dont sont extraits les passages suivants.

"Dans l'exposé des raisons qui l'ont incitée à esquisser une première orientation pour une politique énergétique communautaire, la Commission semble avoir négligé le rôle qui est actuellement joué par les entreprises publiques dans le secteur énergétique, dans la plupart des pays de la Communauté. Ces entreprises, ayant été constituées pour des finalités nationales, peuvent faire obstacle à la réalisation d'un marché commun de l'énergie, par des actions inspirées par des tendances à la fois nationalistes et dirigistes, tendances que la Commission semble vouloir progressivement éliminer.

Dans ce contexte, et compte tenu des obligations prévues à l'article 37 du Traité de Rome, un intérêt particulier doit être accordé à l'aménagement des monopoles nationaux de production et distribution. En outre, toute discrimination devrait être exclue en ce qui concerne l'accès aux commandes des Administrations et des entreprises publiques. Il conviendra d'éviter que les mesures spéciales en faveur des entreprises publiques faussent le jeu de la concurrence au sein de la Communauté".

L'U.N.I.C.E. retient les objectifs d'une politique énergétique communautaire tels qu'ils figurent dans le protocole d'accord du 21 avril 1964, ainsi que le point de vue de la Commission selon lequel la protection des intérêts des consommateurs doit se situer au centre de la politique énergétique. "Elle relève avec satisfaction cette orientation de la Commission, qui implique la nécessité de garantir aux consommateurs, sans discrimination,

- le libre accès aux sources énergétiques,
- le libre choix des sources et des zones d'approvisionnement,
- la liberté de production autonome de l'énergie pour leurs besoins propres.

Les objectifs mentionnés dans l'accord du 21 avril 1964 postulent la réalisation d'un équilibre optimal, dans une perspective à long terme, entre les objectifs d'un approvisionnement sûr et bon marché...

D'autre part, l'U.N.I.C.E. désire souligner que les objectifs d'une politique commune de l'énergie ne peuvent être modifiés ou abandonnés pour des raisons de politique sociale ou de politique régionale. S'il s'agit de corriger dans son déroulement chronologique la réalisation des objectifs de la politique énergétique, en raison de considérations de politique sociale ou régionale, il convient de peser les avantages et les inconvénients qui en résultent du point de vue macro-économique. Les charges qui pourraient découler d'une telle politique ne sauraient être répercutées unilatéralement sur les consommateurs des sources d'énergie considérées, mais doivent être assumées par la collectivité conformément à un régime communautaire équilibré".

Les industries européennes se préoccupent ensuite de la réalisation des objectifs de la politique énergétique communautaire qui, à leur avis "impliquent, au moins à moyen terme, une large disponibilité des sources énergétiques sur le marché mondial, un degré appréciable de concurrence entre les divers producteurs de sources énergétiques ainsi que la perspective d'une exploitation

économique de l'énergie nucléaire". Pour l'U.N.I.C.E., la réalisation de ces objectifs "sera atteinte au mieux dans un régime de liberté et de concurrence, limitant les interventions à celles qui paraissent strictement indispensables à l'accomplissement de la politique communautaire en évitant toute contrainte artificielle dans l'action aussi bien des producteurs que des consommateurs d'énergie en ce qui concerne tant leurs décisions d'investissements que leurs choix des sources et zones d'approvisionnement".

"En ce qui concerne la nécessité de garantir une concurrence équitable sur le marché entre les diverses sources énergétiques et entre les entreprises exerçant des activités dans ce secteur, l'U.N.I.C.E. considère que l'ensemble des formes d'énergie doivent être régies par un droit uniforme de la concurrence et conforme à celui qui s'applique aux autres secteurs industriels. Etant donné la structure particulière, dans les pays membres, des charges fiscales frappant les diverses sources d'énergie, il sera nécessaire de réaliser, dans ce domaine, une harmonisation accentuée de la fiscalité entre les Etats membres de manière à éviter des distorsions d'un pays à l'autre... Compte tenu des interventions nombreuses et variées auxquelles sont exposés, d'une façon cependant différenciée, les marchés de l'énergie dans la Communauté européenne, l'U.N.I.C.E. se félicite de l'intention d'attribuer à la concurrence la fonction directionnelle fondamentale...

L'U.N.I.C.E. se rallie au point de vue de la Commission selon lequel seules les mesures véritablement indispensables doivent être adoptées. Par ailleurs, l'intensité même des interventions sur le marché doit se limiter chaque mois au degré absolument indispensable, tout en restreignant le moins possible l'initiative des entrepreneurs... Compte tenu des dangers mentionnés ci-dessus, il convient de donner nettement la préférence, parmi les mesures prévues, à la réalisation de la transparence du marché par des obligations d'information déterminées. Ces obligations devront être aménagées de telle façon que les secrets d'entreprises soient préservés."

L'U.N.I.C.E. a approuvé la procédure de confrontation des gouvernements des Etats membres et des secteurs internes de l'économie énergétique, que la Commission prévoit pour l'examen des informations obtenues. A son avis, "ce contact peut contribuer à éviter des évolutions erronées et à promouvoir des développements souhaitables. Toutefois, les procédures d'information et de confrontation ne pourront conduire à des mesures de caractère contraignant. La Commission considère que la transparence du marché et la confrontation ne sont pas nécessairement suffisantes et demande par ailleurs - bien qu'en dernière instance - de pouvoir recourir à une "recommandation" ou même à une "procédure communautaire". Compte tenu des dangers énumérés au point 8. ci-dessus ces instruments suscitent des objections fondamentales. En tout état de cause, estime l'U.N.I.C.E., la Commission ne devra utiliser les données qui lui seront fournies que :

- pour l'application rapide et efficace des mesures qui, en cas de crise soudaine des approvisionnements, pourraient être adoptées, évidemment dans des conditions strictement circonscrites, selon la procédure prévue à l'article 103 du Traité de la C.E.E.,

- pour la définition des orientations à plus long terme en matière énergétique, dans le cadre de la politique économique à moyen terme,
- pour la création d'une situation de concurrence non discriminatoire afin de garantir ainsi, entre un nombre aussi élevé que possible de fournisseurs d'énergie, une concurrence effective."

(Fédération des Industries Belges, Bulletin n° 15, 20 mai 1969)

10. L'industrie européenne et le plan Mansholt

Le Conseil des présidents de l'Union des industries de la Communauté européenne (U.N.I.C.E.) a approuvé lors d'une session qu'il a tenue le 27 mai une résolution concernant l'assainissement du secteur agricole. Il s'est exprimé en ces termes :

"Consciente de la nécessité d'une politique agricole commune pour la C.E.E., mais également de l'intérêt commun à ce que soit réalisée, dans des délais et conditions économiquement raisonnables, et financièrement supportables, la restructuration de l'agriculture communautaire, l'U.N.I.C.E. se réjouit de voir le mémorandum sur la réforme de l'agriculture, présenté par la Commission des Communautés européennes, aborder ce problème fondamental.

Tout en se réservant de donner son avis sur un certain nombre d'aspects importants pour l'industrie, d'ordre économique et social, envisagés par le mémorandum, elle insiste dès à présent sur l'urgence d'un assainissement rapide du secteur agricole aussi bien que sur une utilisation plus judicieuse des moyens financiers disponibles dans la Communauté européenne. Elle voudrait, en particulier, éviter que certaines mesures nouvelles envisagées par le mémorandum de la Commission n'exercent des effets insupportables pour certains secteurs industriels directement concernés et pour l'ensemble de l'économie dans laquelle l'agriculture devrait être harmonieusement insérée.

Elle souhaiterait tout spécialement empêcher que ces mesures ne soient le prétexte d'actions de rétorsion de la part de pays tiers, dont les effets dommageables pour l'ensemble de l'économie communautaire dépasseraient les intérêts que l'on veut protéger et mettraient en cause, pour le surplus, les mesures de libéralisation des échanges internationaux décidés notamment lors du Kennedy round".

(Bulletin de la Fédération des industries belges, n° 11, 1969)

11. Les questions européennes au Congrès de l'Internationale Socialiste

Au 11ème Congrès de l'Internationale Socialiste, qui s'est tenu à Eastbourne les 16 et 17 juin, les questions européennes ont été évoquées notamment dans les discours prononcés par MM. Wilson, Brandt, Nenni et George Brown.

Au sujet de l'intégration européenne, le Premier ministre britannique déclarait ce qui suit :

"Monsieur le Président, après avoir essayé, en un temps limité, de faire une sorte de tour du monde et de certains des problèmes majeurs qu'il pose, je reviens aux problèmes particuliers de notre continent.

Une fois encore, nous ne pouvons nous renfermer sur nous-mêmes. Parce que plus nous serons capables, en Grande-Bretagne et en Europe, d'édifier notre force économique intérieure et notre potentiel technique, plus nous pourrons agir avec nos partenaires du monde en voie de développement et pour eux.

La Grande-Bretagne a demandé à adhérer aux Communautés européennes, non pour aider à créer un puissant bloc économique européen sans égard aux droits et intérêts commerciaux des autres pays, mais parce qu'elle y voyait une étape vers une plus grande libération du commerce dans le monde.

Jusqu'ici, l'unité économique de l'Europe a été bloquée par une décision politique. Nous devons espérer que les événements récents, en particulier l'élection française d'hier, nous permettront de progresser. J'ai exprimé au président élu, M. Pompidou, mes félicitations et je lui adresse les meilleurs vœux du gouvernement et du peuple britannique, maintenant que l'élection est acquise, dans toutes les grandes tâches qui l'attendent.

J'ai également exprimé l'espoir que lui-même, son gouvernement et nous puissions travailler plus étroitement à l'unité de l'Europe et à une approche commune de la solution de certains des problèmes que j'ai cités aujourd'hui.

Je viens de parler de la nécessité économique de l'unité européenne. Je n'ai pas besoin de souligner ici la nécessité de construire la force technologique de l'Europe. Cela ne signifierait pas seulement un meilleur équilibre des forces dans le monde occidental. Cela signifierait d'abord et surtout que l'Europe pourrait mieux faire entendre sa voix dans les affaires du monde, et plus notre progrès technologique commun sera rapide, plus nos partenaires dans toutes les parties du monde en bénéficieront.

Monsieur le Président, j'ai commencé par dire que l'une des leçons du mois d'août dernier était le besoin accru d'unité en Europe. Cette nécessité était déjà manifeste avant le mois d'août dernier. Je conclurai là-dessus. Un temps précieux a été perdu sous l'angle économique et technologique, - comme sous celui de l'unification politique et de la cohésion du continent. J'accueille avec

satisfaction les discours faits aujourd'hui par mes collègues européens, qui sont résolus à travailler autant que nous le demandons pour rattraper le temps perdu, car à cet égard le temps ne travaille pas pour nous, pour la paix mondiale, pour la sécurité mondiale, pour la démocratie."

M. Brandt a demandé au congrès : "Existe-t-il des chances réelles de se rapprocher, par étapes successives, de l'unité de l'Europe occidentale ?

Dans une certaine mesure, c'est au nouveau gouvernement français à répondre à cette question. Je me suis abstenu ces dernières semaines de toute ingérence, et je vous conseillerais d'éviter de donner l'impression d'exercer une pression sur l'opinion française.

Mais le moment est venu d'entreprendre de nouveaux efforts en commun. Nous devrions apprendre à parler d'une seule voix, à nous rapprocher politiquement en sorte que l'Europe puisse exercer son influence dans le monde

L'appel à l'union politique de l'Europe ne doit pas s'écarter pour autant de ce qui est nécessaire et possible au début. Au départ, il doit y avoir l'unité économique. C'est une chose qui doit être réglée en priorité, ce n'est qu'après qu'il sera possible d'accomplir des progrès politiques."

M. Brandt avait proposé qu'après des éclaircissements préliminaires entre les Six, une conférence au sommet ait lieu cette année avec la Grande-Bretagne. A cette fin, les Six devraient définir des principes pour réaliser un plus grand développement de l'Europe occidentale, et il faudrait réunir pour cela une conférence ad hoc, qui ne devrait cependant pas empiéter sur la compétence des organisations existantes.

De son côté, M. Nenni a consacré l'essentiel de son discours à un appel à plus d'unité européenne. Au sujet de la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, il a déclaré : "Les négociations en vue de l'entrée dans le Marché commun des quatre nouveaux membres doivent être engagées et conclues sans perte de temps.

Ces prochains jours, nous aurons en France un nouveau gouvernement, et il faut espérer qu'il pourra résoudre les problèmes qui se posent à nous. Mais, naturellement, chacun de nous doit bien savoir que le temps du veto est passé et ne doit pas revenir".

Parlant du Marché commun et des problèmes qui s'y posent depuis quelques années, M. Nenni a redit dans son intervention la nécessité de réaliser le plus rapidement possible son élargissement. "Le moment est venu de transformer le Marché commun d'Etat douanier en organisme politique plus large, comprenant la coopération dans les domaines de la défense, de la politique étrangère, des affaires économiques et de la technologie".

M. Nenni a conclu en soulignant trois points qui, à son avis, constituent autant de besoins si l'on veut donner à l'Europe une physionomie heureuse, une dimension économique et politique à la hauteur de l'époque : la négociation en vue de l'entrée de quatre nouveaux membres (Grande-Bretagne, Norvège, Danemark et Irlande) doit commencer sans retard et être conclue rapidement; l'engagement de faire élire le Parlement européen doit être respecté; l'unification de l'Europe occidentale doit être un stimulant et non un frein au dialogue et à la collaboration avec l'Europe de l'Est.

Dans la ligne de cette évolution se situe la proposition d'une conférence est-ouest ou paneuropéenne, à laquelle seraient invités à participer les pays européens des deux blocs, les pays neutres, les pays non engagés, la Yougoslavie en premier lieu, et les deux super-puissances. Telle est, à mon avis, notre mission. Unir nos forces pour donner à l'initiative européenne les dimensions géo-politiques dont elle a besoin. Créer, avec le Parlement européen élu par les peuples, un centre politique fort et stable autour duquel puisse se développer le processus d'unification et la suppression des frontières artificielles de la guerre froide et des blocs militaires. Rompre l'isolement conservateur entre l'Ouest et l'Est."

M. Brown a suggéré qu'un nouveau traité établisse un calendrier précis d'intégration, mais que son élaboration ne retarde pas l'entrée de la Grande-Bretagne et des autres pays candidats : la Norvège, le Danemark et l'Irlande.

Il a développé le thème de l'élargissement du rôle politique collectif de l'Europe en proposant la création d'un Parlement européen élu au suffrage direct et non suivant le système actuel de désignation par les parlements nationaux. Avec une Europe politiquement unie, a déclaré M. Brown, le continent serait à même de prendre des décisions collectives en matière de défense, de politique étrangère et monétaire, et aider les pays en voie de développement.

Une "devise-réserve européenne" soutenue par les réserves des pays membres pourrait enfin avoir à ses yeux un rôle stabilisateur et aider à résoudre la crise monétaire actuelle en attendant la réalisation de l'idéal "devise de réserve mondiale".

La nécessité de l'union politique devient plus pressente et la poursuite du développement de l'Europe se trouve sérieusement compromise par la désunion politique des Etats membres, a-t-il déclaré. "C'est pourquoi je pense que nous devrions dire en toute netteté à M. Pompidou que les arrangements économiques ne nous attirent qu'à condition d'envisager aussi bien des arrangements politiques." Il a demandé instamment que toute forme de gouvernement européen qui verrait finalement le jour soit fondée sur des assises démocratiques solides.

Le congrès a, pour sa part, adopté la résolution suivante sur les problèmes européens :

"L'Internationale socialiste est consciente que l'existence de la C.E.E. et de l'A.E.L.E. aggrave la division qui existe encore en Europe occidentale aujourd'hui.

L'Internationale socialiste exprime ses regrets de voir les progrès vers l'unité européenne bloqués par des objections politiques à l'élargissement de la C.E.E. et au renforcement de son caractère démocratique et de sa structure interne.

Le congrès exprime son soutien aux initiatives visant à l'unité européenne qui ont été prises dans les domaines qui ne sont pas couverts par le traité de Rome, afin d'empêcher encore l'éloignement entre les organisations économiques."

(Times, 17 juin ;
Il Popolo, 17 juin ;
Le Figaro, 18 juin ;
Guardian, 18 juin ;
La Libre Belgique, 19 juin)

Zweiter Teil - Deuxième partie - Parte seconda
Tweede Deel - Part II

METHODISCHE BIBLIOGRAPHIE - BIBLIOGRAPHIE METHODIQUE
BIBLIOGRAFIA METODICA - BIBLIOGRAFISCH OVERZICHT
METHODICAL BIBLIOGRAPHY

Diese Bibliographie zählt eine Reihe der Bücher auf, welche die Bibliothek des Europäischen Parlaments im Zeitraum, auf den sich dieses Heft bezieht, erworben hat sowie die Zeitschriften, die sie in der gleichen Zeit auswärtete.

Cette bibliographie représente une sélection des titres des ouvrages acquis ainsi que des périodiques dépouillés à la Bibliothèque du Parlement européen pendant la période couverte par la présente édition des Cahiers.

In questa bibliografia figura una scelta dei titoli delle opere ricevute e dei periodici selezionati alla Biblioteca del Parlamento Europeo nel periodo coperto dalla presente edizione dei Quaderni.

Deze bibliografie geeft een keuze uit de aanwinsten van de Europese Parlementsbibliotheek en de periodieken waaruit in deze editie van "Europese Documentatie" artikelen zijn opgenomen.

This bibliography gives a selection of titles of books acquired and periodicals examined by the Library of the European Parliament during the period covered by this edition of the Digest.

1. Allgemeine Fragen - Problèmes généraux - Problemi generali
Algemene vraagstukken - General matters

1. - AMENDOLA, Giorgio: La Crisi delle Comunità
(Rinascita, n° 31, 1er agosto 1969, p. 5-7).

2. - CHABERT, Joseph: La Signification et le rôle du Benelux au sein de la CEE.
(Reflets et Perspectives de la Vie Economique, n° 3, mai 1969, p. 227-235).

3. - COUVREUR, L. : De Raad van Europa en de Europese eenheidsgedachte.
(Internationale Spectator, n° 9, 8 mei 1969, p. 759-820).

4. - ERFOLGE und Krisen der Integration. Zsgest. u. eingel. von Beate Kohler. (Par Dusan) Sidjanski (e. a.).
Köln, Europa Union Verl., (1969). 136 p. 8°
(Europäische Schriften des Bildungswerks Europäische Politik, 20).
(20. 977) (notes bibliogr.)

5. - FOERSTER, Rolf Hellmut: EWG und Deutscher Zollverein: ein Vergleich.
(Aus Politik und Zeitgeschichte, n° 21, 24. Mai 1969, p. 17-31).
(21. 662)

6. - GROEBEN, Hans von der: Europäische Integration als Gestaltungsfaktor in Politik, Gesellschaft und Wirtschaft.
(Integration, n° 1, 1969, p. 57-70).

7. - HARMEL, Pierre: La Politique extérieure de la Belgique au seuil de 1969.
(Chronique de Politique Etrangère, n° 1, janvier 1969, p. 5-28).

8. - LA GORCE, Paul Marie de: La France contre les empires.
Paris, Grasset, (1969). 363 p. 8^o
(21.499)
-
9. - NORD, H. R. : Van Haags Congres tot Raad van Europa.
(Mouvement Européen. La Haye: Europa in beweging. 's-Gravenhage,
1968. p. 20-24).
(21.561)
-
10. - PACINI, Marcello, BARONI, Ernesto: Europa anno zero?
Bologna, Il Mulino, (1968). 279 p. 8^o
(La Specola contemporanea).
(21.365) (bibliographie)
-
11. - POSTAN, M. M. : An Economic history of Western Europe, 1945-1964.
London, Methuen, (1967). 382 p., tabl. 8^o
(21.110) (bibliographie)
-
12. - PETRILLI, Giuseppe: Attualità dell'Europa.
(Affari Esteri, n° 2, aprile 1969, p. 166-177).
-
13. - PINDER, John: C. E. E. : dall'integrazione negativa all'integrazione
positiva.
(Lo Spettatore Internazionale, n° 3, maggio-giugno 1969, p. 280-304).
-
14. - SCHNEIDER, Heinrich: Zur politischen Theorie der Gemeinschaft.
(Integration, n° 1, 1969, p. 23-44).
-
15. - SPAAK, Paul-Henri: Combats inachevés. (T. 1-).
(Paris), Fayard, (1969). 8^o
(1). De l'Indépendance à l'Alliance. (1969). 315 p.
(Les Grandes études contemporaines).
(21.418)
-
16. - SPINELLI, Altiero: What is at stake in Europe today.
(The World Today, n° 8, August 1969, p. 363-368).
-
17. - STRAUSS, Franz Josef: Herausforderung und Antwort. Ein Programm
für Europa. Vorwort von Jean-Jacques Servan-Schreiber.
Stuttgart, Seewald, (1968). 205 p. 8^o
(21.342)
-

18. - STRAUSS, Franz-Josef: Plaidoyer pour l'Europe.
(Les Problèmes de l'Europe, n° 44, 1969, p. 7-10).

19. - TORTORA, Fulvio: Origine ed evoluzione dei trattati comunitari.
1-
Milano, Giuffrè, 1968- 8°
1. 1968. 298 p.
(21.591) (bibliographie)

20. - URI, Pierre: Voici comment, il y a dix ans, le marché commun a été
conçu entre Messine et Venise.
(Communauté Européenne, n° 132, juillet-août 1969, p. 27-29).

21. - VAJDA, Imre: Intégration, union économique et Etat national.
(Revue Tiers-Monde, n° 37, janvier-mars 1969, p. 25-47).

22. - ZAMPAGLIONE, Gerardo: Presente e avvenire del processo di unifica-
zione europea e mondiale.
(La Comunità Internazionale, n° 2, aprile 1969, p. 211-225).

2. Politische und institutionelle Fragen - Questions politiques et institutionnelles
Problemi politici e istituzionali - Politieke en institutionele vraagstukken
Institutional Matters

23. - BESLUITVORMING in de Europese Gemeenschappen: theorie en praktijk.
(Par) Maurice Lagrange (e. a.).
Deventer, Kluwer, 1968. 161 p. 8^o
(Europese monografieën, 10).
(21.881) (bibliographie)
-
24. - COPPE, Albert: La Politique d'information de la Commission.
(Communautés Européennes. Bulletin n^o 6, juin 1969, p. 5-8).
-
25. - DEHOUSSE, Jean-Maurice: Essai sur le concept de supranationalité.
(Chronique de Politique Etrangère, n^o 2, mars 1969, p. 183-203).
-
26. - DUBOUIS, Louis: Les Institutions communautaires depuis la "fusion des exécutifs". 1er juillet 1967 - 31 décembre 1968.
(Revue Trimestrielle de Droit Européen, n^o 1, janvier-mars 1969, p. 69-91).
-
27. - FOIS, Paolo: Gli Accordi degli Stati membri delle Comunità Europee
1-
Milano, Giuffrè, 1968- . 8^o
1. 1968. 179 p.
(Pubblicazioni della Facoltà di Economia e Commercio dell'Università di Roma, 32).
(21.597) (bibliographie)
-
28. - IPSEN, Hans Peter: Zur Verfassung der fusionierten Gemeinschaft.
(Integration, n^o 1, 1969, p. 3-22).
-
29. - MIERT, Karel van: Les Aspects politiques de la pratique du droit de proposition de la Commission des Communautés Européennes.
(Chronique de Politique Etrangère, n^o 2, mars 1969, p. 205-234).
-

3. Wirtschaftsfragen - Questions économiques - Problemi economici
Economische vraagstukken - Economic matters

30. - BANDT, Jacques de: La Rentabilité de l'industrie textile de la CEE: concurrence normale ou anormale.
(Reflets et Perspectives de la Vie Economique, n^o 3, mai 1969, p. 195-203).
-
31. - BETTENCOURT, André: La Politique industrielle de la C. E. E.
(Les Problèmes de l'Europe, n^o 43, 1969, p. 7-11).
-
32. - CENTRE (Un) de gravité européen. (Par) Henri Rieben (e. a.) T. 1-
Lausanne, Centre de Recherches Européennes, 1969. 8^o
1. 1969. 402 p., tabl., fig., ill.
(21.727)
-
33. - CENTRE EUROPEEN DE COORDINATION DE RECHERCHE ET DE
DOCUMENTATION EN SCIENCES SOCIALES. Vienne: Les Déséqui-
libres régionaux en Europe. Régions en retard des pays industrialisés.
Projet de recherche comparative internationale. - Regional disequi-
libria in Europe. Backward areas in industrialized countries. A
multinational comparative research.
Bruxelles, Ed. de l'Institut de Sociologie, Univ. Libre, 1968.
611 p., tabl., ct. 8^o
(European Coordination Center for research and documentation in
social sciences).
(21.732) (bibl.p.chap.)
-
34. - DEGAND, Claude: Où en est l'intégration du cinéma européen?
(Revue du Marché Commun, n^o 124, juin 1969, p. 312-316).
-
35. - KRAEMER, Hans-R. : Formen und Methoden der internationalen wirt-
schaftlichen Integration. Versuch einer Systematik.
Tübingen, Mohr, 1969. III, 122 p., tabl., 1 dpl. 8^o
(Kieler Studien, 95).
(21.543) (bibliographie)
-
36. - PEDINI, Mario: Regionalismo e relazioni economiche internazionali
(Rivista di Politica Economica, n^o 5, maggio 1969, p. 627-645).
-

- 37.- RAHM, Werner: Le Marché suisse du fer et la construction de l'Europe.
Lausanne, Centre de Recherches Européennes, 1964. 294 p., tabl.,
fig. 8⁰
(21.830) (bibliographie)
-
- 38.- SCHOELLHORN, Johann: Koordinierung der mittelfristigen Wirtschaftspolitik.
(Wirtschaftsdienst, n^o 7, Juli 1969, p. 381-390).
-

4. Monétaire und finanzielle Fragen - Questions financières et monétaires
Problemi finanziari e monetari - Finanziële en monetaire vraagstukken
Financial and monetary matters

39. - ASZKENAZY, H. : Les Bourses du marché commun en 1968-69.
(Les Problèmes de l'Europe, n^o 43, 1969, p. 151-159).

40. - CLERFAYT, Georges: Les Conditions d'un bon système monétaire international.
(Reflets et Perspectives de la Vie Economique, n^o 3, mai 1969, p. 213-225).

41. - EUROFINANCE. Paris: Eurobörse.
(Düsseldorf), Dresdner Bank, 1968. 56 p., tabl., fig. 4^o
(21.192)

42. - FERRO, Angelo: L'Armonizzazione dei sistemi bancari nella C. E. E.
Tema di politica economica e finanziaria internazionale.
Padova, C. E. D. A. M., 1966. 242 p. 8^o
(Publicazioni della Facoltà di Scienze Politiche dell'Università di Padova, 10)
(21.581) (bibliographie)

43. - HERREGAT, Guy: La Conjoncture européenne ou le conflit des objectifs.
Paris, S. E. D. E. I. S., 1969. pp. 351-379. 4^o
(Analyse & Prévision. Chroniques d'Actualité, n^o 1058, 20 juin 1969).

44. - MOELLER, Hans: Nationalstaat, Währungssouveränität und europäische Integration.
(Integration, n^o 1, 1969, p. 45-56).

45. - MUENCHMEYER, Alwin: La Nécessité d'une union monétaire européenne.
(Les Problèmes de l'Europe, n^o 43, 1969, p. 27-30).

46. - TABLE RONDE DES PROBLEMES DE L'EUROPE. 21. 1968. Lausanne:
Le marché financier européen au service de l'expansion. (Compte rendu sténographique).
(Les Problèmes de l'Europe, n^o 43, 1969, p. 33-128).

47. - VERGLEICH der allgemeinen Einkommensteuer für natürliche Personen in den EWG-Ländern.
(Internationale Wirtschafts-Briefe, Fach 5, Europäische Wirtschaftsgemeinschaft, Gruppe 2, p. 115-118).
-

48. - WERNER, Pierre: Politique monétaire européenne.
(Luxembourg. Service Information et Presse: Bulletin de Documentation, n° 6, 31 mai 1969, p. 17-19).
-

49. - ZANGHI, Claudio: Gli Aiuti finanziari della C. E. C. A.
(Civitas, n° 6, giugno 1969, p. 41-49).
-

5. Wettbewerb - Concurrence - Concorrenza - Mededinging - Competition

- 50.- BELKE, Rolf: Gerichtliche Nachprüfbarkeit von Schiedssprüchen auf Verstöße gegen EWG-Kartellrecht.
(Aussenwirtschaftsdienst des Betriebs-Beraters, n° 6, Juni 1969, p. 214-220).
- 51.- BERRI, Mario: Abuso di posizione economica dominante da parte di imprese pubbliche con riferimento alla legislazione italiana.
(Rivista di Diritto Europeo, n° 1, gennaio-marzo 1969, p. 17-40).
- 52.- DERINGER, Arved: Les Droits de la protection industrielle et commerciale et le Traité instituant la C. E. E.
(Revue du Marché Commun, n° 124, juin 1969, p. 325-332).
- 53.- EUROPEES kartelrecht in ontwikkeling. (Par) P. Verloren van Themaat (e.a.).
Deventer, Kluwer, 1968. 111 p. 8°
(Europese monografieën, 9).
(22.008) (notes bibliogr.)
- 54.- GIDE, Pierre, LOYRETTE, Jean, NOUEL, Philippe: Le Droit de la concurrence des Communautés Européennes. Traité pratique. Recueil de textes.
Paris, Joly, (1969). XXXI, 528 p. 8°
(Dictionnaires André Joly).
(21.758) (bibliographie)
- 55.- HAM, A. D. : Wijziging in de Franse kartelwetgeving.
(Sociaal Economische Wetgeving, n° 5, mei 1969, p. 289-293).
- 56.- JAUME, René: Ententes et coopération entre entreprises. (Ententes et Positions Dominantes).
(Revue du Marché Commun, n° 124, juin 1969, p. 317-324).
- 57.- MOK, M. R. : Het Nederlands kartelbeleid. De toepassing van de wet economische mededinging 1963-1968.
(Sociaal Economische Wetgeving, n° 3, maart 1969, p. 130-186).
- 58.- MONACO, Riccardo: L'Abuso di posizione dominante da parte di imprese nel quadro dell'ordinamento italiano.
(Rivista di Diritto Europeo, n° 1, gennaio-marzo 1969, p. 3-15).

59. - MORERA, Renzo: La Politique commune en matière de concurrence selon le 10e rapport général sur l'activité de la Communauté: réflexions au sujet du règlement n° 67/67 CEE de la Commission relatif à l'application de l'art. 85, par 3 du Traité à des catégories d'accords de distribution exclusive.
(Le Droit et les Affaires, n° 156, 7 juillet 1969. Les Documents de la Quinzaine, n° 29, p. 1-19).

60. - ULMER, Peter: Verstoss gegen die "öffentliche Ordnung" bei Anerkennung eines zwingende kartellrechtliche Vorschriften des EWG-Vertrages verletzenden Schiedsspruches.
(Der Betriebs-Berater, n° 16, 10. Juni 1969, p. 692-695).

6. Sozialfragen - Questions sociales - Problemi sociali
Sociale vraagstukken - Social matters

61. - BEEVER, R. Colin: Trade unions and free labour movement in the E. E. C.
London, Chatham House; P. E. P., 1969. 50 p., tabl. 8^o
(European series, 10).
(21.458)
-
62. - COMMUNAUTES EUROPEENNES. Commission. Bruxelles: Aspects sociaux de la politique charbonnière (dans le cadre d'une politique énergétique communautaire).
(S. I., S. P. C. E.), 1968. 8 p. 8^o
(Bulletin des Communautés Européennes, n^o 12, 1968. Suppl.).
-
63. - CONGRES VAN DE VLAAMSE JURISTENVERENIGING. 23. 1968.
Louvain: "Sectie 4) De Harmonisatie van de sociale zekerheid in E. E. G. -Verband. Preadviezen van G. M. J. Veldkamp (e. a.)
(Extr. de: Rechtskundig Weekblad, n^o 32, 7 April 1968. p. 1562-1607).
(20.858)
-
64. - CRAYENCOUR, J. -P. de: Le Droit d'établissement et les ingénieurs.
(Revue du Marché Commun, n^o 124, juin 1969, p. 299-311).
-
65. - E. E. C. (The) social policy until the customs union. (Par) J. D. Neirinck (e. a.).
Bruxelles, Inst. Royal des Relations Intern., 1969. pp. 263-389. 8^o
(Chronique de Politique Etrangère, n^o 3, mai 1969).
-
66. - EMANUEL, H. : De Ontwikkeling der loonkostenniveaus in de verwerkende industrie der EEG-landen, 1950-1966.
Den Haag, Centraal Planbureau, 1968. 16 p., tabl., fig. 8^o
(Overdrukken, 115. Extr. de: Economisch-Statistische Berichten, n^o 2665, 9 oktober 1968).
(21.151) (notes bibliogr.)
-
67. - HEYNIG, E. : Ist eine Lösung für das Dilemma der europäischen Sozialpolitik in Sicht?
(Aussenwirtschaftsdienst des Betriebs-Beraters, n^o 6, Juni 1969, p. 227-230).
-

68. - ISTITUTO PER GLI STUDI SULLO SVILUPPO ECONOMICO E IL PROGRESSO TECNICO: Salari e costo del lavoro nell'Europa occidentale. A cura di: Gianni Scaiola con la collab. di ... Milano, Angeli, (1968). 623 p., tabl. 8^o
(Collana I. S. V. E. T., 6).
(21.360) (notes bibliogr.)
-
69. - KADE, Gerhard, SCHILLER, Günter: Gastarbeiterwanderungen - ein neues Element in der Wirtschaftspolitik der Mittelmeerländer. (Welt wirtschaftliches Archiv, n^o 2, 1969, p. 333-355).
-
70. - LOOK, Moni van: Het Vrij verkeer van werknemers in de E. E. G. nu een realiteit. (Sociaal Economische Wetgeving, n^o 5, mei 1969, p. 274-288).
-
71. - LYON-CAEN, Gérard: Le Régime définitif de la libre circulation des travailleurs. (Revue Trimestrielle de Droit Européen, n^o 1, janvier-mars 1969, p. 92-100).
-
72. - NEIRINCK, J. D. : The Rome Treaty social policy and EEC applied labour economics. (Chronique de Politique Etrangère, n^o 3, mai 1969, p. 267-373).
-
73. - RIVIERE D'ARC, Hélène, KAYSER, Bernard: Les Migrations intra-européennes de main-d'oeuvre. Paris, La Documentation Française, 1969. 75 p., tabl. 4^o
(Notes et Etudes Documentaires, n^o 3.603, 26 juin 1969).
-
74. - SADTLER, Götz: Europäische Tarifverträge. (Neue Juristische Wochenschrift, n^o 22, 29. Mai 1969, p. 962-965).
-
75. - THEUNIS, J. M. : Gastarbeiders - lastarbeiders. Ongewenste vreemdelingen? Discriminatie? Gemiste kansen? Hilversum, Brand, 1968. 88 p., tabl., fig. 8^o
(Brandnetels, 4).
(21.486) (bibliographie)
-
76. - TROCLET, Léon-Eli: Le Problème de la collaboration des partenaires sociaux et la politique sociale européenne. (Chronique de Politique Etrangère, n^o 3, mai 1969, p. 375-382).
-

- 77.- UNION DES INDUSTRIES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE.
Bruxelles: La C. E. E. et la libre prestation des services (dans le
domaine des assurances).
(Fédération des Industries Belges. Bulletin, n^o 19, 15 juillet 1969,
p. 1585-1590).
-
- 78.- VELDKAMP, G. M. J. : Prospect of the social policy of the European
Communities.
(Chronique de Politique Etrangère, n^o 3, mai 1969, p. 383-389).
-
- 79.- VOIRIN, Michel: Vers l'extension aux non-salariés des règlements
de la C. E. E. sur la sécurité sociale des migrants.
(Droit Social, n^o 7-8 juillet-août 1969, p. 467-471).
-
- 80.- VRIJHEID van vestiging en dienstverlening in de E. E. G.
(Par) I. Samkalden (e.a.).
Deventer, Kluwer, 1965. 146 p. 8^o
(Europese monografieën, 4)
(22.007) (notes bibliogr.)
-

7. Landwirtschaft - Agriculture - Agricoltura - Landbouw - Agriculture

81. - ASSEMBLEE PERMANENTE DES CHAMBRES D'AGRICULTURE.
Paris: La Politique agricole de la Communauté Economique Européenne.
Propositions de l'A. P. C. A.
(Chambres d'Agriculture, n° 415/416, 1er-15 juillet 1969.
Suppl., p. 3-16).
82. - ASSOCIATION DES INDUSTRIES MARGARINIERS DES PAYS DE LA
COMMUNAUTE EUROPEENNE. Bruxelles: Dossier sur "les margarines"
dans la Communauté européenne.
Bruxelles, I. M. A. C. E., 1969. 2 vol. 4°
(1). Dossier ... VI, 39 p., tabl., fig.
(2). Note complémentaire sur les problèmes relatifs à la résorption des
excédents de beurre. 7 p.
(21.778)
83. - ASSOCIAZIONI CRISTIANE LAVORATORI ITALIANI. Rome: Parere
della presidenza nazionale ACLI sul "memorandum Mansholt".
(Quaderni di Azione Sociale, n° 6, 1969, p. 755-757).
84. - BEILLET, Claude: L'Agriculture à la croisée des chemins.
(Union-Agriculture, n° 296, mai 1969, p. 29-39).
85. - BUCHLER, Jean-Pierre: Die Erweiterung und der Ausbau der E. W. G.
in agrarpolitischer Sicht. Referat.
Berlin, Deutsche Weltwirtschaftl. Gesellschaft, 1969. 15 p. 8°
(21.696)
86. - CASADIO, Gian Paolo: La Rivoluzione di Mansholt. E iniziata la revi-
sione della politica agricola comune.
(La Mercanzia, n° 6, giugno 1969, p. 519-527).
87. - CLAVEL, Jean-Claude: Le Dossier agricole du marché commun.
Paris, S. P. E. R., (1969). 263 p., ill., tabl., fig., ct. 8°
(Agri-Poche, 5-6).
(21.739) (bibliographie)
88. - CORSI, Ermanno: Mansholt a Bari.
(Nord e Sud, n° 114, giugno 1969, p. 47-52).
89. - DELORME, Hélène: Le Rôle des forces paysannes dans l'élaboration de
la politique agricole commune.
(Revue Française de Science Politique, n° 2, avril 1969, p. 356-391).

90. - FEDERATION NATIONALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLLES. Paris: La Politique agricole que demande la F.N.S.E.A. à travers les résolutions du 23e Congrès, 25 et 26 février 1969. (Paris), F.N.S.E.A., 1969, 48 p. 8^o
(21.301)
-
91. - FRANCE. Agriculture (Ministère). Etudes et Affaires Générales (Direction). Paris: Enquête communautaire sur la structure des exploitations agricoles en 1967. (Résultats provisoires issus du dépouillement manuel). (Paris), 1968. 37 p., tabl., fig. 4^o
(Ministère de l'Agriculture. Direction Générale des Etudes et des Affaires Générales. Service Central des Enquêtes et Etudes Statistiques).
(20.812)
-
92. - FRANCE. Conseil Economique et Social. Paris: La Politique agricole française et les évolutions nécessaires en fonction de la situation communautaire et mondiale. Rapp.prés. ... p.Gaston du Douet de Graville. (10 et 11 juin 1969). Paris, Impr.Nat., 1969. pp. 499-546. 4^o
(Journal Officiel. Avis et rapports du C.E.S., 13 juillet 1969).
-
93. - FRANÇOIS-DONAT, S.: Le "Plan Mansholt" face à l'opinion. (Les Problèmes de l'Europe, n^o 43, 1969, p. 12-26).
-
94. - HOECHERL, Hermann: L'Agricoltura et l'integrazione dell'Europa. (Relazioni Internazionali, n^o 24, 14 giugno 1969, p. 501-503).
-
95. - GOURDON, J., DENOTH, M: La Politica commerciale agricola dei Paesi della Comunità Economica Europea. - La Politique commerciale agricole des pays de la Communauté Economique Européenne. (Istituto di Studi Europei "Alcide de Gasperi". Roma. Bollettino d'Informazione, n^o 2, aprile-giugno 1969, p. 22-31).
-
96. - MARCHAT, Philippe: Les Difficultés d'adaptation de l'agriculture dans les six pays du marché commun et en France. (Revue de Défense Nationale, août-septembre 1969, p. 1433-1449).
-
97. - PENDINELLI, Mario: I Nemici di Mansholt. (Nord e Sud, n^o 113, maggio 1969, p. 24-30).
-

98. - PLAN (Le) Mansholt. - Le Rapport Vedel.
(Paris, S. E. C. L. A. F., 1969). 589 p., tabl., fig., 1 ill. 8°
(21.815) (bibliographie)
-
99. - RODIER, Dominique: Evolution du commerce extérieur agricole de
la C. E. E. de 1960 à 1966. (Revue Française de l'Agriculture,
printemps 1969).
(Problèmes Economiques, n° 1.125, 24 juillet 1969, p. 14-18).
-
100. - ZELLER, Willy: Zur Kritik an der Agrarpolitik der E. W. G.
Erlenbach-Zürich, Stuttgart, Rentsch, 1969. 69 p., 1 dpl. 8°
(Schriften zur Auslandsforschung d. Schweizerischen Instituts f.
Auslandsforschung, 2).
(21.554) (notes bibliogr.)
-

8. Verkehr - Transports - Trasporti - Vervoer - Transport

101. - BODSON, Victor: Ende der Liberalisierungstendenzen in der EWG-Verkehrspolitik? Bodson plädiert für Einigung des begrenzten Wettbewerbs im Verkehr.
(Verkehrs-Brief, n^o 17-19, 21. April 1969, p. 9-20).

102. - VERVOER (Het) in de Europese Gemeenschappen. (Par) C.J. Oort (e.a.).
Deventer, Kluwer, 1969. 160 p. 8^o
(Europese monografieën, 13).
(21.885) (notes bibliogr.)

103. - TRANSPORTS (Les) en République Fédérale d'Allemagne.
Paris, La Documentation Française, 1969. 54 p., tabl., ct. 4^o
(Notes et Etudes Documentaires, n^o 3.602, 23 juin 1969).

104. - WILLEM, Léon: L'Industrie et le transport par eau en Belgique.
(Revue de la Navigation Fluviale Européenne, n^o 11, 10 juin 1969, p. 421-423).

105. - WOELKER, Christian: Verkehrsreform-Programme in Europa.
(Internationales Verkehrswesen, n^o 3, April-Mai 1969, p. 80-85).

9. Energie - Energie - Energia - Energie - Energy

106. - ALBONETTI, Achille: Energia nucleare e autonomia.
(Affari Esteri, n° 2, aprile 1969, p. 187-212).
-
107. - ALLEMAGNE. Wissenschaftliche Forschung (Bundesministerium).
Bonn: 3. (Drittes) Atomprogramm der Bundesrepublik Deutschland
1968-1972.
(Bonn, 1968). 50 p., tabl. 8°
(21.457)
-
108. - CENTRALE (La) di Dodewaard ed altri progetti nucleari olandesi
(Comitato Nazionale Energia Nucleare. Notiziario, n° 5, maggio 1969,
p. 72-80).
-
109. - CLAIR, Pierre: L'Indépendance pétrolière de la France. Préf. de
Henri Guitton. 1-
Paris, Cujas, (1968-). 8°
1. Le théâtre de guerre. (1968). 127 p., tabl., fig.
(21.497)
-
110. - ITALIA (L') e l'accordo Gran Bretagna, Olanda, Germania Federale
per la centrifugazione gassosa.
(Comitato Nazionale Energia Nucleare: Notiziario, n° 7, luglio 1969,
p. 76-85).
-
111. - LOOSCH, Reinhard: Kernenergie und internationale Zusammenarbeit.
(Aussenpolitik, n° 7, Juli 1969, p. 394-401).
-
112. - MUELLER-MICHAELIS, Wolfgang: Die Integration der westeuropäi-
schen Energiemärkte.
Göttingen, Vandenhoeck u. Ruprecht, (1968). 160 p., tabl., fig. 8°
(Wirtschaftspolitische Studien, 16).
(21.541) (bibliographie)
-
113. - ROBERT, Georges: L'Europe, continent gazier.
(Revue Française de l'Energie, n° 210, avril 1969, p. 311-317).
-
114. - SCHEINMAN, Lawrence: Atomic energy policy in France under the
Fourth Republic.
Princeton, N.J., Princeton U.P., 1965. XXIV, 259 p. 8°
(21.695) (bibliographie)
-

- 115.- TUGENDHAT, Christopher: Oil: the biggest business.
London, Eyre a. Spottiswoode, (1968). XVI, 318 p., tabl., fig.,
ill. 8^o
(21.569) (bibliographie)
-

10. Forschung und Kultur - Recherche et culture - Ricerca e cultura
Onderzoek en cultuur - Research and cultural matters

116. - ALBONETTI, Achille: La Politica della ricerca in Italia negli anni settanta.
(Comitato Nazionale Energia Nucleare. Notiziario, n° 6, giugno 1969, p. 63-72).
-
117. - CENTRO INFORMAZIONI E STUDI SULLE COMUNITA' EUROPEE PER LE VENEZIE. Venise: Scuola e società nel quadro della integrazione europea. Dieci anni di azione informativa. (Cur. d. Piero Piva).
Modena, S. T. E. M. Mucchi, (1969). 472 p., tabl., ill. 8°
(C.I.S.C.E. Centro Informazioni e Studi sulle Comunità Europee. Venezia).
(21.325)
-
118. - COGNARD, Pierre: Pour une économie de la recherche.
(Le Progrès Scientifique, n° 132, juillet-août 1969, p. 31-42).
-
119. - GIARINI, Orio: L'Europe et l'espace. Préf. de Etienne Hirsch.
Lausanne, Centre de Recherches Européennes, 1968. 255 p., tabl., fig., ill. 8°
(21.770)
-
120. - LANDES, David S.: The Unbound Prometheus. Technological change and industrial development in Western Europe from 1750 to the present.
Cambridge, U. P., 1969. IX, 566 p., tabl. 8°
(History: Economics. Cam, 418).
(21.338) (notes bibliogr.)
-
121. - LAYTON, Christopher: European advanced technology: a programme for integration.
London, Allen a. Unwin, (1969). 293 p., tabl. 8°
(P. E. P. series).
(21.150) (notes bibliogr.)
-
122. - MERLINI, Cesare: Centri Euratom ed università europea.
(Lo Spettatore Internazionale, n° 3, maggio-giugno 1969, p. 386-397).
-

123. - PARLEMENT EUROPEEN. Groupe Démocrate-Chrétien. Luxembourg:
Le Défi des étudiants aux hommes politiques européens - le défi
européen aux jeunes universitaires. Colloque... Bruxelles, 29-30
octobre 1968.
(Luxembourg, P.E.), 1969. 82 p. 4^o
(Cahiers Européens, n^o 29, mars 1969).
-

124. - RUSSO, Giovanni: Il Fantasma tecnologico.
(Milano), Rizzoli, (1968). 140 p. 8^o
(Attualità)
(21.598)
-

11. Assoziierte Länder und Gebiete - Pays et territoires associés
Paesi e territori associati - Geassocieerde landen en gebieden
Associated countries and territories

125. - ASSOCIATION (L') entre la C. E. E. et les Etats Africains.
Paris, Revue du Marché Commun, 1969. pp. 209-292. 4^o
(Revue du Marché Commun, n^o 123, mai 1969).

126. - FERRANDI, Jacques: L'Avenir de l'association euro-africaine.
(Les Problèmes de l'Europe, n^o 44, 1969, p. 11-16).

127. - GOES VAN NATERS, M. van der: Francofoon Afrika, onbekend en
onbemind.
(Internationale Spectator, n^o 10, mei 1969, p. 904-920).

128. - GOODMAN, Seymour: Turkey's trade prospects in the common
market: an exploratory study.
(Journal of Common Market Studies, n^o 4, June 1969, p. 305-326).

129. - LEE, J.J. van der: Yaoundé pro en contra.
(Internationale Spectator, n^o 15, 8 september 1968, p. 1233-1262).

130. - PEDINI, Mario: Il Rinnovo delle convenzioni di Yaoundé.
(Affari Esteri, n^o 2, aprile 1969, p. 145-165).

131. - RENOUVELLEMENT de la Convention de Yaoundé.
(Revue Tiers-Monde, n^o 37, janvier-mars 1969, p. 213-236).

132. - VENIER, Gian Marco: C. E. E., E. A. M. A. et Amérique Latine:
les problèmes du renouvellement de la Convention de Yaoundé.
(Les Problèmes de l'Europe, n^o 44, 1969, 35-43).

133. - ZONIN, Giovanni: La Rappresentanza economico-sociale negli Stati
Africani e Malgascio associati alla Comunità Economica Europea.
(Rivista di Politica Economica, n^o 4, aprile 1969, p. 529-539).

12. Aussenbeziehungen - Relations extérieures - Relazioni con l'esterno
Buitenlandse betrekkingen - External relations

134. - BOWERS, John, LIND, Harold: Europe: the price is too high.
(London, Fabian Society, 1968). 28 p., tabl. 8°
(Fabian tract, 381).
(21.546)
-
135. - FUCITO, Guido: La Politica commerciale della CEE.
(Rivista di Politica Economica, n° 6, giugno 1969, p. 723-754).
-
136. - JANTZEN, Günther: Gefahren aus dem Protektionismus im Welt-
handel.
(Aussenpolitik, n° 7, Juli 1969, p. 389-393).
-
137. - KITZINGER, Uwe: The Second try: Labour and the E. E. C.
Oxford (etc.), Pergamon Pr., (1968). XIII, 353 p., tabl., ill. 8°
(The Commonwealth and international library. Liberal studies
division).
(21.209) (bibliographie)
-
138. - KRAUSE, Lawrence B.: European economic integration and the
United States.
Washington, Brookings Institution, (1968). XIV, 265 p., tabl. 8°
(21.545) (bibliographie)
-
139. - LEVI, Mario: La Grand-Bretagne et l'Europe.
(Politique Etrangère, n° 3, 1969, p. 289-316).
-
140. - LINDEBRAEKKE, Sjur: La Coopération des pays nordiques dans une
perspective européenne.
(Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, n° 235, mars-avril
1969, p. 269-274).
-
141. - MACKINTOSH, John P.: Britain in Europe: historical perspective
and contemporary reality.
(International Affairs, n° 2, April 1969, p. 246-258).
-
142. - RICCARDI, Ferdinando: Il "Contenzioso commerciale" CEE-USA.
(Mondo Economico, n° 17, 3 maggio 1969, p. 21-25).
-

143. - TALBOYS, B. E. : New Zealand and Europe, partnership and problems.
(Chronique de Politique Etrangère, n^o 2, mars 1969, p. 174-182).

144. - TAUBER, Arnost: The European Economic Community and Czechoslovakia. (Lecture given September 23rd 1967 at the Conference "The European Economic Community and the countries of Eastern Europe" at Trieste).
Prague, Institute of International Politics and Economics, 1968.
23 p. 4^o
(Series of studies. T. 30).
(21.076/1)

145. - WALLICH, Henry C. : The United States and the European Economic Community.
(International Organization, n^o 4, Autumn 1968, p. 841-854).

146. - SEMINARIO DI STUDIO CIVIS - NATO - CEE. 1968. Rome: Aspetti economici dell'Alleanza Atlantica, mercato comune e Kennedy Round. Roma, 15-24 settembre 1968.
(Roma), Centro Italiano Viaggi Istruzione Studenti, 1968. 79 p. 8^o
(21.297)

13. Verteidigung - Défense - Difesa - Defensa - Defence

147. - BEAUFRE, André: Il "Pilastro" europeo.
(Affari Esteri, n° 2, aprile 1969, p. 44-58).

148. - CASOLA, Ottavio di: Condizioni della sicurezza dell'Europa occidentale.
(Affari Esteri, n° 2, aprile 1969, p. 3-29).

149. - COLOT, Louis: La Politique belge en matière de détente et de coopération en Europe.
(Chronique de Politique Etrangère, n° 1, janvier 1969, p. 53-74).

150. - FISCHER, Georges: La Non-prolifération des armes nucléaires.
Paris, Libr. Générale de Droit et de Jurisprudence, 1969. 240 p. 8°
(Bibliothèque de droit international, 50).
(21.004) (notes bibliogr.)

151. - KISSINGER, Henry A. : What kind of Atlantic partnership?
(The Atlantic Community Quarterly, n° 1, Spring 1969, p. 18-38).

152. - NORRENBORG, Daniel: Défense nationale ou défense européenne?
(Socialisme, n° 93, mai 1969, p. 368-373).

153. - STEHLIN, Paul: Retour à zéro. L'Europe et sa défense dans le compte à rebours. Préf. d'André François-Poncet. Annexe chronologique (1939-1968) par Gilbert Gantier.
Paris, Laffont, (1968). 385 p. 8°
(L'Histoire que nous vivons).
(21.820) (notes bibliogr.)

154. - WINDSOR, Philip: Die Grenzen der Détente in Europa.
(Europa-Archiv, n° 11, 10. Juni 1969, p. 377-386).

14. Rechtsfragen - Questions juridiques - Problemi giuridici
Juridische vraagstukken - Legal matters

155. - BARREAU DE LYON. Lyon: Droit pratique européen. Conférences ...
(janvier - mars 1968).
Lyon, Ed. Tout Lyon, Moniteur Judiciaire, (1968). 110 p. 8^o
(21.504) (notes bibliogr.)
-
156. - BLECKMANN, Albert: Verfassungsrechtliches Kompetenzbild des
nationalen Richters und innerstaatliche Anwendbarkeit des Art. 95
EWG-Vertrag.
(Europarecht, n^o 2, April-Juni 1969, p. 109-127).
-
157. - CONSTANTINESCO, Leontin: L'Introduction et le contrôle de la
constitutionnalité des traités et en particulier des traités européens
en droit allemand.
(Revue Belge de Droit International, n^o 2, 1969, p. 425-459).
-
158. - DROIT des Communautés européennes. Sous l.dir. de W. J. Ganshof
van der Meersch. Secr. d. l. réd. : Michel Waelbroeck avec la collab.
de ...
Bruxelles, Larcier, 1969. CXIII, 1193 p. 4^o
(Les Nouvelles).
(R. 21.777) (bibl.p.chap.)
-
159. - FUSS, Ernst-Werner: Rechtliche Aspekte einer gemeinsamen Wirt-
schaftspolitik in der EWG.
(Integration, n^o 2, 1969, p. 137-152).
-
160. - GARRON, Robert: Réflexions sur la primauté du droit communautaire.
(Revue Trimestrielle de Droit Européen, n^o 1, janvier-mars 1969,
p. 28-48).
-
161. - KELLERMANN, Alfred E. : Les Directives de la C. E. E. dans
l'ordre juridique néerlandais.
(Cahiers de Droit Européen, n^o 3, 1969, p. 247-311).
-
162. - KROPHOLLER, Jan: Die Europäischen Gemeinschaften und der
Grundrechtsschutz.
(Europarecht, n^o 2, April-Juni 1969, p. 128-146).
-

163. - MEIBOM, Hanspeter von: Der EWG-Vertrag und die Grundrechte des Grundgesetzes.
(Deutsches Verwaltungsblatt, n° 11, 1. Juni 1969, p. 437-444).

164. - MONACO, Riccardo: Lezioni di organizzazione internazionale.
Torino, Giappichelli, (1968). 8°
2. Diritto dell'integrazione europea. (1968). 433 p.
(1771/1) (bibl.p.chap.)

165. - PESCATORE, Pierre: Die Menschenrechte und die europäische Integration.
(Integration, n° 2, 1969, p. 103-136).

166. - RIDEAU, Joël: Juridictions internationales et contrôle du respect des traités constitutifs des organisations internationales. Préf. de René-Jean Dupuy.
Paris, Libr. Gén. de Droit et de Jurisprudence, 1969. XV, 382 p., tabl. 8°
(Bibliothèque de droit international, 47).
(21.775) (bibliographie)

167. - SANTIS, Raffaele de: Questioni pregiudiziali dinanzi alla Corte di Giustizia delle Comunità Europee.
(Rivista di Diritto Europeo, n° 1, gennaio-marzo 1969, p. 41-70).

168. - SEIDEL, Martin: Die Problematik der Angleichung der Sicherheitsvorschriften für Betriebsmittel in der EWG.
(Neue Juristische Wochenschrift, n° 22, 29. Mai 1969, p. 957-962).

169. - SOLDATOS, Panayotis: L'Introuvable recours en carence devant la Cour de Justice des Communautés Européennes.
(Cahiers de Droit Européen, n° 3, 1969, p. 313-334).

170. - UNIVERSITE, Naples: Istituto di Diritto Privato: La Società commerciale europea. Atti del Convegno di Villa Pignatelli. Napoli, 26-27 maggio 1967. (Org. dall'Istituto di Diritto Privato della Facoltà di Economia e Commercio dell'Università di Napoli e dalla Sezione Napoletana della Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale).
Napoli, Jovene, 1968. XV, 150 p. 8°
(Università di Napoli. Pubblicazioni dell'Istituto di Diritto Privato della Facoltà di Economia e Commercio, 4).
(21.590)

- 171.- VANDERSANDEN, Georges: Le Recours en intervention devant la Cour de Justice des Communautés Européennes.
(Revue Trimestrielle de Droit Européen, n^o 1, janvier-mars 1969, p. 1-27).

- 172.- ZULEEG, Manfred: Die Auslegung des europäischen Gemeinschaftsrechts.
(Europarecht, n^o 2, April-Juni 1969, p. 97-108).
